

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe MACHENAUD-JACQUIER  
Mail : philippe.machenaud@mail.pfMatahiti 157  
N° 3

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 17  
no Tenuare 2008

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

##### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 680 CAB/DPC du 30 novembre 2007 portant abrogation des agréments et habilitations pour les formations aux premiers secours .....	144
Arrêté n° 709 DIR.INFRA du 18 décembre 2007 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à l'installation d'un nouvel équipement VOR DME DOPPLER et radiogoniomètre sur l'aérodrome de Rangiroa dans l'archipel des Tuamotu .....	145
Arrêté n° HC 711 SATPN du 27 décembre 2007 portant agrément de M. Richard Zena, lauréat de la liste principale du concours externe de gardien de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF), session 2005 .....	145
Arrêté n° 714 AC.DIR.INFRA du 28 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 6-140261 AC.INFRA du 22 décembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public des aérodromes de Tahiti-Faa'a, Bora Bora, Raiatea et Rangiroa, non constitutive de droits réels .....	146
Arrêté n° HC 715 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant habilitation du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française pour les formations aux premiers secours .....	152
Arrêté n° HC 716 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant agrément du Comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) pour les formations aux premiers secours .....	153
Arrêté n° HC 717 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant agrément du comité local de Polynésie de la Croix-Rouge française pour les formations aux premiers secours .....	153
Arrêté n° HC 718 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant agrément de l'Association défense et secourisme délégation de Polynésie française (ADES) pour les formations aux premiers secours .....	154
Arrêté n° HC 719 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant agrément de la Fédération polynésienne de secourisme (FPS) pour les formations aux premiers secours .....	155
Arrêté n° 1 DRCL du 2 janvier 2008 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée à partir du renouvellement général des conseils municipaux de mars 2008 .....	155
Arrêté n° 1 DAC du 3 janvier 2008 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes sur la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement 2008 (DGF) servie par l'Etat, ministère de l'intérieur, pour les mois de janvier, février et mars 2008 .....	158

Arrêté n° HC 11 DRCL du 4 janvier 2008 portant création de la commission de tarification des documents électoraux à l'occasion de l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.	160
Arrêté n° HC 15 DRCL du 7 janvier 2008 portant création de la commission de propagande à l'occasion des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008. ....	160
Arrêté n° HC 17 DRCL du 7 janvier 2008 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des documents électoraux et d'apposition des affiches, à l'occasion des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008 .....	161
Arrêté n° HC 21 DRCL du 7 janvier 2008 portant création de la commission de recensement des votes à l'occasion des élections des représentants à l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008 .....	162
Arrêté n° HC 22 DRCL du 7 janvier 2008 portant fixation des dates limites de dépôt des déclarations à envoyer aux électeurs pour l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française .....	163
Arrêté n° HC 23 DRCL du 7 janvier 2008 modifiant l'arrêté n° HC 1360 DRCL du 30 août 2007 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française .....	163
Arrêté n° HC 24 DRCL du 7 janvier 2008 modifiant l'arrêté n° HC 1360 DRCL du 30 août 2007 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française .....	164
Arrêté n° HC 6 SATPN du 8 janvier 2008 portant organisation de deux concours de gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (1er concours externe et emplois réservés et 2e concours interne), session 2008 .....	164

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 6 CM du 4 janvier 2008 portant nomination de M. Arnaud Leverdier en qualité de directeur général de l'établissement public dénommé Etablissement d'achats groupés (EAG) .....	166
Arrêté n° 7 CM du 7 janvier 2008 portant nomination de M. Bruno Ugolini en qualité de chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim .....	166
Arrêté n° 9 CM du 8 janvier 2008 portant application de la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française. ...	167
Arrêté n° 13 CM du 10 janvier 2008 accordant la reconnaissance d'intérêt général à l'Association familiale catholique de Polynésie française .....	169

### EXTRAITS

Arrêté n° 4 CM du 4 janvier 2008 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Toahotu, commune de Taiarapu-Ouest, au profit de M. Emile Helme .....	170
Arrêté n° 5 CM du 4 janvier 2008 portant attribution du lot unique de 172 687 m2 du lotissement agricole partie du domaine Rose au profit de la coopérative Tiare Apiri .....	170

### ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

#### Présidence

### EXTRAITS

Arrêté n° 4082 PR du 28 décembre 2007 portant autorisation d'exploitation de l'officine de pharmacie, ouverte au public, dénommée "Pharmacie Porinetia" (enregistrement n° 6-07) sise à Pirae, à l'EURL Pharmacie Porinetia. ....	170
Arrêté n° 4087 PR du 28 décembre 2007 portant abrogation de l'arrêté n° 1421 PR du 2 juin 2006 portant autorisation d'ouverture d'un dépôt restreint de médicaments, sis à Takaroa, accordée à Mme Manolita Temahaga, commerçant non pharmacien .....	171
Arrêté n° 4088 PR du 28 décembre 2007 portant modification de l'arrêté n° 2975 PR du 14 novembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Hiva Oa pour l'acquisition de matériel d'équipement de la station de concassage communale .....	171

Arrêté n° 3 PR du 7 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 1226 PR du 17 juin 2003 autorisant l'ouverture par voie de création d'une pharmacie à usage intérieur par l'Association polynésienne pour l'utilisation du rein artificiel à domicile (APURAD) .....	171
Arrêté n° 4 PR du 7 janvier 2008 portant autorisation d'exploitation à titre provisoire, de l'officine de pharmacie, ouverte au public, dénommée "Pharmacie du port" sise à Papeete, à la SNC Pharmacie Demachy (exploitation n° 8-2007). .....	171
Arrêté n° 9 PR du 8 janvier 2008 portant commissionnement de M. Jackson Tutea Hunter du groupement études et gestion du domaine public de la direction de l'équipement, pour constater les infractions à la réglementation sur la conservation du domaine public routier, maritime et fluvial et les extractions de matériaux en Polynésie française .....	171
Arrêté n° 22 PR du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 904 PR du 19 mars 2007 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Hao pour l'acquisition d'un chaland de débarquement de 15 mètres .....	171

**Vice-présidence, ministère des finances, du logement, des affaires foncières  
et du développement des archipels**

**EXTRAITS**

Arrêté n° 326 VP du 8 janvier 2008 portant abrogation de l'arrêté n° 190 CM du 19 février 2003 portant affectation d'une parcelle de la terre domaniale "sans nom zone des 50 pas du roi" sise à Nuku Hiva, au profit de la circonscription des îles Marquises .....	171
--	-----

**Ministère de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes,  
des ports et aéroports**

Arrêté n° 390 MET du 8 janvier 2008 portant approbation du dossier d'extension du lotissement résidence Jay relatif aux lots n° 20 à n° 23 sis à Arue .....	171
---	-----

**EXTRAITS**

Arrêté n° 361 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. ....	172
Arrêté n° 362 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 305 (plan 7) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	172
Arrêté n° 363 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. ....	172
Arrêté n° 364 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	173
Arrêté n° 365 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. ....	173
Arrêté n° 366 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Huaairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. ....	173
Arrêté n° 367 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	173
Arrêté n° 368 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Paihu (plan 16) nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Reao .....	173

Arrêté n° 369 MET du 3 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 254 MET du 28 novembre 2007 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tapuanini (plan 36) et Hitiamaramara (plan 53) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Raroia .....	173
Arrêté n° 370 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant la terre Teupukahaia (plan 33) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Raroia .....	173
Arrêté n° 371 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teraupiu (plan 412) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau .....	174
Arrêté n° 372 MET du 3 janvier 2008 portant déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tuakitakipo (plan 46) nécessaire à la maîtrise des terrains d'assiette de l'hôpital-infirmerie de Hao .....	174
Arrêté n° 373 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	174
Arrêté n° 374 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	174
Arrêté n° 375 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	174
Arrêté n° 376 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	174
Arrêté n° 377 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	174
Arrêté n° 378 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. ....	174
Arrêté n° 379 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	175
Arrêté n° 380 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	175
Arrêté n° 384 MET du 4 janvier 2008 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Nuku Hiva de Mme Louise Raioha épouse Teikiteetini .....	175
Arrêté n° 385 MET du 4 janvier 2008 portant transfert de l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Raiatea en faveur de M. Rauata Taaroa Warren Guilloux .....	175
Arrêté n° 387 MET/STT du 7 janvier 2008 fixant les quotas de gazole détaxé relevant de la codification douanière 27.10.19.14 code avantage 772 à attribuer à la SA Maeva Transport, dans le cadre du transport public routier régulier de l'île de Tahiti .....	175
Arrêté n° 388 MET/STT du 7 janvier 2008 fixant les quotas de gazole détaxé relevant de la codification douanière 27.10.19.14 code avantage 772 à attribuer à la SA Maeva Transport, dans le cadre du transport public routier scolaire de l'île de Tahiti .....	175
Arrêté n° 389 MET.AU du 8 janvier 2008 autorisant la transformation de l'opération Les hauts de Teroma en groupement d'habitations sise sur une partie du domaine Faugerat, commune de Faa'a .....	175



Arrêté n° 392 MET du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 346 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 4 et CB 7 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora .....	175
Arrêté n° 393 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	176
Arrêté n° 394 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 23) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	176
Arrêté n° 395 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 23) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	176
Arrêté n° 396 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	176
Arrêté n° 397 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	176
Arrêté n° 398 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	176
Arrêté n° 399 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	176
Arrêté n° 400 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. ....	176
Arrêté n° 401 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 43) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. ....	177
Arrêté n° 402 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 43) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. ....	177
Arrêté n° 403 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	177
Arrêté n° 404 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Huaairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. ....	177
Arrêté n° 405 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	177
Arrêté n° 406 MET du 9 janvier 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes ....	177
Arrêté n° 407 MET/STT du 9 janvier 2008 portant attribution d'une licence de transport touristique sur l'île de Nuku Hiva, archipel des Marquises, à Mme Louise Raioha épouse Teikiteetini. ....	177
Arrêté n° 409 MET/STT du 10 janvier 2008 portant attribution d'une licence d'entrepreneur de taxi sur l'île de Raiatea à M. Rauata Taaroa Warren Guilloux. ....	177

Arrêté n° 410 MET du 10 janvier 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tetopiiti 1 (plan 22) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Hikueru (Tuamotu-Gambier) .....	178
Arrêté n° 411 MET du 10 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 370 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant la terre Teupukahaia (plan 33) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Raroia .....	178
Arrêté n° 412 MET du 10 janvier 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tohea-Teuka (plan 32) nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Anaa .....	178

## **Ministère de la culture et des postes et télécommunications**

### **EXTRAITS**

Arrêté n° 25 MCP du 4 janvier 2008 portant abrogation de l'arrêté n° 19 MCP du 4 décembre 2007 relatif à l'attribution d'une subvention d'équilibre à l'établissement Heiva Nui au titre de l'exercice 2006 .....	178
Arrêté n° 26 MCP du 4 janvier 2008 portant abrogation de l'arrêté n° 20 MCP du 5 décembre 2007 relatif à l'attribution d'une subvention à l'établissement Heiva Nui pour l'organisation des festivités publiques de "Matari'i I Ni'a 2007".	178
Arrêté n° 27 MCP du 8 janvier 2008 portant abrogation de l'arrêté n° 22 MCP du 18 décembre 2007 relatif à l'attribution d'une subvention à l'établissement Heiva Nui pour l'organisation de la fête de l'Autonomie 2007 .....	178

## **Ministère de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique**

Arrêté n° 690 MEF du 7 janvier 2008 portant dérogation de caractère temporaire au principe du repos dominical les dimanches 4, 11, 18 et 25 novembre 2007, les dimanches 20 et 27 janvier 2008, les dimanches 3, 10, 17 et 24 février 2008, et le dimanche 2 mars 2008 en faveur de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) .....	178
--	-----

### **EXTRAITS**

Arrêté n° 665 MEF du 3 janvier 2008 modifiant l'arrêté n° 25 MEF du 11 octobre 2007 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association Te Tiai Mamoe Maitai .....	179
--	-----

## **Ministère du développement et de l'environnement**

Arrêté n° 24 MDE/ENV du 8 janvier 2008 autorisant la Société hôtelière Motu Ome'e, Bora Bora (SHMOBB) à installer et exploiter dans la commune de Bora Bora les équipements de l'hôtel Saint-Régis Bora Bora (établissement de première classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) .....	179
Arrêté n° 25 MDE/ENV du 8 janvier 2008 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 08-1 ENV/IC dans la commune de Papeete dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la SCI Vehiarii pour exploiter un bâtiment de commerces, bureaux, et parkings couverts (installation classée pour la protection de l'environnement) .....	189
Arrêté n° 26 MDE/ENV du 8 janvier 2008 portant ouverture de l'enquête commodo et incommodo n° 08-2 ENV/IC et de la consultation du public concernant l'évaluation d'impact environnementale comprise dans le dossier installation classée, dans la commune de Punaauia dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la SARL Salaisons de Tahiti pour installer et exploiter les équipements techniques d'une usine agroalimentaire (installation classée pour la protection de l'environnement) .....	190

## **Ministère de la perliculture**

### **EXTRAITS**

Arrêté n° 278 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Yannick Temanava Bellais (exploitant n° 192) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki, commune de Arutua .....	191
Arrêté n° 279 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Vetea André Toofa Tetua (exploitant n° 375) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi .....	191

Arrêté n° 280 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Ioane Matai Ragivaru (exploitant n° 71) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaraoa, commune de Takaraoa. ....	191
Arrêté n° 281 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Emilie Ruita Pautu épouse Tekori (exploitante n° 189) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Kauehi, commune de Fakarava. ....	191
Arrêté n° 282 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 587 MER/PRL du 25 novembre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mlle Tatiana Stéphanie Tuira (exploitante n° 188) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki, commune de Arutua. ....	191
Arrêté n° 283 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 133 MRN du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. André Mac Carthy (exploitant n° 207) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi. ....	191
Arrêté n° 284 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 351 MPP/PRL du 28 novembre 2006 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Daniel Turerefauroa Natua (exploitant n° 45) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, commune de Manihi. ....	191
Arrêté n° 285 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 159 MER/PRL du 4 juillet 2005 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Poe Mana (exploitante n° 21) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Toau, commune de Fakarava. ....	191
Arrêté n° 286 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 124 MER/PRL du 22 juin 2005 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mlle Timeri Vanessa Picard (exploitante n° 351) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi. ....	191
Arrêté n° 287 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Bruno Roo Tautu (exploitant n° 115) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Katiu, commune de Makemo. ....	192
Arrêté n° 288 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Isabelle Taio Teihoarii épouse Pakaiti (exploitante n° 119) à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier. ....	192
Arrêté n° 289 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. James Teva Teihoarii (exploitant n° 462) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaraoa, commune de Takaraoa. ....	192
Arrêté n° 290 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Gabriel Tevai Haumani (exploitant n° 261) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaraoa. ....	192
Arrêté n° 291 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Teura Alice Taputuarai épouse Tuteina (exploitante n° 245) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua. ....	192
Arrêté n° 292 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de la SCA Tauahei Perles (exploitante n° 277) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Raiatea, commune de Taputapuata. ....	192
Arrêté n° 293 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Ernest Labbeyi (exploitant n° 328 ) à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier. ....	192
Arrêté n° 294 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Roméo Teiki Tamata (exploitant n° 257) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua. ....	192
Arrêté n° 295 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 1198 PR du 19 mai 2004 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio (exploitante n° 89) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi. ....	192
Arrêté n° 296 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 139 MRN du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Mareta Jeanne Tematahotoa (exploitante n° 111) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, commune de Manihi. ...	192

Arrêté n° 297 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 473 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Teapehu Tinirau épouse Teahe (exploitante n° 332) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa.	192
Arrêté n° 298 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 117 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Fai Kaua épouse Tufariua (exploitante n° 379) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa . . . . .	193
Arrêté n° 299 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 481 MER/PRL du 21 octobre 2005 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Vaihi Poe (exploitante n° 261) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Raiatea, commune de Taputapuata . . . . .	193
Arrêté n° 300 MPR/PRL du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 162 MRN du 21 octobre 2004 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Maruata Perles (exploitante n° 350) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi . . . . .	193

### **Ministère de la mer, de la pêche et de l'aquaculture**

#### **EXTRAITS**

Arrêté n° 137 MPA du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 77 MPA du 6 novembre 2007 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre de l'aide en petits matériels de pêche . . . . .	193
Arrêté n° 138 MPA du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 82 MPA du 7 novembre 2007 portant attribution de diverses aides individuelles dans le cadre du dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au titre de l'aide en petits matériels de pêche . . . . .	193
Arrêté n° 139 MPA du 9 janvier 2008 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du développement des activités de la pêche (FIM). . . . .	194

### **Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des forêts**

#### **EXTRAITS**

Arrêté n° 237 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Doric Teroomaihi Teururai . . . . .	195
Arrêté n° 238 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Wilfred Teururai . . . . .	195
Arrêté n° 239 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Tira Taumu-Tevaearai . . . . .	195
Arrêté n° 240 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Frédéric Yuan . . . . .	195
Arrêté n° 241 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Tana Utia . . . . .	196
Arrêté n° 242 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à Mme Mere Tuahine épouse Viriamu . . . . .	196
Arrêté n° 243 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Martin Patii . . . . .	196
Arrêté n° 244 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Henri Rico Teururai . . . . .	196
Arrêté n° 245 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Taronui Utia . . . . .	197
Arrêté n° 246 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Antoni Marau Mooroa . . . . .	197
Arrêté n° 247 MAE du 4 janvier 2008 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Frédéric Hatitio . . . . .	197

Arrêté n° 250 MAE du 9 janvier 2008 portant agrément d'un établissement pour l'importation et le commerce des pesticides .....	198
--	-----

### Ministère des transports interinsulaires maritimes et aériens

Arrêté n° 26 MTI du 4 janvier 2008 portant délégation de signature au profit de Mlle Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes .....	198
---	-----

### EXTRAITS

Arrêté n° 25 MTI du 3 janvier 2008 portant admission du navire "Taporo IX", exploité par la SA Compagnie française maritime de Tahiti, au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 (carburant et huiles lubrifiantes) .....	199
Arrêté n° 27 MTI du 9 janvier 2008 modifiant l'arrêté n° 25 MTI du 3 janvier 2008 portant admission du navire Taporo IX exploité par la SA Compagnie française maritime de Tahiti, au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 (carburant et huiles lubrifiantes) .....	199
Arrêté n° 28 MTI du 9 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 57 CM du 11 janvier 2005 portant octroi d'une licence d'armateur à la société Service Transport Raromatai pour l'exploitation du navire Tamarii Tahaa II sur la desserte maritime régulière de Tahaa-Raiatea .....	199
Arrêté n° 29 MTI du 9 janvier 2008 portant octroi d'une licence d'armateur à la SAS Vaipihaa pour l'exploitation du navire Vaeanu I sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent .....	199

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2007-1829 du 24 décembre 2007 modifiant le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale. (JORF du 28 décembre 2007) ..	200
Décret n° 2007-1853 du 26 décembre 2007 pris pour l'application de l'article 16 <i>ter</i> de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 et relatif à la mesure d'activité de jour. (JORF du 29 décembre 2007) .....	204
Décret n° 2007-1886 du 26 décembre 2007 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2007. (JORF du 30 décembre 2007) .....	205
Décret n° 2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités et de produits françaises. (JORF du 30 décembre 2007) .....	210
Décret n° 2008-14 du 3 janvier 2008 modifiant le décret n° 71-376 du 13 mai 1971 relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités. (JORF du 5 janvier 2008) .....	238
Arrêté ministériel du 14 décembre 2007 portant agrément de la commission d'examen médical du personnel navigant. (JORF du 8 janvier 2008) .....	239
Arrêté ministériel du 18 décembre 2007 portant tarification des publications d'information aéronautique pour l'année 2008. (JORF du 30 décembre 2007) .....	239
Arrêté ministériel du 21 décembre 2007 fixant les taux de promotion dans les corps du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables à compter de l'année 2008. (JORF du 10 janvier 2008) .....	244
Arrêté ministériel du 24 décembre 2007 modifiant les conditions de délais relatives à la possession de l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence et d'autres dispositions relatives à la délivrance du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins en vue d'analyses de biologie médicale et relatif aux préparateurs en pharmacie hospitalière. (JORF du 29 décembre 2007) .....	246
Arrêté interministériel du 27 décembre 2007 portant classement d'aérodromes et fixant le tarif de la majoration de la taxe d'aéroport. (JORF du 29 décembre 2007) .....	247
Arrêté interministériel du 27 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 26 janvier 2007 relatif au prix de la vocation scientifique et technique des jeunes filles. (JORF du 9 janvier 2008) .....	248

Arrêté ministériel du 31 décembre 2007 portant création des commissions administratives paritaires nationales et locales compétentes à l'égard du corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer. (JORF du 10 janvier 2008) .....	248
Arrêté interministériel du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels techniques et spécialisés du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. (JORF du 10 janvier 2008) .....	249
Arrêté interministériel du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. (JORF du 10 janvier 2008) .....	253
Arrêté n° 4-2007 PPF du 6 décembre 2007 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la pairie de la Polynésie française .....	258
Arrêté n° 1-2008 TGPF du 1er janvier 2008 portant modification de mandataires et délégation de signatures .....	259

### EXTRAITS

Arrêté ministériel du 21 décembre 2007 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de concours nationaux pour le recrutement de gardiens de la paix du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (JORF du 1er janvier 2008) .....	259
Avis relatif à la publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 2006 .....	260
Comptes des formations politiques ayant satisfait à leurs obligations légales pour l'exercice 2006, Te'Avei'A .....	265
Comptes des formations politiques ayant satisfait à leurs obligations légales pour l'exercice 2006, Te Hono E Tau I Te Honoaui .....	267
Comptes des formations politiques ayant satisfait à leurs obligations légales pour l'exercice 2006, Tahoeraa Huiraatira .....	269
Comptes des formations politiques ayant satisfait à leurs obligations légales pour l'exercice 2006, Rautahi-Rassemblement pour la Polynésie française .....	271
Comptes des formations politiques ayant satisfait à leurs obligations légales pour l'exercice 2006, No Oe E Te Nuna'a .....	273
Comptes des formations politiques ayant satisfait à leurs obligations légales pour l'exercice 2006, Fetia Api .....	275
Tableau synoptique de synthèse des formations politiques tenues de déposer des comptes certifiés auprès de la CNCCFP avant le 30 juin 2007 au titre de l'exercice 2006 et avis de la commission sur la conformité légale du dépôt .....	277
Avenant n° 67 du 14 décembre 2007 à la convention de financement n° 22-04 du 9 janvier 2004 relative à l'opération de réhabilitation de l'annexe de la mairie de Tautira .....	277
Exequatur accordés à des consuls. (JORF du 5 janvier 2008) .....	277

### ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service de l'urbanisme. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent (Taïarapu-Est et Taïarapu-Ouest) pour le mois de novembre 2007 .....	277
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de décembre 2007 .....	278
3° Certificat de conformité partielle n° 75 MET du 9 janvier 2008 concernant les travaux d'extension du lotissement Résidence Jay sis à Arue .....	280
Institut d'émission d'outre-mer. — Cours des changes (période du 17 au 30 janvier 2008 inclus) .....	281
Direction des finances et de la comptabilité. — Barème des contractuels ANFA applicable à compter du 1er janvier 2008 .....	281
Direction de la santé. — Liste des diplômes des membres des professions paramédicales enregistrés par la direction de la santé en 2007 .....	283



## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales. ....	290
Annonces diverses .....	291



# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

#### ARRETE n° HC 680 CAB/DPC du 30 novembre 2007 portant abrogation des agréments et habilitations pour les formations aux premiers secours.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 2" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3" ;

Vu l'arrêté du 24 août 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 2" ;

Considérant la nécessité de délivrer des habilitations et des agréments pour les formations aux premiers secours répondant aux conditions du référentiel national de

pédagogie de sécurité civile et du référentiel national de compétences de sécurité civile ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — Sont abrogés au 1er janvier 2008 :

- l'arrêté n° 90 CAB/DPC/DP du 15 mars 2007 portant agrément pour les formations aux premiers secours à la Fédération polynésienne de secourisme (FPS) ;
- l'arrêté n° 91 CAB/DPC/DP du 16 mars 2007 portant agrément pour les formations aux premiers secours à l'Unité de développement des premiers secours de Polynésie française (UDPS 987) ;
- l'arrêté n° 169 CAB/DPC/DP du 13 avril 2007 portant agrément pour les formations aux premiers secours à la délégation de Polynésie de l'Association défense et secourisme (ADES) ;
- l'arrêté n° 477 CAB/DPC/DP du 16 août 2007 portant agrément pour les formations aux premiers secours au Comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) ;
- l'arrêté n° HC 511 CAB/DPC du 30 août 2007 portant agrément pour les formations aux premiers secours au comité de Tahiti de la Croix-Rouge française (CRPF) ;
- l'arrêté n° 148 CAB/DPC/DP du 28 mars 2006 portant habilitation pour les formations aux premiers secours à la base navale de Papeete ;
- l'arrêté n° 149 CAB/DPC/DP du 28 mars 2006 portant renouvellement d'habilitation pour les formations aux premiers secours au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC-PF) ;
- l'arrêté n° 152 CAB/DPC/DP du 31 mars 2006 portant habilitation pour les formations aux premiers secours à la direction des enseignements secondaires au titre du ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- l'arrêté n° 236 CAB/DPC/DP du 7 mai 2007 portant habilitation pour les formations aux premiers secours au centre régional de formation de la police nationale en Polynésie française (CRPF) ;
- l'arrêté n° 424 CAB/DPC/DP du 2 juillet 2007 portant habilitation pour les formations aux premiers secours au Régiment d'infanterie de marine du Pacifique, Polynésie (RIMAPP) ;

- l'arrêté n° 479 CAB/DPC/DP du 17 août 2007 portant habilitation pour les formations aux premiers secours au groupement du service militaire adapté (GSMA).

Art. 2.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République et le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 novembre 2007.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le directeur de cabinet,*  
Eric REQUET.

**ARRETE n° 709 DIR.INFRA du 18 décembre 2007 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à l'installation d'un nouvel équipement VOR DME DOPPLER et radiogoniomètre sur l'aérodrome de Rangiroa dans l'archipel des Tuamotu.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 et le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension en Polynésie française de certaines dispositions du code de l'expropriation en vigueur en métropole, notamment les articles L. 11-1, R. 11-3, L. 11-8, R. 11-23, R. 11-28 et R. 13-66 ;

Vu l'arrêté n° 328 DRCL du 27 mars 1995 portant promulgation du décret n° 95-323 du 22 mars 1995 ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant disposition d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatif au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 635 AC.DIR.INFRA du 22 septembre 2004 ordonnant le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à l'installation d'un nouvel équipement VOR DME DOPPLER et radiogoniomètre sur l'aérodrome de Rangiroa dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu le certificat de propriété n° 43-37 du 12 février 1976 établi par le juge de paix de Papeete établissant les droits des héritiers de la terre Vaere sise à Rangiroa, attribuée à la dame Tevahinetuihau Fariua épouse Tepehu ;

Vu les notoriétés après décès ;

Vu la demande reçue et attendu que le demandeur a justifié de ses droits ;

Sur proposition du directeur du service d'Etat de l'aviation civile,

Arrête :

Article 1er.— Est déconsignée au profit de Mme Faimano Tepehu épouse Gnatata née le 13 janvier 1942 à Rangiroa, l'indemnité d'expropriation relative aux parties expropriées de la terre Vaere, d'un montant de 72 762 F CFP correspondant à 1/160 parts. Cette somme sera virée sur le compte bancaire de Mme Faimano Gnatata.

Art. 2.— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 décembre 2007.  
Anne BOQUET.

**ARRETE n° HC 711 SATPN du 27 décembre 2007 portant agrément de M. Richard Zena, lauréat de la liste principale du concours externe de gardien de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF), session 2005.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale et l'arrêté du ministre de l'intérieur du même jour ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 janvier 2005 autorisant, au titre de l'année 2005, l'ouverture de concours pour le recrutement de gardiens de la paix du CEAPF ;

Vu l'arrêté n° 59 SATP du 9 février 2005 portant nomination du jury du concours de gardiens de la paix du CEAPF ;

Vu l'arrêté n° 81 SATP du 21 février 2005 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité du recrutement de gardiens de la paix du CEAPF ;

Vu l'arrêté n° 199 SATP du 24 mai 2005 fixant le calendrier des épreuves orales d'admission et portant nomination des examinateurs chargés de procéder à la notation des épreuves ;

Vu l'arrêté n° 410 SATP du 14 octobre 2005 fixant les résultats définitifs des premier et second concours de gardiens de la paix du CEAPF, session 2005 ;

Vu la note n° 411 SATP/TF/MCG/FM du 24 février 2006 refusant l'agrément à M. Richard Zena à l'emploi de gardien de la paix du CEAPF, session 2005 ;

Vu le jugement n° 0600159-1 du 10 octobre 2007 rendu par le tribunal administratif de la Polynésie française ;

Vu l'arrêt n° 07PA00165 du 16 octobre 2007 rendu par la cour administrative d'appel de Paris dans le cadre du recours exercé par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— En application du jugement du tribunal administratif de la Polynésie française du 10 octobre 2007 confirmé par l'arrêt de la cour administrative d'appel de Paris du 16 octobre 2007, la décision en date du 24 février 2006, par laquelle le haut-commissaire de la République en Polynésie française refuse d'agréer la candidature de M. Zena au concours de gardien de la paix du CEAPF, session 2005, est annulée.

Art. 2.— La candidature de M. Richard Zena est agréée, à titre définitif, au titre du premier concours de la liste principale de gardien de la paix du CEAPF, session 2005.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois, à compter de la date de sa publication.

Art. 4.— Le directeur de cabinet et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 décembre 2007.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
Le directeur de cabinet,  
Eric REQUET.

**ARRETE n° 714 AC.DIR.INFRA du 28 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 06-140261 AC.INFRA du 22 décembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public des aérodromes de Tahiti-Faa'a, Bora Bora, Raiatea et Rangiroa, non constitutive de droits réels.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aviation civile applicable en Polynésie française ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment ses articles L. 28, L. 30 et R. 55 ;

Vu le décret n° 60-652 du 28 juin 1960 modifié portant organisation des services extérieurs métropolitains de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation des services de l'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 529 AC.DIR du 21 septembre 2007 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 121 NS/SG du 19 octobre 1984 chargeant la trésorerie générale de différentes attributions précédemment exercées par les services des domaines et de l'enregistrement ;

Vu l'arrêté n° 399 AC.DIR.INFRA/BA du 12 octobre 2005 dotant les aéroports de Tahiti-Faa'a, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa d'une commission consultative économique ;

Vu l'arrêté n° 140261 AC.DIR.INFRA du 22 décembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public des aérodromes de Tahiti-Faa'a, Bora Bora, Raiatea et Rangiroa, non constitutive de droits réels, au bénéfice de la SETIL Aéroports ;

Vu l'avis en date du 28 novembre 2007 du trésorier-payeur général, gestionnaire du domaine de l'Etat en Polynésie française ;

Sur proposition du directeur du service d'Etat de l'aviation civile,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'arrêté n° 06-140261 AC.INFRA du 22 décembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public des aérodromes de Tahiti-Faa'a, Bora Bora, Raiatea et Rangiroa sont modifiées comme suit :

*"TITRE Ier*

**OBJET ET CONDITIONS DE L'AUTORISATION**

*Article 1er.*— Objet de l'autorisation

L'Etat confie à la SETIL Aéroports (dénommée "l'exploitant aéroportuaire") la réalisation, l'entretien, le renouvellement, l'exploitation, la surveillance, le développement et la promotion d'ouvrages, terrains, bâtiments, installations, matériels, réseaux et services nécessaires au fonctionnement des aérodromes d'Etat en Polynésie française (Tahiti-Faa'a, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa).

L'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faa'a implique l'utilisation de la plate-forme de Hao comme aérodrome de secours, utilisable seulement en cas d'urgence, pour les long-courriers desservant Tahiti-Faa'a.

L'aérodrome de Hao, appartenant à la Polynésie française, est désigné comme aérodrome de secours de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a. A ce titre, la SETIL Aéroports prend en charge, sur cet aérodrome, l'entretien des infrastructures permettant l'accueil d'avions gros-porteurs correspondant à l'entretien de 1 700 mètres de piste, du balisage diurne et lumineux associés et des aires de stationnement dédiées aux gros-porteurs. Le coût de ces prestations sera imputé au compte de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a.

L'aérodrome de Hao pourra être désigné aérodrome de dégagement au cours de l'année 2008. Dans ce cas, un avenant à la présente autorisation d'occupation temporaire fixera les charges résultant de cette modification.

*Art. 2.* — Les ouvrages, bâtiments, installations et matériels qui font l'objet de la présente autorisation

Sont mis à la disposition de l'exploitant aéroportuaire au titre de la présente autorisation :

- les terrains, ouvrages et installations existants représentés dans chacun des plans constituant l'annexe I. L'exploitant aéroportuaire les accepte dans l'état où ils se trouvent à la date de la présente autorisation. L'occupation et l'exploitation des terrains, ouvrages et installations désignés au présent article se poursuivent dans la continuité des précédentes autorisations ;
- les matériels et objets mobiliers dans l'état où ils se trouvent et dont la liste actualisée, établie par l'exploitant aéroportuaire, est annexée à la présente autorisation (annexe II).

*Art. 3.* — Contrats ou engagements conclus antérieurement à la présente autorisation avec des tiers par l'exploitant aéroportuaire ou par l'Etat

L'exploitant aéroportuaire, du seul fait de la délivrance de cette autorisation, est substitué au précédent exploitant aéroportuaire et à l'Etat dans l'exercice des droits et obligations de ces derniers au regard de tierces personnes qui seraient bénéficiaires de tout contrat ou engagement portant notamment location, autorisation ou permission d'occupation sur des éléments des aéroports mis à la disposition de l'exploitant aéroportuaire au titre de la présente autorisation.

L'exploitant aéroportuaire prend également à sa charge toutes les responsabilités techniques, administratives et financières découlant pour le précédent exploitant aéroportuaire et l'Etat des contrats ou engagements contractés par ces derniers, dont il reconnaît avoir pris connaissance.

La liste des contrats et engagements pour lesquels l'exploitant est subrogé au précédent exploitant figure dans l'annexe III.

*Art. 4.* — Objectifs de développement et objectifs techniques

L'exploitant aéroportuaire engagera les études du schéma directeur de développement de l'aéroport de Tahiti-Faa'a, dans le cadre des dispositions prises par l'instance de réflexion Etat-pays. Ces études devront être terminées fin 2008.

L'exploitant aéroportuaire s'engage à mettre en œuvre les investissements nécessaires pour assurer l'aménagement et le développement de l'aérodrome de manière compatible avec les exigences du transport aérien et de ses besoins futurs et actuels.

*Art. 5.* — Objectifs juridiques, organisationnels et financiers

L'exploitant aéroportuaire s'engage :

- à maintenir une organisation de ses services conformes à l'organigramme approuvé (annexe V) ;
- à mettre en œuvre un contrôle de gestion performant sur la base d'une comptabilité analytique.

Un compte rendu en sera fait à l'autorité concédante.

## TITRE II OPERATIONS D'EQUIPEMENT ET TRAVAUX D'ENTRETIEN

*Art. 6.* — Dossiers d'investissement

Les ouvrages, installations et matériels que l'exploitant aéroportuaire est tenu de créer ou de fournir conformément aux dispositions de l'article 4 ci-dessus, seront financés et réalisés dans des conditions et délais déterminés en accord avec l'Etat.

Les opérations visées à l'alinéa 1er du présent article engagent exclusivement, notwithstanding l'intervention de l'Etat, la responsabilité de l'exploitant aéroportuaire maître d'ouvrage.

*Art. 7.* — Exécution et contrôle des travaux

Les projets d'un montant supérieur à 20 millions de francs CFP devront faire l'objet d'une approbation préalable par l'Etat avant leur réalisation.

Les projets approuvés seront exécutés par l'exploitant aéroportuaire sous le contrôle de l'Etat.

L'Etat pourra décider que les procédures de passation et les prescriptions spéciales de ces marchés doivent lui être soumises avant approbation par l'autorité compétente.

L'exécution des travaux sera conduite de manière à satisfaire en toutes circonstances aux conditions de sécurité de la navigation aérienne, et à gêner le moins possible l'exploitation technique commerciale de l'aéroport. En particulier, les chantiers devront être balisés de jour et de nuit suivant les dispositions réglementaires.

Les mesures de sûreté devront être définies avant tout début d'exécution de travaux et être strictement respectées pendant l'exécution de travaux en zone réservée (accréditation des personnels, conditions d'accès des personnes en zone réservée, conditions d'accès et de circulation des véhicules, formation et information des personnels sur les règles et mesures de sûreté).

L'exploitant aéroportuaire devra, si l'Etat le demande, utiliser le concours des services qualifiés dépendant de l'administration de l'aviation civile pour les études et le contrôle des travaux présentant un caractère technique spécial ou une importance particulière ou intéressant la sécurité de la navigation aérienne et de l'exploitation des

aéroports. Le concours ainsi apporté par les services de l'Etat ne saurait substituer la responsabilité de ce dernier à celle de l'exploitant aéroportuaire.

A mesure que les ouvrages, installations et matériels seront terminés ou mis en place, ils feront l'objet d'un procès-verbal de récolement qui sera dressé contradictoirement par le représentant qualifié de l'Etat et le représentant de l'exploitant aéroportuaire. Une décision de l'autorité compétente en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

#### Art. 8. — Entretien et fonctionnement

Les terrains, mis à la disposition de l'exploitant aéroportuaire au titre de la présente autorisation, seront maintenus en bon état d'entretien et de fonctionnement par l'exploitant aéroportuaire de façon à toujours convenir à l'usage auquel ils sont destinés. La permanence de la surveillance de ces ouvrages, installations et matériels, et tout particulièrement des aires aéronautiques, incombe à l'exploitant aéroportuaire qui s'assurera de la bonne organisation de cette permanence.

L'exploitant aéroportuaire prendra toutes les mesures nécessaires pour maintenir en bon état de propreté les ouvrages et les installations, y compris leurs abords, ainsi que les matériels dont il est responsable.

En cas de négligence de sa part, il y sera pourvu d'office et à ses frais à la diligence de l'Etat, à la suite d'une mise en demeure non suivie d'effet.

Les travaux d'entretien seront soumis au contrôle de l'Etat, service d'Etat de l'aviation civile.

#### Art. 9. — Responsabilité pour dommages causés aux tiers

Sauf recours contre l'auteur des dommages, seront à la charge de l'exploitant aéroportuaire, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de dommages consécutifs à l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des éléments mis à sa disposition au titre de la présente autorisation.

L'exploitant aéroportuaire se garantit contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exploitation. Il se garantit aussi contre le risque d'incendie des installations, objet de la présente autorisation.

#### Art. 10. — Renonciation à certaines réclamations

L'exploitant aéroportuaire ne sera admis à réclamer à l'Etat aucune indemnité en raison :

- 1° Soit d'une interruption totale ou partielle, ou d'une gêne apportée à son exploitation, qui résulterait de travaux entrepris par l'Etat, ou de mesures temporaires d'ordre et de police prescrites par les autorités compétentes ;
- 2° Soit d'une cause quelconque provenant de l'utilisation des aéroports conformes à leur objet.

### TITRE III

#### PARTICIPATION DE L'EXPLOITANT AÉROPORTUAIRE AUX CHARGES INCOMBANT A L'ETAT

Art. 11-A. — Concours apporté par l'exploitant aéroportuaire

L'exploitant aéroportuaire s'engage à apporter à l'Etat :

- un concours destiné à la réalisation des études générales et des travaux d'équipement incombant à l'Etat sur les aéroports, leurs annexes et leurs dépendances ;
- un concours constituant une participation aux dépenses d'entretien ou de fonctionnement des installations et services incombant à l'Etat, les aéroports, leurs annexes et leurs dépendances.

L'importance, l'objet et les modalités des concours ci-dessus sont fixés par convention entre l'Etat et l'exploitant aéroportuaire.

L'exploitant aéroportuaire participera au relevage des aéronefs accidentés dont l'Etat conserve la charge et la responsabilité comme précisé à l'article 12 ci-dessous en mettant du personnel à la disposition de l'Etat. Les modalités de cette participation seront déterminées par accord entre l'Etat et l'exploitant aéroportuaire.

#### Art. 11-B. — Concours apporté par l'Etat

L'exploitant peut demander à utiliser le concours des services qualifiés de l'Etat pour les études et le contrôle des travaux, ainsi que pour la réalisation de certaines tâches d'exploitation. Si le concours est accepté, il fera l'objet d'une convention signée entre les parties.

### TITRE IV EXPLOITATION

Art. 12. — Missions et dispositions particulières aux ouvrages, installations, matériels et services incombant à l'Etat

L'Etat reste chargé :

- du contrôle de l'application de la réglementation en matière de navigation aérienne et de transport aérien ;
- de l'aménagement, de l'entretien et de l'exploitation des aides à la navigation aérienne, radioélectriques et visuelles, y compris les télécommunications ;
- de la sécurité et de la régularité de la navigation aérienne (circulation aérienne), du contrôle de la mise en œuvre des dispositions relatives aux services de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs et de la prévention du péril animalier ;
- du relevage des aéronefs, avec l'aide de l'exploitant, conformément à l'article 11-A.

L'Etat effectuera les opérations d'acquisition de terrains nécessaires pour l'extension des aérodromes.

#### Art. 13. — Règlements généraux et de police

L'exploitant aéroportuaire sera soumis aux lois et règlements généraux applicables en Polynésie française et aux règlements de police en vigueur sur les aéroports d'Etat.

Art. 14. — Modalités d'exécution des tâches de sécurité et de sûreté

1° L'exploitant aéroportuaire assure, dans le cadre des mesures édictées par l'Etat et sous le contrôle de celui-ci, les tâches relatives :



- au service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs ;
- à la prévention du péril animalier.

2° L'exploitant d'aérodrome assure, dans le respect des textes en vigueur, les missions portant sur la sûreté et notamment :

- l'inspection filtrage des passagers et des bagages à main ;
- l'inspection filtrage des bagages de soute ;
- le contrôle automatisé et la vidéosurveillance des accès à la zone réservée de l'aérodrome ;
- l'achat, la mise en place, l'entretien, le renouvellement et la mise à niveau des équipements de sûreté ;
- l'adaptation des installations aéroportuaires aux exigences de sûreté.

L'Etat, dans les conditions prévues par l'article 1609 *quater* du code général des impôts, fixe le tarif de la taxe d'aéroport perçue au profit de l'exploitant aéroportuaire et assure le recouvrement et le contrôle de cette taxe ; il peut accorder des subventions au concessionnaire, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Dans le cadre de la présente autorisation, l'exploitant aéroportuaire devra individualiser les ressources et les charges de sécurité et de sûreté dans les comptes de la concession de chaque aérodrome d'Etat.

**Art. 15.** — Installations et services nécessaires aux administrations chargées des contrôles aux frontières

Conformément à l'annexe VII "Installations nécessaires aux administrations chargées des contrôles aux frontières", l'exploitant aéroportuaire est tenu d'aménager et d'entretenir dans l'aérogare "passagers" et dans l'aérogare "fret" :

- les locaux nécessaires à l'exercice du contrôle de l'exploitation et à l'accomplissement des formalités de contrôle aux frontières ;
- des bureaux et des guichets qu'il mettra à la disposition privative des administrations chargées de ces contrôles.

**Art. 16.** — Egalité de traitement des usagers aéronautiques

A moins d'une autorisation spéciale de l'Etat, l'exploitant aéroportuaire ne peut offrir à un usager aéronautique des avantages qui ne sont pas offerts aux autres usagers aéronautiques qui utilisent dans les mêmes conditions les éléments qui font l'objet de la présente autorisation.

**Art. 17.** — Surveillance des installations

L'exploitant aéroportuaire devra assurer la surveillance des installations. Les agents préposés à la surveillance des zones doivent être habilités dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Si l'exploitant aéroportuaire décide de recourir aux services d'une société privée pour assurer cette surveillance, celle-ci devra préalablement être agréée par les autorités compétentes et ses agents préposés devront également être habilités.

**Art. 18.** — Sous-traitance

L'exploitant aéroportuaire pourra, avec l'agrément de l'Etat, sous-traiter l'exploitation de tout ou partie des ouvrages, installations et matériels mis à sa disposition au

titre de la présente autorisation et la perception des redevances correspondantes. Dans ce cas, il demeurera personnellement responsable envers l'Etat et envers les tiers de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose la présente autorisation.

**Art. 19.** — Renseignements statistiques

L'exploitant aéroportuaire fournira à l'Etat, dans les formes et aux époques qui lui seront indiquées, des états comportant tous renseignements d'ordre statistique concernant l'exploitation des services qu'il assure en application de la présente autorisation.

## TITRE V REGIME FINANCIER

**Art. 20.** — Taux des redevances perçues par l'exploitant aéroportuaire

En contrepartie des dépenses qu'il s'engage à faire en exécution de la présente autorisation et en rémunération des services qu'il rend aux usagers, l'exploitant aéroportuaire est autorisé à percevoir le produit des redevances mentionnées à l'article R. 244-1 et suivants du code de l'aviation civile.

Les taux de ces redevances applicables à la date de signature de la présente autorisation d'occupation temporaire ont les valeurs figurant dans l'annexe VIII.

L'exploitant aéroportuaire est autorisé à percevoir tous les produits de l'exploitation à des fins non aéronautiques du domaine aéroportuaire mis à sa disposition, de ses annexes et de ses dépendances.

Les taux des redevances en vigueur seront portés à la connaissance des usagers au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente à des endroits appropriés. L'exploitant aéroportuaire est responsable de la conservation de ces affiches et doit les remplacer toutes les fois qu'il y a lieu de le faire.

**Art. 21.** — Utilisation par les aéronefs d'Etat d'éléments mis à la disposition de l'exploitant aéroportuaire

Lorsque les aéronefs d'Etat utilisent les éléments mis à la disposition de l'exploitant aéroportuaire au titre de la présente autorisation, les services rendus par l'exploitant aéroportuaire sont rémunérés, soit par le paiement des redevances prévues à l'article 18 ci-dessus, soit suivant des modalités qui ont été ou seront précisées dans des conventions particulières conclues entre l'exploitant aéroportuaire et l'autorité dont dépendent les aéronefs. Ces conventions sont soumises à l'approbation préalable du directeur du service d'Etat de l'aviation civile.

**Art. 22.** — Emploi des recettes d'exploitation

Les recettes d'exploitation seront exclusivement employées par ordre de priorité :

- à couvrir les dépenses de personnel, conformément à l'organigramme approuvé ;
- à couvrir les dépenses d'intérêt et d'amortissement des emprunts régulièrement autorisés, que l'exploitant aéroportuaire aurait contractés tant pour réaliser les travaux qui lui incombent que pour apporter des fonds de concours à l'Etat, et à rembourser les avances, intérêts

compris, qui seraient consenties par l'exploitant aéroportuaire sur ses ressources propres, ou par d'autres organismes, en vue de couvrir un déficit de trésorerie ou d'exploitation ;

- à régler toutes les dépenses de fonctionnement, y compris les impôts, et d'entretien exposées par l'exploitant aéroportuaire dans l'intérêt de l'exploitation des aéroports d'Etat ;
- à régler la part contributive des charges supportées par l'exploitant aéroportuaire ne pouvant être imputées strictement à la gestion des aéroports d'Etat. La part contributive fait l'objet d'une procédure définie entre l'Etat et l'exploitant aéroportuaire (cf. annexe VIII) ;
- à payer les participations dans le cadre du concours apporté par l'Etat conformément à l'article 11 de la présente autorisation ;
- à couvrir les dépenses de renouvellement des matériels visés en annexe II ou à verser à cette fin les provisions nécessaires au fonds de réserve.

Le surplus des recettes d'exploitation sera obligatoirement versé au fonds de réserve.

Le financement des missions de sécurité et de sûreté et d'intérêt général ne peut être imputé sur les redevances perçues en contrepartie des services rendus aux usagers.

#### Art. 23. — Fonds de réserve

Le fonds de réserve est divisé en deux sections :

- la section de renouvellement, alimentée par le versement des provisions prévues à l'article 22 et par le produit des aliénations régulièrement autorisées par l'Etat ;
- la section de réserve générale, alimentée par le reliquat des recettes d'exploitation.

La section de renouvellement est destinée à permettre le remplacement des installations et matériels périssables visés en annexe, ou lorsque ce remplacement ne peut être assuré au moyen des recettes d'un seul exercice.

La section de réserve générale est destinée à faire face à des dépenses exceptionnelles survenues au cours de l'exercice, à combler, s'il y a lieu, un déficit temporaire du compte d'exploitation et à perfectionner les installations mises à la disposition de l'exploitant aéroportuaire au titre de la présente autorisation.

Les sommes versées au fonds de réserve ne peuvent être utilisées que pour les besoins des aéroports qui font l'objet de la présente autorisation, conformément à la destination de la section à laquelle elles sont inscrites.

Toutefois, une décision de l'Etat peut autoriser l'exploitant aéroportuaire, sur sa demande, à modifier temporairement la répartition des sommes figurant aux deux sections du fonds de réserve, en effectuant entre ces sections des avances remboursables.

Tout prélèvement sur le fonds de réserve doit être autorisé par l'Etat, à moins qu'il n'ait pour objet de solder des indemnités au paiement desquelles l'exploitant aéroportuaire aurait été condamné par justice à raison de faits relatifs à l'administration des aéroports.

#### Art. 24. — Impôts

L'exploitant aéroportuaire fera supporter au compte d'exploitation des aéroports concernés la charge de tous les

impôts et notamment de l'impôt foncier auquel sont actuellement ou pourraient être éventuellement assujettis les terrains, ouvrages et installations visés en annexe, quelles qu'en soient l'importance et la nature.

#### Art. 25. — Contrats conclus par l'exploitant aéroportuaire

L'exploitant aéroportuaire devra porter à la connaissance de l'Etat tous contrats et engagements conclus au titre de la présente autorisation concernant l'exploitation des aéroports.

Tous les actes juridiques et administratifs de l'exploitant aéroportuaire quelles que soient leurs formes, doivent être établis dans le respect des dispositions de la présente autorisation et des réglementations en vigueur.

Tout acte excédant le terme normal de la présente autorisation doit recevoir préalablement l'accord de l'Etat qui dispose d'un délai d'un mois à compter de sa réception pour faire connaître son avis à l'exploitant aéroportuaire. A défaut de réponse dans le délai prescrit, l'accord de l'Etat est réputé acquis.

#### Art. 26. — Budget, comptes et rapports annuels

Dans le cadre de la présente autorisation, l'exploitant aéroportuaire devra communiquer à l'Etat :

- avant le 30 janvier 2008 et dans la forme prescrite, le budget primitif relatif à l'exercice 2008 et le cas échéant ses états modificatifs ;
- avant le 15 juillet 2008, les comptes exécutés 2007 complétés du rapport établi par les commissaires aux comptes ainsi qu'un rapport sur l'activité de la concession.

Les budgets et les comptes devront également faire apparaître la situation par aéroport et la situation du fonds de réserve. Ils devront être établis et approuvés suivant la réglementation en vigueur.

Ces budgets et ces comptes font l'objet d'une procédure d'approbation formelle par l'Etat (direction générale de l'aviation civile).

Un compte rendu relatif à l'organisation des services du concessionnaire et au contrôle de gestion mis en place sera transmis au concédant avant le 31 décembre 2008.

#### Art. 27. — Situation des affaires contentieuses

Une situation actualisée des différents contentieux intéressant exclusivement l'exploitation aéroportuaire sera transmise à l'Etat par l'exploitant aéroportuaire à la fin de chaque trimestre. En outre, l'Etat et l'exploitant aéroportuaire se tiendront informés de toute nouvelle affaire contentieuse intéressant exclusivement l'exploitation aéroportuaire.

#### Art. 28. — Redevance domaniale

L'exploitant aéroportuaire devra payer à l'Etat pour l'occupation des terrains, ouvrages et installations concédés une redevance domaniale de 25 000 F CFP par aéroport (soit un montant total de 100 000 F CFP) en sus du droit fixe de 2 387 F CFP pour toute la durée de la présente autorisation. Cette redevance sera versée en un seul terme d'avance à la caisse du trésorier-payeur général, receveur des domaines à Papeete.

## TITRE VI

## EXPIRATION ET MODIFICATION DE L'AUTORISATION

## Art. 29. — Durée de l'autorisation

La durée de la présente autorisation est fixée à l'échéance du 30 juin 2008.

## Art. 30. — Cas de résiliation de la présente autorisation

A toute époque, l'Etat aura le droit, l'exploitant aéroportuaire entendu, de prononcer la résiliation de l'autorisation :

- a) Si l'intérêt public le justifie ;
- b) Si l'exploitant aéroportuaire a commis une infraction grave à la présente autorisation et persiste dans cette infraction malgré une mise en demeure non suivie d'effet.

## Art. 31. — Modification de la présente autorisation

L'étendue et les dispositions de la présente autorisation pourront être modifiées, par voie d'avenant :

- a) Soit à l'initiative de l'Etat, dans le cas de modification du périmètre des missions confiées à l'exploitant aéroportuaire ;
- b) Soit à la demande de l'exploitant aéroportuaire, dans le cas où les ressources d'exploitation des aéroports ne permettraient pas de couvrir les dépenses prévues à l'article 22.

## Art. 32. — Interruption des services, prestations ou engagements de l'exploitant aéroportuaire

Si pour quelque cause que ce soit, l'exploitant aéroportuaire prévoit qu'il puisse se trouver dans une situation ne lui permettant pas de poursuivre les termes de cette autorisation, il en informe l'Etat qui devra lui donner les directives de nature à permettre une poursuite de l'exploitation normale des aérodromes d'Etat.

Si pour quelque cause que ce soit, les services, prestations ou engagements de l'exploitant aéroportuaire se trouvent interrompus en totalité ou en partie, momentanément ou définitivement, l'Etat, après avoir constaté l'interruption et mis l'exploitant aéroportuaire en demeure de reprendre le service, la prestation ou l'engagement le cas échéant sans délai, a qualité pour prendre immédiatement toutes mesures conservatoires qu'il jugerait nécessaires en vue d'assurer provisoirement l'exploitation aéroportuaire, et sans que l'exploitant aéroportuaire puisse de ce fait formuler une réclamation quelconque.

Sauf si l'interruption est due à un cas de force majeure ou à une cause indépendante de la volonté de l'exploitant aéroportuaire, l'exploitation provisoire sera faite par l'Etat, aux frais, risques et périls de l'exploitant aéroportuaire.

Dans tous les cas, l'Etat a le droit de confier à un tiers de son choix le soin d'assurer les services, prestations ou engagements interrompus par l'exploitant aéroportuaire.

## Art. 33. — Reprise par l'Etat des biens confiés à l'exploitant aéroportuaire au titre de la présente autorisation

1° A l'expiration de la présente autorisation, quelle qu'en soit la cause, l'Etat entrera immédiatement et sans

indemnité en possession de tous les ouvrages, bâtiments, installations, matériels, outillages, objets mobiliers et approvisionnements détenus par l'exploitant aéroportuaire sur les aéroports de Tahiti-Faa'a, Bora Bora, Raiatea et Rangiroa.

L'Etat recevra également l'excédent net du fonds de réserve, déduction faite, avec son accord, de l'arriéré des dépenses régulièrement engagées par l'exploitant aéroportuaire dans la gestion de ces quatre aéroports.

2° Du seul fait de l'expiration de l'autorisation, l'Etat sera subrogé à l'exploitant aéroportuaire dans tous ses droits et percevra notamment tous les revenus et produits des aéroports.

L'Etat prendra la suite des obligations de l'exploitant aéroportuaire dans les sous-traités, les locations, les marchés, les conventions, les contrats et engagements, les autorisations et les permissions de toute nature qui auraient été conclus ou accordés régulièrement par elle dans l'intérêt des aéroports.

En outre, l'Etat prendra en charge à la même date les annuités d'intérêt et d'amortissement des emprunts régulièrement contractés par l'exploitant aéroportuaire pour réaliser l'équipement des aéroports, ou pour contribuer sous la forme de fonds de concours aux charges incombant à l'Etat en application de l'article 11 de la présente autorisation.

L'Etat remboursera également à l'exploitant aéroportuaire les avances que ce dernier aurait pu faire sur ses ressources propres ou la valeur non amortie des installations qu'il aurait réalisées au moyen des mêmes ressources, si ce remboursement n'a pu être effectué par imputation sur le reliquat du fonds de réserve.

A la requête de l'une des parties intéressées, un administrateur liquidateur pourra être désigné par l'Etat pour établir les inventaires, régler les dépenses arriérées, gérer et arrêter les fonds de réserve et, d'une manière générale, procéder à tous actes d'administration propres à faciliter le règlement des comptes des aéroports, les opérations de transfert et la continuation de l'exploitation.

TITRE VII  
CLAUSES DIVERSES

## Art. 34. — Portée de l'autorisation

La présente autorisation se substitue à toutes les autres autorisations d'occupation temporaire accordées par l'Etat à la SETIL Aéroports pour l'exploitation des aéroports de Tahiti-Faa'a, Bora Bora, Raiatea ou Rangiroa ou pour l'occupation de parcelles du domaine aéroportuaire de l'Etat, qui pourraient être en cours au moment de sa prise d'effet.

## Art. 35. — Election de domicile

L'exploitant fait élection de domicile à l'aéroport de Tahiti-Faa'a (Polynésie française).

Il devra ouvrir sur les aéroports, pendant les heures normales de fonctionnement des installations, un bureau accessible au public où devra se trouver, s'il en est requis, un représentant qualifié agréé par l'Etat. Ce représentant aura qualité pour recevoir toutes notifications administratives qui seraient faites à l'exploitant aéroportuaire.

**Art. 36. — Modalités d'exécution et ampliatio**

La présente autorisation et ses annexes qui en font partie intégrante, sont établies en trois originaux, dont deux destinés à l'Etat et un à l'exploitant aéroportuaire."

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 décembre 2007.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Jacques WITKOWSKI.*

**ANNEXES**

- I - Plans et description des lieux mis à disposition de l'exploitant aéroportuaire (Tahiti, Faa'a, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa) (4 plans et une fiche annexe) ;
- II - Liste des matériels et objets mobiliers ;
- III - Liste des contrats et engagements antérieurs repris par l'exploitant aéroportuaire ;
- IV - Liste des investissements projetés pour 2008 ;
- V - Organigramme approuvé de la SETIL Aéroports au 15 décembre 2007 ;
- VI - Installations nécessaires aux administrations chargées des contrôles aux frontières ;
- VII - Taux des redévances et conditions de révision.

**ARRETE n° HC 715 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant habilitation du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française pour les formations aux premiers secours.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 2" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3" ;

Vu l'arrêté du 24 août 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 2" ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 1" ;

Vu l'arrêté du 5 février 1980 modifié portant création du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu le dossier et la demande d'habilitation présentés par le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Considérant les compétences du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française dans le domaine de la formation du personnel communal ;

Considérant le dispositif juridique actuellement en vigueur relatif à la formation des citoyens acteurs de sécurité civile ;

Sur proposition du directeur du cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 2008, le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française est habilité à assurer au profit des sapeurs-pompiers les formations initiales et continues suivantes :

- premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE1) ;
- premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE2) ;
- moniteur de premiers secours ;
- pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 1 (PAE1).

Art. 2. — La présente habilitation est délivrée pour une durée de 2 ans sous réserve des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé.

Art. 3. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République et le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2007.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le directeur du cabinet  
du haut-commissaire de la République,  
Eric REQUET.*

**ARRETE n° HC 716 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant agrément du Comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) pour les formations aux premiers secours.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 2" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3" ;

Vu l'arrêté du 24 août 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 2" ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 1" ;

Vu le dossier et la demande d'agrément présentés par le Comité de secourisme polynésien et de protection civile ;

Considérant le dispositif juridique actuellement en vigueur relatif à la formation des citoyens acteurs de sécurité civile ;

Sur proposition du directeur du cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 2008, le Comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) est agréé pour assurer les formations initiales et continues suivantes :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1) ;
- moniteur de premiers secours.

Art. 2. — Le présent agrément est délivré pour une durée de 2 ans sous réserve des dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé.

Art. 3. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République et le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2007.  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le directeur du cabinet*  
*du haut-commissaire de la République,*  
Eric REQUET.

**ARRETE n° HC 717 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant agrément du comité local de Polynésie de la Croix-Rouge française pour les formations aux premiers secours.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 2" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3" ;

Vu l'arrêté du 24 août 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 2" ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 1" ;

Vu le dossier et la demande d'agrément présentés par le comité local de Polynésie de la Croix-Rouge française ;

Considérant le dispositif juridique actuellement en vigueur relatif à la formation des citoyens acteurs de sécurité civile ;

Sur proposition du directeur du cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 2008, le comité local de Polynésie de la Croix-Rouge française est agréé pour assurer les formations initiales et continues suivantes :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1) ;
- moniteur de premiers secours.

Art. 2. — Le présent agrément est délivré pour une durée de 2 ans sous réserve des dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé.

Art. 3. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République et le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2007.  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le directeur du cabinet*  
*du haut-commissaire de la République,*  
Eric REQUET.

**ARRETE n° HC 718 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant agrément de l'Association défense et secourisme délégation de Polynésie française (ADES) pour les formations aux premiers secours.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 2" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3" ;

Vu l'arrêté du 24 août 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 2" ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 1" ;

Vu le dossier et la demande d'agrément présentés par l'Association défense et secourisme délégation de Polynésie française ;

Considérant le dispositif juridique actuellement en vigueur relatif à la formation des citoyens acteurs de sécurité civile ;

Sur proposition du directeur du cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 2008, l'Association défense et secourisme délégation de Polynésie française (ADES) est agréée pour assurer les formations initiales et continues suivantes :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1) ;
- moniteur de premiers secours.

Art. 2. — Le présent agrément est délivré pour une durée de 2 ans sous réserve des dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé.

Art. 3. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République et le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2007.  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le directeur du cabinet*  
*du haut-commissaire de la République,*  
Eric REQUET.



**ARRETE n° HC 719 CAB/DPC du 31 décembre 2007 portant agrément de la Fédération polynésienne de secourisme (FPS) pour les formations aux premiers secours.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 30 août 2006 modifié portant agrément de sécurité civile pour la Fédération nationale de protection civile ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 2" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3" ;

Vu l'arrêté du 24 août 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 1" ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe de niveau 2" ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 1" ;

Vu le dossier et la demande d'agrément présentés par la Fédération polynésienne de secourisme (FPS) ;

Considérant le dispositif juridique actuellement en vigueur relatif à la formation des citoyens acteurs de sécurité civile ;

Sur proposition du directeur du cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 2008, la Fédération polynésienne de secourisme (FPS) est agréée pour assurer les formations initiales et continues suivantes :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1) ;
- premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE1) ;
- premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE2) ;
- moniteur de premiers secours ;
- pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 1 (PAE1) ;
- brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).

Art. 2. — Le présent agrément est délivré pour une durée de 2 ans sous réserve des dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé.

Art. 3. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République et le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie-française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2007.  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le directeur du cabinet*  
*du haut-commissaire de la République,*  
Eric REQUET.

**ARRETE n° 1 DRCL du 2 janvier 2008 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée à partir du renouvellement général des conseils municipaux de mars 2008.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les articles L. 2573-1 et L. 2121-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L. 255-1 et R. 124 du code électoral ;

Vu le décret n° 2007-1886 du 26 décembre 2007 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2007 ;

Vu les décrets du 20 mai 1890 et du 18 juin 1945 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie les communes de Papeete et de Uturoa ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 janvier 1965 instituant les communes de Pirae et de Faa'a ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Le nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque commune et la répartition des sièges à pourvoir dans chaque commune associée sont déterminés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Dans les communes associées de Maiao (îles du Vent), Puohine (îles Sous-le-Vent), Hereheretue, Taenga, Makatea et Mataiva (Tuamotu-Gambier) auxquelles la répartition des sièges en fonction de la population conduit à n'attribuer qu'un seul siège de conseiller municipal, il sera procédé lors du même scrutin à l'élection d'un suppléant

appelé à siéger au conseil municipal avec voix consultative en cas d'indisponibilité temporaire du conseiller titulaire.

Art. 3. — Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française et les chefs de subdivision administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à mesdames et messieurs les maires et maires délégués de Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général adjoint,*  
Michel SALLENAVE.

#### *Subdivision administrative des îles du Vent*

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Nom des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Arue	9 458	29			
Faa'a	29 851	35			
Hitiia'a O Te Ra	8 683	29	Hitiia'a Mahaena Papenoo Tiarei	1 662 928 3 520 2 573	5 3 12 9
Mahina	14 369	33			
Moorea-Maiao	16 490	33	Afareaitu Haapiti Paopao Papetoai Teavaro Maiao	3 249 4 045 4 244 2 196 2 457 299	7 8 8 4 5 1 (+ 1 suppléant)
Paea	12 084	33			
Papara	10 615	33			
Papeete	26 017	35			
Pirae	14 475	33			
Punaauia	25 441	35			
Taiarapu-Est	11 549	33	Afaahiti Faaone Pueu Tautira	5 321 1 853 2 037 2 338	15 5 6 7
Taiarapu-Ouest	7 002	29	Teahupoo Toahotu Vairao	1 322 3 122 2 558	5 13 11
Teva I Uta	8 589	29	Mataiea Papeari	4 446 4 143	15 14

#### *Subdivision administrative des îles Sous-le-Vent*

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Nom des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Bora Bora	8 927	29	Anau Faanui Nunue	1 728 2 272 4 927	6 7 16
Huahihe	5 999	29	Faie Fare Fiti Haapu Maeva Maroe Pàrea Tefarerii	388 1 440 1 145 629 995 509 501 392	2 7 6 3 5 2 2 2
Maupiti	1 231	15			

*Subdivision administrative des îles Sous-le-Vent*

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Nom des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Tahaa	5 003	29	Faaaha	452	3
			Haamene	927	5
			Hipu	420	2
			Iripau	1 131	7
			Niua	513	3
			Ruutia	518	3
			Tapuamu	640	4
			Vaitoare	402	2
Tapuatapuatea	4 614	27	Avera	3 131	18
			Opoa	1 324	8
			Puohine	159	1 (+ 1 suppléant)
Tumaraa	3 632	27	Fetuna	402	3
			Tehurui	500	4
			Tevaitoa	1 826	13
			Vaiaau	904	7
Uturoa	3 778	27			

*Subdivision administrative des îles Marquises*

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Nom des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Fatu Hiva	587	15			
Hiva Oa	1 986	19	Atuona	1 635	16
			Puamau	351	3
Nuku Hiva	2 660	23	Hatiheu	348	3
			Taiohae	1 927	17
			Taipivai	385	3
Tahuata	671	15			
Ua Huka	571	15			
Ua Pou	2 157	19	Hakahau	1 588	14
			Hakamarii	569	5

*Subdivision administrative des îles Australes*

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Nom des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Raivavae	905	15	Anatonu	206	3
			Rairua-Mahanatoa	459	8
			Vaiuru	240	4
Rapa	482	11			
Rimatara	785	15	Amaru	265	5
			Anapoto	221	4
			Mutuaura	299	6
Rurutu	2 088	19	Avera	741	7
			Hauti	370	3
			Moerai	977	9
Tubuai	2 050	19	Mahu	544	5
			Mataura	954	9
			Taahuaia	552	5

*Subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier*

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Nom des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Anaa	827	15	Anaa	461	8
			Faaite	366	7
Arutua	1 759	19	Apataki	492	5
			Arutua	725	8
			Kaukura	542	6
Fakarava	1 578	19	Fakarava	855	10
			Kauehi	552	7
			Niau	171	2
Fangatau	252	11	Fakahina	131	6
			Fangatau	121	5
Gambier	1 337	15			

*Subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier*

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Nom des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Hao	1 342	15	Amanu Hao Hereheretue	163 1 121 58	2 12 1 (+ 1 suppléant)
Hikueru	268	11	Hikueru Marokau	169 99	7 4
Makemo	1 422	15	Katiu Makemo Raroia Taenga	285 738 303 96	3 8 3 1 (+ 1 suppléant)
Manihi	1 379	15	Ahe Manihi	561 818	6 9
Napuka	315	11	Napuka Tepoto	271 44	9 2
Nukutavake	319	11	Nukutavake Vahitahi Vairaatea	170 83 66	6 3 2
Puka Puka	157	11			
Rangiroa	3 210	23	Makatea Mataiva Rangiroa Tikehau	61 204 2 438 507	1 (+ 1 suppléant) 1 (+ 1 suppléant) 17 4
Reao	567	15	Pukarua Reao	207 360	5 10
Takaroa	1 577	19	Takapoto Takaroa	472 1 105	6 13
Tatakoto	227	11			
Tureia	311	11			

**ARRETE n° 1 DAC du 3 janvier 2008 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes sur la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement 2008 (DGF) servie par l'Etat, ministère de l'intérieur, pour les mois de janvier, février et mars 2008.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 relative aux finances pour 2005 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 94-704 du 17 août 1994 fixant les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, entre les circonscriptions territoriales des îles Wallis et Futuna et entre les communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu les dispositions du télégramme DGCL n° 2007-05 en date du 24 décembre 2007 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales concernant le versement et l'imputation des acomptes prévisionnels ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de monsieur le trésorier-payeur général de la Polynésie française, compte 465-12118 : fonds des collectivités locales, dotation globale de fonctionnement, répartition initiale de l'année, année 2008,

Arrête :

Article 1er.— Par anticipation sur les dotations qu'elles percevront au titre de la part forfaitaire de la DGF 2008, il est attribué aux communes de Polynésie française, pour chacun des mois de janvier, février et mars 2008, un acompte provisionnel égal à un douzième de la part forfaitaire de la DGF qu'elles ont perçue en 2007.

Le montant total des acomptes s'élève à 1 422 331 341 F CFP. La répartition par commune figure au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Le versement de ces acomptes prévisionnels mentionnés à l'article précédent interviendra conformément aux termes du télégramme DGCL n° 2007-05 en date du 24 décembre 2007 :

- 25 janvier ;
- 20 février ;
- 20 mars.

Art. 3.— Les acomptes perçus au titre de la part forfaitaire de la DGF 2008 seront imputés en recettes des budgets communaux au compte n° 7411 de la nomenclature budgétaire et comptable M14.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Jacques WITKOWSKI.*

REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2008  
PART FORFAITAIRE

acomptes provisionnels à verser aux communes de Polynésie française  
pour les mois de janvier, février et mars 2008 (en F CFP)

COMMUNES	DGF 2007 en €	DGF 2007 en F CFP	Acompte provisionnel mensuel pour 2008	Total des acomptes (jan/fév/mars 2008)
Raivavae	329 159	39 279 117	3 273 260	9 819 780
Rapa	257 238	30 696 659	2 558 055	7 674 165
Rimātara	287 821	34 346 181	2 862 182	8 586 546
Rurutu	479 819	57 257 637	4 771 470	14 314 410
Tubuai	537 233	64 108 950	5 342 412	16 027 236
<b>Iles Australes</b>	<b>1 891 270</b>	<b>225 688 544</b>	<b>18 807 379</b>	<b>56 422 137</b>
Arue	1 553 259	185 353 103	15 446 092	46 338 276
Faaa	4 482 269	534 876 969	44 573 081	133 719 243
Hitiaa O Te Ra	1 555 907	185 669 093	15 472 424	46 417 272
Mahina	2 017 498	240 751 551	20 062 629	60 187 887
Moorea-Maiao	2 164 799	258 329 236	21 527 436	64 582 308
Paea	1 924 466	229 649 881	19 137 490	57 412 470
Papara	1 537 706	183 497 136	15 291 428	45 874 284
Papeete	4 636 497	553 281 265	46 106 772	138 320 316
Pirae	2 414 474	288 123 389	24 010 282	72 030 846
Punaauia	3 349 935	399 753 580	33 312 798	99 938 394
Taiarapu-Est	1 751 457	209 004 415	17 417 035	52 251 105
Taiarapu-Ouest	1 185 773	141 500 358	11 791 696	35 375 088
Teva I Uta	1 410 741	168 346 181	14 028 848	42 086 544
<b>Iles du Vent</b>	<b>29 984 781</b>	<b>3 578 136 158</b>	<b>298 178 011</b>	<b>894 534 033</b>
Bora Bora	1 206 442	143 966 826	11 997 235	35 991 705
Huahine	1 078 110	128 652 745	10 721 062	32 163 186
Maupiti	387 722	46 267 542	3 855 628	11 566 884
Tahaa	961 014	114 679 475	9 556 623	28 669 869
Taputapuatea	930 494	111 037 470	9 253 123	27 759 369
Tumaraa	843 050	100 602 625	8 383 552	25 150 656
Uturoa	897 394	107 087 589	8 923 966	26 771 898
<b>Iles sous le Vent</b>	<b>6 304 226</b>	<b>752 294 272</b>	<b>62 691 189</b>	<b>188 073 567</b>
Fatu-Hiva	329 197	39 283 652	3 273 638	9 820 914
Hiva-Oa	845 582	100 904 773	8 408 731	25 226 193
Nuku-Hiva	834 220	99 548 926	8 295 744	24 887 232
Tahuata	300 601	35 871 241	2 989 270	8 967 810
Ua-Huka	312 697	37 314 678	3 109 556	9 328 668
Ua-Pou	640 818	76 469 928	6 372 494	19 117 482
<b>Iles Marquises</b>	<b>3 263 115</b>	<b>389 393 198</b>	<b>32 449 433</b>	<b>97 348 299</b>

COMMUNES	DGF 2007 en €	DGF 2007 en F CFP	Acompte provisionnel mensuel pour 2008	Total des acomptes (jan/fév/mars 2008)
Anaa	305 615	36 469 570	3 039 131	9 117 393
Arutua	412 432	49 216 229	4 101 352	12 304 056
Fakarava	555 770	66 321 002	5 526 750	16 580 250
Fangatau	225 867	26 953 103	2 246 092	6 738 276
Gambier	363 590	43 387 828	3 615 652	10 846 956
Hao	467 958	55 842 243	4 653 520	13 960 560
Hikueru	217 871	25 998 926	2 166 577	6 499 731
Makemo	500 606	59 738 186	4 978 182	14 934 546
Manihi	390 690	46 621 718	3 885 143	11 655 429
Napuka	225 845	26 950 477	2 245 873	6 737 619
Nukutavake	220 257	26 283 652	2 190 304	6 570 912
Puka Puka	203 133	24 240 215	2 020 018	6 060 054
Rangiroa	829 710	99 010 740	8 250 895	24 752 685
Reao	253 783	30 284 368	2 523 697	7 571 091
Takarua	429 724	51 279 714	4 273 309	12 819 927
Tatakoto	210 047	25 065 274	2 088 773	6 266 319
Tureia	420 257	50 150 000	4 179 167	12 537 501
<b>Tuamotu-Gambier</b>	<b>6 233 155</b>	<b>743 813 246</b>	<b>61 984 435</b>	<b>185 953 305</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>47 676 547</b>	<b>5 689 325 418</b>	<b>474 110 447</b>	<b>1 422 331 341</b>

**ARRETE n° HC 11 DRCL du 4 janvier 2008 portant création de la commission de tarification des documents électoraux à l'occasion de l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment ses articles 103 à 117 ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er à 3 et 36 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er et 5 ;

Vu le décret n° 2007-1728 du 8 décembre 2007 portant convocation des électeurs pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le code électoral, notamment son article R. 39 ;

Vu la lettre n° 1291 du 17 décembre 2007 de M. le trésorier-payeur général ;

Vu la lettre n° 4578 PR du 28 décembre 2007 de M. le Président de la Polynésie française ;

Sur proposition de M. le secrétaire général,

Arrête :

Article 1er.— La commission de tarification des documents électoraux à l'occasion des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008 est composée comme suit :

- M. Jacques Witkowski, secrétaire général du haut-commissariat, *président* ;
- M. Richard Tuffery, représentant le trésorier-payeur général ;
- M. Richard Boyer, représentant le service des affaires économiques ;
- M. Benoît Gérard, représentant le syndicat de l'imprimerie, de la presse et de la communication.

Art. 2.— La commission proposera les tarifs maxima d'impression des affiches, professions de foi et bulletins de vote ainsi que les tarifs d'apposition des affiches.

Art. 3.— Le secrétaire général est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, notifié aux membres de la commission et transmis aux imprimeurs.

Fait à Papeete, le 4 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Jacques WITKOWSKI.*

**ARRETE n° HC 15 DRCL du 7 janvier 2008 portant création de la commission de propagande à l'occasion des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;



Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er à 3 et 36 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-1728 du 8 décembre 2007 portant convocation des électeurs pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment les articles R. 32 à R. 35 et R. 202 ;

Vu l'ordonnance n° 2 ORD/PP.CAP du 2 janvier 2008 de M. le premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Vu la lettre n° 1291 du 17 décembre 2007 de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française ;

Vu la lettre du 28 septembre 2007 de M. le directeur du pôle des services postaux ;

Sur proposition de M. le secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Une commission de propagande, commune aux circonscriptions des îles du Vent, des îles Sous-le-Vent, des Tuamotu de l'Ouest, des îles Gambier et des Tuamotu de l'Est, des îles Marquises et des îles Australes, est instituée à l'occasion des élections des représentants à l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.

Cette commission est composée comme suit :

- M. Eric Severe Jolivet, vice-président au tribunal de première instance de Papeete, *président* ;
- M. Gérard Joly, magistrat, *suppléant* ;
- Mme Nicole Savary, directrice de la réglementation et du contrôle de la légalité, *membre* ;
- M. Richard Tuffery, représentant le trésorier-payeur général, *membre* ;
- Mme Sandrine Salmon, responsable du domaine production du pôle des services postaux, *membre*.

Le secrétariat de la commission est assuré par Mlle Nadine Piguet, du haut-commissariat de la République en Polynésie française.

Art. 2. — Les représentants des candidats pourront assister aux travaux de la commission à titre consultatif.

Art. 3. — Le siège de la commission est fixé à l'annexe du palais de justice de Papeete, rue Bougainville.

Art. 4. — Le président de la commission locale de propagande et le secrétaire général du haut-commissariat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux membres de la commission.

Fait à Papeete, le 7 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Jacques WITKOWSKI.

**ARRETE n° HC 17 DRCL du 7 janvier 2008 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des documents électoraux et d'apposition des affiches, à l'occasion des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er à 3 et 36 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er et 5 ;

Vu le décret n° 2007-1728 du 8 décembre 2007 portant convocation des électeurs pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment ses articles R. 27, R. 29, R. 39 et R. 202 et R. 209 ;

Vu l'arrêté n° HC 779 DRCL du 27 avril 2007 portant création de la commission de tarification des documents électoraux ;

Vu l'avis de la commission de tarification émis le lundi 7 janvier 2008 ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — L'Etat remboursera aux candidats aux élections des représentants à l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008 remplissant les conditions exigées et ayant obtenu au moins 3 % des suffrages exprimés, le coût du papier, de l'impression des bulletins de vote, affiches et circulaires ainsi que les frais d'affichage. Chaque candidat ne peut faire adresser à chaque électeur qu'une seule circulaire.

La prise en charge par l'Etat du coût du papier et de l'impression n'est effectuée, sur présentation des pièces justificatives, que pour les circulaires et bulletins de vote produits à partir de papier de qualité écologique répondant au moins à l'un des critères suivants :

- papier contenant au moins 50 % de fibres recyclées au sens de la norme ISO 14021 ou équivalent ;
- papier bénéficiant d'une certification de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

Les tarifs ne peuvent s'appliquer qu'à des documents excluant tous travaux de photogravure, réalisés sur du papier conforme aux prescriptions ci-dessus, de la couleur déclarée par le candidat, d'un grammage compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré, d'un format 210 x 297 millimètres pour la circulaire et 21 x 29,7 millimètres pour les bulletins de vote aux îles du Vent et 148 x 210 pour les bulletins de vote dans les autres archipels. Les bulletins doivent être imprimés d'une seule couleur (noir) sur un papier de la couleur choisie par la liste.

Art. 2.— Les quantités maximales de documents pouvant être admis au remboursement sont les suivantes :

	Bulletins de vote	Circulaires	Affiches 297 x 420	Affiches 594 x 841
Circonscription des îles du Vent	300 000	142 500	388	388
Circonscription des îles Sous-le-Vent	55 330	26 400	200	200
Circonscription des îles Tuamotu de l'Ouest	15 000	7 100	134	134
Circonscription des îles Gambier et Tuamotu de l'Est	11 100	5 300	204	204
Circonscription des îles Marquises	14 700	7 000	146	146
Circonscription des îles Australes	11 200	5 320	118	118

Art. 3.— Les tarifs de remboursement sont fixés comme suit, à l'unité et hors taxe :

- bulletin de vote (teinté sur une face) :  
format 21 x 297 (îles du Vent) : 4 F CFP ;  
format 148 x 210, îles Sous-le-Vent : 3 F CFP ;  
format 148 x 210, autres archipels : 5 F CFP.
- circulaire : îles du Vent :  
format 21 x 29,7 en recto seul : 4 F CFP ;  
format 21 x 29,7 en recto-verso : 6 F CFP.
- circulaire : îles Sous-le-Vent :  
format 21 x 29,7 en recto seul : 6 F CFP ;  
format 21 x 29,7 en recto verso : 8,80 F CFP.
- circulaire : autres archipels :  
format 21 x 29,7 en recto seul : 10 F CFP ;  
format 21 x 29,7 en recto-verso : 16 F CFP.
- affiche format 297 x 420 mm : 10 F CFP.

Affiche format 594 x 841 mm :  
Îles du Vent : 242 F CFP l'unité  
Îles Sous-le-Vent : 430 F CFP l'unité  
Gambier-Tuamotu-Est : 430 F CFP l'unité  
Marquises : 574 F CFP  
Tuamotu-Ouest : 622 F CFP l'unité  
Australes : 701 F CFP l'unité

Seules les quantités de circulaires effectivement livrées à la commission locale de contrôle feront l'objet d'un remboursement.

Les bulletins de vote seront conditionnés en paquets de 100 pour 20 % des quantités livrées et en paquets de 500 pour le reste.

Art. 4.— Les tarifs maxima de remboursement hors taxes des frais d'apposition des affiches par une entreprise spécialisée ou par des salariés recrutés par le candidat sont fixés comme suit :

- affiche format 595 x 841 mm : 315 F CFP l'unité ;
- affiche format 297 x 420 mm : 190 F CFP l'unité.

Ils excluent tout remboursement au titre d'un concours militant ou bénévole.

Art. 5.— Tous les tarifs visés au présent arrêté sont établis pour le premier tour de scrutin et calculés hors taxes. Ils doivent inclure les prestations obligatoires qui ne peuvent donner lieu à remboursement supplémentaire (achat du papier et de l'encre, composition, montage, corrections d'auteurs, façonnage, massicotage, emballage et pliage).

Pour le second tour de scrutin, ils pourront être majorés de 10 %.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission de tarification, transmis aux imprimeurs et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,*  
Jacques WITKOWSKI.

**ARRETE n° HC 21 DRCL du 7 janvier 2008 portant création de la commission de recensement des votes à l'occasion des élections des représentants à l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment ses articles 103 à 117 ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er à 3 et 36 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er et 5 ;

Vu le décret n° 2007-1728 du 8 décembre 2007 portant convocation des électeurs pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le code électoral, en particulier son article L. 416 ;

Vu l'ordonnance n° 2 ORD/PP.CA du 2 janvier 2008 de M. le premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Sur proposition de M. le secrétaire général,

Arrête :

Article 1er.— Une commission de recensement des votes est instituée à l'occasion de l'élection pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.

Art. 2.— Cette commission est composée comme suit :

Pour le 1er tour :

- M. Pierre Moyer, magistrat, *président* ;
- M. Guy Ripoll, magistrat, *membre* ;
- M. Gérard Joly, magistrat, *membre*.

Pour le 2e tour :

- M. Roger Mondonneix, magistrat, *président* ;
- M. Bernard Fouquere, magistrat, *membre* ;
- Mme Sandrine Logeay épouse Zientara, magistrat, *membre*.

Mme Nicole Savary, directrice de la réglementation et du contrôle de la légalité au haut-commissariat, sera chargée du secrétariat.

Art. 3.— Le recensement général des votes aura lieu :

- le lundi 28 janvier 2008, à partir de 8 h 30 pour le 1er tour ;
- le lundi 11 février 2008, à partir de 8 h 30 pour le 2e tour.

Art. 4.— La commission se réunira au haut-commissariat, direction de l'assistance technique, rue Dumont-d'Urville.

Un représentant de chaque liste peut assister aux travaux de cette commission.

Les travaux de la commission devront être terminés les lundi 28 janvier et 11 février à 20 h 30.

Le président de la commission proclamera les résultats définitifs au terme des opérations de contrôle.

Art. 5.— Le président de la commission de recensement des votes et le secrétaire général du haut-commissariat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, notifié aux membres de la commission et aux mandataires des candidats têtes de listes.

Fait à Papeete, le 7 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,*  
Jacques WITKOWSKI.

**ARRETE n° HC 22 DRCL du 7 janvier 2008 portant fixation des dates limites de dépôt des déclarations à envoyer aux électeurs pour l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er à 3 et 36 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française, notamment ses articles 1er à 3 et 36 ;

Vu le décret n° 2007-1728 du 8 décembre 2007 portant convocation des électeurs pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le code électoral, en particulier l'article R. 38 ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er.— Les déclarations des candidats seront déposées à la base aérienne 190 de Faa'a au plus tard le 11 janvier 2008 à 12 heures pour le 1er tour et, si besoin, le 31 janvier à 15 heures pour le 2e tour. La base aérienne étant un établissement militaire astreint à des règles de sécurité particulières, le nom des personnes qui pénétreront sur la base ainsi que les numéros de véhicule devront être communiqués au préalable au haut-commissariat, bureau des élections.

Art. 2.— Au-delà des dates et heures limites ci-dessus indiquées, la commission de propagande ne sera plus tenue d'assurer l'envoi de ces documents aux électeurs.

Art. 3.— Le président de la commission de propagande et le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, notifié aux membres de la commission, aux représentants des candidats et aux imprimeurs.

Fait à Papeete, le 7 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,*  
Jacques WITKOWSKI.

**ARRETE n° HC 23 DRCL du 7 janvier 2008 modifiant l'arrêté n° HC 1360 DRCL du 30 août 2007 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment l'article R. 40 ;

Vu l'arrêté n° HC 1360 DRCL du 30 août 2007 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 162-07 CMM/TM/DGS/LL/AD/CF du 5 octobre 2007 de M. le maire de Moorea-Maiao sollicitant le transfert du bureau de vote de Papetoai de la mairie annexe de Papetoai à la salle omnisports de Papetoai ;

Sur proposition de M. le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le tableau de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1360 DRCL du 30 août 2007 est ainsi modifié, s'agissant du lieu de vote du bureau de vote de Papetoai, commune de Moorea-Maiao.

*Au lieu de : "Mairie annexe de Papetoai" ;  
Lire : "Salle omnisports de Papetoai".*

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles du Vent et le maire de la commune de Moorea-Maiao sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 janvier 2008.  
Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Jacques WITKOWSKI.*

**ARRETE n° HC 24 DRCL du 7 janvier 2008 modifiant l'arrêté n° HC 1360 DRCL du 30 août 2007 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment l'article R. 40 ;

Vu l'arrêté n° HC 1360 DRCL du 30 août 2007 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1 MAH/08/SG du 7 janvier 2008 de M. le maire de Mahina sollicitant le transfert des bureaux de vote de l'école Amatahiapo primaire à la salle omnisports Niutoa ;

Sur proposition de M. le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le tableau de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1360 DRCL du 30 août 2007 est ainsi modifié, s'agissant du lieu de vote des bureaux de vote de la commune de Mahina.

*Au lieu de : "Ecole Amatahiapo primaire" ;  
Lire : "Salle omnisports Niutoa".*

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles du Vent et le maire de la commune de Mahina sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 janvier 2008.  
Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Jacques WITKOWSKI.*

**ARRETE n° HC 6 SATPN du 8 janvier 2008 portant organisation de deux concours de gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la polynésie française (1er concours externe et emplois réservés et 2e concours interne), session 2008.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu l'ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge dans la fonction publique et instituant un nouveau parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 13 mai 2005 relatif à l'aptitude physique exigée des candidats aux emplois de commissaire de police, lieutenant de police et gardien de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 2005 fixant les modalités d'organisation et le programme des concours pour le recrutement des gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2005 fixant les modalités du recrutement au titre des emplois réservés des gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 24 avril 2007 relatif aux épreuves d'exercices physiques des concours pour le recrutement des commissaires de police, lieutenants de police et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de concours nationaux pour le recrutement de gardiens de la paix du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition du directeur de cabinet par intérim,

Arrête :

Article 1er. — Le service administratif et technique de la police nationale organise un concours externe et interne pour le recrutement de gardiens de la paix du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF).

Art. 2. — Le calendrier du concours est fixé comme suit :

- date limite de dépôt des candidatures : 1er février 2008 ;
- épreuves d'admissibilité : 12 mars 2008 ;
- résultats de l'admissibilité : 28 avril 2008 ;
- épreuves d'admission : du 26 au 30 mai 2008 ;
- résultats définitifs : 9 juin 2008.

Art. 3. — Le nombre de postes sera fixé ultérieurement.

Art. 4. — Le programme des épreuves d'admissibilité et d'admission est fixé comme suit :

Externe	Interne
Epreuves d'admissibilité	
Tests psychotechniques durée 2 h 30	
Dissertation sur un sujet d'actualité durée 3 heures, coefficient 3	Rédaction durée 2 heures, coefficient 3
Questionnaire à choix multiple et/ou à courtes réponses durée 1 heure, coefficient 2	Questions destinées à apprécier les connaissances professionnelles du candidat durée 1 heure, coefficient 2"
Epreuves d'admission	
Entretien avec le jury durée 25 minutes, coefficient 4	Exposé-discussion portant sur les acquis professionnels durée 25 minutes, coefficient 4
Exercices physiques (épreuve éliminatoire) coefficient 3	
Epreuve orale de langue étrangère durée 10 minutes, coefficient 1	Epreuve orale de langue étrangère (épreuve facultative) durée 10 minutes, coefficient 1

Art. 5. — Les dossiers de demande à concourir pourront être retirés à compter du 21 janvier 2008 et déposés impérativement au plus tard le 1er février 2008, à l'adresse suivante :

Service administratif et technique de la police nationale, section recrutement, Faa'a, PK 5,500, côté montagne, près de la blanchisserie "Bleue lavande" en face de l'aéroport.

Aucun dossier reçu après cette date ne sera pris en compte. Tout acheminement par courrier administratif interne sera refusé. Tout dossier incomplet sera rejeté.

Art. 6. — Le directeur de cabinet et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2008.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le directeur de cabinet par intérim,*  
Olivier JACOB.

# ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 6 CM du 4 janvier 2008 portant nomination de M. Arnaud Leverdier en qualité de directeur général de l'établissement public dénommé Etablissement d'achats groupés (EAG).**

NOR : MEE0702881AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1013 AT du 7 février 1985 modifiée portant création d'un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommé "Etablissement d'achats groupés" ;

Vu l'arrêté n° 1287 CM du 28 novembre 1996 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Etablissement d'achats groupés ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Arnaud Leverdier est nommé en qualité de directeur général de l'Etablissement d'achats groupés à compter du 5 janvier 2008.

Art. 2.— L'arrêté n° 811 CM du 21 septembre 2005 portant nomination de M. Arnaud Leverdier en qualité de directeur général par intérim de l'Etablissement d'achats groupés est abrogé à compter du 4 janvier 2008 au soir.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 janvier 2008.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur et de la recherche,*  
Jean-Marius RAAPOTO.

**ARRETE n° 7 CM du 7 janvier 2008 portant nomination de M. Bruno Ugolini en qualité de chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim.**

NOR : ART0702803AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 84-1014 AT du 11 octobre 1984 portant création du service de l'artisanat traditionnel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 662 CM du 5 juillet 2006 portant nomination de M. William Ellacott en qualité de chef du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu la décision n° 671 MAF/ART du 13 décembre 2007 accordant un congé de sept jours à compter du 26 décembre 2007 à M. William Ellacott, chef du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu les nécessités de service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Bruno Ugolini, ingénieur de 1re catégorie hors classe, est nommé chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim durant les congés de M. William Ellacott, du mercredi 26 décembre 2007 au vendredi 4 janvier 2008 inclus.

Art. 2.— Le ministre de l'artisanat et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 janvier 2008.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'artisanat  
 et de la condition féminine,*  
 Valentina CROSS.

**ARRETE n° 9 CM du 8 janvier 2008 portant application de la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française.**

NOR : MPA0702768AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de la pêche et de l'aquaculture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-183 AT du 8 décembre 1988 modifiée portant réglementation de la pêche en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 CM du 20 octobre 2004 portant dispositions relatives à la réglementation de la pêche du bénitier sur une partie du domaine public maritime à Tatakoto ;

Vu l'arrêté n° 466 CM du 6 juillet 2005 relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation de dépendances du domaine public maritime destinées à l'exercice des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté fixe les mesures d'application de la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française.

## CHAPITRE Ier

### *Dispositions communes aux activités de collectage et d'élevage*

#### Section 1

##### *Instruction administrative*

Art. 2.— Le dossier de demande d'autorisation d'exercice de l'activité de collectage et/ou d'élevage de bénitiers doit être retiré au service de la pêche.

Art. 3.— Le service de la pêche, chargé de l'instruction de la demande, est habilité à requérir du demandeur tous renseignements nécessaires à la bonne instruction du dossier.

Art. 4.— La demande est formulée par le porteur du projet ou son représentant dûment mandaté. Le dossier de demande comporte les pièces suivantes :

- 1° Un document d'identification du demandeur :
  - A - *Pour les personnes physiques* : copie d'une pièce officielle en cours de validité justifiant de son identité (passeport, carte d'identité, permis de conduire...) ;
  - B - *Pour les personnes morales* : copie des pièces officielles en cours de validité justifiant de l'identité de la société et de ses dirigeants (statuts, extrait du JOPF, attestation d'inscription au registre du commerce et des sociétés, RCS) ;
- 2° Une copie d'un justificatif attestant de sa domiciliation en Polynésie française (facture d'électricité, facture d'eau, certificat de résidence...) ;
- 3° Le n° TAHITI ;
- 4° Le plan de localisation de/des installations projetées ;
- 5° Copie de l'autorisation d'occupation du domaine public du lieu des installations projetées, le cas échéant, mentionnant le différé du paiement de la première redevance, jusqu'à l'obtention de l'autorisation de l'exercice de l'activité concernée.

Tout dossier ne comportant pas l'ensemble des pièces visées ci-dessus est irrecevable et renvoyé au demandeur avec mention des pièces manquantes et/ou non conformes.

#### Section 2

##### *Modalités techniques*

Art. 5.— Les stations de collectage et d'élevage de bénitiers immergées non posées directement sur le fond sont chacune balisées comme suit :

- si la station fait plus de deux mètres de large, le marquage se fait à chaque angle de la surface occupée par une bouée conique jaune d'un diamètre de 40 centimètres minimum surmontée d'un mât avec un fanion rouge sur lequel est inscrit le numéro de l'arrêté d'autorisation d'occupation du domaine public maritime ;
- si la station fait moins de deux mètres de large, le marquage s'effectue de façon identique mais uniquement aux deux extrémités de la station.

Art. 6.— Est interdit l'usage du grillage galvanisé pour tout aménagement destiné à une autorisation d'occupation du domaine public maritime de collectage et/ou d'élevage de bénitiers.



Art. 7.— Une distance minimale de 100 mètres est obligatoire entre deux autorisations d'occupation du domaine public maritime destinées à l'activité de collectage et/ou d'élevage de bénitiers.

Art. 8.— Le collecteur ou l'éleveur de naissains de bénitiers vivants doit tenir à jour les documents indiqués aux articles 9, 10 et 16 du présent arrêté, qui permettront d'apprécier la traçabilité du collectage et de l'élevage des bénitiers.

Art. 9.— En application des dispositions de l'article 16 de la délibération visée à l'article 1er du présent arrêté, le collecteur ou l'éleveur doit compléter et remettre au service de la pêche, ses données de production pour l'année écoulée, au plus tard le 31 mars.

Le formulaire type de production, à retirer au service de la pêche, comprend :

- le nom de la personne physique exploitante ou la dénomination sociale pour la personne morale ;
- la date de pose des stations ;
- les bilans de stocks de bénitiers de 4 centimètres et plus par classe de taille, au début et à la fin de l'année écoulée.

Art. 10.— En application des dispositions de l'article 17 de la délibération visée à l'article 1er du présent arrêté, le collecteur ou l'éleveur doit tenir à jour un carnet à souches des entrées et sorties de bénitiers collectés et élevés.

Ce carnet composé de plusieurs feuillets est à retirer au service de la pêche. Chaque feuillet doit faire mention :

- des dates d'entrée et de sortie des bénitiers des fermes de collectage ou d'élevage, leur mode d'acquisition et de cession, leur origine, la taille et le nombre d'individus ainsi que l'ensemble des caractéristiques demandées dans les fiches types fournies par le service de la pêche ;
- l'ensemble des informations nécessaires à l'identification du fournisseur, du réceptionniste et du destinataire (n° de concession maritime, n° de la carte d'activité de collecteur et/ou d'éleveur, adresses géographique et postale ainsi que les coordonnées téléphoniques).

Chaque livraison de naissains de bénitiers donne lieu à l'envoi au destinataire du premier feuillet détachable du carnet précité, et à l'envoi au service de la pêche du deuxième feuillet détachable.

Le carnet à souches des entrées et sorties des bénitiers doit être tenu à la disposition des agents du service de la pêche chargés du contrôle.

## CHAPITRE II

### *Dispositions spécifiques aux activités de collectage et d'élevage*

#### Section 1

##### *Modalités relatives à l'activité de collectage*

Art. 11.— En application des dispositions de l'article 5 de la délibération visée à l'article 1er du présent arrêté, la liste des lagons où le collectage peut être effectué, est fixée par un arrêté pris en conseil des ministres, après avis des maires des communes concernées.

En l'absence de réponse de la part du maire dans un délai de deux mois à compter de la date d'envoi de la lettre de demande d'avis, son avis est réputé favorable.

Art. 12.— En application des dispositions de l'article 6 de la délibération visée à l'article 1er du présent arrêté, l'activité de collectage de bénitiers doit respecter les modalités de gestion des autorisations d'occupation du domaine public maritime, à savoir :

- la superficie maximale d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime de collectage de bénitiers est fixée à 1 000 mètres carrés ;
- le maximum de stations de collectage est fixé à 5 par collecteur et par autorisation d'occupation du domaine public maritime ;
- la superficie maximale de l'ensemble des structures de collectage par autorisation d'occupation du domaine public maritime est de 400 mètres carrés ;
- le nombre d'autorisations d'occupation du domaine public maritime par collecteur est limité à une ;
- le nombre de collecteurs et d'autorisations d'occupation du domaine public maritime est fixé à 3 par île.

#### Section 2

##### *Modalités relatives à l'activité d'élevage*

Art. 13.— En application des dispositions de l'article 9 de la délibération visée à l'article 1er du présent arrêté, l'activité d'élevage de naissains de bénitiers est autorisée dans les conditions suivantes :

- la superficie maximale d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime d'élevage de bénitiers est fixée à 1 000 mètres carrés ;
- le nombre d'emplacements immergés entre deux eaux est limité à 3 radeaux par autorisation d'occupation du domaine public maritime ;
- le nombre d'emplacements sur le fond (enclos, tables, etc.) est sans limite ;
- l'élevage doit être réalisé à une profondeur n'excédant pas 3 mètres ;
- l'élevage ne doit pas être réalisé dans les zones sous l'influence, notamment, d'effluents de rivières, ruisseaux et émissaires, ni dans les zones mises à sec lors de fortes marées, ni dans les zones vaseuses ;
- la superficie maximale de l'ensemble des structures d'élevage par autorisation d'occupation du domaine public maritime est de 500 mètres carrés ;
- la taille minimale d'élevage de bénitiers issus de collectage est de 4 centimètres.

## CHAPITRE III

### *Dispositions spécifiques aux activités de repeuplement et de transfert*

#### Section 1

##### *Modalités relatives au repeuplement*

Art. 14.— En application des dispositions de l'article 11 de la délibération visée à l'article 1er du présent arrêté, après 3 années civiles complètes d'activité autorisée, un quota de bénitiers destinés au repeuplement est fixé à 1 000 individus par collecteur par an issus de collectage et de taille supérieure ou égale à 7 centimètres.

La remise dans le lagon des naissains de bénitiers vivants est réalisée selon les prescriptions fournies par le service de la pêche.

#### Section 2

##### *Modalités relatives au transfert*

Art. 15.— En application des dispositions de l'article 13 de la délibération visée à l'article 1er du présent arrêté, le transfert des bénitiers doit obéir aux prescriptions suivantes :

- détroquage ;
- traitement à l'eau douce préalable à l'expédition ;
- durée maximale de 12 heures en enceinte close pour le transport à sec.

Art. 16.— En application des dispositions de l'article 14 de la délibération visée à l'article 1er du présent arrêté, l'opération de transfert donne lieu à l'établissement d'un bon de transfert qui doit faire mention :

- de la date de sortie des bénitiers des fermes de collectage ou d'élevage, leur île et lieu ou station d'origine, leur lieu de destination, le nombre d'individus, le traitement à l'eau douce préalable à l'expédition ;
- de l'ensemble des informations nécessaires à l'identification du fournisseur et du destinataire, à savoir, d'une part le n° de concession maritime, le n° de la carte d'activité du collecteur et/ou d'éleveur, les adresses géographiques et postale ainsi que les coordonnées téléphoniques et le lieu de destination des bénitiers ;
- du visa du maire ou du maire délégué de la commune des sorties des bénitiers.

Le bon de transfert est à retirer au service de la pêche. Une fois complété et le transfert réalisé, ce bon doit être transmis au service de la pêche.

#### CHAPITRE IV

##### *Sanctions*

Art. 17.— En cas de non-respect de l'une des dispositions liées aux modalités de collectage, d'élevage, de repeuplement et de transfert des bénitiers sus-énoncées, l'autorité compétente peut prononcer l'abrogation ou la suspension de l'autorisation d'exercer l'activité correspondante et de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Ces sanctions sont prononcées sous réserve de l'application du principe du contradictoire.

Art. 18.— Le ministre de la mer, de la pêche et de l'aquaculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2008.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la mer, de la pêche  
et de l'aquaculture,*  
Keitapu MAAMAATUAIAHUTAPU.

#### **ARRETE n° 13 CM du 10 janvier 2008 accordant la reconnaissance d'intérêt général à l'Association familiale catholique de Polynésie française.**

NOR : SAA0702835AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts de la Polynésie française, notamment les paragraphes 5 et 5 bis de l'article 113-4 ;

Vu l'arrêté n° 1136 CM du 16 octobre 1992 modifié définissant les modalités et conditions de reconnaissance de l'intérêt général ou collectif des associations et organismes du territoire ;

Vu la demande en date du 11 octobre 2007 et complétée le 14 novembre 2007 formulée par l'Association familiale catholique de Polynésie française (AFC) ;

Considérant l'objet et les activités de l'association susvisée qui visent à promouvoir la famille fondée sur les valeurs de l'enseignement familial et social de l'Eglise catholique, de représenter les intérêts des familles, d'assurer leur défense auprès des pouvoirs publics sur le plan spirituel, moral et matériel, d'exercer devant toutes les juridictions, toute action en justice, de procurer aux adhérents et aux responsables l'information et la formation nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités, d'apporter aide et soutien aux familles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— Est reconnue d'intérêt général l'Association familiale catholique de Polynésie française (AFC de Polynésie française).

Art. 2.— Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 janvier 2008.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'économie, du travail,  
de l'emploi, de la formation professionnelle  
et de la fonction publique,*  
Pierre FREBAULT.

NOR : DAF0702199AC

**Par arrêté n° 4 CM du 4 janvier 2008.**— L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 166 mètres carrés, attenant au lot n° 5 partie des terres Tematou et Teururea, cadastré section AI n° 45, sis à Toahotu, commune de Taiarapu-Ouest, est autorisée au profit de M. Emile Helme.

Cette occupation est destinée à la construction d'une maison d'habitation.

Et tel que le tout figure sur le plan levé et dressé par le géomètre M. Frédéric Maitere en février 2007.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et M. Emile Helme fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention, aux clauses et conditions de la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime.

Le concessionnaire est tenu d'exécuter à ses frais et sous sa seule responsabilité, les travaux nécessaires pour soustraire l'emplacement concédé à l'action des hautes eaux.

Avant toute exécution de travaux de remblai, le concessionnaire est tenu d'obtenir au préalable une autorisation de travaux immobiliers délivrée par le service en charge de l'urbanisme.

Le concessionnaire est tenu d'établir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à *trente-trois mille deux cents francs CFP* (33 200 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif fixé pour les occupations du domaine public maritime.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 11 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, la redevance pour occupation sans titre est exigible à compter du 3 janvier 2007 (date de transcription de l'acte de vente).

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux.

NOR : SDR0702712AC

**Par arrêté n° 5 CM du 4 janvier 2008.**— La location du lot unique du lotissement agricole de la terre domaniale dite domaine Rose, sise à Teahupoo (Taiarapu-Ouest), d'une superficie de 17 hectares 26 ares 87 centiares, à des fins agricoles, est autorisée au profit de la coopérative Tiare Apiri.

Cette location est consentie à compter de la date de signature du bail, pour une durée de 9 années, moyennant un loyer annuel de *deux cent cinquante-neuf mille trente francs CFP* (259 030 F CFP), soit 15 000 F CFP par hectare et par an, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques.

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

## ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**Par arrêté n° 4082 PR du 28 décembre 2007.**— La société à responsabilité limitée dénommée EURL Pharmacie Porinetia, ayant pour associé unique M. le docteur Guilhem Paul Luc Milhau, est autorisée à exploiter l'officine de pharmacie, ouverte au public, dénommée "Pharmacie Porinetia" (enregistrement n° 6-07), sise à Pirae, lot n° 4 de la terre Tepohue, avenue Ariipaea-Pomare, au PK 2,700 (licence n° 33).

L'arrêté n° 1370 PR du 3 juin 2004 autorisant la SNC Pharmacie Porinetia à exploiter l'officine de pharmacie sise à Nahoata, commune de Pirae, avenue Ariipaea-Pomare, est abrogé.

**Par arrêté n° 4087 PR du 28 décembre 2007.**— L'arrêté n° 1421 PR du 2 juin 2006 portant autorisation d'ouverture d'un dépôt restreint de médicaments, sis à Takaroa, accordée à Mme Manolita Temahaga, commerçant non pharmacien, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les autorisations de création n° 67 et d'exploitation n° 2-06 conférées à Mme Manolita Temahaga par le susdit arrêté lui sont retirées au motif de la fermeture du dépôt restreint de médicaments, sis à Takaroa, au sein de son établissement dénommé "Takivera Boutique" au mois de mai 2006 et ce, à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

**Par arrêté n° 4088 PR du 28 décembre 2007.**— L'article 3 de l'arrêté n° 2975 PR du 14 novembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Hiva Oa pour l'acquisition de matériel d'équipement de la station de concassage communale est rédigé comme suit :

"Art. 3.— Des acomptes sur la subvention pourront être versés au fur et à mesure de la livraison des équipements subventionnés. Le montant de chaque acompte sera déterminé par application du taux de subvention, mentionné à l'article 2, au coût réel des équipements livrés."

**Par arrêté n° 3 PR du 7 janvier 2008.**— L'article 3 de l'arrêté n° 1226 PR du 17 juin 2003 autorisant l'ouverture par voie de création d'une pharmacie à usage intérieur par l'Association polynésienne pour l'utilisation du rein artificiel à domicile (APURAD), portant enregistrement de son exploitation (licence n° 57, enregistrement n° 4-2003) et autorisation de sa gérance par le docteur Malika Kara (enregistrement n° 5-2003), est ainsi rédigé :

Mme Céline Thomson, docteur en pharmacie, est autorisée à assurer la gérance de la pharmacie à usage intérieur de l'APURAD, Association polynésienne pour l'utilisation du rein artificiel à domicile (enregistrement n° 7-2007), sous réserve de la transmission préalable au ministère chargé de la santé, de l'inscription définitive au tableau du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en qualité de pharmacien gérant de ladite pharmacie à usage intérieur.

L'arrêté n° 2222 PR du 25 août 2006 modifiant l'arrêté n° 1226 PR du 17 juin 2003 autorisant l'ouverture par voie de création d'une pharmacie à usage intérieur par l'Association polynésienne pour l'utilisation du rein artificiel à domicile (APURAD), est abrogé à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

**Par arrêté n° 4 PR du 7 janvier 2008.**— M. le docteur Charles-Frédéric Maurice Demachy, pharmacien, est autorisé à titre provisoire jusqu'au 30 juin 2008, à exploiter l'officine de pharmacie, ouverte au public, dénommée "Pharmacie du port" (exploitation n° 8-2007), objet de la licence de création n° 1 délivrée par arrêté le 19 juin 1956 à M. Henri Jacquier, sise à Papeete, à l'angle du boulevard Pomare et de la rue Paul-Gauguin, en qualité d'associé unique de la SNC Pharmacie Demachy.

A défaut de mise en conformité des statuts de la SNC Pharmacie Demachy au 1er juillet 2008, cette autorisation deviendra caduque à cette date.

**Par arrêté n° 9 PR du 8 janvier 2008.**— M. Jackson Tutea Hunter, agent FPT D, en fonction au groupement études et gestion du domaine public de la direction de l'équipement, est commissionné aux fins de constater les infractions à la réglementation sur le domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux en Polynésie française.

A cet effet, l'intéressé prêtera le serment prescrit par la loi.

**Par arrêté n° 22 PR du 9 janvier 2008.**— L'article 6 de l'arrêté n° 904 PR du 19 mars 2007 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Hao pour l'acquisition d'un chaland de débarquement de 15 mètres est modifié comme suit :

"La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, article 204-14 du budget de la Polynésie française :

AP	AE	Montant	Coût total
57-2003	19-2003	5 379 172 F CFP	24 000 000 F CFP
34-2005	28-2005	3 263 550 F CFP	
50-2004	78-2004	1 070 898 F CFP	
85-2006	146-2006	14 286 380 F CFP	

**VICE-PRESIDENCE,  
MINISTRE DES FINANCES,  
DU LOGEMENT, DES AFFAIRES FONCIERES  
ET DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS**

**Par arrêté n° 326 VP du 8 janvier 2008.**— L'arrêté n° 190 CM du 19 février 2003 portant affectation d'une parcelle de la terre domaniale "sans nom zone des 50 pas du roi", sise à Nuku Hiva, au profit de la circonscription des îles Marquises, est abrogé.

**MINISTRE DE L'AMENAGEMENT,  
DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS  
TERRESTRES ET MARITIMES,  
DES PORTS ET AEROPORTS**

**ARRETE n° 390 MET du 8 janvier 2008** portant approbation du dossier d'extension du lotissement résidence Jay relatif aux lots n° 20 à n° 23 sis à Arue.

Le ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3045 PR du 21 septembre 2007 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de l'énergie et des mines ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 12 avril 2007 portant nomination de M. Christian Mariotti en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 23 MET du 9 octobre 2007 portant délégation de signature en matière de travaux immobiliers ;

Vu l'arrêté n° 13 MET du 2 octobre 2007 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme et à certains de ses agents, en matière d'actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifiés relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 106 MAA.AU.UOC du 1er juin 2007 portant autorisation à M. Henri Jay de réaliser les travaux d'extension du lotissement résidence Jay relatif aux lots n° 20 à n° 23 sis à Arue ;

Vu le dossier de demande de certificat de conformité déposé par Me Calmet au service de l'urbanisme le 21 novembre 2007 et complété le 24 décembre 2007 ;

Vu les attestations de réception des poteaux incendie en date du 13 avril 2007 ;

Vu la réception des infrastructures de télécommunications en dates du 20 avril et du 14 décembre 2007 ;

Vu le procès-verbal de visite n° 27-1974 du 14 décembre 2007 ;

Vu le cahier des charges du lotissement résidence Jay, 6e extension, déposé le 21 novembre 2007 au service de l'urbanisme ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 8 janvier 2008,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le dossier d'extension du lotissement résidence Jay relatif aux lots n° 20 à n° 23 sis à Arue, enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) en date du 21 novembre 2007 sous le n° L/2006-04 et composé comme suit :

- engagement du lotisseur de ne pas vendre les lots avant d'avoir terminé les travaux imposés par l'arrêté de lotir ;
- plan topographique du lot n° 20, cadastré n° V 73 pour 1 006 mètres carrés ;

- document d'arpentage et extrait cadastral du lot n° 20 ;
- plan de délimitation du lot n° 21, cadastré n° S 104 pour 7 000 mètres carrés ;
- document d'arpentage et extrait cadastral du lot n° 21 ;
- plan de bornage du lot n° 22, cadastré n° S 123 pour 2 856 mètres carrés ;
- document d'arpentage et extrait cadastral du lot n° 22 ;
- plan parcellaire du lot n° 23 de 4 730 mètres carrés.

Art. 2.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Arue ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 3.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2008.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service de l'urbanisme,*  
Christian MARIOTTI.

**Par arrêté n° 361 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
224	Mme Turiraamo Lenoir épouse Pea
224	M. Hippolyte Lenoir
224	M. Marc Lenoir

**Par arrêté n° 362 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 305 (plan 7) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Bénéficiaire :* M. Martin Tehio ;

*Indemnités à déconsigner :* 35 744 F CFP.

**Par arrêté n° 363 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaire
3	4 675	M. Martin Tehio
11	3 753	
18	2 612	
41	6 926	

**Par arrêté n° 364 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
23 960	17 392	Mme Geneviève Anania épouse Tiaipoi (bf 1.3.5.1.7)
1 996	1 450	M. Maheanuu Anania (bf 1.3.5.1.1.1)
1 996	1 450	M. Hilaire Anania (bf 1.3.5.1.1.3)
1 996	1 450	Mme Romaine Anania épouse Turiano

**Par arrêté n° 365 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
3	3 428	Mlle Ina Antoinette Tihoni (bf 1.1.2.1)
11	2 752	
18	1 914	
41	5 079	
3	3 428	M. Tauraa Tihoni (bf 1.1.2.4)
11	2 752	
18	1 915	
41	5 079	

**Par arrêté n° 366 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Huaairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
49 538	Mme Ina Antoinette Tihoni (bf 5.1.1)
49 537	M. Tauraa Tihoni (bf 5.1.4)

**Par arrêté n° 367 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
1	710	Mlle Ina Antoinette Tihoni (bf 1.1.2.1)
15	25 888	
1	710	M. Tauraa Tihoni (bf 1.1.2.4)
15	25 887	

**Par arrêté n° 368 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Paihu (plan 16) nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Reao. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Bénéficiaire :* Mme Fatuhei Kehagatoro épouse Lao ;  
*Indemnités à déconsigner :* 198 913 F CFP.

**Par arrêté n° 369 MET du 3 janvier 2008.**— L'arrêté n° 353 CM du 14 mars 2007 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Anaa, est remplacé par l'arrêté n° 459 CM du 2 mars 2005 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la réalisation de l'aérodrome de Raroia.

Le reste sans changement.

**Par arrêté n° 370 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Teupukahaia (plan 33) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Raroia. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
662	M. Michel Tangi (bf 1.2.9.4)
1 820	Mlle Ida Mahagafanau (bf 2.2.2.1)
354	Mme Kaverogo Graffe épouse Jonquille (bf 2.2.2.4)
354	Mme Tematakaurika Mahagafanau épouse Mauore (bf 2.2.2.6)
354	M. Emmanuel Mahagafanau (bf 2.2.2.8)
1 820	M. Ioane Mahagafanau (bf 2.2.2.9)
1 820	M. Tavaha Mahagafanau (bf 2.2.2.10)
177	Mme Micheline Jouette (bf 2.2.2.5.1)
177	M. René Jouette (bf 2.2.2.5.2)

**Par arrêté n° 371 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teraupiu (PV 412) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
2 649	M. Teheura Faura (bf 7.2.2)
1 606	M. Frédéric Roland Opeta (bf 7.4.9)

**Par arrêté n° 372 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tuakitakipo (plan 46) nécessaire à la maîtrise des terrains d'assiette de l'hôpital-infirmerie de Hao. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Bénéficiaire :* Mme Hortense Henriette Hunter épouse Cridland (bf 1.2.1.1.3) ;

*Indemnités à déconsigner :* 28 116 F CFP.

**Par arrêté n° 373 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
85	42	56	845	M. Hiro Hatitio
85	42	56	845	M. Norbert Hatitio
85	42	56	845	M. Damiano Hatitio
85	42	57	844	M. Max Hatitio
85	42	57	844	Mlle Eliane Hatitio
85	42	57	844	M. Moana Hatitio
86	42	56	844	M. Marato Hatitio
86	41	57	844	M. Guy Hatitio

**Par arrêté n° 374 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
10 800	7 200	Mme Fanny Hatitio
2 683	2 602	M. Hiro Hatitio
2 684	2 602	M. Norbert Hatitio

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
2 684	2 602	M. Damiano Hatitio
2 684	2 601	M. Max Hatitio
2 684	2 601	Mlle Eliane Hatitio
2 684	2 601	M. Moana Hatitio
2 684	2 601	M. Marato Hatitio
2 684	2 601	M. Guy Hatitio

**Par arrêté n° 375 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
47	24	31	469	M. Maheanuu Anania
47	24	31	470	M. Hilaire Anania
48	23	30	470	Mme Romaine Anania épouse Turiano Ahutoru

**Par arrêté n° 376 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
570	280	378	5 639	M. Romain Anania
570	280	378	5 639	Mme Geneviève Anania épouse Tiaipoi

**Par arrêté n° 377 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	
33 884	24 595	M. Mataio Hatitio

**Par arrêté n° 378 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre



cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Bénéficiaire* : M. Martin Tehio ;  
*Indemnités à déconsigner* : 293 F CFP.

**Par arrêté n° 379 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
6 903	5 010	Mlle Mathilde Iotua
6 902	5 010	M. Marau Iotua

**Par arrêté n° 380 MET du 3 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	
23 960	17 393	M. Romain Anania

**Par arrêté n° 384 MET du 4 janvier 2008.**— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Nuku Hiva (Marquises) à Mme Louise Raioha épouse Teikiteetini.

Cette nouvelle attribution porte sur la mise en exploitation d'un véhicule de catégorie C (véhicule à transmission intégrale tout-terrain destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

L'exploitation de ce véhicule par le titulaire de l'inscription s'effectue dans le respect des conditions suivantes :

- les types de prestations : excursions, Cathédrale, point de vue Taiohae, Hooumi ;
- les zones de prises en charge : quai de Taiohae ;
- la zone d'exploitation : l'île de Nuku Hiva.

**Par arrêté n° 385 MET du 4 janvier 2008.**— Est prononcé le transfert de l'autorisation n° 010 TXR 01 d'exercer sur l'île de Raiatea l'activité d'entrepreneur de taxi de M. Warren Guilloux, en faveur de M. Rauata Taaroa Warren Guilloux, né le 5 juin 1987 à Uturoa, Raiatea.

Cette autorisation est accordée pour l'exploitation d'un seul véhicule.

**Par arrêté n° 387 MET/STT du 7 janvier 2008.**— Le quota de gazole détaxé à attribuer à la SA Maeva Transport, pour la période de novembre à décembre 2007, est de 24 969 litres.

La répartition du quota précisé ci-dessus est fixée selon l'annexe jointe au présent arrêté (1).

(1) L'annexe est à consulter au service des transports terrestres.

**Par arrêté n° 388 MET/STT du 7 janvier 2008.**— Le quota de gazole détaxé à attribuer à la SA Maeva Transport, pour la période d'août à novembre 2007, est de 16 670 litres.

La répartition du quota précisé ci-dessus est fixée selon l'annexe jointe au présent arrêté (1).

(1) L'annexe est à consulter au service des transports terrestres.

**Par arrêté n° 389 MET.AU du 8 janvier 2008.**— Est autorisée la transformation de l'opération Les hauts de Teroma en groupement d'habitations sise sur une partie du domaine Faugerat, commune de Faa'a.

Le groupement d'habitations est composé de 11 logements destinés à de l'habitation individuelle.

Est approuvé le dossier composé des pièces suivantes et enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) en date du 7 décembre 2006 sous le n° L/2006-16 :

- demande formulée par Me Bruggmann pour le compte de l'Office polynésien de l'habitat ;
- règlement de construction ;
- plan de récolement des bâtiments et réseau VRD ;
- plan parcellaire des lots.

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Faa'a ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

**Par arrêté n° 392 MET du 9 janvier 2008.**— Le tableau contenu à l'article 1er de l'arrêté n° 346 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 4 et CB 7 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora est remplacé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
CB 4	CB 7	
155 250	1 231 650	M. Rahiti Buchin



**Par arrêté n° 393 MET du 9 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
15 529	11 273	Mme Marguerita Hatitio épouse Hauata
15 530	11 273	M. Solomona Hatitio
15 530	11 273	Mme Marie-Louise Hatitio épouse Kainuku

**Par arrêté n° 394 MET du 9 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 23) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
77 334	M. Firmin Tetuira
77 334	M. Temauri Tetuira
77 334	M. Eugène Tetuira
77 334	Mme Jacqueline Tetu Tetuira veuve Tehanin
77 334	Mme Miriama Tetuira
77 334	Mme Violette Tetuira épouse Tetuanui
9 666	Mlle Yvonne Tefaafana
9 666	Mme Jacqueline Maifano épouse Mauri
9 666	M. Teranu Maifano
9 667	M. Arthur Turana
9 667	M. Manuel Maifano
9 667	Mlle Marie-Rose Maifano
9 667	M. Roland Maifano

**Par arrêté n° 395 MET du 9 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 23) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Indemnités à déconsigner* : 618 671 F CFP ;

*Bénéficiaire* : Mlle Teina Tetuira, mandataire des ayants droit de M. Teururai Tetuira.

**Par arrêté n° 396 MET du 9 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le

versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaire
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
4 434	2 178	2 935	43 857	Mme Elisabeth Teriirere veuve Avae

**Par arrêté n° 397 MET du 9 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	
186 358	135 274	Mme Elisabeth Teriirere veuve Avae

**Par arrêté n° 398 MET du 9 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
369	182	244	3 655	Mme Marguerita Hatitio épouse Hauata
369	182	245	3 655	M. Solomona Hatitio
376	181	244	3 655	Mme Marie-Louise Hatitio épouse Kainuku

**Par arrêté n° 399 MET du 9 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaire
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
92	46	61	914	Mme Virginia Hatitio épouse Tumarae

**Par arrêté n° 400 MET du 9 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
157	Mme Marguerita Hatitio épouse Hauata
156	M. Solomona Hatitio
156	Mme Marie-Louise Hatitio épouse Tumarae
705	Mlle Ida Antoinette Tihoni
705	M. Tauraa Tihoni

**Par arrêté n° 401 MET du 9 janvier 2008.** — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 43) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
102 810	M. Firmin Tetuira
102 810	M. Temauri Tetuira
102 810	M. Eugène Tetuira
102 810	Mme Jacqueline Tetu Tetuira veuve Tehanin
102 810	Mme Miriama Tetuira
102 810	Mme Violette Tetuira épouse Tetuanui
12 852	Mlle Yvonne Tefaafana
12 852	Mme Jacqueline Maifano épouse Mauri
12 851	M. Teranu Maifano
12 851	M. Arthur Turana
12 851	M. Manuel Maifano
12 851	Mlle Marie-Rose Maifano
12 851	M. Roland Maifano

**Par arrêté n° 402 MET du 9 janvier 2008.** — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 43) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Indemnités à déconsigner : 822 480 F CFP ;  
Bénéficiaire : Mlle Tehina Tetuira.*

**Par arrêté n° 403 MET du 9 janvier 2008.** — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	
3 882	2 818	Mme Virginia Hatitio épouse Tumarae

**Par arrêté n° 404 MET du 9 janvier 2008.** — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée Huaairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de

l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
44 033	Mme Marguerita Hatitio épouse Hauata
44 034	M. Solomona Hatitio
44 034	Mme Marie-Louise Hatitio épouse Tumarae

**Par arrêté n° 405 MET du 9 janvier 2008.** — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaires
Plan 1	Plan 15	
157	5 753	Mme Marguerita Hatitio épouse Hauata
158	5 753	M. Solomona Hatitio
158	5 753	Mme Marie-Louise Hatitio épouse Tumarae

**Par arrêté n° 406 MET du 9 janvier 2008.** — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Indemnité à déconsigner	Bénéficiaires
3	761	Mme Marguerita Hatitio épouse Hauata
11	612	
18	426	
41	1 128	
3	762	M. Solomona Hatitio
11	611	
18	425	
41	1 129	
3	762	Mme Marie-Louise Hatitio épouse Tumarae
11	611	
18	425	
41	1 129	

**Par arrêté n° 407 MET/STT du 9 janvier 2008.** — La licence de transport touristique n° 01C 30MQ est attribuée à Mme Louise Raioha épouse Teikiteetini pour la mise en exploitation d'un véhicule de catégorie C (véhicule à transmission intégrale tout-terrain destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

**Par arrêté n° 409 MET/STT du 10 janvier 2008.** — Conformément aux dispositions de l'article 7 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée

portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé, la licence n° 1-010 est attribuée à M. Rauata Taaroa Warren Guilloux, né le 5 juin 1987 à Uturoa, Raiata, titulaire de l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi au moyen d'un véhicule sous le n° 010 TXR 01.

La présente licence permet l'exploitation d'un seul véhicule. Celui-ci doit remplir les conditions prévues à l'article 2 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée.

Ampliation de cet arrêté est délivrée à l'entrepreneur de taxi sous forme de licence de taxi cartonnée.

L'arrêté n°1533 MTR du 23 avril 2002 est abrogé.

**Par arrêté n° 410 MET du 10 janvier 2008.**— Est déconsignée une partie des indemnités relatives à la terre Tetopiiti 1 (plan 22) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Hikueru. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Bénéficiaire :* Mlle Raymonde Teinateharani Peu (bf 5.7).  
*Indemnités à déconsigner :* 19 258 F CFP.

**Par arrêté n° 411 MET du 10 janvier 2008.**— Les indemnités relatives à Mlle Ida Mahagafanau, M. Ioane Mahagafanau et M. Tavaha Mahagafanau énoncées dans le tableau de l'article 1er de l'arrêté n° 370 MET du 3 janvier 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant la terre Teupukahaia (plan 33) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Raroia, sont modifiées ainsi qu'il suit (en F CFP) :

Bénéficiaires	Indemnités à déconsigner
Mlle Ida Mahagafanau (bf 2.2.2.1.)	354
M. Ioane Mahagafanau (bf 2.2.2.9.)	354
M. Tavaha Mahagafanau (bf 2.2.2.10.)	354

Le reste sans changement.

**Par arrêté n° 412 MET du 10 janvier 2008.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tohea-Teuka (plan 32) nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Anaa. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Bénéficiaire :* Mme Tepoe Harris (bf 2.1.6.).  
*Indemnités à déconsigner :* 310 450 F CFP.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE  
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

**Par arrêté n° 25 MCP du 4 janvier 2008.**— L'arrêté n° 19 MCP du 4 décembre 2007 relatif à l'attribution d'une subvention d'équilibre à l'établissement Heiva Nui au titre de l'exercice 2006 est abrogé.

**Par arrêté n° 26 MCP du 4 janvier 2008.**— L'arrêté n° 20 MCP du 5 décembre 2007 relatif à l'attribution d'une subvention à l'établissement Heiva Nui pour l'organisation des festivités publiques de "Matari'i I Ni'a 2007" est abrogé.

**Par arrêté n° 27 MCP du 8 janvier 2008.**— L'arrêté n° 22 MCP du 18 décembre 2007 relatif à l'attribution d'une subvention à l'établissement Heiva Nui pour l'organisation de la fête de l'Autonomie 2007 est abrogé.

**MINISTÈRE DE L'ECONOMIE,  
DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**ARRETE n° 690 MEF du 7 janvier 2008 portant dérogation de caractère temporaire au principe du repos dominical les dimanches 4, 11, 18 et 25 novembre 2007, les dimanches 20 et 27 janvier 2008, les dimanches 3, 10, 17 et 24 février 2008, et le dimanche 2 mars 2008 en faveur de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER).**

Le ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3056 PR du 24 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-7 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative à la durée du travail ;

Vu la délibération n° 91-9 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre IV du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative au repos hebdomadaire, notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu la demande du 22 octobre 2007 formulée par l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ;

Vu l'avis favorable du 26 novembre 2007 de l'inspection du travail,

Arrête :

Article 1er.— L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer est autorisé à déroger au principe du repos dominical en faveur de ses salariés les dimanches 4, 11, 18 et 25 novembre 2007, les dimanches 20 et 27 janvier 2008, les dimanches 3, 10, 17, 24 février 2008 et 2 mars 2008.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 janvier 2008.  
Pierre FREBAULT.

**Par arrêté n° 665 MEF du 3 janvier 2008.**— L'article 1er de l'arrêté n° 25 MEF du 11 octobre 2007 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association Te Tiai Mamoe Maitai est abrogé et remplacé comme suit :

*"Article 1er.*— L'association Te Tiai Mamoe Maitai représentée par son président M. Louis Holozet, dont le siège est situé au centre du Bon Pasteur à Papeete, quartier de la Mission, vallée Tepapa, BP 1642-98713 Papeete, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3 000 000 F CFP, composée de 30 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 29 février 2008 à Papeete au centre du Bon Pasteur."

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRETE n° 24 MDE/ENV du 8 janvier 2008 autorisant la Société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora (SHMOBB) à installer et exploiter dans la commune de Bora Bora les équipements de l'hôtel Saint-Régis Bora Bora (établissement de 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement).**

Le ministre du développement et de l'environnement,

Arrête :

Titre Ier

*Equipement et caractéristiques*

Art. 1er.— La Société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora, représentée par son gérant M. Louis Wane, est autorisée à installer et exploiter un établissement classé dans la commune de Bora Bora à Faanui sur des terrains dont les références cadastrales sont les suivantes :

Terre/Démembrement	Commune	Section	N° parcelle	Ha	A	Ca	Propriétaire
Tetanina : lot B du lot n° 3 (partie), base à terre	Faanui	CC	59		94	16	SARL SHMOBB
Tetanina : lot B du lot n° 3 (partie), base à terre	Faanui	CC	60		17	89	SARL SHMOBB
Ome'e : îlot lot n° 1, motu	Faanui		1		79	49	Commune de Bora Bora
Ome'e : îlot lot n° 2, motu	Faanui		2	7	51	83	Commune de Bora Bora

Art. 2.— L'établissement relève de la première classe, rubriques 14, 112-2°a, 112-2°b, 118-1°, 130 et 189-2°a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et de la deuxième classe pour les rubriques 4, 57-2° et 132. Les équipements présents sur le site sont répertoriés dans le tableau suivant :

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévus	Classe
4	Accumulateurs (Ateliers de charge d').	22 emplacements de charge individuels sur le motu, réservés aux voiturettes électriques, pour une puissance absorbée totale de 26,4 kilowatts.	2
14	Autres acides (Dépôts), lorsque la quantité globale emmagasinée est : 1° supérieure ou égale à 500 kilogrammes.	Un dépôt d'acide trichloroisocyanurique sur le motu de capacité maximale de 500 kilogrammes.	1
57-2°	Buanderies, laveries, blanchisseries, lavoirs automatiques, la capacité de lavage de linge dans l'établissement exprimée en kilogramme de linge sec est : 2° supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 500 kg.	Une buanderie sur le motu constituée par deux machines à laver de 45,5 kilogrammes chacune, une machine à laver de 23,5 kg et une machine à laver de 9,5 kg, pour une capacité totale de lavage de 124 kg.	2
112-2°a	Gaz combustible liquéfié (Dépôt de) 2° gaz maintenus liquéfiés dans d'autres conditions (sous pression) a) en réservoirs fixes, la capacité nominale du dépôt est supérieure ou égale à 10 m3.	Un dépôt sur la base à terre constitué par deux cuves enterrées de 11 750 litres chacune, soit une capacité totale du dépôt de 23,5 mètres cubes.	1
112-2°b	Gaz combustible liquéfié (Dépôt de) 2° gaz maintenus liquéfiés dans d'autres conditions (sous pression) b) en bouteilles et en conteneurs, la capacité nominale du dépôt est supérieure ou égale à 500 kg.	Un dépôt de secours sur le motu de 6 containers aériens de capacité nominale de 330 kg chacun pour une capacité totale de 1 980 kg.	1
118-1°	Groupes électrogènes, la puissance totale de l'installation est : 1° supérieure ou égale à 200 kVA.	Deux groupes de secours sur le motu d'une puissance nominale de 800 kVA pour une puissance totale de 1 600 kVA.	1

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévus	Classe
130	Liquides inflammables (Dépôts de), Dépôts de liquides inflammables : représentant une capacité nominale totale supérieure ou égale à 3 000 litres.	Une cuve de gazole de 10 000 litres et une cuve de 5 000 litres de supercarburant, sur la base à terre, pour un total de 15 000 litres. Deux cuves de gazole enterrées double-enveloppe de 10 000 litres chacune et une cuve journalière unique de 500 litres, sur le motu, pour un total de 20 500 litres. Soit une capacité totale de 35 500 litres.	1
132	Liquides inflammables, (Installations de remplissage ou de distribution), le débit maximum de l'installation est inférieur à 20 m <sup>3</sup> /h.	Une unité de distribution constituée par un volumètre double-distribution sur la base à terre pour un débit maximum de 6 m <sup>3</sup> /h.	2
189-2°a	Réfrigération ou compression (Installation de) fonctionnement à des pressions manométriques supérieures à 1 bar : 2° dans tous les autres cas, lorsque la puissance absorbée est : a) supérieure ou égale à 200 kW.	Des installations de réfrigération compression : - 4 unités de 70 kW chacune ; - 1 unité de 24 kW ; - 2 unités de 20 kW chacune ; - 2 unités de 12 kW chacune ; - 1 unité de 9 kW ; - 186 unités de 3 kW chacune. Pour un total de 935 kW de puissance absorbée.	1
44	Bois ou matériaux combustibles analogues d'origine végétale (Atelier où l'on travaille le). Seuil de classement (puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines) de 10 kW.	Un atelier dont la puissance totale installée est de 8 082 kW, soit 8 kW.	Non classé
83	Combustion 1° Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont exclusivement du fioul domestique ou du gaz naturel. Seuil de classement (puissance thermique maximale) de l'installation de 4 MW.	Deux chaudières au gaz d'une puissance thermique nominale de 350 kW pour une puissance thermique totale de 700 kW, soit 0,7 MW.	Non classé
103	Entrepôt couverts (Stockage de matières, produits ou substances combustibles, toxiques ou explosives ne relevant pas de la présente nomenclature). Seuil de classement (volume de l'entrepôt) de 1 000 m <sup>3</sup> contenant au moins 100 m <sup>3</sup> de stockages.	Des installations de stockage des mobiliers neufs de l'hôtel, sur la base à terre, pour un volume total de 681 m <sup>3</sup> .	Non classé

## Titre II

### Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation.

Ledit dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

## Titre III

### Prescriptions concernant les ateliers de charge d'accumulateurs (Motu)

Art. 9.— Les dispositifs de charge sont installés, sous abris, dans des zones non confinées et correctement aérées.

Art. 10.— Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

Art. 11.— Lors de l'opération de charge des véhicules, ces derniers sont stationnés sur l'une des zones spécifiquement aménagées pour les opérations de charge.

Art. 12.— Les chargeurs automatiques n'ont besoin d'aucune action extérieure pour terminer l'opération de charge.

## Titre IV

### Prescriptions concernant le stockage d'acide (Motu)

Art. 13.— Le local est bien ventilé, et dispose d'une aspiration efficace.

Art. 14.— Il est interdit de fumer à proximité du stockage. Le produit est conservé à l'écart des sources d'ignition et de chaleur.

Art. 15.— Le produit ne doit pas être mis en contact avec des matières oxydables (organiques ou inorganiques) ou des substances organiques.

Art. 16.— L'exploitant prend toutes les mesures utiles pour éviter la formation de poudre.

Art. 17.— Les récipients sont conservés bien fermés dans un endroit frais, protégé de la chaleur, et ventilé.

Art. 18.— La température du stockage est inférieure à 25 °C.

Art. 19.— L'exploitant doit mettre à disposition des employés amenés à manipuler le produit :

- des masques avec filtres pour chlore et poussières ;
- des gants ;
- des lunettes à protection totale ;
- des vêtements à protection complète et bottes.

Art. 20.— L'exploitant dispose à proximité immédiate du stockage au moins un flacon de produit pharmaceutique adapté pour le lavage des yeux. Ce flacon ne devra jamais être périmé.

#### Titre V

##### *Prescriptions concernant la buanderie (Motu)*

Art. 21.— Les lave-linge sont regroupés dans un local construit en matériaux s'opposant efficacement à la fois à la transmission de la chaleur et de l'humidité.

Les sols sont imperméables et présentent une pente convenable pour l'écoulement des eaux. Ils sont toujours en parfait état d'entretien et de propreté.

Art. 22.— Les eaux résiduaires sont collectées et dirigées dans une fosse puis orientées vers le réseau communal. Le rejet dans le milieu naturel est interdit.

Art. 23.— Les buées sont évacuées, au besoin par dispositif mécanique, de façon que le voisinage ne puisse être incommodé.

Art. 24.— Le séchage du linge est effectué dans l'établissement, le dispositif utilisé est tel qu'en aucune circonstance, même accidentelle, le linge ne puisse se trouver au contact d'une flamme ou d'une paroi chauffée au-delà de 180 °C.

Art. 25.— Les machines laveuses,essoreuses, ventilateurs, seront installés sur des semelles amortisseuses de vibrations, semelles elles-mêmes fixées sur des socles antivibratiles.

Art. 26.— Les canalisations d'évacuation de l'air des séchoirs s'élèvent à une hauteur telle que les évacuations ne puissent gêner le voisinage ; elles sont en outre, soit éloignées des locaux habités, soit calorifugées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

Elles seront disposées de manière à permettre un facile ramonage, celui-ci sera effectué fréquemment.

Art. 27.— L'utilisation et le stockage des solvants sont interdits en l'état. Ils sont autorisés dans les mêmes conditions que celles requises dans le cadre d'une demande d'autorisation d'exploiter.

Art. 28.— Les stocks de produits utilisés par la laverie sont abrités des intempéries et contenus dans une aire étanche formant une rétention. Ils ne sont accessibles que par le personnel de l'établissement.

Art. 29.— L'exploitant connaît en permanence l'état des stocks de lessives et en assure la gestion. Tous les justificatifs sont conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 30.— Les produits utilisés sont choisis par l'exploitant pour leur qualité environnementale, visant à réduire la production d'agents polluants dans les eaux résiduaires. L'exploitant doit être en mesure de justifier son choix.

Art. 31.— Les produits employés sont conditionnés en bidons de 25 kilogrammes, dans leur emballage d'origine, et sont conservés à l'abri de la lumière et de la chaleur. Ils sont stockés dans la zone économat. Ils ne sont pas stockés à proximité des acides. Ils contiennent moins de 5 % d'hydroxyde de sodium.

Art. 32.— Le stockage de produits de lessives ne devra pas dépasser la tonne.

Art. 33.— Les installations de la buanderie ne serviront qu'à laver le linge de l'hôtel.

#### Titre VI

##### *Prescriptions concernant le stockage de gaz en réservoirs fixes enterrés (Base à terre)*

Art. 34.— L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

Art. 35.— Les stockages de gaz inflammable liquéfié doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. L'installation est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin.

Art. 36.— Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir fixe.

Art. 37.— Les réservoirs sont enterrés sous protection cathodique.

Les réservoirs enterrés peuvent être simplement enfouis ou placés dans une fosse construite en béton ou maçonnerie. Les réservoirs enterrés (en fosse ou autres) ou sous-talus doivent être protégés et mis en place conformément aux usages relatifs aux équipements sous pression, de sorte à prévenir les agressions mécaniques et à éviter la présence d'espaces vides susceptibles de se transformer en poche de gaz. Les réservoirs doivent être entièrement recouverts. L'exploitant détient des justificatifs de la conformité de la mise en place et de la protection des réservoirs enterrés, sous-talus ou en fosse, et les conserve à disposition de l'inspection des installations classées.

La fosse ou la fouille ménagée pour recevoir les réservoirs doit être remblayée de façon à ne pas endommager le revêtement de protection contre la corrosion. Aucune canalisation étrangère au service du stockage (conduites d'eau, de gaz, d'électricité, d'air comprimé, etc.) ne doit se trouver soit à l'intérieur de la fosse contenant le réservoir, soit à moins de 1 mètre des parois d'un réservoir enfoui.

Ces réservoirs ne doivent pas être placés sous un passage desservant un bâtiment. En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation...) ne devra se trouver sous le réservoir.

Les parois des réservoirs doivent être situées à une distance minimale de 1 mètre des murs extérieurs ou des fondations d'un bâtiment. Toutefois, cette distance n'est pas exigée si le réservoir est placé dans une fosse dont le mur, vis-à-vis du bâtiment, est parfaitement étanche.

Les réservoirs doivent reposer de façon stable.

Ils doivent être amarrés et l'importance du dispositif d'ancrage doit tenir compte de la poussée éventuelle des eaux.

La tuyauterie de remplissage doit être en communication avec la phase gazeuse du réservoir.

Le passage de véhicule ou le dépôt de charges au-dessus du stockage est interdit.

Les robinetteries et les équipements des réservoirs doivent être placés soit hors du sol, soit dans un logement affleurant le sol et dont le volume est aussi réduit que possible.

Art. 38.— Les personnes non habilitées par l'exploitant ne doivent pas avoir un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage doit être rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable).

Les organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité, à l'exception des soupapes, des réservoirs fixes doivent être protégés par une clôture et placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.

Dans la zone prévue à cet effet, l'exploitant ou la personne nommément désignée par lui s'assure que le conducteur du camion ravitailleur (camion-citerne ou camion porte-bouteilles) inspecte l'état de son camion à l'entrée du site avant de procéder aux opérations de chargement ou de déchargement de produit.

Art. 39.— L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Art. 40.— Les lieux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières, et de matières combustibles. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Il doit être procédé aussi souvent que nécessaire au désherbage à proximité de l'installation.

Art. 41.— La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) des réservoirs fixes est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle est réalisée conformément aux dispositions relatives au "permis de feu".

Art. 42.— L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des gaz inflammables liquéfiés détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site d'autres matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Art. 43.— Les bornes de remplissage déportées doivent comporter un double-clapet (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) à son orifice d'entrée, ainsi qu'un dispositif de branchement du câble de liaison équipotentielle, du véhicule ravitailleur.

Art. 44.— Le véhicule ravitailleur doit se trouver à au moins 5 mètres du réservoir.

Art. 45.— Un dispositif doit permettre de garantir l'étanchéité du flexible et des organes des réservoirs en dehors des opérations de ravitaillement.

Art. 46.— Le sol de l'aire de stationnement du véhicule ravitailleur doit être en matériaux de classe A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux de type routier.

## Titre VII

### *Prescriptions concernant le stockage de gaz en containers aériens (Motu)*

Art. 47.— Les containers doivent être stockés sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

Art. 48.— L'installation d'un dépôt de containers est interdite :

- en sous-sol ;
- au-dessus, dans ou au-dessous d'un local d'habitation.

Art. 49.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les bouteilles soient à une distance d'au moins 5 mètres en projection sur le plan horizontal :

- des ouvertures des locaux occupés ou habités par des tiers ;
- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler les vapeurs inflammables (ouvertures de sous-sol, bouches d'égout non protégées par un siphon, etc.) ;
- de tout appareillage électrique ou de tout moteur à combustion interne, à l'exception de ceux des engins destinés à la manipulation des stocks et qui devront être adaptés aux risques présentés.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes (air conditionné exclu).



Art. 50.— Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre si entre les emplacements et le stockage est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré deux heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres ; la longueur de ce mur doit être telle que les distances prévues à l'article précédent soient toujours respectées en le contournant.

Art. 51.— Le sol du stockage doit être horizontal, réalisé en matériaux MO (incombustibles) ou en revêtement bitumineux du type routier, et à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant sur 25 % au moins de son périmètre.

Art. 52.— L'emplacement du stockage est compris dans le périmètre d'un établissement inaccessible au public, il doit être délimité.

Art. 53.— Le dépôt doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général, tout déchet combustible.

Art. 54.— Le local de stockage de gaz aérien par des parois coupe-feu (CF) 2 heures dépassant de + 0,50 mètre la bouche de remplissage.

#### Titre VIII

##### *Prescriptions concernant les groupes électrogènes (Motu)*

Art. 55.— Le local abritant les groupes électrogènes est muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre, en cas d'accident, l'évacuation du personnel. L'entrée est interdite à toute personne étrangère au service.

Art. 56.— La ventilation est assurée (si nécessaire par un dispositif mécanique) de façon à éviter à l'intérieur du local toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 57.— Le local est insonorisé par des mousses absorbantes. Des "pièges à sons" sont ajoutés aux ouvertures de ventilation. Les groupes sont également munis de silencieux d'échappement.

Art. 58.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou de vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 59.— L'isolation phonique interne doit intéresser les portes métalliques et la toiture du local.

Art. 60.— La structure des conduits d'évacuation des gaz de combustion est en matériaux incombustibles. Leurs matériaux sont suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur. Il est porté une attention particulière à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Art. 61.— Il est interdit de fumer dans le local abritant les groupes électrogènes, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation expresse de l'inspection des installations classées.

Art. 62.— Un regard est prévu en partie basse du local pour récolter tout écoulement de gazole. Ce regard est connecté au séparateur-décanteur d'hydrocarbures.

#### Titre IX

##### *Prescriptions concernant les stockages d'hydrocarbures (Base à terre et motu)*

Art. 63.— Les réservoirs fixes enterrés sont construits en double-peau, suivant les règles de l'art et présentent des caractéristiques équivalentes à celles de la norme NFM 88-940 ou NFE 86-255 ou NFM 88-512, et doivent être fermés. Ils sont incombustibles, étanches, et doivent présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il doit être joint au dossier, un certificat d'épreuve hydraulique délivré par le constructeur. Cette épreuve hydraulique doit être effectuée sous la responsabilité du constructeur.

La cuve journalière des groupes électrogènes, présente dans le local groupes, doit répondre aux mêmes normes que celles visées à l'alinéa précédent.

Pour le cas de cuves anciennes ou douteuses, un essai d'étanchéité est réalisé par un organisme agréé. Toutes les précautions doivent être prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 64.— Le matériel d'équipement des réservoirs doit être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Art. 65.— Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 66.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage doit être fermé par un obturateur étanche.

Chaque réservoir doit être équipé d'un tube d'évent au moins, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, au-dessus du niveau du sol environnant, en un point visible autant que possible du point de livraison, ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage. Il doit être protégé contre la pluie.

Art. 67.— Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaudière, moteur, atelier d'emploi), il doit être placé en contre-bas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Il doit exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement.



Le mode d'utilisation de ce dispositif doit être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrés dans le sol, sont placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux qui seront remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 68.— Toutes les installations métalliques du dépôt sont reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 69.— Les aires de remplissage et de soutirage, les salles de pompes, doivent être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne doivent, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

Art. 70.— Le dépôt est séparé du bâtiment voisin par un mur en matériaux incombustibles, coupe-feu de degré deux heures.

Art. 71.— Sont interdits à proximité des réservoirs :

- les tuyaux mobiles de fumée ;
- les feux nus ;
- les appareils comportant des éléments incandescents non enfermés ;
- les stocks de matières combustibles.

Art. 72.— Les réservoirs doivent être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent ou des trépidations.

Art. 73.— Les réservoirs sont dans un sarcophage en béton.

Art. 74.— Un contrôle de l'étanchéité devra être effectué tous les ans, et un rapport devra être joint au dossier visé à l'article 6.

#### Titre X

##### *Prescriptions concernant l'installation de distribution de carburants (Base à terre)*

Art. 75.— Les distances d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois de l'appareil de distribution (ou de remplissage) le plus proche des établissements visés ci-dessous, doivent être observées :

- 17 mètres des issues d'un établissement recevant du public ;
- 17 mètres des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers extérieurs à l'établissement ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- 5 mètres des issues ou des ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation ; cette distance, peut, dans le cas des appareils de distribution de carburant "deux temps", être ramenée à 2 mètres ; avec l'obligation d'une issue de secours arrière (façade du bâtiment opposée aux appareils de distribution ou de remplissage) ou latérale permettant l'évacuation du public, sans exposition à flux thermique éventuel en cas d'incendie ;

- 5 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement, cette distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté, lorsque la limite est constituée par un mur coupe-feu de degré 2 heures de 2,5 mètres de haut ou lorsque les liquides inflammables distribués appartiennent à la 2e catégorie.

Art. 76.— Les stockages de bouteilles de gaz combustibles liquéfiées respectent une distance de 6 mètres par rapport aux parois des appareils de distribution ou de remplissage de liquides inflammables.

Art. 77.— Les équipements métalliques doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu de la nature explosive ou inflammable des produits.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.

Art. 78.— L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage...) doit être en matériaux de catégorie M0 ou M1. La partie inférieure de la carrosserie de l'appareil de distribution doit être ventilée de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués. La partie de l'appareil de distribution où peut être implantée des matériels électriques ou électroniques de sûreté doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment doit être séparé de la partie où les liquides sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbures.

Art. 79.— Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Art. 80.— Les flexibles de distribution et de remplissage doivent être conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié doit empêcher que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible doit être changé après toute dégradation.

Art. 81.— Le sol des aires ou des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer des pollutions de l'eau ou des sols doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement ; un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou

locaux, est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou en cas d'impossibilité, traitées dans des installations dûment autorisées.

#### Titre XI

##### *Prescriptions concernant les installations de réfrigération (Motu)*

Art. 82.— Les installations électriques sont établies selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Les éventuels boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés par des étiquettes.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

Art. 83.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 84.— Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Art. 85.— Des filtres maintenus en bon état de propreté empêchent la pénétration des poussières dans le compresseur.

Art. 86.— Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible pour son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

Art. 87.— Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Art. 88.— Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations. Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

#### Titre XII

##### *Installations électriques*

Art. 89.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 90.— Les installations électriques sont entretenues en bon état. Elles sont contrôlées chaque année par un technicien ou un installateur compétent. Un rapport de contrôle est établi suite à cette visite, celui-ci est à indexer au dossier et une copie devra être transmise à la direction de l'environnement.

Art. 91.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont prévus. Ils sont facilement accessibles en partant de la voie publique.

Art. 92.— Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Art. 93.— La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

Art. 94.— Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Art. 95.— Le groupe électrogène et le transformateur mitoyen sont traités en degré coupe-feu (CF) 2 heures, y compris les retours sur une longueur minimale de 1 mètre.

#### Titre XIII

##### *Moyens de lutte contre l'incendie*

Art. 96.— La protection contre l'incendie de l'établissement est assurée par :

- un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux, et un raccord de sapeur-pompier, de diamètre 100 millimètres pour la base à terre ;
- 3 tuyaux diamètre 45 millimètres longueur 20 mètres et une lance queue de paon pour la base à terre ;
- une sortie pompier diamètre 45, raccordée sur le réseau incendie surpressé, afin de pouvoir établir une protection des cuves gaz par la lance queue de paon ou un élément permettant une première attaque à la mousse sur un feu de groupe électrogène/transformateur pour le motu et la base à terre ;
- 4 tuyaux diamètre 70 millimètres longueur 20 mètres, 4 tuyaux diamètre 45 millimètres longueur 20 mètres, 1 division mixte 65/2\*40, 1 proportionneur diamètre 45 millimètres avec sa canne plongeuse, 2 fois 1 lance à mousse LDV 250, 2 fois 100 litres d'émulseur et 2 fois 1 lance queue de paon diamètre 45 millimètres pour le bâtiment technique sur le motu, à proximité des sorties pompier diamètre 45 millimètres ;
- 62 RIA conformes à la norme NF 021 / EN 671-1, 3 motopompes mobiles de 12 CV sur bateaux avec sortie de refoulement en eau de 70 millimètres de diamètre, 4 tuyaux de 70 millimètres de diamètre dont un en réserve, une division simple avec arrivée d'eau de 70 millimètres et 2 sorties d'eau symétriques de 65 millimètres, 8 tuyaux d'alimentation de 45 millimètres de diamètre dont deux en réserve, et 2 LDV de 45 millimètres pour le motu ;
- du sable en quantité suffisante, sans être inférieure à 100 litres, maintenu à l'état meuble et sec, et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou égouttures éventuelles pour le local du groupe électrogène et les stocks d'hydrocarbures ;
- des extincteurs tels que prévus dans les plans présentés, répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des

dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. En plus de ces éléments, la base à terre sera équipée d'un extincteur poudre mobile de 50 kilogrammes ;

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- un système interne d'alarme incendie ;
- un système de détection automatique d'incendie sur tous les locaux à risques ;
- des matériels spécifiques tels que prévus dans le présent arrêté.

Art. 97.— Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un technicien qualifié et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil. Des essais de fonctionnement sont effectués deux fois par an.

Art. 98.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à leur emploi. Aucun intérimaire n'est affecté à des opérations de maintenance ou de contrôle sur les équipements présentant un risque particulier.

Art. 99.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tout encombrant, déchet et autre, et sont entretenus régulièrement.

Art. 100.— L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Art. 101.— Les réservoirs fixes composant l'établissement sont conformes aux usages des équipements sous pression en vigueur. Ils sont munis d'équipements permettant de prévenir tout surremplissage. L'exploitant de l'installation doit disposer des éléments de démonstration attestant que les réservoirs fixes disposent des équipements adaptés pour prévenir tout surremplissage à tout instant. Ces équipements peuvent être des systèmes de mesures de niveaux, de pression ou de température.

Art. 102.— Les tuyauteries reliant un stockage constitué de plusieurs réservoirs sont équipées de vannes permettant d'isoler chaque réservoir.

Art. 103.— L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien de ce réseau.

Art. 104.— Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

En particulier, si des engins motorisés et des véhicules routiers appelés à pénétrer dans les parties de l'installation visées à l'alinéa précédent, sont d'un type non autorisé en atmosphère explosive, les conditions de circulation de ces engins et véhicules doivent faire l'objet d'une consigne établie par l'exploitant sous sa responsabilité.

Art. 105.— Dans les parties de l'installation visées aux titres VI à X, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des

circuits) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière, relative à l'installation visée.

Le "permis de feu" et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée, conformément à l'annexe I du présent arrêté. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Art. 106.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil.

Art. 107.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque
  - notamment l'interdiction de fumer, l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires, l'interdiction d'employer des engins thermiques pour le nettoyage, etc.
- dans les parties de l'installation visées aux titres VI à X. Cette interdiction est affichée, soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire concernée ;
- l'obligation du permis de feu pour les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Art. 108.— Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention.

Une consigne définit les modalités mises en œuvre, tant au niveau des équipements que de l'organisation, pour respecter à tout instant la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, déclarée par l'exploitant et inscrite dans le présent arrêté.

Une autre consigne définit les modalités d'enregistrement des données permettant de démontrer *a posteriori* que cette quantité a été respectée à tout instant.

Les consignes et procédures d'exploitation permettent de prévenir tout surremplissage.

Une consigne particulière est établie pour la mise en œuvre ponctuelle du torchage d'un réservoir.

Art. 109.— Les consignes générales concernant la sécurité et les procédures d'évacuation sont affichées dans tous les bâtiments recevant la clientèle de l'établissement (bureaux, etc.). Les textes sont rédigés dans les langues parlées par la clientèle habituelle de cet établissement.

Art. 110.— Des exercices incendies sont effectués périodiquement par le personnel de l'établissement. Des exercices d'évacuation seront également réalisés annuellement sur le site de l'établissement afin de mieux maîtriser leurs organisations et d'y entraîner le personnel régulièrement.

#### Titre XIV

##### Protection de l'environnement

Art. 111.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 112.— Les déchets et résidus produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 113.— Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produites par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Art. 114.— L'enlèvement des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées est effectué par un organisme habilité. L'élimination est réalisée dans une installation dûment autorisée au titre des installations classées.

Art. 115.— L'exploitant enregistre pour tous les déchets la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge. Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 116.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 117.— Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 118.— L'évacuation des déchets depuis le motu se fait dans des bacs étanches et fermés.

Art. 119.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution, même des eaux de surface ou du sous-sol. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

Art. 120.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 121.— Les sols susceptibles de comporter des écoulements d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanches et conçus pour permettre la collecte des eaux de lavage et de ruissellement.

Art. 122.— Ces eaux ne sont pas envoyées dans le milieu naturel, mais canalisées vers un séparateur-décanteur d'hydrocarbures dimensionné à 70 litres/seconde (norme EN 858) et entretenu pour respecter les valeurs de rejet suivantes :

- DCO inférieure à 120 milligrammes/litre (norme NF T 90.101) ;
- hydrocarbures inférieurs à 20 milligrammes/litre (norme NF T 90.203).

Art. 123.— Le séparateur-décanteur est entretenu en bon état de fonctionnement et débarrassé des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il sera nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne devront en aucun cas être jetés dans le milieu naturel mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées. Les contrats et factures d'entretien du séparateur sont conservés dans le dossier "installation classée" visé à l'article 6.

Art. 124.— Il est interdit de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer ou du lagon, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune. Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Art. 125.— Il est également interdit de jeter ou abandonner des déchets dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer ou du lagon, sur les plages ou sur les rivages de la mer.

Art. 126.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Dans cette cuvette de rétention sera aménagé un point bas étanche dans lequel on pompera les eaux recueillies pour le cas où le réservoir est en extérieur. Il n'existe aucune canalisation reliant l'intérieur des cuvettes à l'extérieur.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 127.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

Art. 128.— En cas de découvertes de site de pontes de tortues marines sur la plage du motu, l'exploitant prévient la direction de l'environnement.

#### Titre XV

##### *Protection contre les nuisances sonores*

Art. 129.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 130.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 131.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone	Jour Jours ouvrables : de 7 h à 20 h	Période intermédiaire Jours ouvrables : de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h Dimanches et jours fériés : de 6 h à 22 h	Nuit Tous les jours : de 22 h à 6 h
Base à terre : zone résidentielle urbaine ou suburbaine avec quelques ateliers ou centres d'affaire, ou avec des voies de trafic terrestre et aérien assez importantes ou dans les communes rurales.	60	55	50
Motu : zone d'hôpitaux, zone de repas, aire de protection d'espaces naturels.	45	40	35

- *Emergence* : 3 dB (A).

Art. 132.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 133.— Des contrôles annuels sont réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles sont réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 134.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux prescriptions précitées.

#### Titre XVI

##### *Exploitation*

Art. 135.— Un registre d'exploitation tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Sur ce registre, sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les procédures de fonctionnement, les essais de fonctionnement, les entretiens et les vérifications prévues ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 136.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre d'exploitation prévu ci-dessus et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que le personnel en prenne connaissance.

Art. 137.— L'encadrement de l'entreprise s'assure du port effectif des protections individuelles par le personnel lorsqu'elles sont indispensables.

#### Titre XVII

##### *Remise en l'état en fin d'exploitation*

Art. 138.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de tous produits susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

#### Titre XVIII

##### *Contrôle de l'installation classée autorisée*

Art. 139.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 140.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme compétent, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 141.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 142.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2008.  
Pour le ministre et par délégation :  
Pour le directeur de l'environnement  
par intérim absent,  
Valérie BERNIER.

#### ANNEXE I/

De l'arrêté n° 24 MDE/ENV du 8 janvier 2008

#### PERMIS DE FEU

La demande de "permis de feu" doit comprendre au minimum les éléments du modèle ci-après :

#### DEMANDE DE PERMIS DE FEU

Date :

Zone & Bâtiment : ..... / Etage : .....

Nature de l'opération : .....

Le responsable de la sécurité incendie donne l'autorisation d'effectuer l'opération ci-dessus après avoir procédé à l'examen des lieux et s'être assuré que les précautions indispensables ainsi que les mesures particulières énumérées ci-dessous ont été prises.

Autorisation valable du : ..... au : .....

Signature du responsable de la sécurité incendie :

Opération commencée le : ..... Opération terminée le : ....

Signature de l'opérateur :

#### PRECAUTIONS INDISPENSABLES RELATIVES A LA DEMANDE

- Le bon état du matériel de découpage et de soudage a été vérifié.
- Précautions à prendre dans un rayon de 10 mètres :
  - Le sol a été balayé et dégagé de toute matière combustible.
  - Les planchers combustibles ont été recouverts par des tôles, matériaux, etc.

- Les liquides inflammables ont été éloignés, les autres matières combustibles protégées par des bâches ignifugées ou des écrans métalliques.

- Tous les orifices des murs et des sols ont été obturés.
- Des bâches ignifugées ont été suspendues sous le poste d'opération.

- Surveillance incendie :

- Un extincteur adapté au risque a été déposé à proximité du lieu opératoire.

- Une ronde sera effectuée 30 minutes après la fin des opérations.

#### Mesures particulières :

.....  
.....  
.....  
.....

**ARRETE n° 25 MDE/ENV du 8 janvier 2008 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 08-1 ENV/IC dans la commune de Papeete dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la SCI Vehiarii pour exploiter un bâtiment de commerces, bureaux, et parkings couverts (installation classée pour la protection de l'environnement).**

Le ministre du développement et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 67-2007 APF/SG du 13 septembre 2007 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3057 PR du 24 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre du développement et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1339 CM du 4 octobre 2007 portant nomination de M. Willy Tetuanui en qualité de directeur de l'environnement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 2 MDE du 12 octobre 2007 portant délégation de signature à M. Willy Tetuanui, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 08-1 ENV/IC et formulée par la SCI Vehiarii, représentée par M. Pierre A You en sa qualité de gérant,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles A. 222-4 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française, une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 4 février au 4 mars 2008 dans la commune de Papeete, dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter l'installation classée pour la protection de l'environnement suivante :

- demande d'autorisation d'exploiter un bâtiment de commerces, bureaux, et parkings couverts formulée par la société SCI Vehiarii, représentée par M. Pierre A You en sa qualité de gérant ;
- numéro d'inscription au registre : 08-1 ENV/IC ;
- localisation : lieu-dit vallée de la Fautaua, Titioro, commune de Papeete.

Art. 2.— La mairie de Papeete est désignée comme siège de l'enquête. Pendant les heures d'ouverture au public de la mairie, le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans le registre ouvert à cet effet.

Art. 3.— M. Gérard Trousson est désigné commissaire enquêteur et se tient à la disposition du public dans la mairie les jours suivants :

- le mardi 12 février 2008 de 8 h 30 à 11 h 30 ;
- le mardi 19 février 2008 de 8 h 30 à 11 h 30 ;
- le mardi 26 février 2008 de 8 h 30 à 11 h 30 ;
- le mardi 4 mars 2008 de 8 h 30 à 11 h 30.

Art. 4.— L'avis au public relatif à cette enquête est affiché à la mairie par les soins du maire de Papeete. L'avis est également affiché à proximité de l'installation le long des voies de circulation principales et secondaires. L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de Papeete.

Art. 5.— L'avis au public relatif à cette enquête est également affiché à la mairie de Pirae, par les soins du maire de Pirae. L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de Pirae.

Art. 6.— Le maire de Papeete peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 7.— Le maire de Pirae peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 8.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2008.

Pour le ministre

et par délégation :

Pour le directeur de l'environnement  
par intérim absent,  
Valérie BERNIER.

**ARRETE n° 26 MDE/ENV du 8 janvier 2008 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 08-2 ENV/IC et de la consultation du public concernant l'évaluation d'impact environnementale comprise dans le dossier installation classée, dans la commune de Punaauia dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la SARL Salaisons de Tahiti pour installer et exploiter les équipements techniques d'une usine agroalimentaire (installation classée pour la protection de l'environnement).**

Le ministre du développement et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 67-2007 APF/SG du 13 septembre 2007 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3057 PR du 24 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre du développement et de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1339 CM du 4 octobre 2007 portant nomination de M. Willy Tetuanui en qualité de directeur de l'environnement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 2 MDE du 12 octobre 2007 portant délégation de signature à M. Willy Tetuanui, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 08-2 ENV/IC et formulée par la SARL Salaisons de Tahiti représentée par Mlle Nancy Wane sa gérante,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles A. 222-4 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française, une enquête de commodo et incommodo est ouverte du jeudi 7 février au vendredi 7 mars 2008 dans la commune de Punaauia, dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter l'installation classée pour la protection de l'environnement suivante :

- demande d'autorisation d'exploiter les équipements techniques d'une usine agroalimentaire, formulée par la SARL Salaisons de Tahiti, représentée par Mlle Nancy Wane ;
- numéro d'inscription au registre : 08-2 ENV/IC ;
- localisation : vallée industrielle de la Punaruu.

Art. 2.— La mairie de Punaauia est désignée comme siège de l'enquête. Pendant les heures d'ouverture au public de la mairie, le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans le registre ouvert à cet effet.



Art. 3.— M. Denis Michel est désigné commissaire enquêteur et se tient à la disposition du public dans la mairie les jours suivants :

- le lundi 11 février 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le lundi 18 février 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le lundi 25 février 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le lundi 3 mars 2008 de 8 heures à 11 heures.

Art. 4.— L'avis au public relatif à cette enquête est affiché à la mairie par les soins du maire de Punaauia. L'avis est également affiché à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales et secondaires. L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de Punaauia.

Art. 5.— Le maire de Punaauia peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 6.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2008.

Pour le ministre

et par délégation :

Pour le directeur de l'environnement

par intérim absent,

Valérie BERNIER.

#### MINISTÈRE DE LA PERLICULTURE

Par arrêté n° 278 MPR/PRL du 9 janvier 2008.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Yannick Temanava Bellais, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 29 octobre 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 400 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 279 MPR/PRL du 9 janvier 2008.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Vetea André Toofa Tetua, titulaire de la carte de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 1er août 2012, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 200 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 280 MPR/PRL du 9 janvier 2008.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Ioane Matai Ragivaru, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 26 décembre 2009, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole utilisés dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 400 litres d'essence sans plomb et à 200 litres de gazole, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 281 MPR/PRL du 9 janvier 2008.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à Mme Emilie Ruita Pautu épouse Tekori, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 26 novembre 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole utilisés dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb et à 800 litres de gazole, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 282 MPR/PRL du 9 janvier 2008.— L'article 2 de l'arrêté n° 587 MER/PRL du 25 novembre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mlle Tatiana Stéphanie Tuira à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 800 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 283 MPR/PRL du 9 janvier 2008.— L'article 2 de l'arrêté n° 133 MRN du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. André Mac Carthy à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 000 litres d'essence sans plomb et à 400 litres de gazole".

Par arrêté n° 284 MPR/PRL du 9 janvier 2008.— L'article 2 de l'arrêté n° 351 MPP/PRL du 28 novembre 2006 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Daniel Turerefauroa Natua à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 000 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 285 MPR/PRL du 9 janvier 2008.— L'article 2 de l'arrêté n° 159 MER/PRL du 4 juillet 2005 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Poe Mana à l'usage de son exploitation perlicole sise à Toau, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 25 600 litres d'essence sans plomb et à 104 500 litres de gazole".

Par arrêté n° 286 MPR/PRL du 9 janvier 2008.— L'article 2 de l'arrêté n° 124 MER/PRL du 22 juin 2005 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mlle Timeri Vanessa Picard à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu'il suit :



“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 5 600 litres d’essence sans plomb et à 600 litres de gazole”.

**Par arrêté n° 287 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Bruno Roo Tautu, titulaire de la carte de producteur d’huîtres perlières à échéance du 15 novembre 2011, une réduction sur le prix de l’essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 800 litres d’essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

**Par arrêté n° 288 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à Mme Isabelle Taio Teihoarii épouse Pakaiti, titulaire de la carte de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 22 avril 2012, une réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole utilisés dans le cadre de ses activités.

L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 800 litres d’essence sans plomb et à 800 litres de gazole, qui pourra être révisée chaque année.

**Par arrêté n° 289 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. James Teva Teihoarii, titulaire de la carte de producteur d’huîtres perlières à échéance du 29 août 2012, une réduction sur le prix de l’essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 000 litres d’essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

**Par arrêté n° 290 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Gabriel Tevai Haumani, titulaire des cartes de producteur de perles de culture de Tahiti et de producteur d’huîtres perlières à échéance du 1er août 2012, une réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole utilisés dans le cadre de ses activités.

L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 800 litres d’essence sans plomb et à 800 litres de gazole, qui pourra être révisée chaque année.

**Par arrêté n° 291 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à Mme Teura Alice Taputuarai épouse Tuteina, titulaire des cartes de producteur de perles de culture de Tahiti et de producteur d’huîtres perlières à échéance du 1er août 2012, une réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole utilisés dans le cadre de ses activités.

L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 6 000 litres d’essence sans plomb et à 1 800 litres de gazole, qui pourra être révisée chaque année.

**Par arrêté n° 292 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à la SCA Tauahei Perles, titulaire de la carte de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 22 novembre 2009, une réduction sur le prix de l’essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 4 800 litres d’essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

**Par arrêté n° 293 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Ernest Labbeyi, titulaire des cartes de producteur de perles de culture de Tahiti et de producteur d’huîtres perlières à échéance du 21 novembre 2012, une réduction sur le prix de l’essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 000 litres d’essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

**Par arrêté n° 294 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Roméo Teiki Tamata, titulaire des cartes de producteur de perles de culture de Tahiti et de producteur d’huîtres perlières à échéance du 29 août 2012, une réduction sur le prix de l’essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 400 litres d’essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

**Par arrêté n° 295 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— L’article 2 de l’arrêté n° 1198 PR du 19 mai 2004 modifié relatif à l’agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb au bénéfice de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio à l’usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 800 litres d’essence sans plomb”.

**Par arrêté n° 296 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— L’article 2 de l’arrêté n° 139 MRN du 19 octobre 2004 modifié relatif à l’agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Mareta Jeanne Tematahotoa à l’usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 9 200 litres d’essence sans plomb et à 800 litres de gazole”.

**Par arrêté n° 297 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— L’article 2 de l’arrêté n° 473 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l’agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Teapehu Tinirau épouse Teahe à l’usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 4 600 litres d’essence sans plomb et à 3 400 litres de gazole”.

**Par arrêté n° 298 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— L’article 2 de l’arrêté n° 117 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l’agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Fai Kaua épouse Tufariua à l’usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 400 litres d’essence sans plomb et à 200 litres de gazole”.

**Par arrêté n° 299 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— L’article 2 de l’arrêté n° 481 MER/PRL du 21 octobre 2005 modifié relatif à l’agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Vaihi Poe à l’usage de son exploitation perlicole sise à Raiatea, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 962 litres d’essence sans plomb et à 139 litres de gazole”.

**Par arrêté n° 300 MPR/PRL du 9 janvier 2008.**— L’article 2 de l’arrêté n° 162 MRN du 21 octobre 2004 modifié relatif à l’agrément à réduction sur le prix de l’essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Maruata Perles à l’usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu’il suit :

“L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 5 800 litres d’essence sans plomb et à 3 200 litres de gazole”.

**MINISTERE DE LA MER,  
DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE**

**Par arrêté n° 137 MPA du 9 janvier 2008.**— L’article 1er de l’arrêté n° 77 MPA du 6 novembre 2007 est rédigé ainsi qu’il suit :

“Conformément à l’article 6 de l’arrêté n° 928 CM du 2 juillet 2007, des aides individuelles pour l’achat de petits matériels de pêche lagonaire sont octroyées aux bénéficiaires suivants :

1 - M. Tepua Pahoia Taimana, né le 12 juin 1941 à Kauehi, *fournisseur* : SDAP : 60 350 F CFP ; *fournisseur* 2 : Nautisport-Tahiti Sport SA : 30 408 F CFP ; *total* : 90 758 F CFP ;

2 - M. Kehamoetai Tupumoe, né le 26 septembre 1944 à Tatakoto, *fournisseur* : Ets Aming : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP ;

3 - M. Eléonnor Hiapu Richmond, né le 8 octobre 1937 à Kaukura, *fournisseur* : Ets Aming : 99 999 F CFP ; *total* : 99 999 F CFP ;

4 - M. Guillaume Steeve Robson, né le 2 avril 1978 à Papeete, Tahiti, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport SA : 90 000 F CFP ; *total* : 90 000 F CFP ;

5 - M. Georges Tiatai Tetuaroa, né le 21 janvier 1977 à Papeete, Tahiti, *fournisseur* : Ets Aming : 99 419 F CFP ; *total* : 99 419 F CFP ;

6 - M. Ephraïma Tsong Tson Kouei, né le 23 décembre 1969 à Papeete, *fournisseur* : Ets Aming : 90 308 F CFP ; *total* : 90 308 F CFP ;

7 - M. Reea Lanteires, né le 9 juin 1968 à Papeete, Tahiti, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport SA : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP ;

8 - M. Joel Mara, né le 18 septembre 1962 à Makatea, Tuamotu, *fournisseur* : Ets Aming : 99 984 F CFP ; *total* : 99 984 F CFP ;

9 - M. Teraihoarii Fanaura, né le 6 avril 1946 à Huahine, ISLV, *fournisseur* : Ets Aming : 99 984 F CFP ; *total* : 99 984 F CFP ;

10 - M. Teivaarii Rudolph Mata, né le 29 novembre 1979 à Papeete, Tahiti, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport SA : 99 712 F CFP ; *total* : 99 712 F CFP ;

11 - Mme Teraiarue Teuira épouse Maheahea, née le 4 janvier 1939 à Avera, Raiatea, *fournisseur* 1 : SARL Faa'a matériaux : 69 600 F CFP ; *fournisseur* 2 : Plomberium Polynésie : 29 180 F CFP ; *total* : 98 780 F CFP ;

12 - Mme Sérini Unutai Mapu épouse Garda, née le 3 décembre 1968 à Papeete, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport SA : 99 990 F CFP ; *total* : 99 990 F CFP ;

13 - M. Athanase Louis Tinomano, né le 5 septembre 1984 à Vairaatea, *fournisseur* : Ets Aming : 99 312 F CFP ; *total* : 99 312 F CFP ;

14 - M. Philippe Alain Garda, né le 25 novembre 1967 à Suresnes (92 ), *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport SA : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP.

Soit un total de 1 368 246 F CFP (un million trois cent soixante-huit mille deux cent quarante-six francs CFP).

**Par arrêté n° 138 MPA du 9 janvier 2008.**— L’article 1er de l’arrêté n° 82 MPA du 7 novembre 2007 est rédigé ainsi qu’il suit :

“Conformément à l’article 6 de l’arrêté n° 928 CM du 2 juillet 2007, des aides individuelles pour l’achat de petits matériels de pêche lagonaire sont octroyées aux bénéficiaires suivants :

1 - M. Noël Maitui, né le 25 octobre 1978 à Afaahiti, Tahiti, *fournisseur* : Tahiti Nautic Center, Taravao : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP ;

2 - M. Jean-Claude Teapiki, né le 3 novembre 1970 à Rikitea, Gambier, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport : 97 235 F CFP ; *total* : 97 235 F CFP ;

3 - M. Max Pani, né le 26 juillet 1972 à Opoa, Raiatea, *fournisseur* : Galeries Puchon : 99 297 F CFP ; *total* : 99 297 F CFP ;

4 - M. Francis Tauvirai, né le 23 juin 1967 à Uturoa, Raiatea, *fournisseur* : Galeries Puchon : 99 780 F CFP ; *total* : 99 780 F CFP ;

5 - Mme Angely Tautiti Tetiarahi épouse Koheatu, née le 18 août 1970 à Afaahiti, Tahiti, *fournisseur* : Stop Taravao : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP ;

6 - M. Isaac Ina Koheatu, né le 6 juillet 1969 à Afaahiti, Tahiti, *fournisseur* : Stop Taravao : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP ;

7 - M. Manuiva Teipoarii, né le 12 août 1963 à Afaahiti, Tahiti, *fournisseur* : Stop Taravao : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP ;

8 - Mme Heu Kamake épouse Roussel, née le 7 janvier 1957 à Napuka, Tuamotu, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport SA : 89 714 F CFP ; *total* : 89 714 F CFP ;

9 - Mme Maire Timerita Roiha épouse Peretia née le 22 septembre 1968 à Fakahina, Tuamotu, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport SA : 98 984 F CFP ; *total* : 98 984 F CFP ;

10 - M. Marcel Tehaai, né le 27 avril 1966 à Afaahiti, Tahiti, *fournisseur* : Stop Taravao : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP ;

11 - M. Steve Amoarii Pa'u, né le 12 décembre 1975 à Fare, Huahine, *fournisseur* : Huahine Import : 99 912 F CFP ; *total* : 99 912 F CFP ;

12 - M. Heinz Flohr, né le 8 juillet 1968 à Papeete, *fournisseur* : Tahiti Nautic Center, Taravao : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP ;

13 - M. Ropati Adrien Fariki, né le 2 mars 1959 à Avera, Raiatea, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport : 99 920 F CFP ; *total* : 99 920 F CFP ;

14 - M. Robi Reia Hopara, né le 6 juin 1961 à Afaahiti, Tahiti, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport : 99 570 F CFP ; *total* : 99 570 F CFP ;

15 - Mme Cécile Anna Tahimanarii, née le 12 mai 1946 à Avera, Raiatea, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport : 99 876 F CFP ; *total* : 99 876 F CFP ;

16 - M. Murielle Tetuanui Faareoiti, né le 4 décembre 1982 à Afaahiti, Tahiti, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport : 100 000 F CFP ; *total* : 100 000 F CFP ;

17 - M. Félix Tautu Tihoni, né le 23 juin 1965 à Papeete, Tahiti, *fournisseur* : Nautisport-Tahiti Sport : 99 469 F CFP ; *total* : 99 469 F CFP.

Soit un total de 1 683 757 F CFP (*un million six cent quatre-vingt-trois mille sept cent cinquante-sept francs CFP*).

**Par arrêté n° 139 MPA du 9 janvier 2008.**— Conformément à l'article 13 de l'arrêté n° 1375 CM du 3 octobre 2000 modifié, les aides individuelles sont octroyées aux personnes suivantes :

Poti marara motorisés :	4 200 000 F CFP
1 - M. Firmin Pita	600 000 F CFP
2 - M. Jean Pouira	600 000 F CFP
3 - M. Reiiata Arly Tauihara	600 000 F CFP
4 - M. Sperry Teiri	600 000 F CFP
5 - M. Marcellin Mate Tufariau	600 000 F CFP
6 - M. Edgar André Teahui	600 000 F CFP
7 - M. Moana Teuru	600 000 F CFP

Matériel de sécurité bonitier :	150 000 F CFP
M. Pierre Moana Tau	150 000 F CFP

Aide exceptionnelle poti marara	5 439 256 F CFP
1 - M. Auguste Ioanata Beneteau	500 000 F CFP
2 - M. Jim Kim Siong Ly-Tsoi	500 000 F CFP
3 - M. Bernard Teuira Ng Pao	500 000 F CFP
4 - M. Paul Noël Teikipupuni	235 000 F CFP
5 - M. Raymond Taerea	500 000 F CFP
6 - M. Georges Teremate	500 000 F CFP
7 - M. Tetuaura Noelline Ti-Paon	500 000 F CFP
8 - M. Albert Mou	500 000 F CFP
9 - M. Alain Vero Tepava	500 000 F CFP
10 - M. Joël Stéphane Coulon	344 125 F CFP
11 - M. Georges Fong	345 527 F CFP
12 - M. Pierre Heimoana Manuel	245 750 F CFP
13 - M. Dominique Moeau	268 854 F CFP

Aide exceptionnelle bonitier	3 000 000 F CFP
1 - M. André Teriipaia	1 000 000 F CFP
2 - M. Jean-Luc Yu Hing	1 000 000 F CFP
3 - Mme Suzanne Jenquet veuve Joutain	1 000 000 F CFP

Aide exceptionnelle thonier	1 580 320 F CFP
M. Vincent Sourisseau	1 580 320 F CFP

Soit un montant total de : 14 369 576 F CFP

Par le présent acte la somme de *quatorze million trois cent soixante-neuf mille cinq cent soixante-seize francs CFP* (14 369 576 F CFP) est arrêtée.

Ces aides individuelles donnent lieu à l'établissement d'une convention par bénéficiaire. Chaque convention produit effet à la signature entre les bénéficiaires et la Polynésie française.

En application de l'article 14 de l'arrêté n° 1375 CM du 3 octobre 2000 modifié, le présent arrêté abroge l'attribution des aides octroyées par arrêté n° 586 PR du 17 février 2005 à :

- M. Patrick Manavarere par conventions n° 5.0018 MER/SPE et n° 5.0017 MER/SPE du 10 juin 2005 et constate la caducité ;
- M. Laurent Tanata par convention n° 5.0031 MER/SPE du 10 juin 2005 et constate la caducité ;
- M. Teuruarui Taeatua par convention n° 5.0036 MER/SPE du 10 juin 2005 et constate la caducité ;
- M. Raphaël Dauphin par convention n° 5.0028 MER/SPE du 10 juin 2005 et constate la caducité ;
- M. Albérès Tanata par convention n° 6.0012 MER/SPE du 10 janvier 2006 et constate la caducité ;
- M. Jean Pouira par conventions n° 6.0004 MER/SPE du 10 juin 2006, n° 6.0003 MER/SPE du 10 juin 2006 et constate la caducité ;
- M. Edgar Teahui par conventions n° 6.0061 MER/SPE du 6 février 2006, n° 6.0005 MER/SPE du 10 juin 2006 et constate la caducité ;
- M. Benoît Tutavae par conventions n° 6.0009 MER/SPE du 10 juin 2006, n° 6.0008 MER/SPE du 10 juin 2006 et constate la caducité ;
- M. Erwin Taranó par convention n° 6.0050 MER/SPE du 6 février 2006, n° 6.0051 MER/SPE du 6 février 2006 et constate la caducité ;
- M. Georges Ahnne par convention n° 6.0056 MER/SPE du 6 février 2006 et constate la caducité ;
- M. Gabriel Tauraa par convention n° 6.0060 MER/SPE du 6 février 2006 et constate la caducité ;
- M. Anthony Chin par conventions n° 6.0164 MER du 24 avril 2006, n° 6.0149 MER/SPE du 24 avril 2006 et constate la caducité ;
- M. Moreno Kahiehitu par conventions n° 6.0143 MER du 24 avril 2006, n° 6.0150 MER du 24 avril 2006 et constate la caducité ;
- M. Emile Ly Wing par convention n° 6.0156 MER du 24 avril 2006 et constate la caducité ;
- M. Georges Tehahe par convention n° 6.0154 MER du 10 juin 2005 et constate la caducité.

Le présent arrêté abroge l'attribution des aides octroyées par arrêté n° 81 MAP du 7 juin 2007 à :

- M. Carletto Tehahetua pour l'octroi d'une subvention d'un montant de 680 000 F CFP ;

- Mme Suzanne Jenquet veuve Joutain pour l'octroi d'une subvention d'un montant de 752 316 F CFP ;
- M. Paul Noël Teikipupuni pour l'octroi d'une subvention d'un montant de 235 000 F CFP ;
- M. Michel Flore pour l'octroi d'une subvention d'un montant de 500 000 F CFP ;
- M. Wilfrid Alain Estall pour l'octroi d'une subvention d'un montant de 1 150 000 F CFP ;
- M. Hiva Tevaria pour l'octroi d'une subvention d'un montant de 302 474 F CFP.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ELEVAGE ET DES FORÊTS**

**Par arrêté n° 237 MAE du 4 janvier 2008.**— Une aide d'un montant de 15 975 F CFP (*quinze mille neuf cent soixante-quinze francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Doric Teromaihi Teururai, né le 2 juin 1957 à Maeva, Huahine, exploitant agricole sur le motu Maeva, Huahine.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 1 065 mètres carrés de cultures maraîchères en plein air ;  
*Dotation* : 15 975 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 238 MAE du 4 janvier 2008.**— Une aide d'un montant de 23 940 F CFP (*vingt-trois mille neuf cent quarante francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Wilfred Teururai, né le 11 avril 1968 à Tefarerii, Huahine, exploitant agricole sur le motu Tefarerii, Huahine.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;

- 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 1 596 mètres carrés de cultures maraîchères ;  
*Dotation* : 23 940 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 239 MAE du 4 janvier 2008.**— Une aide d'un montant de 150 000 F CFP (*cent cinquante mille francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Tira Taumu-Tevaearai, né le 30 mai 1956 à Vairao, Tahiti, exploitant agricole à Tairapu-Ouest.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 27 500 mètres carrés de cultures maraîchères en plein air ;  
*Dotation* : 150 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 240 MAE du 4 janvier 2008.**— Une aide d'un montant de 150 000 F CFP (*cent cinquante mille francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Frédéric Yuan, né le 13 octobre 1969 à Papeete, Tahiti, exploitant agricole à Papara.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 11 000 mètres carrés de cultures maraîchères en plein air ;

*Dotation* : 150 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 241 MAE du 4 janvier 2008.** — Une aide d'un montant de 15 000 F CFP (*quinze mille francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Tana Utia, né le 29 juin 1946 à Rimatara, exploitant agricole à Amaru, Rimatara.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 1 500 mètres carrés de cultures vivrières ;

*Dotation* : 15 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 242 MAE du 4 janvier 2008.** — Une aide d'un montant de 75 000 F CFP (*soixante-quinze mille francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à Mme Mere Tuahine épouse Viriamu, née le 26 février 1960 à Papeete, exploitante agricole à Mataura, Tubuai.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 5 000 mètres carrés de cultures maraîchères en plein air ;

*Dotation* : 75 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 243 MAE du 4 janvier 2008.** — Une aide d'un montant de 10 000 F CFP (*dix mille francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Martin Patii, né le 18 janvier 1971 à Tubuai, exploitant agricole à Taahuaia, route du cimetière.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 1 000 mètres carrés de cultures vivrières ;

*Dotation* : 10 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 244 MAE du 4 janvier 2008.** — Une aide d'un montant de 10 000 F CFP (*dix mille francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Henri Rico Teururai, né le

26 novembre 1973 à Papeete, exploitant agricole à Amaru, Rimatara.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 1 000 mètres carrés de cultures vivrières ;

*Dotation* : 10 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 245 MAE du 4 janvier 2008.** — Une aide d'un montant de 15 000 F CFP (*quinze mille francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Taronui Utia, né le 7 février 1965 à Rimatara, exploitant agricole à Mutuaura, Rimatara.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 1 500 mètres carrés de cultures vivrières ;

*Dotation* : 15 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 246 MAE du 4 janvier 2008.** — Une aide d'un montant de 10 000 F CFP (*dix mille francs CFP*) au titre de

l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Antoni Marau Mooroa, né le 27 mai 1950 à Rimatara, exploitant agricole à Rimatara.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 1 000 mètres carrés de cultures vivrières ;

*Dotation* : 10 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 247 MAE du 4 janvier 2008.** — Une aide d'un montant de 15 000 F CFP (*quinze mille francs CFP*) au titre de l'aide aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre 9 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Frédéric Hatitio, né le 28 avril 1947 à Rimatara, exploitant agricole à Rimatara.

L'aide pour la remise en culture des parcelles agricoles endommagées ou détruites lors de catastrophes naturelles est accordée pour les spéculations suivantes, sur la base des minima et montants respectifs suivants :

- cultures maraîchères et horticoles :
  - 1 000 mètres carrés en plein air à hauteur de 15 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
  - 300 mètres carrés en culture sous ombrière, sous abri ou en culture hydroponique hors-sol à hauteur de 500 F CFP/mètre carré ;
- cultures vivrières : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés ;
- vergers fruitiers : 1 000 mètres carrés à hauteur de 10 000 F CFP/1 000 mètres carrés.

Les aides sont plafonnées à 150 000 F CFP par bénéficiaire.

*Surfaces à remettre en culture* : 1 500 mètres carrés de cultures vivrières ;

*Dotation* : 15 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 250 MAE du 9 janvier 2008.**—  
L'établissement suivant est agréé en qualité d'établissement spécialisé dans la distribution des pesticides et autorisé à importer et à vendre les produits à usage agricole, domestique et d'hygiène publique :

*Etablissement* : SDAP Do It Center Taravao ;  
*N° TAHITI* : 043927 ;  
*Lieu géographique* : PK 0,800, route de Toahotu, Taravao ;  
*Responsable* : Patrice Colombani.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
INTERINSULAIRES MARITIMES ET AÉRIENS**

**ARRETE n° 26 MTI du 4 janvier 2008 portant délégation de signature au profit de Mlle Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes.**

Le ministre des transports interinsulaires maritimes et aériens,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3043 PR du 21 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre des transports interinsulaires maritimes et aériens ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mlle Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1434 CM du 8 décembre 2006 modifié portant autorisation de la prise en charge des frais de transport dans le cadre des commissions de visite de sécurité des navires ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes, reçoit délégation pour signer au nom du ministre des transports interinsulaires maritimes et aériens, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée. Une copie des correspondances devra être adressée au ministre.

Art. 2.— En particulier, Mlle Catherine Rocheteau est habilitée à signer au nom du ministre des transports interinsulaires maritimes et aériens les actes suivants :

**1 - En matière de gestion du personnel :**

- 1.1 - Ordres de déplacement pour des missions de moins de huit (8) jours, ainsi que les réquisitions de passage et de bagages correspondantes à l'intérieur de la Polynésie française, pour les agents du service, ainsi que tout déplacement prévu dans le cadre d'une convention ;
- 1.2 - Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1.3 - Congés de toute nature ;
- 1.4 - Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective de travail des agents non fonctionnaires de l'administration et par le statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;
- 1.5 - Notation ou appréciation sur la manière de servir des agents placés sous son autorité ;
- 1.6 - Propositions de bonification ou de réduction pour les avancements d'échelon ;
- 1.7 - Affectation initiale et changement d'affectation dans le cadre d'une procédure d'appel à mutation interne ;
- 1.8 - Sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus pour l'ensemble du personnel.

**2 - En matière de gestion des crédits :**

- 2.1 - Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui lui ont été notifiées, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- 2.2 - A compter du 25 novembre 2007, engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française, programme "transports et affaires maritimes", centre de travail 736, sous-chapitre 975-02 ;
- 2.3 - Signature des contrats et conventions liés à la gestion courante du service ;
- 2.4 - Les réquisitions de passage et de bagages correspondantes à l'intérieur de la Polynésie française pour des missions de moins de huit (8) jours prévues dans le cadre de la convention en matière de sécurité des navires.

**3 - En matière d'examen :**

- 3.1 - Décision d'ouverture des sessions d'examens pour l'obtention des brevets de navigation maritime visés par l'arrêté conjoint Etat-territoire n° 235 du 9 mars 1989 ;
- 3.2 - Nomination des membres des commissions d'examens pour l'obtention des brevets de navigation maritime visés par l'arrêté conjoint Etat/territoire n° 235 du 9 mars 1989.

**4 - En matière de délivrance d'actes :**

- 4.1 - Délivrance, renouvellement et retrait de tous actes ou toutes décisions relatifs aux titres de navigation des navires ou découlant de la convention n° 144-04 du 20 août 2004 modifiée, relative aux modalités d'exercice provisoire par le service des affaires maritimes de l'Etat, des compétences de la Polynésie française, et pour le compte de celle-ci, en matière de sécurité des navires de moins de 160 tonneaux de jauge brute autres que ceux destinés au transport de passagers ;
- 4.2 - Délivrance de la carte professionnelle aux entreprises agréées dans le cadre de l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée.



Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Catherine Rocheteau, les délégations de signature mentionnées dans le présent arrêté, à l'exception des points 1.5, 1.6 et 1.8 sont exercées par M. Gaston Wong, attaché d'administration, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, les délégations de signature sont exercées par Mme Tatiana Hart, attachée d'administration, dans les mêmes conditions dévolues à M. Gaston Wong.

Art. 4.— L'arrêté n° 1 MTI du 27 septembre 2007 est abrogé.

Art. 5.— La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 janvier 2008.  
Dauphin DOMINGO.

**Par arrêté n° 25 MTI du 3 janvier 2007.**— Le navire Taporo IX, exploité par la SA Compagnie française maritime de Tahiti, est admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 (carburant et huiles lubrifiantes) à compter du 4 janvier 2008.

a) L'annexe 1 de l'arrêté n° 1065 CM du 5 octobre 1990 est complétée comme suit :

“Colonne

- 1 SA Compagnie française maritime de Tahiti ;
- 2 Taporo IX ;
- 3 Arrêté n° 66 MDA du 28 août 2007 modifié ;
- 4 95 000 litres de gazole par rotation sur Takapoto-Marquises et 10 000 litres de gazole par rotation sur Maiao ;
- 5 20 rotations par an sur Takapoto-Marquises et 4 rotations par an sur Maiao ;
- 6 1 900 000 litres de gazole par an sur Takapoto-Marquises et 40 000 litres de gazole par an sur Maiao”.

b) L'annexe 1 de l'arrêté n° 672 CM du 4 août 1993 est complétée comme suit :

“Colonne

- 1 SA Compagnie française maritime de Tahiti ;
- 2 Taporo IX ;
- 3 Arrêté n° 66 MDA du 28 août 2007 modifié ;
- 4 1 300 litres d'huiles lubrifiantes par rotation sur Takapoto-Marquises et 700 litres d'huiles lubrifiantes par rotation sur Maiao ;
- 5 20 rotations par an sur Takapoto-Marquises et 4 rotations par an sur Maiao ;
- 6 26 000 litres d'huiles lubrifiantes par an sur Takapoto-Marquises et 2 800 litres d'huiles lubrifiantes par an sur Maiao”.

Les arrêtés n° 1242 CM du 31 août 2000 et n° 159 CM du 26 novembre 2004 sont abrogés.

**Par arrêté n° 27 MTI du 9 janvier 2008.**— L'article 1er de l'arrêté n° 25 MTI du 3 janvier 2008 est ainsi rédigé :

“Le navire Taporo IX, exploité par la SA Compagnie française maritime de Tahiti, est admis au bénéfice du

régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 (carburant et huiles lubrifiantes) dès sa mise en service.”

L'article 3 de l'arrêté n° 25 MTI du 3 janvier 2008 est ainsi rédigé :

“Les arrêtés n° 1242 CM du 31 août 2000 et n° 159 CM du 26 novembre 2004 sont abrogés dès la mise en service du navire Taporo IX”.

**Par arrêté n° 28 MTI du 9 janvier 2008.**— L'article 3 de l'arrêté n° 57 MTI du 11 janvier 2005 est ainsi rédigé :

“Art. 3.— Le navire Tamarii Tahaa II est basé à Hipu, île de Tahaa. Il effectue 2 rotations journalières du lundi à vendredi et 1 rotation le samedi sur le périple suivant : Patio-Hipu-Faaopore-Faaaha-Quai, Amaru-Haamene-Motu, Tiairi-Vaitoaro-Uturoa et inversement”.

**Par arrêté n° 29 MTI du 9 janvier 2008.**— Une licence d'armateur est accordée à la SAS Vaipihaa pour l'exploitation du navire Vaeanu I sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent.

Les caractéristiques du navire sont les suivantes :

*Nom du navire* : Vaeanu I (ex-Taporo VI) ;

*Date de construction* : 1977 en Norvège ;

*Type* : cargo ;

*Port en lourd* : 1 200 tonnes ;

*Jauge brute* : 1 165 tonneaux ;

*Jauge nette* : 762 tonneaux ;

*Longueur* : 69,60 mètres ;

*Largeur* : 14,50 mètres ;

*Tirant d'eau* : 4,471 mètres ;

*Motorisation* : 1 x 3 000 CV ;

*Vitesse* : 11,5 nœuds ;

*Consommation* : 12 500 l/rotation ;

*Capacité de transport* : 12 passagers, 425 mètres cubes frigo ;

*Bureau de classification* : bureau Veritas.

Et tel que le tout figure dans le dossier détenu par la direction polynésienne des affaires maritimes.

Les îles desservies, à partir de Papeete, sont les suivantes : Huahine, Raiatea, Tahaa et Bora Bora.

Le navire effectue sur cette desserte 96 rotations annuelles minimum.

L'activité de transport s'effectue aux risques et périls de l'armateur, la Polynésie française déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation.

Sous peine de caducité de la présente licence d'armateur, la mise en service du navire Vaeanu I devra intervenir avant le 1er juillet 2008.

Les arrêtés n° 204 CM du 16 mars 1993 et n° 868 CM du 1er septembre 1994 sont abrogés dès la mise en service du navire Vaeanu I sur la présente desserte.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**DECRET n° 2007-1829 du 24 décembre 2007 modifiant le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code du travail ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 136 ;

Vu la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique, notamment son article 20 ;

Vu l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif, notamment ses articles 3-1 à 4 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 96-1087 du 10 décembre 1996, modifié par le décret n° 2006-148 du 13 février 2006, relatif à l'application de l'article 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 susvisée ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret n° 2006-1284 du 19 octobre 2006 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du 4 juillet 2007 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er.— Le décret du 15 février 1988 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 25 du présent décret.

Art. 2.—Après le premier alinéa de l'article 1er, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

“Elles s'appliquent également aux agents recrutés :

“1° En application des septième et huitième alinéas de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, dans les conditions prévues par l'article 10 du décret n° 96-1087 du 10 décembre 1996 ;

“2° En application des deux premiers alinéas de l'article 20 de la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 susvisée.”

Art. 3.— Sont insérés, après l'article 1er, trois articles ainsi rédigés :

“Art. 1er-1.— I. - Le dossier des agents mentionnés à l'article 1er doit comporter toutes les pièces intéressant leur situation administrative, enregistrées, numérotées et classées sans discontinuité.

“Ce dossier, de même que tout document administratif, ne peut faire état des opinions ou des activités politiques, syndicales, religieuses ou philosophiques de l'intéressé.

“II. - Sans préjudice de celles qui leur sont imposées par la loi, les agents mentionnés à l'article 1er sont soumis aux obligations suivantes :

“1° Ils sont tenus au secret professionnel dans le cadre des règles instituées par le code pénal et sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Sous réserve des dispositions réglementant la liberté d'accès aux documents administratifs, toute communication de documents de service à des tiers est interdite, sauf autorisation expresse de l'autorité dont ils dépendent ;

“2° L'agent non titulaire est, quel que soit son emploi, responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Il doit se conformer aux instructions de son supérieur

hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public. Il n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés.

*“Art. 1er-2.— La rémunération des agents employés à durée indéterminée fait l'objet d'un réexamen au minimum tous les trois ans, notamment au vu des résultats de l'évaluation prévue à l'article 1er-3.*

*“Art. 1er-3.— Les agents employés à durée indéterminée font l'objet d'une évaluation au moins tous les trois ans.*

*“Cette évaluation, qui donne lieu à un compte rendu, comporte un entretien, qui porte principalement sur leurs résultats professionnels au regard des objectifs qui leur ont été assignés et des conditions d'organisation et de fonctionnement du service dont ils relèvent. L'entretien peut également être élargi aux besoins de formation des agents en rapport avec leurs missions, leurs projets professionnels, et notamment leurs projets de préparation aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique.”*

*Art. 4.— La première phrase du cinquième alinéa de l'article 2 est remplacée par les dispositions suivantes :*

*“4° S'il ne remplit pas les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice des fonctions compte tenu des possibilités de compensation du handicap.”*

*Art. 5.— L'article 12 est ainsi modifié :*

*1° Au premier alinéa, après les mots : “d'accident du travail”, sont ajoutés les mots : “, de maladie professionnelle” ;*

*2° Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :*

*“Les prestations en espèces servies en application du régime général de la sécurité sociale par les caisses de sécurité sociale ou par les régimes de protection sociale des professions agricoles en matière de maladie, maternité, paternité, adoption, invalidité, accidents du travail ou maladie professionnelle ainsi que les pensions de vieillesse allouées en cas d'incapacité au travail sont déduites du plein ou du demi-traitement maintenu par les collectivités ou établissements en application des articles 7 à 10.*

*“Les agents doivent communiquer à leur employeur le montant des prestations en espèces ou des pensions de vieillesse allouées pour incapacité physique en application du régime général de sécurité sociale par les caisses de sécurité sociale ou par les régimes de protection sociale des professions agricoles. L'autorité territoriale peut suspendre le versement du traitement jusqu'à la transmission des informations demandées.*

*“Lorsqu'en application de l'article R. 321-2 du code de la sécurité sociale les prestations en espèces servies par le régime général sont diminuées, le traitement prévu aux articles 7 et 8 est réduit à due concurrence de la diminution pratiquée.”*

*Art. 6.— Au dernier alinéa de l'article 13, après les mots : “d'accident du travail”, sont ajoutés les mots : “, de maladie professionnelle”.*

*Art. 7.— Aux deuxième et troisième alinéas de l'article 14, le mot : “soit” est inséré après le tiret.*

*Art. 8.— Au premier alinéa de l'article 14-1, les mots : “un département d'outre-mer, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises ou à l'étranger” sont remplacés par les mots : “les départements d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, ou à l'étranger”, et les mots : “aux articles 63 ou 100-3 du code de la famille et de l'aide sociale” sont remplacés par les mots : “aux articles L. 225-2 et L. 225-17 du code de l'action sociale et des familles”.*

*Art. 9.— Le premier alinéa de l'article 15 est remplacé par les dispositions suivantes :*

*“L'agent non titulaire employé de manière continue depuis plus d'un an a droit sur sa demande à un congé sans rémunération d'une durée maximale d'un an, renouvelable dans la limite de cinq ans :*

*“1° Pour élever un enfant âgé de moins de huit ans, pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité, à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ou atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ;*

*“2° Pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions de l'agent non titulaire.”*

*Art. 10.— L'article 17 est remplacé par les dispositions suivantes :*

*“Art. 17.— L'agent non titulaire employé de manière continue depuis au moins trois ans peut solliciter, dans la mesure compatible avec l'intérêt du service, un congé sans rémunération pour convenances personnelles, à condition de ne pas avoir bénéficié d'un congé du même type, d'un congé pour création d'entreprise ou d'un congé pour formation professionnelle d'une durée d'au moins six mois dans les six ans qui précèdent sa demande de congé.*

*“Sous réserve des dispositions de l'article 32, ce congé est accordé pour une durée maximale de trois ans renouvelable, dans la limite d'une durée totale de six années pour l'ensemble des contrats successifs.*

*“La demande initiale et de renouvellement est formulée au moins deux mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ces délais s'appliquent dans les mêmes conditions avant l'expiration de la période en cours pour une demande de réemploi.”*

*Art. 11.— Au deuxième alinéa de l'article 18, le chiffre : “trois” est remplacé par le chiffre : “deux”.*

*Art. 12.— L'article 20 est ainsi modifié :*

*1° Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :*

*“L'agent non titulaire qui accomplit soit une période d'activité dans la réserve opérationnelle sur son temps de travail pour une durée inférieure ou égale à trente jours*

cumulés par année civile, soit une période d'activité dans la réserve de sécurité civile d'une durée inférieure ou égale à quinze jours cumulés par année civile est mis en congé avec traitement pour la durée de la période considérée et en congé sans traitement pour la période excédant ces durées.” ;

2° Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“L'agent non titulaire qui accomplit sur son temps de travail une période d'activité ou de formation dans la réserve sanitaire prévue à l'article L. 3132-1 du code de la santé publique est placé en congé avec rémunération pendant toute la durée de la période considérée. Les dispositions des chapitres II à V du titre III du livre Ier de la troisième partie du code de la santé publique lui sont applicables durant cette période.” ;

3° A l'avant-dernier alinéa, les mots : “la réserve opérationnelle” sont remplacés par les mots : “dans l'une des réserves susmentionnées” ;

4° Au dernier alinéa, les mots : “la réserve opérationnelle” sont remplacés par les mots : “ces réserves”.

Art. 13.— Après l'article 29, est inséré un article 29-1 ainsi rédigé :

“Art. 29-1.— Lorsque les agents sont recrutés en application de l'article 20 de la loi du 26 juillet 2005 susmentionnée, les services effectués auprès de leur employeur précédent sont assimilés, pour l'ouverture des droits à formation et à congés, ainsi que, le cas échéant, pour l'application du titre X du présent décret et du titre II du décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004, à des services accomplis auprès de la personne publique concernée.”

Art. 14.— L'article 32 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 32.— Lorsque le contrat est à durée déterminée, les congés prévus aux titres II, III, IV et V ne peuvent être attribués au-delà de la période d'engagement restant à courir.”

Art. 15.— L'article 32-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 32-1.— Les agents non titulaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à caractère administratif occupant un emploi permanent à temps complet, admis à exercer leurs fonctions à temps partiel en application de l'article 3-1 de l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982, sont régis, outre les dispositions de ladite ordonnance, par les dispositions du titre VII du présent décret et du décret du 29 juillet 2004 susmentionné.”

Art. 16.— L'article 32-4 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 32-4.— Bénéficiaire d'une réduction de six années de la durée de vingt-cinq ans de services prévue à l'article 3-1 de l'ordonnance du 31 mars 1982 susmentionnée :

“1° Les agents titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ;

“2° Les agents accidentés du travail ou victimes de maladies professionnelles mentionnées au 2° de l'article L. 323-3 du code du travail ;

“3° Les anciens militaires et assimilés titulaires d'une pension militaire d'invalidité mentionnés au 4° de l'article L. 323-3 du code du travail.

“Ces deux dernières catégories ne bénéficient de la réduction qu'à condition que le taux d'invalidité, fixé par la commission de réforme compétente, soit au moins égal à 60 %.

“Les conditions requises pour bénéficier des dispositions du présent article sont appréciées à la date à laquelle est accordée l'autorisation.”

Art. 17.— L'article 33 est modifié ainsi qu'il suit :

1° Au premier alinéa, après les mots : “d'accident du travail”, sont ajoutés les mots : “, de maladie professionnelle” ;

2° Au quatrième alinéa, après les mots : “au terme de”, sont ajoutés les mots : “ses fonctions ou de”.

Art. 18.— Il est inséré, après le titre VIII du même décret, un titre VIII bis ainsi rédigé :

*“Titre VIII bis  
“Mise à disposition et mobilité*

“Art. 35-1.— I. - L'agent non titulaire employé pour une durée indéterminée peut, avec son accord, être mis à disposition.

“II - La mise à disposition est la situation de l'agent qui est réputé occuper son emploi, continue à percevoir la rémunération afférente à celui-ci, mais exerce des fonctions hors du service au sein duquel il a vocation à servir.

“Dans cette situation, l'agent demeure régi par les dispositions du présent décret et par les dispositions particulières qui lui sont applicables dans sa situation d'origine. L'autorité de l'administration d'origine exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant sur demande de l'administration ou l'organisme d'accueil.

“III - La mise à disposition peut intervenir auprès des collectivités territoriales et des établissements publics administratifs mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

“IV - La mise à disposition donne lieu à remboursement. Toutefois, il peut être dérogé à cette règle, conformément à une décision prise par délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement public administratif gestionnaire, à l'exception de la mise à disposition auprès d'un établissement public rattaché à l'établissement public de coopération intercommunale dont la collectivité ou l'établissement public administratif est membre.

“La mise à disposition ne peut intervenir qu'après signature d'une convention passée entre l'administration gestionnaire et l'organisme d'accueil. Cette convention définit notamment la nature et le niveau des activités exercées par l'agent, ses conditions d'emploi et les modalités du contrôle et de l'évaluation desdites activités. Elle prévoit également, le cas échéant, les modalités de remboursement, par l'organisme d'accueil, de la rémunération perçue par l'agent.

"V - Durant sa mise à disposition, l'agent est placé sous l'autorité directe du responsable de l'administration ou de l'organisme auprès duquel il exerce ses fonctions. L'organisme d'accueil fixe les conditions de travail des personnels mis à disposition auprès de lui.

"VI - La durée de la mise à disposition ne peut excéder trois ans. Elle peut être renouvelée dans la même limite, sans que sa durée totale ne puisse excéder six ans.

"La mise à disposition peut prendre fin, avant l'expiration de sa durée, à la demande de l'agent, de l'administration d'origine ou de l'administration ou de l'organisme d'accueil, sous réserve des règles de préavis prévues par la convention de mise à disposition. Toutefois, en cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin à la mise à disposition sans préavis, par accord entre l'administration gestionnaire et l'administration ou l'organisme d'accueil.

"A l'issue de sa mise à disposition, l'agent est réemployé pour exercer les fonctions dont il était précédemment chargé ou, à défaut, sur un poste équivalent de son administration d'origine.

"VII - Chaque administration établit un état faisant apparaître le nombre de ses agents non titulaires mis à disposition ainsi que leur répartition entre les organismes bénéficiaires. Cet état est inclus dans le rapport annuel aux comités techniques paritaires prévu à l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984 précitée.

"Art. 35-2. — L'agent non titulaire employé pour une durée indéterminée peut solliciter, sous réserve des nécessités de service, un congé de mobilité.

"Ce congé sans rémunération peut être accordé pour une durée maximale de trois ans renouvelable, dans la limite d'une durée totale de six ans, lorsque l'agent est recruté par une autre personne morale de droit public qui ne peut le recruter initialement que pour une durée déterminée.

"L'agent doit solliciter de son administration d'origine le renouvellement de son congé ou sa demande de réemploi, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au moins deux mois avant le terme du congé. L'agent est réemployé, selon les nécessités du service, dans les conditions prévues aux articles 33 et 34.

"L'agent qui, au terme du congé, n'a pas exprimé son intention dans le délai susmentionné, est présumé renoncer à son emploi. A ce titre, il ne peut percevoir aucune indemnité.

"Un congé de même nature ne peut être accordé que si l'intéressé a repris ses fonctions pendant trois ans au moins."

Art. 19. — L'article 36 est remplacé par un article 36 nouveau et un article 36-1 ainsi rédigés :

"Art. 36. — Tout manquement au respect des obligations auxquelles sont assujettis les agents publics, commis par un agent non titulaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions est constitutif d'une faute l'exposant à une sanction disciplinaire, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par le code pénal.

"Art. 36-1. — Les sanctions disciplinaires susceptibles d'être appliquées aux agents non titulaires sont les suivantes :

"1° L'avertissement ;

"2° Le blâme ;

"3° L'exclusion temporaire des fonctions avec retenue de traitement pour une durée maximale de six mois pour les agents recrutés pour une durée déterminée et d'un an pour les agents sous contrat à durée indéterminée ;

"4° Le licenciement, sans préavis ni indemnité de licenciement.

"La décision prononçant une sanction disciplinaire doit être motivée."

Art. 20. — A l'article 38, il est ajouté un 4° ainsi rédigé :

"4° Au début du troisième mois précédant le terme de l'engagement pour le contrat susceptible d'être reconduit pour une durée indéterminée. Dans ce cas, la notification de la décision doit être précédée d'un entretien."

Art. 21. — L'article 42 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 42. — Le licenciement ne peut intervenir qu'à l'issue d'un entretien préalable. La décision de licenciement est notifiée à l'intéressé par une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette lettre précise le ou les motifs du licenciement et la date à laquelle celui-ci doit intervenir compte tenu des droits à congés annuels restant à courir et de la durée du préavis."

Art. 22. — L'article 44 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 44. — Toutefois l'indemnité de licenciement n'est pas due aux agents mentionnés à l'article 43 lorsque ceux-ci :

"1° Sont fonctionnaires détachés en qualité d'agent non titulaire, en disponibilité ou hors cadre ;

"2° Retrouvent immédiatement un emploi équivalent dans l'une des collectivités publiques mentionnées à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ou d'une société d'économie mixte dans laquelle l'Etat ou une collectivité territoriale a une participation majoritaire ;

"3° Ont atteint l'âge de soixante ans et justifient de la durée d'assurance, tous régimes de retraite de base confondus, exigée pour obtenir la liquidation d'une retraite au taux plein du régime général de la sécurité sociale ;

"4° Sont démissionnaires de leurs fonctions."

Art. 23. — L'article 45 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Lorsque le dernier traitement de l'agent est réduit de moitié en raison d'un congé de maladie ou de grave maladie, le traitement servant de base au calcul de l'indemnité de licenciement est sa dernière rémunération à plein traitement. Il en est de même lorsque le licenciement intervient après un congé non rémunéré."

Art. 24. — Le troisième alinéa de l'article 46 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Pour les agents qui ont atteint l'âge de 60 ans mais ne justifient pas d'une durée d'assurance tous régimes de retraite de base confondus au moins égale à celle exigée pour obtenir une retraite au taux plein, l'indemnité de licenciement subit une réduction de 1,67 % par mois de service au-delà du sixième anniversaire."

Art. 25.— Il est inséré, après le titre X du même décret, un titre XI ainsi rédigé :

*“Titre XI  
“Dispositions diverses*

*“Art. 49-1.— Des aménagements d’horaires propres à faciliter son exercice professionnel ou son maintien dans l’emploi sont accordés à sa demande à l’agent non titulaire handicapé relevant de l’une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l’article L. 323-3 du code du travail, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service.*

*“Des aménagements d’horaires sont également accordés à sa demande à tout agent non titulaire, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service, pour lui permettre d’accompagner une personne handicapée, qui est son conjoint, la personne avec laquelle il a conclu un pacte civil de solidarité, son concubin, un enfant à charge, un ascendant ou une personne accueillie à son domicile et dont la situation nécessite la présence d’une tierce personne.”*

Art. 26.— La ministre de l’intérieur, de l’outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique et le secrétaire d’Etat chargé de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 décembre 2007.

François FILLON.

Par le Premier ministre :

*La ministre de l’intérieur,  
de l’outre-mer et des collectivités territoriales,  
Michèle ALLIOT-MARIE.*

*Le ministre du budget, des comptes publics  
et de la fonction publique,  
Eric WOERTH.*

*Le secrétaire d’Etat  
chargé de la fonction publique,  
André SANTINI.*

**DECRET n° 2007-1853 du 26 décembre 2007 pris pour l’application de l’article 16 *ter* de l’ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 et relatif à la mesure d’activité de jour.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 41-2 et 41-3 ;

Vu l’ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l’enfance délinquante, notamment ses articles 7-2, 8, 15, 16, 16 *ter* et 20-7 ;

Vu le décret n° 88-949 du 6 octobre 1988 relatif à l’habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l’autorité

judiciaire confie habituellement des mineurs ou l’exécution de mesures les concernant, modifié par le décret n° 2003-180 du 5 mars 2003 ;

Le Conseil d’Etat (section de l’intérieur) entendu,

Décrète :

Chapitre Ier

Objet et mise en œuvre de la mesure d’activité de jour

Article 1er.— La nature de l’activité de jour mentionnée à l’article 16 *ter* de l’ordonnance du 2 février 1945 susvisée est fixée en tenant compte non seulement de l’infraction commise, de l’âge et de la personnalité du mineur mais aussi de ses obligations scolaires.

Sa durée hebdomadaire ne peut excéder la durée hebdomadaire légale de travail.

Art. 2.— Si le mineur suit une scolarité, la mesure d’activité de jour ne doit pas être mise en œuvre pendant le temps consacré aux enseignements et aux travaux scolaires.

Lorsqu’elle s’applique à un mineur de seize ans en voie de déscolarisation ou en attente d’inscription dans un établissement scolaire, l’inspecteur d’académie, le directeur des services départementaux de l’éducation nationale, le directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse et la personne morale ou l’association désignée pour exécuter la mesure d’activité de jour précisent, par voie de convention individuelle, le contenu et l’organisation de l’action éducative dont bénéficiera le mineur soumis à obligation scolaire.

Art. 3.— Le juge des enfants s’assure de la bonne exécution de la mesure et vérifie si elle demeure adaptée à la personnalité du mineur. A cette fin, la personne morale, l’association ou le service ou l’établissement de la protection judiciaire de la jeunesse qu’il a désignés pour exécuter la mesure lui adresse des comptes rendus selon une périodicité qu’il fixe.

Art. 4.— Lorsque la mesure d’activité de jour est prononcée au titre de la composition pénale prévue à l’article 7-2 de l’ordonnance susvisée du 2 février 1945, le procureur de la République exerce les attributions dévolues au juge des enfants mentionnées à l’article 3.

Art. 5.— Le juge des enfants désigne un service ou établissement de la protection judiciaire de la jeunesse pour suivre le déroulement des mesures confiées à l’une des personnes morales ou associations mentionnées à l’article 16 *ter* de l’ordonnance du 2 février 1945 susvisée.

Ce service ou établissement reçoit le mineur accompagné de ses représentants légaux, lui expose les objectifs de la mesure et lui explique les conséquences du non-respect des obligations.

Il vérifie que les responsables légaux du mineur ont souscrit une assurance garantissant leur responsabilité civile du fait des agissements de leur enfant mineur. A défaut, il souscrit une assurance au nom du mineur garantissant cette responsabilité.

Il adresse au juge des enfants, en cours de mesure, un rapport intermédiaire sur le déroulement de celle-ci et

l'informe sans délai de tout événement de nature à justifier une modification ou une cessation de la mesure.

Il reçoit le mineur et ses représentants légaux lorsque la mesure a été accomplie afin d'établir un bilan de son déroulement et de vérifier que les objectifs ont été atteints.

Dans le délai d'un mois suivant la fin de la mesure, un rapport est transmis au juge des enfants et, s'il a proposé la mesure au titre de la composition pénale, au procureur de la République.

## Chapitre II

### La liste des mesures d'activité de jour

Art. 6.— L'habilitation des personnes morales de droit public ou de droit privé exerçant une mission de service public et des associations qui désirent organiser des activités de jour est accordée, renouvelée et retirée selon les modalités prévues par le décret du 6 octobre 1988 susvisé.

Art. 7.— Les services ou établissements de la protection judiciaire de la jeunesse, les personnes morales de droit public ou de droit privé exerçant une mission de service public et les associations désirent faire inscrire des mesures d'activité de jour sur la liste prévue par l'article 16 *ter* de l'ordonnance susvisée du 2 février 1945 en font la demande au juge des enfants dans le ressort duquel elles envisagent de faire exécuter ces mesures.

Cette demande est jointe, le cas échéant, à la demande d'habilitation. Pour les personnes morales déjà habilitées, elle comporte mention de la date de cette habilitation.

Une notice annexée à la demande indique la nature et les modalités d'exécution des activités proposées, les nom, prénoms, date et lieu de naissance des personnes chargées de l'encadrement technique et éducatif ainsi que le nombre de postes d'activités susceptibles d'être offerts.

Art. 8.— Le juge des enfants établit la liste des activités après avis du procureur de la République. Il consulte le conseil départemental de prévention de la délinquance, d'aide aux victimes et de lutte contre la drogue, les dérives sectaires et les violences faites aux femmes et tout organisme public compétent en la matière qu'il juge utile. Les organismes consultés disposent d'un délai de deux mois pour donner leur avis.

Cette liste est portée à la connaissance du président du tribunal de grande instance, du procureur de la République et du directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse.

Art. 9.— Le juge des enfants ou le procureur de la République choisit une activité parmi celles inscrites sur la liste de son ressort.

Art. 10.— La liste des activités est révisée au moins une fois par an. Le conseil départemental de prévention de la délinquance, d'aide aux victimes et de lutte contre la drogue, les dérives sectaires et les violences faites aux femmes est consulté chaque année sur cette liste.

En cas d'urgence le juge des enfants peut procéder à la radiation d'une activité inscrite sur la liste, après avis du procureur de la République.

## Chapitre III

### Dispositions applicables outre-mer

Art. 11.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

En l'absence de service ou établissement de la protection judiciaire de la jeunesse ou exerçant ses missions, le procureur de la République ou le juge des enfants assure lui-même le contrôle du déroulement de la mesure.

Art. 12.— La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et la garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 2007.

François FILLON.

Par le Premier ministre :

*La garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Rachida DATI.

*La ministre de l'intérieur,*  
*de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*  
Michèle ALLIOT-MARIE.

### DECRET n° 2007-1886 du 26 décembre 2007 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2007.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi,

Vu le code des communes applicable en Polynésie française, notamment ses articles R. 114-1, R. 114-2 et R. 114-3 ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité, et notamment ses articles 156 à 158 ;

Vu les nouveaux états de la population dressés par l'Institut national de la statistique et des études économiques en exécution du décret n° 2007-1117 du 13 juillet 2007 organisant le recensement de la population de la Polynésie française en 2007,

Décète :

Article 1er.— La population municipale de la Polynésie française est arrêtée à 259 596 habitants. La population totale de la Polynésie française est arrêtée à 264 736 habitants.

Art. 2.— La population municipale et la population totale des subdivisions administratives sont arrêtées aux chiffres figurant dans le tableau I (colonnes 3 et 4) annexé au présent décret.

Art. 3.— Les populations totales et municipales des communes et les populations municipales des communes



associées de la Polynésie française sont arrêtées aux chiffres figurant dans le tableau II (colonnes 2 à 4 incluses) annexé au présent décret, qui déterminent la population totale (colonne 2) se décomposant en :

- population municipale (colonne 3) ;
- population comptée à part (colonne 4).

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, la population totale (colonne 2) constitue la population à prendre en considération pour l'application des lois et règlements.

Art. 4. — Les nouveaux chiffres de la population sont, sous réserve de disposition législative ou réglementaire contraire, pris en considération pour l'application des lois et règlements à compter du 1er janvier 2008.

Art. 5. — La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et le secrétaire d'Etat chargé de

l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 2007.

François FILLON.

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'économie,  
des finances et de l'emploi,*  
Christine LAGARDE.

*La ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*  
Michèle ALLIOT-MARIE.

*Le secrétaire d'Etat  
chargé de l'outre-mer,*  
Christian ESTROSI.

## ANNEXE

## TABLEAU I

*Population des subdivisions administratives de Polynésie française*

SUBDIVISIONS administratives	NOMBRE de communes	SOMME des populations totales (avec doubles comptes)	SOMME des populations municipales
Îles du Vent	13	196 520	194 623
Îles Sous-le-Vent	7	33 949	33 184
Îles Marquises	6	9 281	8 632
Îles Australes	5	6 669	6 310
Îles Tuamotu-Gambier	17	18 317	16 847
Polynésie française	48	264 736	259 596

## TABLEAU II

*Population des communes et communes associées de Polynésie française*

COMMUNES dont communes associées	POPULATION TOTALE 2007 (avec doubles comptes)	POPULATION municipale	POPULATION comptée à part
11. Anaa 111. Anaa 112. Faaite	833	827 461 366	6
12. Arue	9 562	9 458	104
13. Arutua 131. Apataki 132. Arutua 133. Kaukura	1 841	1 759 492 725 542	82
14. Bora-Bora 141. Anau 142. Faanui 143. Nunue	8 992	8 927 1 728 2 272 4 927	65
15. Faaa	30 019	29 851	168
16. Fakarava 161. Fakarava 162. Kauehi 163. Niau	1 674	1 578 855 552 171	96
17. Fangatau 171. Fakahina 172. Fangatau	254	252 131 121	2
18. Fatu-Hiva	629	587	42
19. Gambier	1 641	1 337	304

COMMUNES dont communes associées	POPULATION TOTALE 2007 (avec doubles comptes)	POPULATION municipale	POPULATION comptée à part
20. Hao 201. Amanu 202. Hao 203. Hereheretue	1 601	1 342 163 1 121 58	259
21. Hikueru 211. Hikueru 212. Marokau	274	268 169 99	6
22. Hitiaa O Te Ra 221. Hitiaa 222. Mahaena 223. Papenoo 224. Tiarei	8 694	8 683 1 662 928 3 520 2 573	11
23. Hiva-Oa 231. Atuona 232. Puamau	2 310	1 986 1 635 351	324
24. Huahine 241. Faie 242. Fare 243. Fiti 244. Haapu 245. Maeva 246. Maroe 247. Parea 248. Tefarerii	6 070	5 999 388 1 440 1 145 629 995 509 501 392	71
25. Mahina	14 553	14 369	184
26. Makemo 261. Katiu 262. Makemo 263. Raroia 264. Taenga	1 607	1 422 285 738 303 96	185
27. Manihi 271. Ahe 272. Manihi	1 575	1 379 561 818	196
28. Maupiti	1 248	1 231	17
29. Moorea-Maiao 291. Afareaitu 292. Haapiti 293. Maiao 294. Paopao 295. Papetoai 296. Teavaro	16 628	16 490 3 249 4 045 299 4 244 2 196 2 457	138
30. Napuka 301. Napuka 302. Tepoto Nord	321	315 271 44	6
31. Nuku-Hiva 311. Hatiheu 312. Taiohae 313. Taipivai	2 798	2 660 348 1 927 385	138
32. Nukutavake 321. Nukutavake 322. Vahitahi 323. Vairaatea	320	319 170 83 66	1
33. Paea	12 153	12 084	69

COMMUNES dont communes associées	POPULATION TOTALE 2007 (avec doubles comptes)	POPULATION municipale	POPULATION comptée à part
34. Papara	10 777	10 615	162
35. Papeete	26 294	26 017	277
36. Pirae	14 710	14 475	235
37. Pukapuka	162	157	5
38. Punaauia	25 680	25 441	239
39. Raivavae 391. Anatonu 392. Rairua-Mahanatoa 393. Vaiuru	940	905 206 459 240	35
40. Rangiroa 401. Makatea 402. Mataiva 403. Rangiroa 404. Tikehau	3 384	3 210 61 204 2 438 507	174
41. Rapa	506	482	24
42. Reao 421. Pukarua 422. Reao	575	567 207 360	8
43. Rimatara 431. Amaru 432. Anapoto 433. Mutuaura	797	785 265 221 299	12
44. Rurutu 441. Avera 442. Hauti 443. Moerai	2 210	2 088 741 370 977	122
45. Tahaa 451. Faaaha 452. Haamene 453. Hipu 454. Iripau 455. Niua 456. Ruutia 457. Tapuamu 458. Vaitoare	5 094	5 003 452 927 420 1 131 513 518 640 402	91
46. Tahuata	706	671	35
47. Taïarapu-Est 471. Afaahiti 472. Faaone 473. Pueu 474. Tautira	11 774	11 549 5 321 1 853 2 037 2 338	225
48. Taïarapu-Ouest 481. Teahupoo 482. Toahotu 483. Vairao	7 066	7 002 1 322 3 122 2 558	64
49. Takaroa 491. Takapoto 492. Takaroa	1 704	1 577 472 1 105	127

COMMUNES dont communes associées	POPULATION TOTALE 2007 (avec doubles comptes)	POPULATION municipale	POPULATION comptée à part
50. Taputapuatea 501. Avera 502. Opoa 503. Puohine	4 675	4 614 3 131 1 324 159	61
51. Tatakoto	233	227	6
52. Teva I Uta 521. Mataiea 522. Papeari	8 610	8 589 4 446 4 143	21
53. Tubuai 531. Mahu 532. Mataura 533. Taahuaia	2 216	2 050 544 954 552	166
54. Tumaraa 541. Fetuna 542. Tehurui 543. Tevaitoa 544. Vaiaau	3 660	3 632 402 500 1 826 904	28
55. Tureia	318	311	7
56. Ua-Huka	592	571	21
57. Ua-Pou 571. Hakahau 572. Hakamaiti	2 246	2 157 1 588 569	89
58. Uturoa	4 210	3 778	432
Polynésie française	264 736	259 596	5 140

**DECRET n° 2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités et de produits françaises.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi,

Vu le règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE rév.2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques ;

Vu le décret n° 2002-1622 du 31 décembre 2002 portant approbation des nomenclatures d'activités et de produits ;

Vu le décret n° 2005-333 du 7 avril 2005 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique, et notamment son article 21 ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2005 relatif aux modalités d'organisation et au fonctionnement de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales ;

Vu l'avis de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales en date du 22 juin 2007,

Décète :

Article 1er.— Est approuvée la nomenclature d'activités française décrite dans l'avis de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales susvisé et figurant en annexe à ce décret.

La nomenclature d'activités française (NAF rév. 2) est une adaptation de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE rév. 2).

Art. 2.— Cette nomenclature entrera en vigueur le 1er janvier 2008 dans la métropole, les départements d'outre-mer, à Mayotte, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy et à Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle s'appliquera aussi, à la même date, en Polynésie française, aux îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises uniquement pour ce qui est de la compétence de l'Etat.

Art. 3.— La nomenclature de produits française est approuvée par un arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé de l'outre-mer pris après avis de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales.

Art. 4.— I. - Ces nomenclatures constituent un cadre statistique d'intérêt général, dont il convient de promouvoir l'utilisation.

II - Ces nomenclatures pourront donner lieu à des adaptations agrégées ou détaillées, sur un domaine partiel ou en vue d'applications spécifiques :

- les classifications plus agrégées se définissent par des regroupements exacts de rubriques élémentaires ;
- les classifications plus détaillées se définissent par des éclatements exactement emboîtés dans les rubriques élémentaires.

III - Ces nomenclatures (et leurs adaptations éventuelles) seront utilisées dans les textes officiels, décisions, documents, travaux et études ainsi que dans les systèmes informatiques des administrations et établissements publics et dans les travaux effectués par des organismes privés à la demande des administrations.

Art. 5.— I - L'attribution par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), à des fins statistiques, d'un code caractérisant l'activité principale exercée (APE) en référence à la nomenclature d'activités ne saurait suffire à créer des droits ou des obligations en faveur ou à charge des unités concernées.

II - Les modalités d'application, et en particulier le classement des unités économiques dans des postes précis de ces nomenclatures, par une administration ou un service public en vue d'une utilisation spécifique (non statistique) de ces nomenclatures sont de l'entière responsabilité du service utilisateur.

III - Si un texte réglementaire ou un contrat fait référence à ces nomenclatures, les signataires ont l'entière

responsabilité du champ qu'ils entendent couvrir. Il leur appartient d'explicitier ce champ aussi complètement qu'il est nécessaire.

Art. 6.— Le décret du 31 décembre 2002 susvisé est abrogé à compter du 1er janvier 2008, en ce qui concerne la nomenclature d'activités.

Les dispositions concernant la nomenclature de produits sont abrogées à la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'arrêté mentionné à l'article 3.

Art. 7.— La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et le secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 2007.

François FILLON.

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'économie,  
des finances et de l'emploi,  
Christine LAGARDE.*

*La ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,  
Michèle ALLIOT-MARIE.*

*Le secrétaire d'Etat  
chargé de l'outre-mer,  
Christian ESTROSI.*

## ANNEXE

### STRUCTURE DE LA NAF RÉV. 2

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
<b>SECTION A</b>	<b>AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE</b>
<b>01</b>	<b>Culture et production animale, chasse et services annexes.</b>
<b>01.1</b>	<b>Cultures non permanentes.</b>
01.11	Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses.
01.11Z	Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses.
01.12	Culture du riz.
01.12Z	Culture du riz.
01.13	Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules.
01.13Z	Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules.
01.14	Culture de la canne à sucre.
01.14Z	Culture de la canne à sucre.
01.15	Culture du tabac.
01.15Z	Culture du tabac.
01.16	Culture de plantes à fibres.
01.16Z	Culture de plantes à fibres.
01.19	Autres cultures non permanentes.
01.19Z	Autres cultures non permanentes.
<b>01.2</b>	<b>Cultures permanentes.</b>
01.21	Culture de la vigne.
01.21Z	Culture de la vigne.
01.22	Culture de fruits tropicaux et subtropicaux.
01.22Z	Culture de fruits tropicaux et subtropicaux.
01.23	Culture d'agrumes.
01.23Z	Culture d'agrumes.
01.24	Culture de fruits à pépins et à noyau.
01.24Z	Culture de fruits à pépins et à noyau.
01.25	Culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque.
01.25Z	Culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque.
01.26	Culture de fruits oléagineux.
01.26Z	Culture de fruits oléagineux.
01.27	Culture de plantes à boissons.
01.27Z	Culture de plantes à boissons.
01.28	Culture de plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques.
01.28Z	Culture de plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques.
01.29	Autres cultures permanentes.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
01.29Z	<i>Autres cultures permanentes.</i>
01.3	<b>Reproduction de plantes.</b>
01.30	<i>Reproduction de plantes.</i>
01.30Z	<i>Reproduction de plantes.</i>
01.4	<b>Production animale.</b>
01.41	<i>Elevage de vaches laitières.</i>
01.41Z	<i>Elevage de vaches laitières.</i>
01.42	<i>Elevage d'autres bovins et de buffles.</i>
01.42Z	<i>Elevage d'autres bovins et de buffles.</i>
01.43	<i>Elevage de chevaux et d'autres équidés.</i>
01.43Z	<i>Elevage de chevaux et d'autres équidés.</i>
01.44	<i>Elevage de chameaux et d'autres camélidés.</i>
01.44Z	<i>Elevage de chameaux et d'autres camélidés.</i>
01.45	<i>Elevage d'ovins et de caprins.</i>
01.45Z	<i>Elevage d'ovins et de caprins.</i>
01.46	<i>Elevage de porcins.</i>
01.46Z	<i>Elevage de porcins.</i>
01.47	<i>Elevage de volailles.</i>
01.47Z	<i>Elevage de volailles.</i>
01.49	<i>Elevage d'autres animaux.</i>
01.49Z	<i>Elevage d'autres animaux.</i>
01.5	<b>Culture et élevage associés.</b>
01.50	<i>Culture et élevage associés.</i>
01.50Z	<i>Culture et élevage associés.</i>
01.6	<b>Activités de soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes.</b>
01.61	<i>Activités de soutien aux cultures.</i>
01.61Z	<i>Activités de soutien aux cultures.</i>
01.62	<i>Activités de soutien à la production animale.</i>
01.62Z	<i>Activités de soutien à la production animale.</i>
01.63	<i>Traitement primaire des récoltes.</i>
01.63Z	<i>Traitement primaire des récoltes.</i>
01.64	<i>Traitement des semences.</i>
01.64Z	<i>Traitement des semences.</i>
01.7	<b>Chasse, piégeage et services annexes.</b>
01.70	<i>Chasse, piégeage et services annexes.</i>
01.70Z	<i>Chasse, piégeage et services annexes.</i>
02	<b>Sylviculture et exploitation forestière.</b>
02.1	<b>Sylviculture et autres activités forestières.</b>
02.10	<i>Sylviculture et autres activités forestières.</i>
02.10Z	<i>Sylviculture et autres activités forestières.</i>
02.2	<b>Exploitation forestière.</b>
02.20	<i>Exploitation forestière.</i>
02.20Z	<i>Exploitation forestière.</i>
02.3	<b>Récolte de produits forestiers non ligneux poussant à l'état sauvage.</b>
02.30	<i>Récolte de produits forestiers non ligneux poussant à l'état sauvage.</i>
02.30Z	<i>Récolte de produits forestiers non ligneux poussant à l'état sauvage.</i>
02.4	<b>Services de soutien à l'exploitation forestière.</b>
02.40	<i>Services de soutien à l'exploitation forestière.</i>
02.40Z	<i>Services de soutien à l'exploitation forestière.</i>
03	<b>Pêche et aquaculture.</b>
03.1	<b>Pêche.</b>
03.11	<i>Pêche en mer.</i>
03.11Z	<i>Pêche en mer.</i>
03.12	<i>Pêche en eau douce.</i>
03.12Z	<i>Pêche en eau douce.</i>
03.2	<b>Aquaculture.</b>
03.21	<i>Aquaculture en mer.</i>
03.21Z	<i>Aquaculture en mer.</i>
03.22	<i>Aquaculture en eau douce.</i>
03.22Z	<i>Aquaculture en eau douce.</i>
SECTION B	<b>INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>
05	<b>Extraction de houille et de lignite.</b>
05.1	<b>Extraction de houille.</b>



CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
05.10 05.10Z	Extraction de houille. <i>Extraction de houille.</i>
05.2 05.20 05.20Z	<b>Extraction de lignite.</b> Extraction de lignite. <i>Extraction de lignite.</i>
06	<b>Extraction d'hydrocarbures.</b>
06.1 06.10 06.10Z	<b>Extraction de pétrole brut.</b> Extraction de pétrole brut. <i>Extraction de pétrole brut.</i>
06.2 06.20 06.20Z	<b>Extraction de gaz naturel.</b> Extraction de gaz naturel. <i>Extraction de gaz naturel.</i>
07	<b>Extraction de minerais métalliques.</b>
07.1 07.10 07.10Z	<b>Extraction de minerais de fer.</b> Extraction de minerais de fer. <i>Extraction de minerais de fer.</i>
07.2 07.21 07.21Z 07.29 07.29Z	<b>Extraction de minerais de métaux non ferreux.</b> Extraction de minerais d'uranium et de thorium. <i>Extraction de minerais d'uranium et de thorium.</i> Extraction d'autres minerais de métaux non ferreux. <i>Extraction d'autres minerais de métaux non ferreux.</i>
08	<b>Autres industries extractives.</b>
08.1 08.11 08.11Z 08.12 08.12Z	<b>Extraction de pierres, de sables et d'argiles.</b> Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise. <i>Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise.</i> Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin. <i>Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin.</i>
08.9 08.91 08.91Z 08.92 08.92Z 08.93 08.93Z 08.99 08.99Z	<b>Activités extractives n.c.a. (1)</b> Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux. <i>Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux.</i> Extraction de tourbe. <i>Extraction de tourbe.</i> Production de sel. <i>Production de sel.</i> Autres activités extractives n.c.a. <i>Autres activités extractives n.c.a.</i>
09	<b>Services de soutien aux industries extractives.</b>
09.1 09.10 09.10Z	<b>Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures.</b> Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures. <i>Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures.</i>
09.9 09.90 09.90Z	<b>Activités de soutien aux autres industries extractives.</b> Activités de soutien aux autres industries extractives. <i>Activités de soutien aux autres industries extractives.</i>
SECTION C	<b>INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE</b>
10	<b>Industries alimentaires.</b>
10.1 10.11 10.11Z 10.12 10.12Z 10.13 10.13A 10.13B	<b>Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande.</b> Transformation et conservation de la viande de boucherie. <i>Transformation et conservation de la viande de boucherie.</i> Transformation et conservation de la viande de volaille. <i>Transformation et conservation de la viande de volaille.</i> Préparation de produits à base de viande. <i>Préparation industrielle de produits à base de viande.</i> <i>Charcuterie.</i>
10.2 10.20 10.20Z	<b>Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques.</b> Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques. <i>Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques.</i>
10.3 10.31 10.31Z 10.32	<b>Transformation et conservation de fruits et légumes.</b> Transformation et conservation de pommes de terre. <i>Transformation et conservation de pommes de terre.</i> Préparation de jus de fruits et légumes.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
10.32Z	<i>Préparation de jus de fruits et légumes.</i>
10.39	<i>Autre transformation et conservation de fruits et légumes.</i>
10.39A	<i>Autre transformation et conservation de légumes.</i>
10.39B	<i>Transformation et conservation de fruits.</i>
10.4	<b>Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales.</b>
10.41	<i>Fabrication d'huiles et graisses.</i>
10.41A	<i>Fabrication d'huiles et graisses brutes.</i>
10.41B	<i>Fabrication d'huiles et graisses raffinées.</i>
10.42	<i>Fabrication de margarine et graisses comestibles similaires.</i>
10.42Z	<i>Fabrication de margarine et graisses comestibles similaires.</i>
10.5	<b>Fabrication de produits laitiers.</b>
10.51	<i>Exploitation de laiteries et fabrication de fromage.</i>
10.51A	<i>Fabrication de lait liquide et de produits frais.</i>
10.51B	<i>Fabrication de beurre.</i>
10.51C	<i>Fabrication de fromage.</i>
10.51D	<i>Fabrication d'autres produits laitiers.</i>
10.52	<i>Fabrication de glaces et sorbets.</i>
10.52Z	<i>Fabrication de glaces et sorbets.</i>
10.6	<b>Travail des grains ; fabrication de produits amylacés.</b>
10.61	<i>Travail des grains.</i>
10.61A	<i>Meunerie.</i>
10.61B	<i>Autres activités du travail des grains.</i>
10.62	<i>Fabrication de produits amylacés.</i>
10.62Z	<i>Fabrication de produits amylacés.</i>
10.7	<b>Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires.</b>
10.71	<i>Fabrication de pain et de pâtisserie fraîche.</i>
10.71A	<i>Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche.</i>
10.71B	<i>Cuisson de produits de boulangerie.</i>
10.71C	<i>Boulangerie et boulangerie-pâtisserie.</i>
10.71D	<i>Pâtisserie.</i>
10.72	<i>Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation.</i>
10.72Z	<i>Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation.</i>
10.73	<i>Fabrication de pâtes alimentaires.</i>
10.73Z	<i>Fabrication de pâtes alimentaires.</i>
10.8	<b>Fabrication d'autres produits alimentaires.</b>
10.81	<i>Fabrication de sucre.</i>
10.81Z	<i>Fabrication de sucre.</i>
10.82	<i>Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie.</i>
10.82Z	<i>Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie.</i>
10.83	<i>Transformation du thé et du café.</i>
10.83Z	<i>Transformation du thé et du café.</i>
10.84	<i>Fabrication de condiments et assaisonnements.</i>
10.84Z	<i>Fabrication de condiments et assaisonnements.</i>
10.85	<i>Fabrication de plats préparés.</i>
10.85Z	<i>Fabrication de plats préparés.</i>
10.86	<i>Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques.</i>
10.86Z	<i>Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques.</i>
10.89	<i>Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.</i>
10.89Z	<i>Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.</i>
10.9	<b>Fabrication d'aliments pour animaux.</b>
10.91	<i>Fabrication d'aliments pour animaux de ferme.</i>
10.91Z	<i>Fabrication d'aliments pour animaux de ferme.</i>
10.92	<i>Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie.</i>
10.92Z	<i>Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie.</i>
11	<b>Fabrication de boissons.</b>
11.0	<b>Fabrication de boissons.</b>
11.01	<i>Production de boissons alcooliques distillées.</i>
11.01Z	<i>Production de boissons alcooliques distillées.</i>
11.02	<i>Production de vin (de raisin).</i>
11.02A	<i>Fabrication de vins effervescents.</i>
11.02B	<i>Vinification.</i>
11.03	<i>Fabrication de cidre et de vins de fruits.</i>
11.03Z	<i>Fabrication de cidre et de vins de fruits.</i>
11.04	<i>Production d'autres boissons fermentées non distillées.</i>
11.04Z	<i>Production d'autres boissons fermentées non distillées.</i>
11.05	<i>Fabrication de bière.</i>
11.05Z	<i>Fabrication de bière.</i>
11.06	<i>Fabrication de malt.</i>
11.06Z	<i>Fabrication de malt.</i>
11.07	<i>Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraichissantes.</i>
11.07A	<i>Industrie des eaux de table.</i>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
11.07B	<i>Production de boissons rafraichissantes.</i>
12	<b>Fabrication de produits à base de tabac.</b>
12.0	<b>Fabrication de produits à base de tabac.</b>
12.00	<i>Fabrication de produits à base de tabac.</i>
12.00Z	<i>Fabrication de produits à base de tabac.</i>
13	<b>Fabrication de textiles.</b>
13.1	<b>Préparation de fibres textiles et filature.</b>
13.10	<i>Préparation de fibres textiles et filature.</i>
13.10Z	<i>Préparation de fibres textiles et filature.</i>
13.2	<b>Tissage.</b>
13.20	<i>Tissage.</i>
13.20Z	<i>Tissage.</i>
13.3	<b>Ennoblement textile.</b>
13.30	<i>Ennoblement textile.</i>
13.30Z	<i>Ennoblement textile.</i>
13.9	<b>Fabrication d'autres textiles.</b>
13.91	<i>Fabrication d'étoffes à mailles.</i>
13.91Z	<i>Fabrication d'étoffes à mailles.</i>
13.92	<i>Fabrication d'articles textiles, sauf habillement.</i>
13.92Z	<i>Fabrication d'articles textiles, sauf habillement.</i>
13.93	<i>Fabrication de tapis et moquettes.</i>
13.93Z	<i>Fabrication de tapis et moquettes.</i>
13.94	<i>Fabrication de ficelles, cordes et filets.</i>
13.94Z	<i>Fabrication de ficelles, cordes et filets.</i>
13.95	<i>Fabrication de non-tissés, sauf habillement.</i>
13.95Z	<i>Fabrication de non-tissés, sauf habillement.</i>
13.96	<i>Fabrication d'autres textiles techniques et industriels.</i>
13.96Z	<i>Fabrication d'autres textiles techniques et industriels.</i>
13.99	<i>Fabrication d'autres textiles n.c.a.</i>
13.99Z	<i>Fabrication d'autres textiles n.c.a.</i>
14	<b>Industrie de l'habillement.</b>
14.1	<b>Fabrication de vêtements, autres qu'en fourrure.</b>
14.11	<i>Fabrication de vêtements en cuir.</i>
14.11Z	<i>Fabrication de vêtements en cuir.</i>
14.12	<i>Fabrication de vêtements de travail.</i>
14.12Z	<i>Fabrication de vêtements de travail.</i>
14.13	<i>Fabrication de vêtements de dessus.</i>
14.13Z	<i>Fabrication de vêtements de dessus.</i>
14.14	<i>Fabrication de vêtements de dessous.</i>
14.14Z	<i>Fabrication de vêtements de dessous.</i>
14.19	<i>Fabrication d'autres vêtements et accessoires.</i>
14.19Z	<i>Fabrication d'autres vêtements et accessoires.</i>
14.2	<b>Fabrication d'articles en fourrure.</b>
14.20	<i>Fabrication d'articles en fourrure.</i>
14.20Z	<i>Fabrication d'articles en fourrure.</i>
14.3	<b>Fabrication d'articles à mailles.</b>
14.31	<i>Fabrication d'articles chaussants à mailles.</i>
14.31Z	<i>Fabrication d'articles chaussants à mailles.</i>
14.39	<i>Fabrication d'autres articles à mailles.</i>
14.39Z	<i>Fabrication d'autres articles à mailles.</i>
15	<b>Industrie du cuir et de la chaussure.</b>
15.1	<b>Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures ; fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie.</b>
15.11	<i>Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures.</i>
15.11Z	<i>Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures.</i>
15.12	<i>Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie.</i>
15.12Z	<i>Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie.</i>
15.2	<b>Fabrication de chaussures.</b>
15.20	<i>Fabrication de chaussures.</i>
15.20Z	<i>Fabrication de chaussures.</i>
16	<b>Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie.</b>
16.1	<b>Sciage et rabotage du bois.</b>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
16.10 16.10A 16.10B	Sciage et rabotage du bois. <i>Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation.</i> <i>Imprégnation du bois.</i>
16.2	<b>Fabrication d'articles en bois, liège, vannerie et sparterie.</b>
16.21 16.21Z	Fabrication de placage et de panneaux de bois. <i>Fabrication de placage et de panneaux de bois.</i>
16.22 16.22Z	Fabrication de parquets assemblés. <i>Fabrication de parquets assemblés.</i>
16.23 16.23Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries. <i>Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries.</i>
16.24 16.24Z	Fabrication d'emballages en bois. <i>Fabrication d'emballages en bois.</i>
16.29 16.29Z	Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie. <i>Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie.</i>
17	<b>Industrie du papier et du carton.</b>
17.1 17.11 17.11Z	Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton. Fabrication de pâte à papier. <i>Fabrication de pâte à papier.</i>
17.12 17.12Z	Fabrication de papier et de carton. <i>Fabrication de papier et de carton.</i>
17.2	<b>Fabrication d'articles en papier ou en carton.</b>
17.21 17.21A 17.21B 17.21C	Fabrication de papier et carton ondulés et d'emballages en papier ou en carton. <i>Fabrication de carton ondulé.</i> <i>Fabrication de cartonnages.</i> <i>Fabrication d'emballages en papier.</i>
17.22 17.22Z	Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique. <i>Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique.</i>
17.23 17.23Z	Fabrication d'articles de papeterie. <i>Fabrication d'articles de papeterie.</i>
17.24 17.24Z	Fabrication de papiers peints. <i>Fabrication de papiers peints.</i>
17.29 17.29Z	Fabrication d'autres articles en papier ou en carton. <i>Fabrication d'autres articles en papier ou en carton.</i>
18	<b>Imprimerie et reproduction d'enregistrements.</b>
18.1	<b>Imprimerie et services annexes.</b>
18.11 18.11Z	Imprimerie de journaux. <i>Imprimerie de journaux.</i>
18.12 18.12Z	Autre imprimerie (labeur). <i>Autre imprimerie (labeur).</i>
18.13 18.13Z	Activités de pré-presse. <i>Activités de pré-presse.</i>
18.14 18.14Z	Reliure et activités connexes. <i>Reliure et activités connexes.</i>
18.2	<b>Reproduction d'enregistrements.</b>
18.20 18.20Z	Reproduction d'enregistrements. <i>Reproduction d'enregistrements.</i>
19	<b>Cokéfaction et raffinage.</b>
19.1 19.10 19.10Z	Cokéfaction. Cokéfaction. <i>Cokéfaction.</i>
19.2 19.20 19.20Z	Raffinage du pétrole. Raffinage du pétrole. <i>Raffinage du pétrole.</i>
20	<b>Industrie chimique.</b>
20.1	<b>Fabrication de produits chimiques de base, de produits azotés et d'engrais, de matières plastiques de base et de caoutchouc synthétique.</b>
20.11 20.11Z	Fabrication de gaz industriels. <i>Fabrication de gaz industriels.</i>
20.12 20.12Z	Fabrication de colorants et de pigments. <i>Fabrication de colorants et de pigments.</i>
20.13 20.13A	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base. <i>Enrichissement et retraitement de matières nucléaires.</i>
20.13B 20.14	<i>Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base n.c.a.</i> Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base.
20.14Z 20.15	<i>Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base.</i> Fabrication de produits azotés et d'engrais.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
20.15Z	<i>Fabrication de produits azotés et d'engrais.</i>
20.16	<i>Fabrication de matières plastiques de base.</i>
20.16Z	<i>Fabrication de matières plastiques de base.</i>
20.17	<i>Fabrication de caoutchouc synthétique.</i>
20.17Z	<i>Fabrication de caoutchouc synthétique.</i>
20.2	<b>Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques.</b>
20.20	<i>Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques.</i>
20.20Z	<i>Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques.</i>
20.3	<b>Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics.</b>
20.30	<i>Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics.</i>
20.30Z	<i>Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics.</i>
20.4	<b>Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums.</b>
20.41	<i>Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien.</i>
20.41Z	<i>Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien.</i>
20.42	<i>Fabrication de parfums et de produits pour la toilette.</i>
20.42Z	<i>Fabrication de parfums et de produits pour la toilette.</i>
20.5	<b>Fabrication d'autres produits chimiques.</b>
20.51	<i>Fabrication de produits explosifs.</i>
20.51Z	<i>Fabrication de produits explosifs.</i>
20.52	<i>Fabrication de colles.</i>
20.52Z	<i>Fabrication de colles.</i>
20.53	<i>Fabrication d'huiles essentielles.</i>
20.53Z	<i>Fabrication d'huiles essentielles.</i>
20.59	<i>Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.</i>
20.59Z	<i>Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.</i>
20.6	<b>Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.</b>
20.60	<i>Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.</i>
20.60Z	<i>Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.</i>
21	<b>Industrie pharmaceutique.</b>
21.1	<b>Fabrication de produits pharmaceutiques de base.</b>
21.10	<i>Fabrication de produits pharmaceutiques de base.</i>
21.10Z	<i>Fabrication de produits pharmaceutiques de base.</i>
21.2	<b>Fabrication de préparations pharmaceutiques.</b>
21.20	<i>Fabrication de préparations pharmaceutiques.</i>
21.20Z	<i>Fabrication de préparations pharmaceutiques.</i>
22	<b>Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique.</b>
22.1	<b>Fabrication de produits en caoutchouc.</b>
22.11	<i>Fabrication et rechapage de pneumatiques.</i>
22.11Z	<i>Fabrication et rechapage de pneumatiques.</i>
22.19	<i>Fabrication d'autres articles en caoutchouc.</i>
22.19Z	<i>Fabrication d'autres articles en caoutchouc.</i>
22.2	<b>Fabrication de produits en plastique.</b>
22.21	<i>Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques.</i>
22.21Z	<i>Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques.</i>
22.22	<i>Fabrication d'emballages en matières plastiques.</i>
22.22Z	<i>Fabrication d'emballages en matières plastiques.</i>
22.23	<i>Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction.</i>
22.23Z	<i>Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction.</i>
22.29	<i>Fabrication d'autres articles en matières plastiques.</i>
22.29A	<i>Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques.</i>
22.29B	<i>Fabrication de produits de consommation courante en matières plastiques.</i>
23	<b>Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques.</b>
23.1	<b>Fabrication de verre et d'articles en verre.</b>
23.11	<i>Fabrication de verre plat.</i>
23.11Z	<i>Fabrication de verre plat.</i>
23.12	<i>Façonnage et transformation du verre plat.</i>
23.12Z	<i>Façonnage et transformation du verre plat.</i>
23.13	<i>Fabrication de verre creux.</i>
23.13Z	<i>Fabrication de verre creux.</i>
23.14	<i>Fabrication de fibres de verre.</i>
23.14Z	<i>Fabrication de fibres de verre.</i>
23.19	<i>Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique.</i>
23.19Z	<i>Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique.</i>
23.2	<b>Fabrication de produits réfractaires.</b>
23.20	<i>Fabrication de produits réfractaires.</i>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
23.20Z	<i>Fabrication de produits réfractaires.</i>
23.3	<b>Fabrication de matériaux de construction en terre cuite.</b>
23.31	Fabrication de carreaux en céramique.
23.31Z	<i>Fabrication de carreaux en céramique.</i>
23.32	Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite.
23.32Z	<i>Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite.</i>
23.4	<b>Fabrication d'autres produits en céramique et en porcelaine.</b>
23.41	Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental.
23.41Z	<i>Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental.</i>
23.42	Fabrication d'appareils sanitaires en céramique.
23.42Z	<i>Fabrication d'appareils sanitaires en céramique.</i>
23.43	Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique.
23.43Z	<i>Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique.</i>
23.44	Fabrication d'autres produits céramiques à usage technique.
23.44Z	<i>Fabrication d'autres produits céramiques à usage technique.</i>
23.49	Fabrication d'autres produits céramiques.
23.49Z	<i>Fabrication d'autres produits céramiques.</i>
23.5	<b>Fabrication de ciment, chaux et plâtre.</b>
23.51	Fabrication de ciment.
23.51Z	<i>Fabrication de ciment.</i>
23.52	Fabrication de chaux et plâtre.
23.52Z	<i>Fabrication de chaux et plâtre.</i>
23.6	<b>Fabrication d'ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre.</b>
23.61	Fabrication d'éléments en béton pour la construction.
23.61Z	<i>Fabrication d'éléments en béton pour la construction.</i>
23.62	Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction.
23.62Z	<i>Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction.</i>
23.63	Fabrication de béton prêt à l'emploi.
23.63Z	<i>Fabrication de béton prêt à l'emploi.</i>
23.64	Fabrication de mortiers et bétons secs.
23.64Z	<i>Fabrication de mortiers et bétons secs.</i>
23.65	Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment.
23.65Z	<i>Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment.</i>
23.69	Fabrication d'autres ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre.
23.69Z	<i>Fabrication d'autres ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre.</i>
23.7	<b>Taille, façonnage et finissage de pierres.</b>
23.70	Taille, façonnage et finissage de pierres.
23.70Z	<i>Taille, façonnage et finissage de pierres.</i>
23.9	<b>Fabrication de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques n.c.a.</b>
23.91	Fabrication de produits abrasifs.
23.91Z	<i>Fabrication de produits abrasifs.</i>
23.99	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a.
23.99Z	<i>Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a.</i>
24	<b>Métallurgie.</b>
24.1	<b>Sidérurgie.</b>
24.10	Sidérurgie.
24.10Z	<i>Sidérurgie.</i>
24.2	<b>Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier.</b>
24.20	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier.
24.20Z	<i>Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier.</i>
24.3	<b>Fabrication d'autres produits de première transformation de l'acier.</b>
24.31	Étirage à froid de barres.
24.31Z	<i>Étirage à froid de barres.</i>
24.32	Laminage à froid de feuillards.
24.32Z	<i>Laminage à froid de feuillards.</i>
24.33	Profilage à froid par formage ou pliage.
24.33Z	<i>Profilage à froid par formage ou pliage.</i>
24.34	Tréfilage à froid.
24.34Z	<i>Tréfilage à froid.</i>
24.4	<b>Production de métaux précieux et d'autres métaux non ferreux.</b>
24.41	Production de métaux précieux.
24.41Z	<i>Production de métaux précieux.</i>
24.42	Métallurgie de l'aluminium.
24.42Z	<i>Métallurgie de l'aluminium.</i>
24.43	Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain.
24.43Z	<i>Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain.</i>
24.44	Métallurgie du cuivre.
24.44Z	<i>Métallurgie du cuivre.</i>
24.45	Métallurgie des autres métaux non ferreux.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
24.45Z	<i>Métallurgie des autres métaux non ferreux.</i>
24.46	<i>Elaboration et transformation de matières nucléaires.</i>
24.46Z	<i>Elaboration et transformation de matières nucléaires.</i>
24.5	<b>Fonderie.</b>
24.51	<i>Fonderie de fonte.</i>
24.51Z	<i>Fonderie de fonte.</i>
24.52	<i>Fonderie d'acier.</i>
24.52Z	<i>Fonderie d'acier.</i>
24.53	<i>Fonderie de métaux légers.</i>
24.53Z	<i>Fonderie de métaux légers.</i>
24.54	<i>Fonderie d'autres métaux non ferreux.</i>
24.54Z	<i>Fonderie d'autres métaux non ferreux.</i>
25	<b>Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements.</b>
25.1	<b>Fabrication d'éléments en métal pour la construction.</b>
25.11	<i>Fabrication de structures métalliques et de parties de structures.</i>
25.11Z	<i>Fabrication de structures métalliques et de parties de structures.</i>
25.12	<i>Fabrication de portes et fenêtres en métal.</i>
25.12Z	<i>Fabrication de portes et fenêtres en métal.</i>
25.2	<b>Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques.</b>
25.21	<i>Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central.</i>
25.21Z	<i>Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central.</i>
25.29	<i>Fabrication d'autres réservoirs, citernes et conteneurs métalliques.</i>
25.29Z	<i>Fabrication d'autres réservoirs, citernes et conteneurs métalliques.</i>
25.3	<b>Fabrication de générateurs de vapeur, à l'exception des chaudières pour le chauffage central.</b>
25.30	<i>Fabrication de générateurs de vapeur, à l'exception des chaudières pour le chauffage central.</i>
25.30Z	<i>Fabrication de générateurs de vapeur, à l'exception des chaudières pour le chauffage central.</i>
25.4	<b>Fabrication d'armes et de munitions.</b>
25.40	<i>Fabrication d'armes et de munitions.</i>
25.40Z	<i>Fabrication d'armes et de munitions.</i>
25.5	<b>Forge, emboutissage, estampage ; métallurgie des poudres.</b>
25.50	<i>Forge, emboutissage, estampage ; métallurgie des poudres.</i>
25.50A	<i>Forge, estampage, matricage ; métallurgie des poudres.</i>
25.50B	<i>Découpage, emboutissage.</i>
25.6	<b>Traitement et revêtement des métaux ; usinage.</b>
25.61	<i>Traitement et revêtement des métaux.</i>
25.61Z	<i>Traitement et revêtement des métaux.</i>
25.62	<i>Usinage.</i>
25.62A	<i>Décolletage.</i>
25.62B	<i>Mécanique industrielle.</i>
25.7	<b>Fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie.</b>
25.71	<i>Fabrication de coutellerie.</i>
25.71Z	<i>Fabrication de coutellerie.</i>
25.72	<i>Fabrication de serrures et de ferrures.</i>
25.72Z	<i>Fabrication de serrures et de ferrures.</i>
25.73	<i>Fabrication d'outillage.</i>
25.73A	<i>Fabrication de moules et modèles.</i>
25.73B	<i>Fabrication d'autres outillages.</i>
25.9	<b>Fabrication d'autres ouvrages en métaux.</b>
25.91	<i>Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires.</i>
25.91Z	<i>Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires.</i>
25.92	<i>Fabrication d'emballages métalliques légers.</i>
25.92Z	<i>Fabrication d'emballages métalliques légers.</i>
25.93	<i>Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts.</i>
25.93Z	<i>Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts.</i>
25.94	<i>Fabrication de vis et de boulons.</i>
25.94Z	<i>Fabrication de vis et de boulons.</i>
25.99	<i>Fabrication d'autres produits métalliques n.c.a.</i>
25.99A	<i>Fabrication d'articles métalliques ménagers.</i>
25.99B	<i>Fabrication d'autres articles métalliques.</i>
26	<b>Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.</b>
26.1	<b>Fabrication de composants et cartes électroniques.</b>
26.11	<i>Fabrication de composants électroniques.</i>
26.11Z	<i>Fabrication de composants électroniques.</i>
26.12	<i>Fabrication de cartes électroniques assemblées.</i>
26.12Z	<i>Fabrication de cartes électroniques assemblées.</i>
26.2	<b>Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques.</b>
26.20	<i>Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques.</i>



CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
26.20Z	<i>Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques.</i>
26.3	<b>Fabrication d'équipements de communication.</b>
26.30	<i>Fabrication d'équipements de communication.</i>
26.30Z	<i>Fabrication d'équipements de communication.</i>
26.4	<b>Fabrication de produits électroniques grand public.</b>
26.40	<i>Fabrication de produits électroniques grand public.</i>
26.40Z	<i>Fabrication de produits électroniques grand public.</i>
26.5	<b>Fabrication d'instruments et d'appareils de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie.</b>
26.51	<i>Fabrication d'instruments et d'appareils de mesure, d'essai et de navigation.</i>
26.51A	<i>Fabrication d'équipements d'aide à la navigation.</i>
26.51B	<i>Fabrication d'instrumentation scientifique et technique.</i>
26.52	<i>Horlogerie.</i>
26.52Z	<i>Horlogerie.</i>
26.6	<b>Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électromédicaux et électrothérapeutiques.</b>
26.60	<i>Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électromédicaux et électrothérapeutiques.</i>
26.60Z	<i>Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électromédicaux et électrothérapeutiques.</i>
26.7	<b>Fabrication de matériels optique et photographique.</b>
26.70	<i>Fabrication de matériels optique et photographique.</i>
26.70Z	<i>Fabrication de matériels optique et photographique.</i>
26.8	<b>Fabrication de supports magnétiques et optiques.</b>
26.80	<i>Fabrication de supports magnétiques et optiques.</i>
26.80Z	<i>Fabrication de supports magnétiques et optiques.</i>
27	<b>Fabrication d'équipements électriques.</b>
27.1	<b>Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques et de matériel de distribution et de commande électrique.</b>
27.11	<i>Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.</i>
27.11Z	<i>Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.</i>
27.12	<i>Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique.</i>
27.12Z	<i>Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique.</i>
27.2	<b>Fabrication de piles et d'accumulateurs électriques.</b>
27.20	<i>Fabrication de piles et d'accumulateurs électriques.</i>
27.20Z	<i>Fabrication de piles et d'accumulateurs électriques.</i>
27.3	<b>Fabrication de fils et câbles et de matériel d'installation électrique.</b>
27.31	<i>Fabrication de câbles de fibres optiques.</i>
27.31Z	<i>Fabrication de câbles de fibres optiques.</i>
27.32	<i>Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques.</i>
27.32Z	<i>Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques.</i>
27.33	<i>Fabrication de matériel d'installation électrique.</i>
27.33Z	<i>Fabrication de matériel d'installation électrique.</i>
27.4	<b>Fabrication d'appareils d'éclairage électrique.</b>
27.40	<i>Fabrication d'appareils d'éclairage électrique.</i>
27.40Z	<i>Fabrication d'appareils d'éclairage électrique.</i>
27.5	<b>Fabrication d'appareils ménagers.</b>
27.51	<i>Fabrication d'appareils électroménagers.</i>
27.51Z	<i>Fabrication d'appareils électroménagers.</i>
27.52	<i>Fabrication d'appareils ménagers non électriques.</i>
27.52Z	<i>Fabrication d'appareils ménagers non électriques.</i>
27.9	<b>Fabrication d'autres matériels électriques.</b>
27.90	<i>Fabrication d'autres matériels électriques.</i>
27.90Z	<i>Fabrication d'autres matériels électriques.</i>
28	<b>Fabrication de machines et équipements n.c.a.</b>
28.1	<b>Fabrication de machines d'usage général.</b>
28.11	<i>Fabrication de moteurs et turbines, à l'exception des moteurs d'avions et de véhicules.</i>
28.11Z	<i>Fabrication de moteurs et turbines, à l'exception des moteurs d'avions et de véhicules.</i>
28.12	<i>Fabrication d'équipements hydrauliques et pneumatiques.</i>
28.12Z	<i>Fabrication d'équipements hydrauliques et pneumatiques.</i>
28.13	<i>Fabrication d'autres pompes et compresseurs.</i>
28.13Z	<i>Fabrication d'autres pompes et compresseurs.</i>
28.14	<i>Fabrication d'autres articles de robinetterie.</i>
28.14Z	<i>Fabrication d'autres articles de robinetterie.</i>
28.15	<i>Fabrication d'engrenages et d'organes mécaniques de transmission.</i>
28.15Z	<i>Fabrication d'engrenages et d'organes mécaniques de transmission.</i>
28.2	<b>Fabrication d'autres machines d'usage général.</b>
28.21	<i>Fabrication de fours et brûleurs.</i>
28.21Z	<i>Fabrication de fours et brûleurs.</i>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
28.22	Fabrication de matériel de levage et de manutention.
28.22Z	Fabrication de matériel de levage et de manutention.
28.23	Fabrication de machines et d'équipements de bureau (à l'exception des ordinateurs et équipements périphériques).
28.23Z	Fabrication de machines et d'équipements de bureau (à l'exception des ordinateurs et équipements périphériques).
28.24	Fabrication d'outillage portatif à moteur incorporé.
28.24Z	Fabrication d'outillage portatif à moteur incorporé.
28.25	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels.
28.25Z	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels.
28.29	Fabrication de machines diverses d'usage général.
28.29A	Fabrication d'équipements d'emballage, de conditionnement et de pesage.
28.29B	Fabrication d'autres machines d'usage général.
28.3	<b>Fabrication de machines agricoles et forestières.</b>
28.30	Fabrication de machines agricoles et forestières.
28.30Z	Fabrication de machines agricoles et forestières.
28.4	<b>Fabrication de machines de formage des métaux et de machines-outils.</b>
28.41	Fabrication de machines de formage des métaux.
28.41Z	Fabrication de machines-outils pour le travail des métaux.
28.49	Fabrication d'autres machines-outils.
28.49Z	Fabrication d'autres machines-outils.
28.9	<b>Fabrication d'autres machines d'usage spécifique.</b>
28.91	Fabrication de machines pour la métallurgie.
28.91Z	Fabrication de machines pour la métallurgie.
28.92	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction.
28.92Z	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction.
28.93	Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire.
28.93Z	Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire.
28.94	Fabrication de machines pour les industries textiles.
28.94Z	Fabrication de machines pour les industries textiles.
28.95	Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton.
28.95Z	Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton.
28.96	Fabrication de machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques.
28.96Z	Fabrication de machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques.
28.99	Fabrication d'autres machines d'usage spécifique n.c.a.
28.99A	Fabrication de machines d'imprimerie.
28.99B	Fabrication d'autres machines spécialisées.
29	<b>Industrie automobile.</b>
29.1	<b>Construction de véhicules automobiles.</b>
29.10	Construction de véhicules automobiles.
29.10Z	Construction de véhicules automobiles.
29.2	<b>Fabrication de carrosseries et remorques.</b>
29.20	Fabrication de carrosseries et remorques.
29.20Z	Fabrication de carrosseries et remorques.
29.3	<b>Fabrication d'équipements automobiles.</b>
29.31	Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles.
29.31Z	Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles.
29.32	Fabrication d'autres équipements automobiles.
29.32Z	Fabrication d'autres équipements automobiles.
30	<b>Fabrication d'autres matériels de transport.</b>
30.1	<b>Construction navale.</b>
30.11	Construction de navires et de structures flottantes.
30.11Z	Construction de navires et de structures flottantes.
30.12	Construction de bateaux de plaisance.
30.12Z	Construction de bateaux de plaisance.
30.2	<b>Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant.</b>
30.20	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant.
30.20Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant.
30.3	<b>Construction aéronautique et spatiale.</b>
30.30	Construction aéronautique et spatiale.
30.30Z	Construction aéronautique et spatiale.
30.4	<b>Construction de véhicules militaires de combat.</b>
30.40	Construction de véhicules militaires de combat.
30.40Z	Construction de véhicules militaires de combat.
30.9	<b>Fabrication de matériels de transport n.c.a.</b>
30.91	Fabrication de motocycles.
30.91Z	Fabrication de motocycles.
30.92	Fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides.
30.92Z	Fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
30.99 30.99Z	Fabrication d'autres équipements de transport n.c.a. <i>Fabrication d'autres équipements de transport n.c.a.</i>
31	<b>Fabrication de meubles.</b>
31.0	<b>Fabrication de meubles.</b>
31.01	Fabrication de meubles de bureau et de magasin.
31.01Z	<i>Fabrication de meubles de bureau et de magasin.</i>
31.02	Fabrication de meubles de cuisine.
31.02Z	<i>Fabrication de meubles de cuisine.</i>
31.03	Fabrication de matelas.
31.03Z	<i>Fabrication de matelas.</i>
31.09	Fabrication d'autres meubles.
31.09A	<i>Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur.</i>
31.09B	<i>Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement.</i>
32	<b>Autres industries manufacturières.</b>
32.1	<b>Fabrication d'articles de joaillerie, bijouterie et articles similaires.</b>
32.11	Frappe de monnaie.
32.11Z	<i>Frappe de monnaie.</i>
32.12	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie.
32.12Z	<i>Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie.</i>
32.13	Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires.
32.13Z	<i>Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires.</i>
32.2	<b>Fabrication d'instruments de musique.</b>
32.20	Fabrication d'instruments de musique.
32.20Z	<i>Fabrication d'instruments de musique.</i>
32.3	<b>Fabrication d'articles de sport.</b>
32.30	Fabrication d'articles de sport.
32.30Z	<i>Fabrication d'articles de sport.</i>
32.4	<b>Fabrication de jeux et jouets.</b>
32.40	Fabrication de jeux et jouets.
32.40Z	<i>Fabrication de jeux et jouets.</i>
32.5	<b>Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire.</b>
32.50	Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire.
32.50A	<i>Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire.</i>
32.50B	<i>Fabrication de lunettes.</i>
32.9	<b>Activités manufacturières n.c.a.</b>
32.91	Fabrication d'articles de broserie.
32.91Z	<i>Fabrication d'articles de broserie.</i>
32.99	Autres activités manufacturières n.c.a.
32.99Z	<i>Autres activités manufacturières n.c.a.</i>
33	<b>Réparation et installation de machines et d'équipements.</b>
33.1	<b>Réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements.</b>
33.11	Réparation d'ouvrages en métaux.
33.11Z	<i>Réparation d'ouvrages en métaux.</i>
33.12	Réparation de machines et équipements mécaniques.
33.12Z	<i>Réparation de machines et équipements mécaniques.</i>
33.13	Réparation de matériels électroniques et optiques.
33.13Z	<i>Réparation de matériels électroniques et optiques.</i>
33.14	Réparation d'équipements électriques.
33.14Z	<i>Réparation d'équipements électriques.</i>
33.15	Réparation et maintenance navale.
33.15Z	<i>Réparation et maintenance navale.</i>
33.16	Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux.
33.16Z	<i>Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux.</i>
33.17	Réparation et maintenance d'autres équipements de transport.
33.17Z	<i>Réparation et maintenance d'autres équipements de transport.</i>
33.19	Réparation d'autres équipements.
33.19Z	<i>Réparation d'autres équipements.</i>
33.2	<b>Installation de machines et d'équipements industriels.</b>
33.20	Installation de machines et d'équipements industriels.
33.20A	<i>Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie.</i>
33.20B	<i>Installation de machines et équipements mécaniques.</i>
33.20C	<i>Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus industriels.</i>
33.20D	<i>Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels.</i>
SECTION D	<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ</b>
35	<b>Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné.</b>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
35.1	<b>Production, transport et distribution d'électricité.</b>
35.11	Production d'électricité.
35.11Z	Production d'électricité.
35.12	Transport d'électricité.
35.12Z	Transport d'électricité.
35.13	Distribution d'électricité.
35.13Z	Distribution d'électricité.
35.14	Commerce d'électricité.
35.14Z	Commerce d'électricité.
35.2	<b>Production et distribution de combustibles gazeux.</b>
35.21	Production de combustibles gazeux.
35.21Z	Production de combustibles gazeux.
35.22	Distribution de combustibles gazeux par conduites.
35.22Z	Distribution de combustibles gazeux par conduites.
35.23	Commerce de combustibles gazeux par conduites.
35.23Z	Commerce de combustibles gazeux par conduites.
35.3	<b>Production et distribution de vapeur et d'air conditionné.</b>
35.30	Production et distribution de vapeur et d'air conditionné.
35.30Z	Production et distribution de vapeur et d'air conditionné.
<b>SECTION E</b>	<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION</b>
36	<b>Captage, traitement et distribution d'eau.</b>
36.0	<b>Captage, traitement et distribution d'eau.</b>
36.00	Captage, traitement et distribution d'eau.
36.00Z	Captage, traitement et distribution d'eau.
37	<b>Collecte et traitement des eaux usées.</b>
37.0	<b>Collecte et traitement des eaux usées.</b>
37.00	Collecte et traitement des eaux usées.
37.00Z	Collecte et traitement des eaux usées.
38	<b>Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération.</b>
38.1	<b>Collecte des déchets.</b>
38.11	Collecte des déchets non dangereux.
38.11Z	Collecte des déchets non dangereux.
38.12	Collecte des déchets dangereux.
38.12Z	Collecte des déchets dangereux.
38.2	<b>Traitement et élimination des déchets.</b>
38.21	Traitement et élimination des déchets non dangereux.
38.21Z	Traitement et élimination des déchets non dangereux.
38.22	Traitement et élimination des déchets dangereux.
38.22Z	Traitement et élimination des déchets dangereux.
38.3	<b>Récupération.</b>
38.31	Démantèlement d'épaves.
38.31Z	Démantèlement d'épaves.
38.32	Récupération de déchets triés.
38.32Z	Récupération de déchets triés.
39	<b>Dépollution et autres services de gestion des déchets.</b>
39.0	<b>Dépollution et autres services de gestion des déchets.</b>
39.00	Dépollution et autres services de gestion des déchets.
39.00Z	Dépollution et autres services de gestion des déchets.
<b>SECTION F</b>	<b>CONSTRUCTION</b>
41	<b>Construction de bâtiments.</b>
41.1	<b>Promotion immobilière.</b>
41.10	Promotion immobilière.
41.10A	Promotion immobilière de logements.
41.10B	Promotion immobilière de bureaux.
41.10C	Promotion immobilière d'autres bâtiments.
41.10D	Supports juridiques de programmes.
41.2	<b>Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels.</b>
41.20	Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels.
41.20A	Construction de maisons individuelles.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
41.20B	Construction d'autres bâtiments.
42	Génie civil.
42.1	Construction de routes et de voies ferrées.
42.11	Construction de routes et autoroutes.
42.11Z	Construction de routes et autoroutes.
42.12	Construction de voies ferrées de surface et souterraines.
42.12Z	Construction de voies ferrées de surface et souterraines.
42.13	Construction de ponts et tunnels.
42.13A	Construction d'ouvrages d'art.
42.13B	Construction et entretien de tunnels.
42.2	Construction de réseaux et de lignes.
42.21	Construction de réseaux pour fluides.
42.21Z	Construction de réseaux pour fluides.
42.22	Construction de réseaux électriques et de télécommunications.
42.22Z	Construction de réseaux électriques et de télécommunications.
42.9	Construction d'autres ouvrages de génie civil.
42.91	Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux.
42.91Z	Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux.
42.99	Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.
42.99Z	Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.
43	Travaux de construction spécialisés.
43.1	Démolition et préparation des sites.
43.11	Travaux de démolition.
43.11Z	Travaux de démolition.
43.12	Travaux de préparation des sites.
43.12A	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires.
43.12B	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse.
43.13	Forages et sondages.
43.13Z	Forages et sondages.
43.2	Travaux d'installation électrique, plomberie et autres travaux d'installation.
43.21	Installation électrique.
43.21A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux.
43.21B	Travaux d'installation électrique sur la voie publique.
43.22	Travaux de plomberie et installation de chauffage et de conditionnement d'air.
43.22A	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux.
43.22B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation.
43.29	Autres travaux d'installation.
43.29A	Travaux d'isolation.
43.29B	Autres travaux d'installation n.c.a.
43.3	Travaux de finition.
43.31	Travaux de plâtrerie.
43.31Z	Travaux de plâtrerie.
43.32	Travaux de menuiserie.
43.32A	Travaux de menuiserie bois et PVC.
43.32B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie.
43.32C	Agencement de lieux de vente.
43.33	Travaux de revêtement des sols et des murs.
43.33Z	Travaux de revêtement des sols et des murs.
43.34	Travaux de peinture et vitrerie.
43.34Z	Travaux de peinture et vitrerie.
43.39	Autres travaux de finition.
43.39Z	Autres travaux de finition.
43.9	Autres travaux de construction spécialisés.
43.91	Travaux de couverture.
43.91A	Travaux de charpente.
43.91B	Travaux de couverture par éléments.
43.99	Autres travaux de construction spécialisés n.c.a.
43.99A	Travaux d'étanchéification.
43.99B	Travaux de montage de structures métalliques.
43.99C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment.
43.99D	Autres travaux spécialisés de construction.
43.99E	Location avec opérateur de matériel de construction.
SECTION G	COMMERCE ; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles.
45.1	Commerce de véhicules automobiles.
45.11	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers.
45.11Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
45.19 45.19Z	Commerce d'autres véhicules automobiles. <i>Commerce d'autres véhicules automobiles.</i>
45.2 45.20 45.20A 45.20B	<b>Entretien et réparation de véhicules automobiles.</b> Entretien et réparation de véhicules automobiles. <i>Entretien et réparation de véhicules automobiles légers.</i> <i>Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles.</i>
45.3 45.31 45.31Z 45.32 45.32Z	<b>Commerce d'équipements automobiles.</b> Commerce de gros d'équipements automobiles. <i>Commerce de gros d'équipements automobiles.</i> Commerce de détail d'équipements automobiles. <i>Commerce de détail d'équipements automobiles.</i>
45.4 45.40 45.40Z	<b>Commerce et réparation de motocycles.</b> Commerce et réparation de motocycles. <i>Commerce et réparation de motocycles.</i>
46	<b>Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles.</b>
46.1 46.11 46.11Z	<b>Intermédiaires du commerce de gros.</b> Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et produits semi-finis. <i>Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et produits semi-finis.</i>
46.12 46.12A 46.12B 46.13 46.13Z 46.14 46.14Z 46.15 46.15Z 46.16 46.16Z 46.17 46.17A 46.17B 46.18 46.18Z 46.19 46.19A 46.19B	Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques. <i>Centrales d'achat de carburant.</i> <i>Autres intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques.</i> Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction. <i>Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction.</i> Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions. <i>Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions.</i> Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie. <i>Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie.</i> Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, fourrures, chaussures et articles en cuir. <i>Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, fourrures, chaussures et articles en cuir.</i> Intermédiaires du commerce en denrées, boissons et tabac. <i>Centrales d'achat alimentaires.</i> <i>Autres intermédiaires du commerce en denrées, boissons et tabac.</i> Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques. <i>Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques.</i> Intermédiaires du commerce en produits divers. <i>Centrales d'achat non alimentaires.</i> <i>Autres intermédiaires du commerce en produits divers.</i>
46.2 46.21 46.21Z	<b>Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants.</b> Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail.</i>
46.22 46.22Z 46.23 46.23Z 46.24 46.24Z	Commerce de gros de fleurs et plantes. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de fleurs et plantes.</i> Commerce de gros d'animaux vivants. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) d'animaux vivants.</i> Commerce de gros de cuirs et peaux. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de cuirs et peaux.</i>
46.3 46.31 46.31Z 46.32 46.32A 46.32B 46.32C 46.33 46.33Z 46.34 46.34Z 46.35 46.35Z 46.36 46.36Z 46.37 46.37Z 46.38 46.38A 46.38B 46.39 46.39A 46.39B	<b>Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac.</b> Commerce de gros de fruits et légumes. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes.</i> Commerce de gros de viandes et de produits à base de viande. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de viandes de boucherie.</i> <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits à base de viande.</i> <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de volailles et gibier.</i> Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles.</i> Commerce de gros de boissons. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons.</i> Commerce de gros de produits à base de tabac. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits à base de tabac.</i> Commerce de gros de sucre, chocolat et confiserie. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de sucre, chocolat et confiserie.</i> Commerce de gros de café, thé, cacao et épices. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de café, thé, cacao et épices.</i> Commerce de gros d'autres produits alimentaires, y compris poissons, crustacés et mollusques. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de poissons, crustacés et mollusques.</i> <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire spécialisé divers.</i> Commerce de gros non spécialisé de denrées, boissons et tabac. <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés.</i> <i>Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé.</i>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
46.4	<b>Commerce de gros de biens domestiques.</b>
46.41	Commerce de gros de textiles.
46.41Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de textiles.
46.42	Commerce de gros d'habillement et de chaussures.
46.42Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures.
46.43	Commerce de gros d'appareils électroménagers.
46.43Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers.
46.44	Commerce de gros de vaisselle, verrerie et produits d'entretien.
46.44Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de vaisselle, verrerie et produits d'entretien.
46.45	Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté.
46.45Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté.
46.46	Commerce de gros de produits pharmaceutiques.
46.46Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques.
46.47	Commerce de gros de meubles, de tapis et d'appareils d'éclairage.
46.47Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de meubles, de tapis et d'appareils d'éclairage.
46.48	Commerce de gros d'articles d'horlogerie et de bijouterie.
46.48Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'articles d'horlogerie et de bijouterie.
46.49	Commerce de gros d'autres biens domestiques.
46.49Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques.
46.5	<b>Commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication.</b>
46.51	Commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels.
46.51Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels.
46.52	Commerce de gros de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication.
46.52Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication.
46.6	<b>Commerce de gros d'autres équipements industriels.</b>
46.61	Commerce de gros de matériel agricole.
46.61Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole.
46.62	Commerce de gros de machines-outils.
46.62Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines-outils.
46.63	Commerce de gros de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil.
46.63Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil.
46.64	Commerce de gros de machines pour l'industrie textile et l'habillement.
46.64Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'industrie textile et l'habillement.
46.65	Commerce de gros de mobilier de bureau.
46.65Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de mobilier de bureau.
46.66	Commerce de gros d'autres machines et équipements de bureau.
46.66Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres machines et équipements de bureau.
46.69	Commerce de gros d'autres machines et équipements.
46.69A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique.
46.69B	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers.
46.69C	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services.
46.7	<b>Autres commerces de gros spécialisés.</b>
46.71	Commerce de gros de combustibles et de produits annexes.
46.71Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de combustibles et de produits annexes.
46.72	Commerce de gros de minerais et métaux.
46.72Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de minerais et métaux.
46.73	Commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d'appareils sanitaires.
46.73A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction.
46.73B	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils sanitaires et de produits de décoration.
46.74	Commerce de gros de quincaillerie et fournitures pour plomberie et chauffage.
46.74A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de quincaillerie.
46.74B	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage.
46.75	Commerce de gros de produits chimiques.
46.75Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques.
46.76	Commerce de gros d'autres produits intermédiaires.
46.76Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres produits intermédiaires.
46.77	Commerce de gros de déchets et débris.
46.77Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de déchets et débris.
46.9	<b>Commerce de gros non spécialisé.</b>
46.90	Commerce de gros non spécialisé.
46.90Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé.
47	<b>Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles.</b>
47.1	<b>Commerce de détail en magasin non spécialisé.</b>
47.11	Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire.
47.11A	Commerce de détail de produits surgelés.
47.11B	Commerce d'alimentation générale.
47.11C	Supérettes.
47.11D	Supermarchés.
47.11E	Magasins multimarchés.
47.11F	Hypermarchés.
47.19	Autre commerce de détail en magasin non spécialisé.
47.19A	Grands magasins.



CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
47.19B	<i>Autres commerces de détail en magasin non spécialisé.</i>
47.2	<b>Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé.</b>
47.21	<i>Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé.</i>
47.21Z	<i>Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé.</i>
47.22	<i>Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé.</i>
47.22Z	<i>Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé.</i>
47.23	<i>Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé.</i>
47.23Z	<i>Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé.</i>
47.24	<i>Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé.</i>
47.24Z	<i>Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé.</i>
47.25	<i>Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé.</i>
47.25Z	<i>Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé.</i>
47.26	<i>Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé.</i>
47.26Z	<i>Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé.</i>
47.29	<i>Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé.</i>
47.29Z	<i>Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé.</i>
47.3	<b>Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé.</b>
47.30	<i>Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé.</i>
47.30Z	<i>Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé.</i>
47.4	<b>Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé.</b>
47.41	<i>Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé.</i>
47.41Z	<i>Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé.</i>
47.42	<i>Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé.</i>
47.42Z	<i>Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé.</i>
47.43	<i>Commerce de détail de matériels audio/vidéo en magasin spécialisé.</i>
47.43Z	<i>Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé.</i>
47.5	<b>Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé.</b>
47.51	<i>Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé.</i>
47.51Z	<i>Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé.</i>
47.52	<i>Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en magasin spécialisé.</i>
47.52A	<i>Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²).</i>
47.52B	<i>Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus).</i>
47.53	<i>Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé.</i>
47.53Z	<i>Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé.</i>
47.54	<i>Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé.</i>
47.54Z	<i>Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé.</i>
47.59	<i>Commerce de détail de meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage en magasin spécialisé.</i>
47.59A	<i>Commerce de détail de meubles.</i>
47.59B	<i>Commerce de détail d'autres équipements du foyer.</i>
47.6	<b>Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé.</b>
47.61	<i>Commerce de détail de livres en magasin spécialisé.</i>
47.61Z	<i>Commerce de détail de livres en magasin spécialisé.</i>
47.62	<i>Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé.</i>
47.62Z	<i>Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé.</i>
47.63	<i>Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé.</i>
47.63Z	<i>Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé.</i>
47.64	<i>Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé.</i>
47.64Z	<i>Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé.</i>
47.65	<i>Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé.</i>
47.65Z	<i>Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé.</i>
47.7	<b>Autres commerces de détail en magasin spécialisé.</b>
47.71	<i>Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé.</i>
47.71Z	<i>Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé.</i>
47.72	<i>Commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir en magasin spécialisé.</i>
47.72A	<i>Commerce de détail de la chaussure.</i>
47.72B	<i>Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage.</i>
47.73	<i>Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé.</i>
47.73Z	<i>Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé.</i>
47.74	<i>Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé.</i>
47.74Z	<i>Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé.</i>
47.75	<i>Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé.</i>
47.75Z	<i>Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé.</i>
47.76	<i>Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé.</i>
47.76Z	<i>Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé.</i>
47.77	<i>Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé.</i>
47.77Z	<i>Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé.</i>
47.78	<i>Autre commerce de détail de biens neufs en magasin spécialisé.</i>
47.78A	<i>Commerces de détail d'optique.</i>
47.78B	<i>Commerces de détail de charbons et combustibles.</i>
47.78C	<i>Autres commerces de détail spécialisés divers.</i>
47.79	<i>Commerce de détail de biens d'occasion en magasin.</i>
47.79Z	<i>Commerce de détail de biens d'occasion en magasin.</i>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
47.8	Commerce de détail sur éventaires et marchés.
47.81	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés.
47.81Z	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés.
47.82	Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur éventaires et marchés.
47.82Z	Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur éventaires et marchés.
47.89	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés.
47.89Z	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés.
47.9	Commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés.
47.91	Vente à distance.
47.91A	Vente à distance sur catalogue général.
47.91B	Vente à distance sur catalogue spécialisé.
47.99	Autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés.
47.99A	Vente à domicile.
47.99B	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n.c.a.
<b>SECTION H</b>	<b>TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE</b>
<b>49</b>	<b>Transports terrestres et transports par conduites.</b>
49.1	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs.
49.10	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs.
49.10Z	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs.
49.2	Transports ferroviaires de fret.
49.20	Transports ferroviaires de fret.
49.20Z	Transports ferroviaires de fret.
49.3	Autres transports terrestres de voyageurs.
49.31	Transports urbains et suburbains de voyageurs.
49.31Z	Transports urbains et suburbains de voyageurs.
49.32	Transports de voyageurs par taxis.
49.32Z	Transports de voyageurs par taxis.
49.39	Autres transports terrestres de voyageurs n.c.a.
49.39A	Transports routiers réguliers de voyageurs.
49.39B	Autres transports routiers de voyageurs.
49.39C	Téléphériques et remontées mécaniques.
49.4	Transports routiers de fret et services de déménagement.
49.41	Transports routiers de fret.
49.41A	Transports routiers de fret interurbains.
49.41B	Transports routiers de fret de proximité.
49.41C	Location de camions avec chauffeur.
49.42	Services de déménagement.
49.42Z	Services de déménagement.
49.5	Transports par conduites.
49.50	Transports par conduites.
49.50Z	Transports par conduites.
<b>50</b>	<b>Transports par eau.</b>
50.1	Transports maritimes et côtiers de passagers.
50.10	Transports maritimes et côtiers de passagers.
50.10Z	Transports maritimes et côtiers de passagers.
50.2	Transports maritimes et côtiers de fret.
50.20	Transports maritimes et côtiers de fret.
50.20Z	Transports maritimes et côtiers de fret.
50.3	Transports fluviaux de passagers.
50.30	Transports fluviaux de passagers.
50.30Z	Transports fluviaux de passagers.
50.4	Transports fluviaux de fret.
50.40	Transports fluviaux de fret.
50.40Z	Transports fluviaux de fret.
<b>51</b>	<b>Transports aériens.</b>
51.1	Transports aériens de passagers.
51.10	Transports aériens de passagers.
51.10Z	Transports aériens de passagers.
51.2	Transports aériens de fret et transports spatiaux.
51.21	Transports aériens de fret.
51.21Z	Transports aériens de fret.
51.22	Transports spatiaux.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
51.22Z	<i>Transports spatiaux.</i>
52	<b>Entreposage et services auxiliaires des transports.</b>
52.1	<b>Entreposage et stockage.</b>
52.10	Entreposage et stockage.
52.10A	<i>Entreposage et stockage frigorifique.</i>
52.10B	<i>Entreposage et stockage non frigorifique.</i>
52.2	<b>Services auxiliaires des transports.</b>
52.21	Services auxiliaires des transports terrestres.
52.21Z	<i>Services auxiliaires des transports terrestres.</i>
52.22	Services auxiliaires des transports par eau.
52.22Z	<i>Services auxiliaires des transports par eau.</i>
52.23	Services auxiliaires des transports aériens.
52.23Z	<i>Services auxiliaires des transports aériens.</i>
52.24	Manutention.
52.24A	<i>Manutention portuaire.</i>
52.24B	<i>Manutention non portuaire.</i>
52.29	Autres services auxiliaires des transports.
52.29A	<i>Messagerie, fret express.</i>
52.29B	<i>Affrètement et organisation des transports.</i>
53	<b>Activités de poste et de courrier.</b>
53.1	<b>Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel.</b>
53.10	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel.
53.10Z	<i>Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel.</i>
53.2	<b>Autres activités de poste et de courrier.</b>
53.20	Autres activités de poste et de courrier.
53.20Z	<i>Autres activités de poste et de courrier.</i>
SECTION I	<b>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</b>
55	<b>Hébergement.</b>
55.1	<b>Hôtels et hébergement similaire.</b>
55.10	Hôtels et hébergement similaire.
55.10Z	<i>Hôtels et hébergement similaire.</i>
55.2	<b>Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée.</b>
55.20	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée.
55.20Z	<i>Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée.</i>
55.3	<b>Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs.</b>
55.30	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs.
55.30Z	<i>Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs.</i>
55.9	<b>Autres hébergements.</b>
55.90	Autres hébergements.
55.90Z	<i>Autres hébergements.</i>
56	<b>Restauration.</b>
56.1	<b>Restaurants et services de restauration mobile.</b>
56.10	Restaurants et services de restauration mobile.
56.10A	<i>Restauration traditionnelle.</i>
56.10B	<i>Cafétérias et autres libres-services.</i>
56.10C	<i>Restauration de type rapide.</i>
56.2	<b>Traiteurs et autres services de restauration.</b>
56.21	Services des traiteurs.
56.21Z	<i>Services des traiteurs.</i>
56.29	Autres services de restauration.
56.29A	<i>Restauration collective sous contrat.</i>
56.29B	<i>Autres services de restauration n.c.a.</i>
56.3	<b>Débits de boissons.</b>
56.30	Débits de boissons.
56.30Z	<i>Débits de boissons.</i>
SECTION J	<b>INFORMATION ET COMMUNICATION</b>
58	<b>Edition.</b>
58.1	<b>Edition de livres et périodiques et autres activités d'édition.</b>
58.11	Edition de livres.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
58.11Z	<i>Edition de livres.</i>
58.12	<i>Edition de répertoires et de fichiers d'adresses.</i>
58.12Z	<i>Edition de répertoires et de fichiers d'adresses.</i>
58.13	<i>Edition de journaux.</i>
58.13Z	<i>Edition de journaux.</i>
58.14	<i>Edition de revues et périodiques.</i>
58.14Z	<i>Edition de revues et périodiques.</i>
58.19	<i>Autres activités d'édition.</i>
58.19Z	<i>Autres activités d'édition.</i>
58.2	<b>Edition de logiciels.</b>
58.21	<i>Edition de jeux électroniques.</i>
58.21Z	<i>Edition de jeux électroniques.</i>
58.29	<i>Edition d'autres logiciels.</i>
58.29A	<i>Edition de logiciels système et de réseau.</i>
58.29B	<i>Edition de logiciels outils de développement et de langages.</i>
58.29C	<i>Edition de logiciels applicatifs.</i>
59	<b>Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale.</b>
59.1	<b>Activités cinématographiques, vidéo et de télévision.</b>
59.11	<i>Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision.</i>
59.11A	<i>Production de films et de programmes pour la télévision.</i>
59.11B	<i>Production de films institutionnels et publicitaires.</i>
59.11C	<i>Production de films pour le cinéma.</i>
59.12	<i>Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision.</i>
59.12Z	<i>Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision.</i>
59.13	<i>Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision.</i>
59.13A	<i>Distribution de films cinématographiques.</i>
59.13B	<i>Edition et distribution vidéo.</i>
59.14	<i>Projection de films cinématographiques.</i>
59.14Z	<i>Projection de films cinématographiques.</i>
59.2	<b>Enregistrement sonore et édition musicale.</b>
59.20	<i>Enregistrement sonore et édition musicale.</i>
59.20Z	<i>Enregistrement sonore et édition musicale.</i>
60	<b>Programmation et diffusion.</b>
60.1	<b>Edition et diffusion de programmes radio.</b>
60.10	<i>Edition et diffusion de programmes radio.</i>
60.10Z	<i>Edition et diffusion de programmes radio.</i>
60.2	<b>Programmation de télévision et télédiffusion.</b>
60.20	<i>Programmation de télévision et télédiffusion.</i>
60.20A	<i>Edition de chaînes généralistes.</i>
60.20B	<i>Edition de chaînes thématiques.</i>
61	<b>Télécommunications.</b>
61.1	<b>Télécommunications filaires.</b>
61.10	<i>Télécommunications filaires.</i>
61.10Z	<i>Télécommunications filaires.</i>
61.2	<b>Télécommunications sans fil.</b>
61.20	<i>Télécommunications sans fil.</i>
61.20Z	<i>Télécommunications sans fil.</i>
61.3	<b>Télécommunications par satellite.</b>
61.30	<i>Télécommunications par satellite.</i>
61.30Z	<i>Télécommunications par satellite.</i>
61.9	<b>Autres activités de télécommunication.</b>
61.90	<i>Autres activités de télécommunication.</i>
61.90Z	<i>Autres activités de télécommunication.</i>
62	<b>Programmation, conseil et autres activités informatiques.</b>
62.0	<b>Programmation, conseil et autres activités informatiques.</b>
62.01	<i>Programmation informatique.</i>
62.01Z	<i>Programmation informatique.</i>
62.02	<i>Conseil informatique.</i>
62.02A	<i>Conseil en systèmes et logiciels informatiques.</i>
62.02B	<i>Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques.</i>
62.03	<i>Gestion d'installations informatiques.</i>
62.03Z	<i>Gestion d'installations informatiques.</i>
62.09	<i>Autres activités informatiques.</i>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
62.09Z	<i>Autres activités informatiques.</i>
63	<b>Services d'information.</b>
63.1	<b>Traitement de données, hébergement et activités connexes ; portails Internet.</b>
63.11	<i>Traitement de données, hébergement et activités connexes.</i>
63.11Z	<i>Traitement de données, hébergement et activités connexes.</i>
63.12	<i>Portails Internet.</i>
63.12Z	<i>Portails Internet.</i>
63.9	<b>Autres services d'information.</b>
63.91	<i>Activités des agences de presse.</i>
63.91Z	<i>Activités des agences de presse.</i>
63.99	<i>Autres services d'information n.c.a.</i>
63.99Z	<i>Autres services d'information n.c.a.</i>
<b>SECTION K</b>	<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE</b>
64	<b>Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite.</b>
64.1	<b>Intermédiation monétaire.</b>
64.11	<i>Activités de banque centrale.</i>
64.11Z	<i>Activités de banque centrale.</i>
64.19	<i>Autres intermédiations monétaires.</i>
64.19Z	<i>Autres intermédiations monétaires.</i>
64.2	<b>Activités des sociétés holding.</b>
64.20	<i>Activités des sociétés holding.</i>
64.20Z	<i>Activités des sociétés holding.</i>
64.3	<b>Fonds de placement et entités financières similaires.</b>
64.30	<i>Fonds de placement et entités financières similaires.</i>
64.30Z	<i>Fonds de placement et entités financières similaires.</i>
64.9	<b>Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite.</b>
64.91	<i>Crédit-bail.</i>
64.91Z	<i>Crédit-bail.</i>
64.92	<i>Autre distribution de crédit.</i>
64.92Z	<i>Autre distribution de crédit.</i>
64.99	<i>Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.</i>
64.99Z	<i>Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.</i>
65	<b>Assurance.</b>
65.1	<b>Assurance.</b>
65.11	<i>Assurance-vie.</i>
65.11Z	<i>Assurance-vie.</i>
65.12	<i>Autres assurances.</i>
65.12Z	<i>Autres assurances.</i>
65.2	<b>Réassurance.</b>
65.20	<i>Réassurance.</i>
65.20Z	<i>Réassurance.</i>
65.3	<b>Caisses de retraite.</b>
65.30	<i>Caisses de retraite.</i>
65.30Z	<i>Caisses de retraite.</i>
66	<b>Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance.</b>
66.1	<b>Activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite.</b>
66.11	<i>Administration de marchés financiers.</i>
66.11Z	<i>Administration de marchés financiers.</i>
66.12	<i>Courtage de valeurs mobilières et de marchandises.</i>
66.12Z	<i>Courtage de valeurs mobilières et de marchandises.</i>
66.19	<i>Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite.</i>
66.19A	<i>Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier.</i>
66.19B	<i>Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.</i>
66.2	<b>Activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite.</b>
66.21	<i>Évaluation des risques et dommages.</i>
66.21Z	<i>Évaluation des risques et dommages.</i>
66.22	<i>Activités des agents et courtiers d'assurances.</i>
66.22Z	<i>Activités des agents et courtiers d'assurances.</i>
66.29	<i>Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite.</i>
66.29Z	<i>Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite.</i>
66.3	<b>Gestion de fonds.</b>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
66.30 66.30Z	Gestion de fonds. <i>Gestion de fonds.</i>
<b>SECTION L</b>	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>
<b>68</b>	<b>Activités immobilières.</b>
68.1 68.10 68.10Z	Activités des marchands de biens immobiliers. Activités des marchands de biens immobiliers. <i>Activités des marchands de biens immobiliers.</i>
68.2 68.20 68.20A 68.20B	Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués. Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués. <i>Location de logements.</i> <i>Location de terrains et d'autres biens immobiliers.</i>
68.3 68.31 68.31Z 68.32 68.32A 68.32B	Activités immobilières pour compte de tiers. Agences immobilières. <i>Agences immobilières.</i> Administration de biens immobiliers. <i>Administration d'immeubles et autres biens immobiliers.</i> <i>Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier.</i>
<b>SECTION M</b>	<b>ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>
<b>69</b>	<b>Activités juridiques et comptables.</b>
69.1 69.10 69.10Z	Activités juridiques. Activités juridiques. <i>Activités juridiques.</i>
69.2 69.20 69.20Z	Activités comptables. Activités comptables. <i>Activités comptables.</i>
<b>70</b>	<b>Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion.</b>
70.1 70.10 70.10Z	Activités des sièges sociaux. Activités des sièges sociaux. <i>Activités des sièges sociaux.</i>
70.2 70.21 70.21Z 70.22 70.22Z	Conseil de gestion. Conseil en relations publiques et communication. <i>Conseil en relations publiques et communication.</i> Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion. <i>Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion.</i>
<b>71</b>	<b>Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques.</b>
71.1 71.11 71.11Z 71.12 71.12A 71.12B	Activités d'architecture et d'ingénierie. Activités d'architecture. <i>Activités d'architecture.</i> Activités d'ingénierie. <i>Activité des géomètres.</i> <i>Ingénierie, études techniques.</i>
71.2 71.20 71.20A 71.20B	Activités de contrôle et analyses techniques. Activités de contrôle et analyses techniques. <i>Contrôle technique automobile.</i> <i>Analyses, essais et inspections techniques.</i>
<b>72</b>	<b>Recherche-développement scientifique.</b>
72.1 72.11 72.11Z 72.19 72.19Z	Recherche-développement en sciences physiques et naturelles. <i>Recherche-développement en biotechnologie.</i> <i>Recherche-développement en biotechnologie.</i> Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles. <i>Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles.</i>
72.2 72.20 72.20Z	Recherche-développement en sciences humaines et sociales. Recherche-développement en sciences humaines et sociales. <i>Recherche-développement en sciences humaines et sociales.</i>
<b>73</b>	<b>Publicité et études de marché.</b>
73.1 73.11	Publicité. Activités des agences de publicité.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
73.11Z 73.12 73.12Z	<i>Activités des agences de publicité.</i> <i>Régie publicitaire de médias.</i> <i>Régie publicitaire de médias.</i>
73.2 73.20 73.20Z	<b>Etudes de marché et sondages.</b> <i>Etudes de marché et sondages.</i> <i>Etudes de marché et sondages.</i>
74	<b>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques.</b>
74.1 74.10 74.10Z	<b>Activités spécialisées de design.</b> <i>Activités spécialisées de design.</i> <i>Activités spécialisées de design.</i>
74.2 74.20 74.20Z	<b>Activités photographiques.</b> <i>Activités photographiques.</i> <i>Activités photographiques.</i>
74.3 74.30 74.30Z	<b>Traduction et interprétation.</b> <i>Traduction et interprétation.</i> <i>Traduction et interprétation.</i>
74.9 74.90 74.90A 74.90B	<b>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.</b> <i>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.</i> <i>Activité des économistes de la construction.</i> <i>Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses.</i>
75	<b>Activités vétérinaires.</b>
75.0 75.00 75.00Z	<b>Activités vétérinaires.</b> <i>Activités vétérinaires.</i> <i>Activités vétérinaires.</i>
SECTION N	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>
77	<b>Activités de location et location-bail.</b>
77.1 77.11 77.11A 77.11B 77.12 77.12Z	<b>Location et location-bail de véhicules automobiles.</b> <i>Location et location-bail de voitures et de véhicules automobiles légers.</i> <i>Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers.</i> <i>Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers.</i> <i>Location et location-bail de camions.</i> <i>Location et location-bail de camions.</i>
77.2 77.21 77.21Z 77.22 77.22Z 77.29 77.29Z	<b>Location et location-bail de biens personnels et domestiques.</b> <i>Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport.</i> <i>Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport.</i> <i>Location de vidéocassettes et disques vidéo.</i> <i>Location de vidéocassettes et disques vidéo.</i> <i>Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques.</i> <i>Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques.</i>
77.3 77.31 77.31Z 77.32 77.32Z 77.33 77.33Z 77.34 77.34Z 77.35 77.35Z 77.39 77.39Z	<b>Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens.</b> <i>Location et location-bail de machines et équipements agricoles.</i> <i>Location et location-bail de machines et équipements agricoles.</i> <i>Location et location-bail de machines et équipements pour la construction.</i> <i>Location et location-bail de machines et équipements pour la construction.</i> <i>Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique.</i> <i>Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique.</i> <i>Location et location-bail de matériels de transport par eau.</i> <i>Location et location-bail de matériels de transport par eau.</i> <i>Location et location-bail de matériels de transport aérien.</i> <i>Location et location-bail de matériels de transport aérien.</i> <i>Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.</i> <i>Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.</i>
77.4 77.40 77.40Z	<b>Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright.</b> <i>Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright.</i> <i>Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright.</i>
78	<b>Activités liées à l'emploi.</b>
78.1 78.10 78.10Z	<b>Activités des agences de placement de main-d'œuvre.</b> <i>Activités des agences de placement de main-d'œuvre.</i> <i>Activités des agences de placement de main-d'œuvre.</i>
78.2 78.20	<b>Activités des agences de travail temporaire.</b> <i>Activités des agences de travail temporaire.</i>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
78.20Z	Activités des agences de travail temporaire.
78.3	Autre mise à disposition de ressources humaines.
78.30	Autre mise à disposition de ressources humaines.
78.30Z	Autre mise à disposition de ressources humaines.
79	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes.
79.1	Activités des agences de voyage et voyagistes.
79.11	Activités des agences de voyage.
79.11Z	Activités des agences de voyage.
79.12	Activités des voyagistes.
79.12Z	Activités des voyagistes.
79.9	Autres services de réservation et activités connexes.
79.90	Autres services de réservation et activités connexes.
79.90Z	Autres services de réservation et activités connexes.
80	Enquêtes et sécurité.
80.1	Activités de sécurité privée.
80.10	Activités de sécurité privée.
80.10Z	Activités de sécurité privée.
80.2	Activités liées aux systèmes de sécurité.
80.20	Activités liées aux systèmes de sécurité.
80.20Z	Activités liées aux systèmes de sécurité.
80.3	Activités d'enquête.
80.30	Activités d'enquête.
80.30Z	Activités d'enquête.
81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager.
81.1	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments.
81.10	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments.
81.10Z	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments.
81.2	Activités de nettoyage.
81.21	Nettoyage courant des bâtiments.
81.21Z	Nettoyage courant des bâtiments.
81.22	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel.
81.22Z	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel.
81.29	Autres activités de nettoyage.
81.29A	Désinfection, désinsectisation, dératisation.
81.29B	Autres activités de nettoyage n.c.a.
81.3	Services d'aménagement paysager.
81.30	Services d'aménagement paysager.
81.30Z	Services d'aménagement paysager.
82	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises.
82.1	Activités administratives.
82.11	Services administratifs combinés de bureau.
82.11Z	Services administratifs combinés de bureau.
82.19	Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau.
82.19Z	Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau.
82.2	Activités de centres d'appels.
82.20	Activités de centres d'appels.
82.20Z	Activités de centres d'appels.
82.3	Organisation de salons professionnels et congrès.
82.30	Organisation de salons professionnels et congrès.
82.30Z	Organisation de foires, salons professionnels et congrès.
82.9	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.
82.91	Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle.
82.91Z	Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle.
82.92	Activités de conditionnement.
82.92Z	Activités de conditionnement.
82.99	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
82.99Z	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
SECTION O	ADMINISTRATION PUBLIQUE
84	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire.



CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
84.1	<b>Administration générale, économique et sociale.</b>
84.11	Administration publique générale.
84.11Z	Administration publique générale.
84.12	Administration publique (tutelle) de la santé, de la formation, de la culture et des services sociaux, autre que sécurité sociale.
84.12Z	Administration publique (tutelle) de la santé, de la formation, de la culture et des services sociaux, autre que sécurité sociale.
84.13	Administration publique (tutelle) des activités économiques.
84.13Z	Administration publique (tutelle) des activités économiques.
84.2	<b>Services de prérogative publique.</b>
84.21	Affaires étrangères.
84.21Z	Affaires étrangères.
84.22	Défense.
84.22Z	Défense.
84.23	Justice.
84.23Z	Justice.
84.24	Activités d'ordre public et de sécurité.
84.24Z	Activités d'ordre public et de sécurité.
84.25	Services du feu et de secours.
84.25Z	Services du feu et de secours.
84.3	<b>Sécurité sociale obligatoire.</b>
84.30	Sécurité sociale obligatoire.
84.30A	Activités générales de sécurité sociale.
84.30B	Gestion des retraites complémentaires.
84.30C	Distribution sociale de revenus.
<b>SECTION P</b>	<b>ENSEIGNEMENT</b>
85	<b>Enseignement.</b>
85.1	<b>Enseignement pré-primaire.</b>
85.10	Enseignement pré-primaire.
85.10Z	Enseignement pré-primaire.
85.2	<b>Enseignement primaire.</b>
85.20	Enseignement primaire.
85.20Z	Enseignement primaire.
85.3	<b>Enseignement secondaire.</b>
85.31	Enseignement secondaire général.
85.31Z	Enseignement secondaire général.
85.32	Enseignement secondaire technique ou professionnel.
85.32Z	Enseignement secondaire technique ou professionnel.
85.4	<b>Enseignement supérieur et post-secondaire non supérieur.</b>
85.41	Enseignement post-secondaire non supérieur.
85.41Z	Enseignement post-secondaire non supérieur.
85.42	Enseignement supérieur.
85.42Z	Enseignement supérieur.
85.5	<b>Autres activités d'enseignement.</b>
85.51	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs.
85.51Z	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs.
85.52	Enseignement culturel.
85.52Z	Enseignement culturel.
85.53	Enseignement de la conduite.
85.53Z	Enseignement de la conduite.
85.59	Enseignements divers.
85.59A	Formation continue d'adultes.
85.59B	Autres enseignements.
85.6	<b>Activités de soutien à l'enseignement.</b>
85.60	Activités de soutien à l'enseignement.
85.60Z	Activités de soutien à l'enseignement.
<b>SECTION Q</b>	<b>SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE</b>
86	<b>Activités pour la santé humaine.</b>
86.1	<b>Activités hospitalières.</b>
86.10	Activités hospitalières.
86.10Z	Activités hospitalières.
86.2	<b>Activité des médecins et des dentistes.</b>
86.21	Activité des médecins généralistes.
86.21Z	Activité des médecins généralistes.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
86.22	Activité des médecins spécialistes.
86.22A	Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie.
86.22B	Activités chirurgicales.
86.22C	Autres activités des médecins spécialistes.
86.23	Pratique dentaire.
86.23Z	Pratique dentaire.
86.9	Autres activités pour la santé humaine.
86.90	Autres activités pour la santé humaine.
86.90A	Ambulances.
86.90B	Laboratoires d'analyses médicales.
86.90C	Centres de collecte et banques d'organes.
86.90D	Activités des infirmiers et des sages-femmes.
86.90E	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues.
86.90 F	Activités de santé humaine non classées ailleurs.
87	Hébergement médico-social et social.
87.1	Hébergement médicalisé.
87.10	Hébergement médicalisé.
87.10A	Hébergement médicalisé pour personnes âgées.
87.10B	Hébergement médicalisé pour enfants handicapés.
87.10C	Hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement médicalisé.
87.2	Hébergement social pour personnes handicapées mentales, malades mentales et toxicomanes.
87.20	Hébergement social pour personnes handicapées mentales, malades mentales et toxicomanes.
87.20A	Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux.
87.20B	Hébergement social pour toxicomanes.
87.3	Hébergement social pour personnes âgées ou handicapées physiques.
87.30	Hébergement social pour personnes âgées ou handicapées physiques.
87.30A	Hébergement social pour personnes âgées.
87.30B	Hébergement social pour handicapés physiques.
87.9	Autres activités d'hébergement social.
87.90	Autres activités d'hébergement social.
87.90A	Hébergement social pour enfants en difficultés.
87.90B	Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social.
88	Action sociale sans hébergement.
88.1	Action sociale sans hébergement pour personnes âgées et pour personnes handicapées.
88.10	Action sociale sans hébergement pour personnes âgées et pour personnes handicapées.
88.10A	Aide à domicile.
88.10B	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées.
88.10C	Aide par le travail.
88.9	Autre action sociale sans hébergement.
88.91	Action sociale sans hébergement pour jeunes enfants.
88.91A	Accueil de jeunes enfants.
88.91B	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés.
88.99	Autre action sociale sans hébergement n.c.a.
88.99A	Autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adolescents.
88.99B	Action sociale sans hébergement n.c.a.
SECTION R	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES
90	Activités créatives, artistiques et de spectacle.
90.0	Activités créatives, artistiques et de spectacle.
90.01	Arts du spectacle vivant.
90.01Z	Arts du spectacle vivant.
90.02	Activités de soutien au spectacle vivant.
90.02Z	Activités de soutien au spectacle vivant.
90.03	Création artistique.
90.03A	Création artistique relevant des arts plastiques.
90.03B	Autre création artistique.
90.04	Gestion de salles de spectacles.
90.04Z	Gestion de salles de spectacles.
91	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles.
91.0	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles.
91.01	Gestion des bibliothèques et des archives.
91.01Z	Gestion des bibliothèques et des archives.
91.02	Gestion des musées.
91.02Z	Gestion des musées.
91.03	Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires.

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
91.03Z	<i>Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires.</i>
91.04	<i>Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles.</i>
91.04Z	<i>Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles.</i>
92	<b>Organisation de jeux de hasard et d'argent.</b>
92.0	<b>Organisation de jeux de hasard et d'argent.</b>
92.00	<i>Organisation de jeux de hasard et d'argent.</i>
92.00Z	<i>Organisation de jeux de hasard et d'argent.</i>
93	<b>Activités sportives, récréatives et de loisirs.</b>
93.1	<b>Activités liées au sport.</b>
93.11	<i>Gestion d'installations sportives.</i>
93.11Z	<i>Gestion d'installations sportives.</i>
93.12	<i>Activités de clubs de sports.</i>
93.12Z	<i>Activités de clubs de sports.</i>
93.13	<i>Activités des centres de culture physique.</i>
93.13Z	<i>Activités des centres de culture physique.</i>
93.19	<i>Autres activités liées au sport.</i>
93.19Z	<i>Autres activités liées au sport.</i>
93.2	<b>Activités récréatives et de loisirs.</b>
93.21	<i>Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes.</i>
93.21Z	<i>Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes.</i>
93.29	<i>Autres activités récréatives et de loisirs.</i>
93.29Z	<i>Autres activités récréatives et de loisirs.</i>
SECTION S	<b>AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES</b>
94	<b>Activités des organisations associatives.</b>
94.1	<b>Activités des organisations économiques, patronales et professionnelles.</b>
94.11	<i>Activités des organisations patronales et consulaires.</i>
94.11Z	<i>Activités des organisations patronales et consulaires.</i>
94.12	<i>Activités des organisations professionnelles.</i>
94.12Z	<i>Activités des organisations professionnelles.</i>
94.2	<b>Activités des syndicats de salariés.</b>
94.20	<i>Activités des syndicats de salariés.</i>
94.20Z	<i>Activités des syndicats de salariés.</i>
94.9	<b>Activités des autres organisations associatives.</b>
94.91	<i>Activités des organisations religieuses.</i>
94.91Z	<i>Activités des organisations religieuses.</i>
94.92	<i>Activités des organisations politiques.</i>
94.92Z	<i>Activités des organisations politiques.</i>
94.99	<i>Activités des organisations associatives n.c.a.</i>
94.99Z	<i>Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire.</i>
95	<b>Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques.</b>
95.1	<b>Réparation d'ordinateurs et d'équipements de communication.</b>
95.11	<i>Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques.</i>
95.11Z	<i>Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques.</i>
95.12	<i>Réparation d'équipements de communication.</i>
95.12Z	<i>Réparation d'équipements de communication.</i>
95.2	<b>Réparation de biens personnels et domestiques.</b>
95.21	<i>Réparation de produits électroniques grand public.</i>
95.21Z	<i>Réparation de produits électroniques grand public.</i>
95.22	<i>Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin.</i>
95.22Z	<i>Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin.</i>
95.23	<i>Réparation de chaussures et d'articles en cuir.</i>
95.23Z	<i>Réparation de chaussures et d'articles en cuir.</i>
95.24	<i>Réparation de meubles et d'équipements du foyer.</i>
95.24Z	<i>Réparation de meubles et d'équipements du foyer.</i>
95.25	<i>Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie.</i>
95.25Z	<i>Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie.</i>
95.29	<i>Réparation d'autres biens personnels et domestiques.</i>
95.29Z	<i>Réparation d'autres biens personnels et domestiques.</i>
96	<b>Autres services personnels.</b>
96.0	<b>Autres services personnels.</b>
96.01	<i>Blanchisserie-teinturerie.</i>
96.01A	<i>Blanchisserie-teinturerie de gros.</i>

CODE	INTITULÉ DES POSTES DE LA NAF RÉV. 2
96.01B	<i>Blanchisserie-teinturerie de détail.</i>
96.02	<i>Coiffure et soins de beauté.</i>
96.02A	<i>Coiffure.</i>
96.02B	<i>Soins de beauté.</i>
96.03	<i>Services funéraires.</i>
96.03Z	<i>Services funéraires.</i>
96.04	<i>Entretien corporel.</i>
96.04Z	<i>Entretien corporel.</i>
96.09	<i>Autres services personnels n.c.a.</i>
96.09Z	<i>Autres services personnels n.c.a.</i>
<b>SECTION T</b>	<b>ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS ; ACTIVITÉS INDIFFÉRENCIÉES DES MÉNAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE</b>
<b>97</b>	<b>Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.</b>
<b>97.0</b>	<b>Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.</b>
97.00	<i>Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.</i>
97.00Z	<i>Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.</i>
<b>98</b>	<b>Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre.</b>
<b>98.1</b>	<b>Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens pour usage propre.</b>
98.10	<i>Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens pour usage propre.</i>
98.10Z	<i>Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens pour usage propre.</i>
<b>98.2</b>	<b>Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de services pour usage propre.</b>
98.20	<i>Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de services pour usage propre.</i>
98.20Z	<i>Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de services pour usage propre.</i>
<b>SECTION U</b>	<b>ACTIVITÉS EXTRA-TERRITORIALES</b>
<b>99</b>	<b>Activités des organisations et organismes extra-territoriaux.</b>
<b>99.0</b>	<b>Activités des organisations et organismes extra-territoriaux.</b>
99.00	<i>Activités des organisations et organismes extra-territoriaux.</i>
99.00Z	<i>Activités des organisations et organismes extra-territoriaux.</i>

(1) n.c.a. : non classé(e)s ailleurs.

**DECRET n° 2008-14 du 3 janvier 2008 modifiant le décret n° 71-376 du 13 mai 1971 relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 612-3 ;

Vu le décret n° 71-376 du 13 mai 1971 modifié relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités, notamment ses articles 16 et 22 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 16 juillet 2007,

Décète :

Article 1er.— L'intitulé du titre III du décret du 13 mai 1971 susvisé est remplacé par l'intitulé suivant :

“Dispositions relatives à l'accueil des étudiants étrangers non ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne,

d'un Etat partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse”.

Art. 2.— La troisième phrase du quatrième alinéa de l'article 16 du décret du 13 mai 1971 susvisé est remplacée par les dispositions suivantes :

“Sont également dispensés de cet examen les titulaires de l'un des diplômes de connaissance de langue française dont la liste est fixée par un arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.”

Art. 3.— Les dispositions du présent décret s'appliquent en Nouvelle-Calédonie et dans les territoires de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna.

Art. 4.— La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre des affaires étrangères et européennes, le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et le secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 janvier 2008.

François FILLON.

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'enseignement supérieur  
et de la recherche,  
Valérie PECRESSE.*

*La ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,  
Michèle ALLIOT-MARIE.*

*Le ministre des affaires étrangères  
et européennes,  
Bernard KOUCHNER.*

*Le ministre de l'immigration,  
de l'intégration, de l'identité nationale  
et du codéveloppement,  
Brice HORTEFEUX.*

*Le secrétaire d'Etat  
chargé de l'outre-mer,  
Christian ESTROSI.*

**ARRETE MINISTERIEL du 14 décembre 2007 portant  
agrément de la commission d'examen médical du  
personnel navigant.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du  
développement et de l'aménagement durables,

Vu le code de l'aviation civile, notamment l'article  
D. 424-1 ;

Vu l'arrêté du 22 août 1994 relatif aux conditions  
d'agrément des centres civils métropolitains d'expertise  
médicale et des commissions civiles médicales d'outre-mer du  
personnel navigant de l'aviation civile ;

Vu l'avis du conseil médical de l'aéronautique civile en  
date du 5 décembre 2007,

Arrête :

Article 1er. — La commission d'examen médical (CEM) du  
personnel navigant de Polynésie française est agréée comme  
commission d'examen médicale d'outre-mer du personnel  
navigant.

Les spécifications d'agrément pour les visites médicales  
décrivent les dispositions prises par cette commission pour  
assurer les missions faisant l'objet du présent agrément.

Art. 2. — La CEM de Polynésie française est habilitée :

- à effectuer les examens médicaux en vue de la délivrance  
des certificats médicaux d'admission de classe 1, les  
certificats de prorogation et de renouvellement de classe 1  
exigés pour le personnel navigant technique professionnel  
de l'aéronautique civile (à l'exception du personnel des  
essais et réceptions) et à délivrer les certificats  
correspondants ;
- à effectuer les examens médicaux exigés pour le personnel  
navigant commercial et à délivrer les attestations  
d'aptitude physique et mentale correspondantes ;
- à effectuer les examens médicaux en vue de la délivrance  
et du renouvellement des certificats médicaux de classe 2  
concernant le personnel navigant non professionnel de  
l'aéronautique civile et à délivrer les certificats  
correspondants.

Art. 3. — Le nombre maximal de visites journalières  
concernant les personnels navigants de l'aviation civile est de  
18.

Art. 4. — Un certificat d'agrément sera délivré à la CEM  
de Polynésie française, pour affichage dans ses locaux à la  
vue du public.

Art. 5. — La décision du 6 mai 1998 portant agrément de  
l'Association pour l'examen médical du personnel navigant de  
l'aviation civile en Polynésie française est abrogée.

Art. 6. — Le présent agrément est délivré pour une durée  
de trois ans courant à compter de sa publication au *Journal  
officiel* de la République française.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel*  
de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de l'aviation civile :  
*Le chef du bureau médical,*  
R. GERMA.

**ARRETE MINISTERIEL du 18 décembre 2007 portant  
tarification des publications d'information aéronautique  
pour l'année 2008.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du  
développement et de l'aménagement durables,

Vu le décret du 25 novembre 2005 portant nomination du  
directeur des services de la navigation aérienne ;

Vu le décret n° 2006-1810 du 23 décembre 2006 instituant  
des redevances pour services rendus par la direction générale  
de l'aviation civile, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 3 mars 2005 portant organisation de la  
direction des services de la navigation aérienne de la  
direction générale de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2005 portant institution d'une  
régie de recettes et d'une régie d'avances auprès du service de  
l'information aéronautique (budget annexe), notamment son  
titre Ier,

Arrête :

Art. 1er. — Le prix de vente des publications du service de  
l'information aéronautique est fixé pour l'année 2008 à  
l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. — La chef du service de l'information aéronautique  
est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié  
au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
*L'ingénieur en chef  
des ponts et chaussées,*  
M. HAMY.

## ANNEXE

## 1. Manuels, atlas, circulaires

N O M	CODE VENTE	CODE PRIX	PRIX 2008 (en euros)	
			UE	HORS UE
Manuel d'information aéronautique France (seul).....	FRA MIA	A01	185	242
Manuel d'information aéronautique France + abonnement.....	FRA MIA + ABO	A02	427	547
Abonnement au Manuel d'information aéronautique France.....	FRA MIA ABO	A03	242	305
Manuel d'information aéronautique Antilles-Guyane (seul).....	CAR AIP	A04	110	147
Manuel d'information aéronautique Antilles-Guyane + abonnement.....	CAR AIP + ABO	A05	185	237
Abonnement au Manuel d'information aéronautique Antilles-Guyane.....	CAR AIP ABO	A06	75	90
Manuel d'information aéronautique Polynésie française (seul).....	PAC AIP P	A04	110	147
Manuel d'information aéronautique Polynésie française + abonnement.....	PAC AIP P + ABO	A05	185	237
Abonnement au Manuel d'information aéronautique Polynésie française.....	PAC AIP P ABO	A06	75	90
Manuel d'information aéronautique Nouvelle-Calédonie (seul).....	PAC AIP N	A04	110	147
Manuel d'information aéronautique Nouvelle-Calédonie + abonnement.....	PAC AIP N + ABO	A05	185	237
Abonnement au Manuel d'information aéronautique Nouvelle-Calédonie.....	PAC AIP N ABO	A06	75	90
Manuel d'information aéronautique Réunion-Mayotte (seul).....	RUN AIP	A04	110	147
Manuel d'information aéronautique Réunion-Mayotte + abonnement.....	RUN AIP + ABO	A05	185	237
Abonnement au Manuel d'information aéronautique Réunion-Mayotte.....	RUN AIP ABO	A06	75	90
Atlas des cartes IAC France (seul).....	FRA IAC	A07	75	106
Atlas des cartes IAC France + abonnement.....	FRA IAC + ABO	A08	163	209
Abonnement à l'Atlas des cartes IAC France.....	FRA IAC ABO	A09	88	103
Atlas ARR DEP (seul).....	FRA ARR DEP	A10	74	93
Atlas ARR DEP + abonnement.....	FRA ARR DEP + ABO	A11	175	227
Abonnement à l'Atlas ARR DEP.....	FRA ARR DEP ABO	A12	101	134
CD-Rom de l'AIP France métropolitaine et outre-mer (seul).....	FRA AIP CD	A13	30	40
CD-Rom de l'AIP (France métropolitaine et outre-mer) + abonnement.....	FRA AIP CD + ABO	A14	75	90
Abonnement au CD-Rom de l'AIP (France métropolitaine et outre-mer).....	FRA AIP CD ABO	A15	70	85
Atlas des cartes VAC France (seul).....	FRA VAC	A16	91,5	111
Atlas des cartes VAC France + abonnement.....	FRA VAC + ABO	A17	136	152
Abonnement à l'Atlas des cartes VAC France.....	FRA VAC ABO	A18	72	87
Atlas des cartes hélistations (seul).....	FRA HEL	A19	48	71
Atlas des cartes hélistations + abonnement.....	FRA HEL + ABO	A20	79	95
Abonnement à l'Atlas des cartes hélistations.....	FRA HEL ABO	A21	43	60
Atlas des cartes VAC Nord-Est (seul).....	FRA VNE	A22	20,5	26
Atlas des cartes VAC Nord-Est + abonnement.....	FRA VNE + ABO	A23	43	52
Abonnement à l'Atlas des cartes VAC Nord-Est.....	FRA VNE ABO	A24	27	40
Atlas des cartes VAC Nord-Ouest (seul).....	FRA VNO	A22	20,5	26
Atlas des cartes VAC Nord-Ouest + abonnement.....	FRA VNO + ABO	A23	43	52
Abonnement à l'Atlas des cartes VAC Nord-Ouest.....	FRA VNO ABO	A24	27	40
Atlas des cartes VAC Sud-Ouest (seul).....	FRA VSO	A22	20,5	26
Atlas des cartes VAC Sud-Ouest + abonnement.....	FRA VSO + ABO	A23	43	52
Abonnement à l'Atlas des cartes VAC Sud-Ouest.....	FRA VSO ABO	A24	27	40
Atlas des cartes VAC Sud-Est (seul).....	FRA VSE	A22	20,5	26
Atlas des cartes VAC Sud-Est + abonnement.....	FRA VSE + ABO	A23	43	52
Abonnement à l'Atlas des cartes VAC Sud-Est.....	FRA VSE ABO	A24	27	40
Atlas des cartes VAC région parisienne (seul).....	FRA VRP	A25	13,5	18
Atlas des cartes VAC région parisienne + abonnement.....	FRA VRP + ABO	A26	25,5	36
Abonnement à l'Atlas des cartes VAC région parisienne.....	FRA VRP ABO	A27	15,5	30
Circulaires d'information aéronautique France + abonnement.....	FRA CIA + ABO	A28	56,5	80
Abonnement aux Circulaires d'information aéronautique France.....	FRA CIA ABO	A29	46,5	70
Circulaires d'information aéronautique Antilles-Guyane + abonnement.....	CAR CIA + ABO	A30	26,5	37,5
Abonnement aux Circulaires d'information aéronautique Antilles-Guyane.....	CAR CIA ABO	A31	21,5	32,5
Circulaires d'information aéronautique Polynésie + abonnement.....	PAC CIA P + ABO	A30	26,5	37,5
Abonnement aux Circulaires d'information aéronautique Polynésie.....	PAC CIA P ABO	A31	21,5	32,5
Circulaires d'information aéronautique Nouvelle-Calédonie + abonnement.....	PAC CIA N + ABO	A30	26,5	37,5
Abonnement aux Circulaires d'information aéronautique Nouvelle-Calédonie.....	PAC CIA N ABO	A31	21,5	32,5
Circulaires d'information aéronautique Réunion + abonnement.....	RUN CIA + ABO	A30	26,5	37,5
Abonnement aux Circulaires d'information aéronautique Réunion.....	RUN CIA ABO	A31	21,5	32,5
Suppléments AIP en vigueur + abonnement.....	FRA SUP AIP + ABO	A32	43	67
Abonnements aux suppléments AIP.....	FRA SUP AIP ABO	A33	38	62
Suppléments IFR en vigueur + abonnement.....	FRA SUP IFR + ABO	A34	37	67
Abonnement aux suppléments IFR.....	FRA SUP IFR ABO	A35	32	62
Suppléments VFR en vigueur + abonnement.....	FRA SUP VFR + ABO	A34	37	67
Abonnement aux suppléments VFR.....	FRA SUP VFR ABO	A35	32	62

## 2. Cartes

N O M	CODE VENTE	CODE PRIX	PRIX 2008 (en euros)	
			UE	HORS UE
Grande carte sur cédérom.....	FRA GC CD	C01	13	16
Cartes de France vol à vue et radionavigation.....	FRA CRA 08	C02	20,75	24,5
Cartes de France vol à vue et radionavigation avec guide.....	FRA CRV 08	C03	22,75	26,5
Cartes de France vol à vue et radionavigation avec guide + Maj de novembre.....	FRA CRV 08 + Maj	C04	29	37
Maj de novembre des cartes de France vol à vue et radionavigation avec guide.....	FRA CRV 08 Maj	C05	6,25	10,5
Carte de vol à voile sur les Alpes.....	FRA CVV 08	C06	13	16
Carte région parisienne.....	FRA CRP 08	C07	8,25	10,25
Carte région parisienne + Maj de novembre.....	FRA CRP 08 + Maj	C08	13,25	16,25
Maj de novembre de la carte région parisienne.....	FRA CRP 08 Maj	C09	5	6
Carte de croisière France espace inférieur/espace supérieur.....	FRA CIS	C10	8,5	10,5
Carte de croisière France espace inférieur/espace supérieur + abonnement.....	FRA CIS + ABO	C11	31,75	41
Abonnement carte de croisière France espace inférieur/espace supérieur.....	FRA CIS ABO	C12	27,75	37
Carte France espace inférieur/moyens radio d'atterrissage.....	FRA CIR	C10	8,5	10,5
Carte France espace inférieur/moyens radio d'atterrissage + abonnement.....	FRA CIR + ABO	C11	31,75	41
Abonnement carte France espace inférieur/moyens radio d'atterrissage.....	FRA CIR ABO	C12	27,75	37
Carte hélicoptères région parisienne.....	FRA CIH 08	C06	13	16
Carte de croisière Antilles.....	CAR CAN	C10	8,5	10,5
Carte de croisière Guyane.....	CAR CGU	C10	8,5	10,5
Carte de vol à vue de Guyane.....	CAR VGU	C06	13	16
Carte de vol à vue de Polynésie.....	PAC CRV P	C06	13	16
Carte de vol à vue de Nouvelle-Calédonie.....	PAC CRV N	C06	13	16
Carte de France Nord-Est IGN/SIA.....	FRA INE 08	C13	15,9	19,9
Carte de France Nord-Ouest IGN/SIA.....	FRA INO 08	C13	15,9	19,9
Carte de France Sud-Est IGN/SIA.....	FRA ISE 08	C13	15,9	19,9
Carte de France Sud-Ouest IGN/SIA.....	FRA ISO 08	C13	15,9	19,9
Carte de France Nord-Est IGN/SIA plastifiée.....	FRA INE PLAS 08	C14	19,9	22,9
Carte de France Nord-Ouest IGN/SIA plastifiée.....	FRA INO PLAS 08	C14	19,9	22,9
Carte de France Sud-Est IGN/SIA plastifiée.....	FRA ISE PLAS 08	C14	19,9	22,9
Carte de France Sud-Ouest IGN/SIA plastifiée.....	FRA ISO PLAS 08	C14	19,9	22,9
Carte Marseille-delta du Rhône.....	FRA MDR 08	C07	8,25	10,25
Carte Marseille-delta du Rhône + Maj de novembre.....	FRA MDR 08 + Maj	C08	13,25	16,25
Maj de novembre Marseille-delta du Rhône.....	FRA MDR 08 Maj	C09	5	6
Carte Nice-Côte d'Azur.....	FRA NCA 08	C07	8,25	10,25
Carte Nice-Côte d'Azur + Maj de novembre.....	FRA NCA 08 + Maj	C08	13,25	16,25
Maj de novembre de Nice-Côte d'Azur.....	FRA NCA 08 Maj	C09	5	6
Carte Lyon-vallée du Rhône.....	FRA LVR 08	C07	8,25	10,25
Carte Lyon-vallée du Rhône + Maj de novembre.....	FRA LVR 08 + Maj	C08	13,25	16,25
Maj de novembre de Lyon-vallée du Rhône.....	FRA LVR 08 Maj	C09	5	6
Carte Bâle-Mulhouse.....	FRA BAL 08	C10	8,5	10,5
Pochette VFR complète + région parisienne + Maj de novembre.....	FRA CRV + CRP + Maj 08	C15	38	48
Pochette VFR complète + Marseille-delta du Rhône + Maj de novembre.....	FRA CRV + MDR + Maj 08	C15	38	48
Pochette VFR complète + Nice-Côte d'Azur + Maj de novembre.....	FRA CRV + NCA + Maj 08	C15	38	48
Pochette VFR complète + Lyon-vallée du Rhône + Maj de novembre.....	FRA CRV + LVR + Maj 08	C15	38	48
Pochette VFR complète + Bâle-Mulhouse + Maj de novembre.....	FRA CRV + BAL + Maj 08	C16	34	43,5

## 3. Réglementation

N O M	CODE VENTE	CODE PRIX	PRIX 2008 (en euros)	
			UE	HORS UE
Réglementation de la circulation aérienne.....	RGT RCA	R01	63	80
Réglementation de la circulation aérienne + abonnement.....	RGT RCA + ABO	R02	87	111
Abonnement Réglementation de la circulation aérienne.....	RGT RCA ABO	R03	24	31
Extraits de la Réglementation de la circulation aérienne.....	RGT RCA RDA SCA	R04	17,5	24
Extraits de la Réglementation de la circulation aérienne (partie 3)	RGT RCA 3	R04	17,5	24
Extraits de la Réglementation de la circulation aérienne (partie 4)	RGT RCA 4	R05	6,2	9,5
Procédures et minimums opérationnels.....	RGT PRO	R07	48	63
Procédures et minimums opérationnels + abonnement.....	RGT PRO + ABO	R08	77	95
Abonnement Procédures et minimums opérationnels.....	RGT PRO ABO	R09	29	32
Recueil des instructions cartographiques + abonnement.....	RGT INS CAR	R07	48	63

N O M	CODE VENTE	CODE PRIX	PRIX 2008 (en euros)	
			UE	HORS UE
Recueil des instructions cartographiques.....	RGT INS CAR + ABO	R08	77	95
Abonnement Recueil des instructions cartographiques.....	RGT INS CAR ABO	R09	29	32
Conditions d'homologation et d'utilisation des aérodromes.....	RGT CHE A	R07	48	63
Conditions d'homologation et d'utilisation des aérodromes + abonnement.....	RGT CHE A + ABO	R08	77	95
Conditions d'homologation et d'utilisation des aérodromes.....	RGT CHE A ABO	R09	29	32
Extraits de la Réglementation du transport aérien en aviation générale.....	RGT RAG	R06	13	16
Installation des PAPI et des APAPI.....	RGT PAP	R06	13	16
Guide VFR.....	RGT VFR 08	R05	6,2	9,5
Manifestations aériennes.....	RGT MFA	R06	13	16
Arrêts radiotéléphonie.....	RGT RAD IO	R11	8	10
Manuel de formation - phraséologie.....	RGT MFP	R12	26	30
Mémento à l'usage des utilisateurs des procédures d'approche et de départ.....	RGT MUP	R06	13	16
Transport aérien commercial.....	RGT OPS 1	R04	17,5	24
Transport aérien commercial hélicoptères.....	RGT OPS 3	R04	17,5	24
Guide B-RNAV.....	RGT B RNAV	R06	13	16
Guide RNAV GNSS.....	RGT RNAV	R06	13	16
Réglementation des licences avions.....	RGT FCL 1	R04	17,5	24
Réglementation des licences et qualifications hélicoptères.....	RGT FCL 2	R04	17,5	24
Réglementation des licences et qualifications mécanicien navigant	RGT FCL 4	R04	17,5	24
Recueil des arrêtés et instructions de l'aviation civile.....	RGT RAD IC 08	R13	76	106
Guide des épreuves pratiques du certificat de sécurité-sauvetage.	RGT CSS	R10	20	24
Guide des facteurs humains.....	RGT HUM	R10	20	24
Réglementation ULM.....	RGT ULM	R06	13	16
Inspection des aires de mouvement.....	RGT IAM	R06	13	16
Complément aux cartes.....	RGT COM 08	R05	6,2	9,5
Recueil de textes relatif au parachutisme.....	RGT PARA	R06	13	16

## 4. Documents divers

N O M	CODE VENTE	CODE PRIX	PRIX 2008 (en euros)	
			UE	HORS UE
Licence Geodeasy: logiciel de calcul géodésique WGS 84 (CD-Rom).....	LOG WGS	L1	600	600
Licence Geodeasy supplémentaire.....	LIC WGS	L2	500	500
Redevance pour exploitation des données de l'AIP (extraction complète).....	RED AIP	L3	34	34
Redevance pour exploitation des données de l'AIP (extraction partielle : aérodromes, obstacles...).....	RED AIP PAR	L4	5,5	5,5
Redevance pour exploitation des cartes de l'AIP.....	RED CAR	L5	30	30
Redevance pour exploitation des cartes de l'AIP et des cartes de la pochette VFR.....	RED CAR + NAV	L6	34	34
Redevance pour exploitation des cartes de l'AIP avec les 5 grandes cartes.....	RED CAR + GC	L7	38	38
Redevance pour exploitation d'une grande carte.....	RED GC	L8	5,5	5,5
Redevance pour exploitation des textes réglementaires (RCA, OPS 1, OPS 3, FCL 1...).....	RED REG	L9	3	3
Licence monoposte de données de l'AIP (base de données complète).....	LIC AIP TOT	L10	100	100
Licence monoposte de données de l'AIP (extraction partielle).....	LIC AIP PAR	L11	34	34
Abonnement à la base de données complète.....	LIC AIP TOT ABO	L12	600	600
Abonnement à la base de données (extraction partielle).....	LIC AIP PAR ABO	L13	120	120
Licence monoposte de données de l'AIP (base de données complète) + abonnement.....	LIC AIP TOT + ABO	L14	650	650
Licence monoposte de données de l'AIP (extraction partielle) + abonnement.....	LIC AIP PAR + ABO	L15	130	130



## 5. Documents à l'unité. – Fournitures

N O M	CODE VENTE	CODE PRIX	PRIX 2008 (en euros)	
			UE	HORS UE
Page de texte format A5.....	SPE PTP	F1	0,23	0,33
Page de texte format A4.....	SPE PTG	F2	0,38	0,48
Carte monochrome format A5.....	SPE CMP	F2	0,38	0,48
Carte monochrome format A4.....	SPE CMG	F3	0,53	0,63
Carte monochrome format supérieur à l'A4.....	SPE CMS	F4	1,68	2
Carte polychrome format A5.....	SPE CPP	F4	1,68	2
Carte polychrome format A4.....	SPE CPG	F5	2,43	3
Carte polychrome format supérieur à l'A4.....	SPE CPS	F6	3,2	3,8
Classeur sélection VAC.....	FRM SEL	F7	13	19
Coffret VAC.....	FRM COF	F7	13	19
Classeur pour documents format A5.....	FRM FA5	F8	11	17
Classeur pour documents format A4.....	FRM FA4	F9	12,25	18,3
Intercalaires vinyle format A4.....	FRM ITG	F10	1,25	1,8
Intercalaires vinyle format A5 jeu de 14 - FRA VAC.....	FRM ITV	F11	10	13
Intercalaires vinyle format A5 jeu de 14 - FRA HEL.....	FRM ITH	F11	10	13
Pochettes vinyle format A5 : lot de 10 (sélection VAC).....	FRM PVC	F12	4,5	6,25
Pochettes vinyle format A5 : lot de 10 (classeur VAC).....	FRM POC	F12	4,5	6,25
Pochette vinyle format A5 (AIP).....	FRM PCA	F13	1,5	2,3
Règle aéronautique.....	REG NAV	F14	2	2,5
Carnet de vol avion-hélicoptère.....	FRM VAH	F15	12,5	16,5
Carnet de vol de pilote planeur.....	FRM VPP	F15	12,5	16,5
Carnet d'ascensions de pilote de ballon.....	FRM VPB	F15	12,5	16,5
Carnet de vol avion-hélicoptère (spécifique revendeur).....	FRM VAH REV	F16	11,5	15,5
Carnet de vol de pilote planeur (spécifique revendeur).....	FRM VPP REV	F16	11,5	15,5
Carnet d'ascensions de pilote de ballon (spécifique revendeur).....	FRM VPB REV	F16	11,5	15,5
Carnet de saut en parachute.....	FRM SEP	F17	8,5	10,5
Carnet de saut en parachute (spécifique revendeur).....	FRM SEP REV	F18	8	10

## TAUX DE REMISES PRATIQUÉS

A l'espace vente du SIA, à Mérignac : 5 %.

Revendeurs :

25 % si volume d'achat annuel supérieur à 10 000 € ;

20 % si volume d'achat annuel compris entre 1 000 € et 10 000 €.

Ces taux de remises sont majorés de 5 % si les produits sont pris sur place au SIA Mérignac.

Libraires :

15 % si volume d'achat annuel inférieur à 1 000 €.

Ces taux de remises sont majorés de 5 % si les produits sont pris sur place au SIA Mérignac.

Forfait expédition (par commande et client livré, hors abonnement) :

– pour la France et les DOM/TOM, 4 € ;

– pour l'Europe, 6,50 € ;

– hors Europe, 12,50 €.

**ARRETE MINISTERIEL du 21 décembre 2007 fixant les taux de promotion dans les corps du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables à compter de l'année 2008.**

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables,

Vu le décret n° 2005-1090 du 1er septembre 2005 relatif à l'avancement de grade dans les corps des administrations de l'Etat ;

Vu l'avis conforme FP/JLP/07-000336 du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique en date du 19 décembre 2007,

Arrête :

Article 1er.— Les taux de promotion permettant de déterminer le nombre maximum des avancements de grade pouvant être prononcés à compter de l'année 2008 dans les

corps du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables en application du décret du 1er septembre 2005 susvisé figurent en annexe au présent arrêté.

Art. 2.— Les taux figurant en annexe au présent arrêté sont également applicables aux corps homologues de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Art. 3.— Le présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement de la directrice générale  
du personnel et de l'administration :  
*L'adjoint de la directrice,*  
F. CAZOTTES.

**CORPS À STATUTS COMMUNS  
À DIVERSES ADMINISTRATIONS DE CATÉGORIE A**

CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES (en pourcentage)
<i>Corps des chargés d'études documentaires</i> Décret n° 98-188 du 19 mars 1998 modifié	
Chargés d'études documentaires principaux de 2 <sup>e</sup> classe _____	10
Chargés d'études documentaires principaux de 1 <sup>re</sup> classe _____	25

**CORPS MINISTÉRIELS DE CATÉGORIE A**

CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES (en pourcentage)
<i>Corps des attachés d'administration de l'équipement</i> Décret n° 2006-1485 du 27 novembre 2006 modifié	
Attachés principaux d'administration de l'équipement _____	10
<i>Corps des ingénieurs des ponts et chaussées</i> Décret n° 2002-523 du 16 avril 2002	
Ingénieurs en chef des ponts et chaussées _____	25
Ingénieurs généraux des ponts et chaussées _____	20
<i>Corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat</i> Décret n° 2005-631 du 30 mai 2005 modifié	
Ingénieurs divisionnaires des travaux publics de l'Etat _____	9
<i>Corps des chargés de recherche</i> Décret n° 94-943 du 28 octobre 1994 modifié	
Chargés de recherche de 1 <sup>re</sup> classe _____	100
<i>Corps des directeurs de recherche</i> Décret n° 94-943 du 28 octobre 1994 modifié	
Directeurs de recherche de 1 <sup>re</sup> classe _____	25
Directeurs de recherche de classe exceptionnelle (1 <sup>er</sup> échelon et 2 <sup>e</sup> échelon) _____	12
<i>Corps des officiers de ports</i> Décret n° 2001-188 du 16 février 2001 modifié	
Officiers de ports du 1 <sup>er</sup> grade _____	5
<i>Corps des inspecteurs des affaires maritimes</i> Décret n° 97-1028 du 5 novembre 1997 modifié	
Inspecteurs principaux des affaires maritimes de 2 <sup>e</sup> classe _____	12
Inspecteurs principaux des affaires maritimes de 1 <sup>re</sup> classe _____	25
<i>Corps des professeurs techniques de l'enseignement maritime</i> Décret n° 93-752 du 29 mars 1993 modifié	
Professeurs techniques de l'enseignement maritime hors classe _____	5
<i>Corps des délégués du permis de conduire et à la sécurité routière</i> Décret n° 97-1017 du 30 octobre 1997	
Délégués principaux du permis de conduire et à la sécurité routière de 2 <sup>e</sup> classe _____	10
Délégués principaux du permis de conduire et à la sécurité routière de 1 <sup>re</sup> classe _____	25

**CORPS À STATUTS COMMUNS  
À DIVERSES ADMINISTRATIONS DE CATÉGORIE B**

CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES (en pourcentage)
<i>Corps des secrétaires administratifs de l'équipement</i> Décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 modifié et décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 modifié	
Secrétaires administratifs de l'équipement de classe supérieure.....	12
Secrétaires administratifs de l'équipement de classe exceptionnelle.....	8
<i>Corps des assistants de service social</i> Décret n° 91-783 du 1 <sup>er</sup> août 1991	
Assistants principaux de service social.....	10

**CORPS MINISTÉRIELS DE CATÉGORIE B**

CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES (en pourcentage)
<i>Corps des techniciens supérieurs de l'équipement</i> Décret n° 70-903 du 2 octobre 1970 modifié	
Techniciens supérieurs principaux de l'équipement.....	16
Techniciens supérieurs en chef de l'équipement.....	15
<i>Corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat</i> Décret n° 88-399 du 21 avril 1988 modifié	
Contrôleurs principaux des travaux publics de l'Etat.....	20
Contrôleurs divisionnaires des travaux publics de l'Etat.....	16
<i>Corps des contrôleurs des affaires maritimes</i> Décret n° 2000-508 du 8 juin 2000 modifié	
Contrôleurs des affaires maritimes de classe supérieure.....	12
Contrôleurs des affaires maritimes de classe exceptionnelle.....	8
<i>Corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière</i> Décret n° 87-997 du 10 décembre 1987 modifié	
Inspecteurs principaux du permis de conduire et de la sécurité routière de 2 <sup>e</sup> classe.....	17
Inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière de 1 <sup>re</sup> classe.....	17
<i>Corps des contrôleurs des transports terrestres</i> Décret n° 76-1126 du 9 décembre 1976 modifié	
Contrôleurs des transports terrestres principaux.....	12
Contrôleurs des transports terrestres divisionnaires.....	8

**CORPS À STATUTS COMMUNS  
À DIVERSES ADMINISTRATIONS DE CATÉGORIE C**

CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES (en pourcentage)
<i>Corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat</i> Décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié	
Adjoints administratifs des administrations de l'Etat de 1 <sup>re</sup> classe.....	64
Adjoints administratifs principaux des administrations de l'Etat de 2 <sup>e</sup> classe.....	17
Adjoints administratifs principaux des administrations de l'Etat de 1 <sup>re</sup> classe.....	15
<i>Corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat</i> Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006	
Adjoints techniques des administrations de l'Etat de 1 <sup>re</sup> classe.....	60
Adjoints techniques principaux des administrations de l'Etat de 2 <sup>e</sup> classe.....	33
Adjoints techniques principaux des administrations de l'Etat de 1 <sup>re</sup> classe.....	33

## CORPS MINISTÉRIELS DE CATÉGORIE C

CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES (en pourcentage)
<i>Corps des dessinateurs</i> Décret n° 70-606 du 2 juillet 1970 modifié	
Dessinateurs chef de groupe de 2 <sup>e</sup> classe.....	30
Dessinateurs chef de groupe de 1 <sup>re</sup> classe.....	25
<i>Corps des experts techniques des services techniques</i> Décret n° 86-1046 du 15 septembre 1986 modifié	
Experts techniques principaux des services techniques.....	12
<i>Corps des personnels d'exploitation des travaux publics de l'Etat</i> Décret n° 91-393 du 25 avril 1991 modifié	
Chefs d'équipe et d'exploitation des travaux publics de l'Etat.....	7
Chefs d'équipe principaux d'exploitation et des travaux publics de l'Etat.....	12
<i>Corps des syndics des gens de mer</i> Décret n° 2000-572 du 26 juin 2000 modifié	
Syndics des gens de mer de 1 <sup>re</sup> classe.....	66
Syndics principaux des gens de mer de 2 <sup>e</sup> classe.....	17
Syndics principaux des gens de mer de 1 <sup>re</sup> classe.....	15

**ARRETE MINISTERIEL du 24 décembre 2007 modifiant les conditions de délais relatives à la possession de l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence et d'autres dispositions relatives à la délivrance du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins en vue d'analyses de biologie médicale et relatif aux préparateurs en pharmacie hospitalière.**

La ministre de la santé, de la jeunesse et des sports,

Vu le code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2006, modifié par l'arrêté du 18 avril 2007, relatif aux conditions de formation de l'auxiliaire ambulancier et au diplôme d'ambulancier ;

Vu l'arrêté du 13 mars 2006, modifié par l'arrêté du 12 juillet 2006, fixant les conditions de délivrance du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins en vue d'analyses de biologie médicale ;

Vu l'arrêté du 2 août 2006, modifié par l'arrêté du 4 juillet 2006, relatif à la formation conduisant au diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière,

Arrête :

Article 1er.— Le dernier alinéa du 1° de l'article 6 de l'arrêté du 26 janvier 2006 susvisé est supprimé.

Art. 2.— Au premier alinéa de l'article 24 du même arrêté, après les mots : "les candidats", sont ajoutés les mots : "titulaires de l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 1,".

Art. 3.— Dans la deuxième phrase de l'article 3 de l'arrêté du 13 mars 2006 susvisé, les mots : "dans une autre direction que celle où ils ont déposé leur dossier" sont remplacés par les mots : "dans l'une des directions mentionnées à l'article 2".

Art. 4.— A l'article 8 du même arrêté, après les mots : "attestation de capacité de prélèvement", sont ajoutés les mots : "ou, en cas d'impossibilité de ces derniers, d'un infirmier nommé dans le grade de cadre de santé lorsqu'il exerce au sein d'un établissement public de santé ou assure des fonctions d'encadrement dans un établissement de santé privé depuis au moins trois ans,".

Art. 5.— L'article 13 du même arrêté est ainsi remplacé :

"Art. 13.— A compter du 1er juin 2010, les techniciens de laboratoire titulaires, à la date de publication du présent arrêté, du certificat de capacité pour effectuer des prélèvements sanguins en vue d'analyses de biologie médicale, qui ont à effectuer des prélèvements sanguins en dehors du laboratoire ou des services d'analyses de biologie médicale, au domicile du patient ou dans un établissement de soins privé ou public, doivent détenir l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 2 en cours de validité."

Art. 6.— L'article 14 du même arrêté est ainsi remplacé :

"Art. 14.— A titre transitoire, les candidats ayant validé l'épreuve théorique ou l'épreuve théorique et le stage à la date de publication du présent arrêté en conservent le bénéfice dans le respect des délais fixés au dernier alinéa de l'article 4 et à l'article 10 du présent arrêté.

A dater de la publication du présent arrêté et jusqu'au 31 mai 2010 :

A - Les techniciens titulaires du certificat de capacité doivent, pour pouvoir effectuer des prélèvements sanguins en dehors du laboratoire ou des services d'analyses de biologie médicale en vue de telles analyses et sur prescription médicale, au domicile du patient ou dans un établissement de soins privé ou public, disposer de l'attestation de formation aux premiers secours ou de l'attestation de formation complémentaire aux premiers secours avec matériel ou du certificat de formation aux activités de premier secours en

équipe ou de l'attestation de formation de prévention et secours civique de niveau 1, complétés par une formation, dans les conditions fixées par le ministre chargé de la santé.

Ces certificats ou attestations doivent être délivrés depuis moins de deux ans par un organisme public habilité ou une association agréée conformément au décret du 30 août 1991 susvisé.

B - Une attestation provisoire de réussite conforme au modèle joint en annexe 1 du présent arrêté est délivrée aux candidats à ce certificat qui ont satisfait aux trois épreuves définies à l'article 1er du présent arrêté, à l'exception du a de l'article 5 et qui justifient de l'une des attestations de formation aux premiers secours délivrées dans les conditions définies au A ci-dessus. Cette attestation provisoire est délivrée par l'une des autorités mentionnées au dernier alinéa de l'article 5 du présent arrêté.

Un certificat de capacité conforme au modèle joint en annexe 2 du présent arrêté est délivré à ces candidats, dès l'obtention de l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 2."

Art. 7.— Dans l'annexe 1 du même arrêté, la mention au 1° est supprimée et les mots : "jusqu'au 31 décembre 2007." sont remplacés par les mots : "jusqu'au 31 mai 2010."

Art. 8.— L'article 4 de l'arrêté du 2 août 2006 susvisé est ainsi modifié :

I - Dans la première phrase du deuxième alinéa, après les mots : "Saint-Pierre-et-Miquelon", sont ajoutés les mots : "ou en Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie française",

II. - Dans la deuxième phrase du deuxième alinéa, après les mots : "en liaison", sont ajoutés les mots : ", selon le cas," et, après les mots : "ou le directeur des affaires sanitaires et sociales", sont ajoutés les mots : "ou le directeur de la santé".

Art. 9.— Avant le dernier alinéa de l'article 5 du même arrêté est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

"Pour l'accès à la formation de préparateur en pharmacie hospitalière, peuvent également se présenter aux épreuves de sélection les candidats au brevet professionnel de préparateur en pharmacie. Leur admission est alors subordonnée à l'obtention du brevet professionnel de préparateur en pharmacie. Ils doivent adresser la copie du diplôme ou du relevé de notes attestant de la réussite au diplôme à la direction du centre de formation de préparateur en pharmacie hospitalière où ils se présentent avant la date de clôture de la liste des candidats admis en formation, fixée par celle-ci."

Art. 10.— Au dernier alinéa de l'article 8 du même arrêté, après les mots : "Saint-Pierre-et-Miquelon", sont ajoutés les mots : "ou en Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie française".

Art. 11.— A l'article 36 du même arrêté, les mots : ", à compter du 1er janvier 2008," sont remplacés par les mots : ", à compter du 1er juin 2010,".

Art. 12.— Les articles 15 et 26 du même arrêté sont abrogés.

Art. 13.— L'annexe I du même arrêté est remplacée comme suit :

## "ANNEXE I

### Sélection de l'apprenti

Pièces à fournir pour la constitution du dossier :

Pour les candidats titulaires du brevet professionnel :

- photocopie du brevet professionnel de préparateur en pharmacie et du relevé de notes attestant de la réussite au brevet professionnel de préparateur en pharmacie ;
- photocopie des bulletins scolaires des 2 années de préparation au brevet professionnel de préparateur en pharmacie.

Pour les candidats en cours d'obtention du brevet professionnel :

- photocopie des bulletins scolaires de la première année et de la deuxième année en cours de préparation au brevet professionnel de préparateur en pharmacie, ainsi que les résultats des BP blancs.

Pour l'ensemble des candidats :

- photocopie du baccalauréat et des autres diplômes ou attestations obtenus ;
- photocopie recto/verso de la carte nationale d'identité ;
- *curriculum vitae* dactylographié ;
- lettre de motivation manuscrite ;
- lettre de préengagement du candidat en qualité d'apprenti, émanant de l'employeur."

Art. 14.— La directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 décembre 2007.

Pour la ministre et par délégation :

Par empêchement de la directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins :

*La chef de service,*

C. D'AUTUME.

### ARRETE INTERMINISTERIEL du 27 décembre 2007 portant classement d'aérodromes et fixant le tarif de la majoration de la taxe d'aéroport.

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,

Vu la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 1609 *quater* ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2007 fixant la liste des aérodromes et le tarif de la taxe d'aéroport applicable sur chacun d'entre eux,

Arrêtent :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 2008, les aérodrômes de Bordeaux-Mérignac et Nantes-Atlantique relèvent de la classe 2.

Art. 2.— A compter du 1er janvier 2008, le tarif de la majoration de la taxe d'aéroport applicable sur les aérodrômes des classes 1, 2 et 3 est fixé à 0,88 euros, hormis pour les vols intérieurs en Polynésie française.

Art. 3.— Le directeur général de l'aviation civile et le directeur du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 2007.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,  
du développement et de l'aménagement durables,*  
Pour le ministre et par délégation :  
*L'ingénieur général des ponts et chaussées,*  
P.-Y. BISSAUGE.

*Le ministre du budget, des comptes publics  
et de la fonction publique,*  
Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur du budget :  
*La sous-directrice,*  
H. EYSSARTIER.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 27 décembre 2007  
modifiant l'arrêté du 26 janvier 2007 relatif au prix de la  
vocation scientifique et technique des jeunes filles.**

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la solidarité,

Vu le décret du 18 mai 2007 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-1000 du 31 mai 2007 relatif aux attributions du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2007 relatif au prix de la vocation scientifique et technique des jeunes filles,

Arrêtent :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté du 26 janvier 2007 susvisé est modifié comme suit :

“Art. 3.— Le nombre de prix attribués sur l'ensemble du territoire métropolitain et les départements et territoires d'outre-mer est fixé à 650. La répartition des prix entre les différentes régions figure en annexe au présent arrêté.”

Art. 2.— L'annexe de l'arrêté du 26 janvier 2007 susvisé indiquant la répartition régionale des prix, dont le nombre s'élevait à 600, est abrogée et remplacée par l'annexe du présent arrêté indiquant la répartition régionale des prix dont le nombre s'élève à 650.

Art. 3.— La chef du service des droits des femmes et de l'égalité du ministère du travail, des relations sociales et de

la solidarité est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour la secrétaire d'Etat et par délégation :  
*La chef du service  
des droits des femmes et de l'égalité,*  
J. VOISIN.

**ANNEXE**

**PRIX DE LA VOCATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**

**(REPARTITION REGIONALE)**

REGIONS	NOMBRE de prix	CREDITS alloués (en euros)
Polynésie française .....	4	4 000

**ARRETE MINISTERIEL du 31 décembre 2007 portant  
création des commissions administratives paritaires  
nationale et locales compétentes à l'égard du corps des  
adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer.**

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006, modifié par le décret n° 2007-655 du 30 avril 2007, relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006, modifié par le décret n° 2007-1876 du 30 décembre 2007, portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1996 modifié fixant les modalités de vote par correspondance en vue de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires relevant de la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur ;

Sur proposition de la secrétaire générale du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Arrête :

Titre Ier

Commission administrative paritaire nationale

Article 1er.— Il est créé une commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard du corps des adjoints

techniques de l'intérieur et de l'outre-mer à la suite de la création de ce corps opérée par l'article 39 du décret du 23 décembre 2006 susvisé. Elle est placée auprès du directeur des ressources humaines du secrétariat général du ministère de l'intérieur.

Art. 2.— Le nombre de représentants du personnel titulaires est fixé conformément à l'article 6 du décret du 28 mai 1982 susvisé.

Art. 3.— Cette commission est compétente pour les matières énumérées à l'article 25 du décret du 28 mai 1982 susvisé, à l'exception de celles dévolues aux commissions administratives paritaires locales en application de l'article 8 du présent arrêté, et dans les autres cas prévus par les textes en vigueur.

## Titre II

### Commissions administratives paritaires locales

Art. 4.— Il est créé une commission administrative paritaire locale compétente à l'égard du corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer auprès du préfet sous l'autorité duquel est placé chaque secrétariat général pour l'administration de la police, pour les agents affectés dans leur ressort.

Art. 5.— Par dérogation à l'article 4, il est créé une commission administrative paritaire locale compétente à l'égard du corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer auprès du directeur des ressources humaines du secrétariat général du ministère de l'intérieur pour les agents affectés dans les services de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, au secrétariat d'Etat chargé de l'outre-mer, à la préfecture de police, à la préfecture de Paris, à la préfecture de la région Ile-de-France, dans les préfectures des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, dans les départements d'outre-mer, dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution (Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles Wallis et Futuna et la Polynésie française), en Nouvelle-Calédonie et au ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement.

Art. 6.— Les adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer affectés dans les greffes des juridictions administratives relèvent de la même commission administrative paritaire locale que les adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer affectés en préfecture dans le même département.

Ils relèvent de la commission administrative paritaire locale créée à l'article 5 lorsqu'ils sont affectés dans les départements et collectivités d'outre-mer ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie.

Art. 7.— Le nombre de représentants du personnel titulaires dans chaque commission administrative paritaire locale créée par les articles 4 et 5 est fixé en tenant compte du nombre de fonctionnaires du grade considéré, conformément à l'article 6 du décret du 28 mai 1982 susvisé.

Art. 8.— Les commissions administratives paritaires locales disposent d'une compétence propre pour les actes faisant l'objet d'une délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales pour lesquels l'avis de la commission administrative paritaire est requis.

Lorsqu'elles ne disposent pas de cette compétence propre, ces commissions peuvent préparer les travaux de la commission administrative paritaire nationale.

## Titre III

### Elections

Art. 9.— La date et les modalités d'organisation des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires nationale et locales sont fixées par arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Art. 10.— Le vote pour l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires nationale et locales peut s'effectuer par correspondance dans les conditions fixées par l'arrêté du 8 janvier 1996 susvisé.

Art. 11.— Il est mis fin aux mandats des représentants du personnel siégeant au sein des commissions administratives paritaires nationale et locales compétentes à l'égard des agents des services techniques, des ouvriers professionnels, des maîtres-ouvriers, des conducteurs automobiles et des chefs de garages du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales à compter du 1er avril 2008.

Art. 12.— L'arrêté du 16 octobre 1990 instituant une commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard des chefs de garage, l'arrêté du 7 novembre 1990 créant les commissions administratives compétentes à l'égard des conducteurs d'automobile, l'arrêté du 17 janvier 1992 instituant les commissions administratives paritaires nationales et locales compétentes à l'égard des ouvriers professionnels et maîtres ouvriers, l'arrêté du 19 décembre 2000 portant création de commissions administratives paritaires nationales et locales compétentes à l'égard des corps des agents des services techniques du ministère de l'intérieur et l'arrêté du 11 juin 2001 portant création de commissions administratives paritaires à l'administration centrale du secrétariat d'Etat à l'outre-mer sont abrogés à compter du 1er avril 2008.

Art. 13.— La secrétaire générale du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 2007.

Pour la ministre et par délégation :  
La sous-directrice des personnels,  
M. Kirry.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels techniques et spécialisés du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.**

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement et la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 13, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984

modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 78-399 du 20 mars 1978 relatif, pour les départements d'outre-mer, à la prise en charge des frais de voyage de congés bonifiés accordés aux magistrats et fonctionnaires civils de l'Etat, modifié par le décret n° 85-257 du 19 février 1985 ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n° 84-474 du 15 juin 1984 relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale, modifié par le décret n° 2004-1193 du 9 novembre 2004 ;

Vu le décret n° 84-1051 du 30 novembre 1984 pris en application de l'article 63 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat en vue de faciliter le reclassement des fonctionnaires de l'Etat reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, modifié par le décret n° 2000-198 du 6 mars 2000 ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-179 du 20 février 1995 modifié relatif à la cessation progressive d'activité et pris pour l'application de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 modifiée ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, modifié par le décret n° 2005-38 du 18 janvier 2005 ;

Vu le décret n° 96-1026 du 26 novembre 1996 relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et de certains magistrats dans les territoires d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna, modifié par la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 ;

Vu le décret n° 96-1027 du 26 novembre 1996 relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et de certains magistrats dans la collectivité territoriale de Mayotte, modifié par la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 ;

Vu le décret n° 2002-916 du 30 mai 2002 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration de la police, modifié par le décret n° 2006-724 du 21 juin 2006 ;

Vu le décret n° 2005-902 du 2 août 2005 pris pour l'application de l'article 22 *bis* de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-536 du 11 mai 2006 relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat du congé de présence parentale ;

Vu le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur, modifié par le décret n° 2007-1876 du 26 décembre 2007 ;

Vu le décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat ;

Vu le décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat,

Arrêtent :

Article 1er. — Les corps et emplois relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales concernés par le présent arrêté sont les suivants :

#### 1 - Personnels des services techniques

##### *Corps et emplois de catégorie C*

a) Corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer régi par le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 modifié.

b) Corps des contremaîtres des services techniques du matériel du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique régi par le décret n° 92-1119 du 2 octobre 1992 modifié.

c) Emploi d'agent principal des services techniques du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 75-888 du 23 septembre 1975 modifié.

##### *Corps de catégorie B*

d) Corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 97-259 du 17 mars 1997 modifié.

##### *Corps et emplois de catégorie A*

e) Corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 2005-1304 du 19 octobre 2005 modifié.

f) Emploi de chef des services techniques du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 2005-1305 du 19 octobre 2005.



## 2 - Personnels des services des systèmes d'information et de communication

### *Corps de catégorie C*

a) Corps des agents des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 69-904 du 29 septembre 1969 modifié.

### *Corps de catégorie B*

b) Corps des techniciens des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 2000-798 du 24 août 2000 modifié.

### *Corps et emplois de catégorie A*

c) Corps des ingénieurs des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur et de la décentralisation régi par le décret n° 84-238 du 29 mars 1984 modifié.

d) Emploi de chef des services des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 2007-1487 du 17 octobre 2007.

## 3 - Personnels du service social

### *Corps de catégorie B*

a) Corps des assistants de service social du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 91-783 du 1er août 1991 modifié.

### *Corps de catégorie A*

b) Corps des conseillers techniques de service social du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 91-784 du 1er août 1991 modifié.

Art. 2.— Pour les personnels des services techniques et des systèmes d'information et de communication placés sous leur autorité, sont déléguées aux préfets de département, au préfet de la région Ile-de-France, aux chefs des services administratifs et techniques de la police dans les départements d'outre-mer et au représentant de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie les décisions dans les domaines suivants :

- 1 - Recrutement des corps de catégorie C.  
Des arrêtés du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales d'autorisation de recrutements avec ou sans concours fixent le nombre des postes à pourvoir et la répartition géographique de ces postes.
- 2 - Recrutement par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE).  
Des arrêtés du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales d'ouverture de recrutements par cette voie fixent le nombre de postes à pourvoir et la répartition géographique de ces postes.
- 3 - Recrutement par la voie contractuelle de travailleurs handicapés prévu par le décret du 25 août 1995 susvisé, pour les corps de catégorie C.  
Des arrêtés du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales d'ouverture de recrutements par cette voie fixent le nombre de postes à pourvoir et la répartition géographique de ces postes.

4 - Nomination des lauréats des examens professionnels et des avancements de grade au choix après inscription au tableau national d'avancement.  
Pour les personnels de catégorie C, nomination des lauréats des concours et des recrutements sans concours.

5 - Affectation au sein de ses propres services, pour les corps de catégories B et C.

Affectation au sein de ses propres services, sans changement de résidence administrative, pour les corps de catégorie A.

6 - Prolongation de stage, sauf pour les corps de catégorie A. Excepté pour les corps de catégorie A, prolongation des contrats des personnels recrutés par la voie du PACTE et par la voie contractuelle instituée par le décret du 25 août 1995 susvisé.

7 - Titularisation des personnels recrutés par la voie du PACTE (sauf en cas de refus).

Excepté pour les corps de catégorie A, et sauf en cas de refus, titularisation des lauréats des concours, des recrutements sans concours et des personnels recrutés conformément au décret du 25 août 1995 susvisé.

8 - Avancement d'échelon.

9 - Reclassement (sauf pour les statuts d'emploi).

10 - Sanctions disciplinaires du premier groupe prévues à l'article 66 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

11 - Sanctions disciplinaires prévues aux 1° et 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé.

12 - Détachement prévu au 10° de l'article 14 du décret du 16 septembre 1985 susvisé.

12 bis - Réintégration, après détachement, mentionné au 12, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

13 - Mise en disponibilité dans les cas prévus au titre V du décret du 16 septembre 1985 susvisé, sauf en cas de refus et sauf pour les personnels de catégorie A en ce qui concerne les articles 44 et 46.

13 bis - Réintégration, après disponibilité, mentionné au 13, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

14 - Travail à temps partiel conformément aux dispositions de la loi du 11 janvier 1984 et des décrets du 20 juillet 1982 et du 7 octobre 1994 susvisés, sauf dans le cas où l'avis de la commission administrative paritaire est requis.

15 - Congés prévus aux articles 34, 40 bis, 53 et 54 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, sauf en cas de refus pour les 6°, 6° bis, 6° ter et 7° de l'article 34, et aux titres IV et V du décret du 7 octobre 1994 susvisé.

15 bis - Réintégration, après congé, mentionné au 15, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer, pour les personnels de catégories B et C.

Réintégration, après congé, mentionné au 15, dans les mêmes services, sans changement de résidence administrative, pour les personnels de catégorie A.

- 16 - Autorisations spéciales d'absence accordées en application du décret du 28 mai 1982 susvisé.
- 17 - Reclassement du fonctionnaire prévu à l'article 63 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, au sein du même département ou de la même collectivité d'outre-mer, et du même corps.
- 18 - Aménagement du poste de travail lié à l'état de santé de l'agent.
- 19 - Reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents et des maladies professionnelles.
- 20 - Reconnaissance de l'état d'invalidité temporaire et ouverture du droit au versement de l'allocation temporaire d'invalidité et, le cas échéant, de la majoration pour tierce personne.
- 21 - Bénéfice des prestations de l'assurance maladie et de l'assurance invalidité.
- 22 - Mise en position figurant aux 5° et 6° de l'article 32 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.
- 23 - Cessation progressive d'activité.
- 24 - Etablissement et signature des cartes d'identité professionnelles.
- 25 - Acceptation des démissions pour les corps de catégorie C.
- 26 - Radiation des cadres en vue de l'admission à la retraite.
- 27 - Honorariat.
- 28 - Autorisation de cumul d'activités prévue par le décret du 2 mai 2007 susvisé.
- 29 - Changement de spécialité pour les adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

Art. 3.— Sont déléguées aux préfets sous l'autorité desquels sont placés les secrétariats généraux pour l'administration de la police, à l'exception du secrétariat général pour l'administration de la police de Paris :

- l'affectation au sein d'un même service, sans changement de département, pour les personnels de catégories B et C ;
- l'affectation au sein d'un même service, sans changement de résidence administrative, pour les personnels de catégorie A ;
- les décisions répertoriées à l'article 2, sauf les 5, 12 *bis*, 13 *bis* et 15 *bis* ;
- la réintégration dans le même service, après détachement ou disponibilité octroyés en vertu des 12 et 13 de l'article 2, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer ;
- la réintégration dans le même service, après congé octroyé en vertu du 15 de l'article 2, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer, pour les personnels de catégories B et C ;
- la réintégration dans le même service après congé octroyé en vertu du 15 de l'article 2, sans changement de résidence administrative, pour les personnels de catégorie A.

Ces délégations s'appliquent, dans le ressort du secrétariat général pour l'administration de la police concerné, aux personnels des services techniques et des systèmes d'information et de communication affectés dans les services du secrétariat général pour l'administration de la police, le service zonal des systèmes d'information et de communication, les services de police nationale et, le cas échéant, l'établissement de soutien opérationnel et logistique.

Sont également déléguées aux préfets mentionnés au premier alinéa de cet article les réductions d'ancienneté pour les personnels des corps de catégories B et C affectés dans leur ressort, quelle que soit l'autorité sous laquelle ces agents sont placés, à l'exception des personnels affectés dans les services de l'administration centrale du ministère de l'intérieur.

Art. 4.— Pour les personnels des services techniques et des systèmes d'information et de communication en fonction au sein des greffes des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, sont déléguées au vice-président du Conseil d'Etat les décisions répertoriées aux 5, 10, 11, 23 et 27 de l'article 2, les congés prévus aux 6°, 6° *bis*, 6° *ter* et 7° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée (sauf en cas de refus) et par les décrets du 20 mars 1978 et du 26 novembre 1996 susvisés, ainsi que la réintégration suite à ces congés, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer pour les personnels de catégories B et C, et sans changement de résidence administrative pour les personnels de catégorie A.

Sous réserve du premier alinéa de cet article, sont déléguées aux présidents des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel les décisions répertoriées aux 12 à 22, 24 et 28 de l'article 2.

Les décisions répertoriées à l'article 2 qui ne sont pas mentionnées aux deux alinéas précédents relèvent de la compétence des préfets de département et des représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, lorsque les agents sont affectés dans leur ressort.

La délégation de pouvoir prévue à l'alinéa précédent n'est pas applicable aux personnels en fonction au sein des greffes du tribunal administratif et de la cour administrative d'appel de Paris.

Art. 5.— Pour les personnels du service social placés sous leur autorité, sont déléguées aux préfets de département, au préfet de la région Ile-de-France et aux représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie :

- l'affectation au sein d'un même service, sans changement de résidence administrative ;
- les décisions répertoriées aux 8 à 28 de l'article 2, sauf les 5, 12 *bis*, 13 *bis*, 15 *bis*, 25, et sauf dans les cas prévus aux articles 44 et 46 du décret du 16 septembre 1985 susvisé ;
- la réintégration dans le même service, après détachement ou disponibilité octroyés en vertu de l'alinéa précédent, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer ;
- la réintégration dans le même service, après congé octroyé en vertu du 15 de l'article 2, sans changement de résidence administrative.

Art. 6.— Pour les personnels des services techniques et des systèmes d'information et de communication en fonction

dans les services du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, sont délégués au ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement :

- l'affectation au sein d'un même service, sans changement de résidence administrative ;
- les décisions répertoriées aux 5, 10, 11, 14 (sauf celles figurant à l'article 34 *bis* de la loi du 11 janvier 1984 susvisée et à l'article 24 *bis* du décret du 12 octobre 1994 susvisé), 16, 18, 22 à 24, et 26 à 28 de l'article 2 ;
- les congés prévus aux articles 34 (sauf le 3° et le 4°), 40 *bis*, 53 et 54 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, ceux figurant au titre IV du décret du 12 octobre 1994 susvisé, ainsi que les congés ordinaires de maladie pour les agents stagiaires ;
- les disponibilités prévues à l'article 47 du décret du 16 septembre 1985 susvisé ;
- la réintégration des agents, après disponibilité octroyée en vertu de cet article ;
- la réintégration des agents, après congé octroyé en vertu de cet article, sans changement de résidence administrative.

Ces décisions sont prises après avis du comité médical compétent si nécessaire.

Art. 7.— Les arrêtés du 6 mars 2007 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels des services techniques du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels techniques de service et ouvriers, portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels du service social du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire sont abrogés.

Art. 8.— Le secrétaire général du Conseil d'Etat, la secrétaire générale du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le secrétaire général du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, les préfets, les représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie et les présidents des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 janvier 2008.

*La ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*  
Michèle ALLIOT-MARIE.

*Le ministre de l'immigration,  
de l'intégration, de l'identité nationale  
et du codéveloppement,*  
Brice HORTEFEUX.

*La garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Rachida DATI.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 7 janvier 2008 portant  
délégation de pouvoir en matière de recrutement et de  
gestion de certains personnels administratifs du  
ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collec-  
tivités territoriales.**

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement et la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 78-399 du 20 mars 1978 relatif, pour les départements d'outre-mer, à la prise en charge des frais de voyage de congés bonifiés accordés aux magistrats et fonctionnaires civils de l'Etat, modifié par le décret n° 85-257 du 19 février 1985 ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n° 84-474 du 15 juin 1984 relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale, modifié par le décret n° 2004-1193 du 9 novembre 2004 ;

Vu le décret n° 84-1051 du 30 novembre 1984 pris en application de l'article 63 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat en vue de faciliter le reclassement des fonctionnaires de l'Etat reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, modifié par le décret n° 2000-198 du 6 mars 2000 ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-179 du 20 février 1995 modifié relatif à la cessation progressive d'activité et pris pour l'application de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 modifiée ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, modifié par le décret n° 2005-38 du 18 janvier 2005 ;

Vu le décret n° 96-1026 du 26 novembre 1996 relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et de certains magistrats dans les territoires d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna, modifié par la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 ;

Vu le décret n° 96-1027 du 26 novembre 1996 relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et de certains magistrats dans la collectivité territoriale de Mayotte, modifié par la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 ;

Vu le décret n° 2005-902 du 2 août 2005 pris pour l'application de l'article 22 *bis* de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-536 du 11 mai 2006 relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat du congé de présence parentale ;

Vu le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur, modifié par le décret n° 2007-1876 du 26 décembre 2007 ;

Vu le décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, d'agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat ;

Vu le décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat,

Arrêtent :

Article 1er. — Les corps et emplois des personnels administratifs relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales concernés par le présent arrêté sont les suivants :

- a) Emploi de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, régi par le décret n° 2007-1488 du 17 octobre 2007 ;
- b) Emploi de chef de service administratif des préfectures, régi par le décret n° 97-584 du 30 mai 1997 modifié ;
- c) Corps des directeurs de préfecture, régi par le décret n° 97-583 du 30 mai 1997 modifié ;
- d) Corps des attachés d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, régi par les décrets n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié et n° 2006-1779 du 23 décembre 2006 ;
- e) Corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer, régi par les décrets n° 94-1016 et 94-1017 du 18 novembre 1994 modifiés et le décret n° 2006-1777 du 23 décembre 2006 ;
- f) Corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat, régis par le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié.

Art. 2. — Sous réserve des dispositions prévues aux articles 3, 4 et 5, les décisions dans les domaines énumérés ci-après sont déléguées aux préfets de département, au préfet de la région d'Ile-de-France et aux représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie pour les personnels administratifs placés sous leur autorité, à l'exception des personnels en fonctions à la préfecture de Paris :

- 1 - Affectations au sein des services (sauf directeurs de préfecture) ;
- 2 - Avancement d'échelon ;
- 3 - Réductions d'ancienneté ;

- 4 - Arrêtés individuels après nomination consécutive à une inscription sur liste d'aptitude nationale ou sur tableau d'avancement national ;
- 5 - Reclassements (hors conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer) ;
- 6 - Sanctions disciplinaires du premier groupe prévues à l'article 66 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ou celles prévues aux 1° et 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- 7 - Détachement prévu au 10° de l'article 14 du décret du 16 septembre 1985 susvisé, sauf réintégration ;
- 8 - Décisions relatives aux disponibilités :

- disponibilité d'office et renouvellement à l'expiration des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée et réintégration dans le même département ;
- disponibilités de droit et renouvellement :
  - disponibilité pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire ;
  - disponibilité pour élever un enfant de moins de huit ans ou donner des soins à un enfant à charge, au conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ;
  - disponibilité pour donner des soins au conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie graves ;
  - disponibilité accordée au fonctionnaire titulaire de l'agrément mentionné aux articles L. 225-2 et L. 225-15 du code de l'action sociale et des familles sociales lorsqu'il se rend dans les départements d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie ou à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou de plusieurs enfants ;
  - disponibilité pendant la durée de son mandat au fonctionnaire qui exerce un mandat d'élu local ;
- disponibilités sur demande de l'agent (sauf refus) et renouvellement :
  - disponibilité pour études ou recherches présentant un intérêt général ;
  - disponibilité pour convenances personnelles ;
  - disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise au sens de l'article L. 351-24 du code du travail ;
  - décisions de réintégration dans les mêmes services, sauf en cas de changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

#### 9 - Décisions relatives à la durée du travail :

- octroi d'autorisation de travail à mi-temps pour raison thérapeutique ;
- octroi et renouvellement d'autorisation de travail à temps partiel ;
- mise en cessation progressive d'activité.

#### 10 - Décisions relatives aux congés :

- congés annuels ;
- congé de maternité ;
- congé de paternité ;
- congé d'adoption ;
- congé de maladie ;

- congé de longue maladie et réintégration ;
- congé de longue durée et réintégration ;
- congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs ;
- congé pour période d'instruction militaire ;
- congés spéciaux pour infirmités de guerre ;
- congés prévus aux articles 18, 19, 20 et 24 (2°) du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- mise en position de congé parental ;
- congé de présence parentale ;
- congé de formation professionnelle (sauf refus) ;
- congé pour bilan de compétences (sauf refus) ;
- congé pour validation des acquis de l'expérience (sauf refus) ;
- congé de formation syndicale (sauf refus) ;
- congés pour siéger, comme représentant d'une association déclarée en application de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ou inscrite au registre des associations en application de la loi du 19 avril 1908 applicable au contrat d'association dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ou d'une mutuelle au sens du code de la mutualité, dans une instance, consultative ou non, instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'Etat à l'échelon national, régional ou départemental, ou d'une collectivité territoriale ;
- congés d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
- décisions de réintégration dans les mêmes services, sauf en cas de changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

#### 11 - Décisions relatives aux autorisations d'absence :

- autorisation spéciale d'absence pour l'exercice du droit syndical ;
- autorisation spéciale d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.

- 12 - Décisions relatives au reclassement du fonctionnaire par suite d'altération de son état physique après examen du comité médical (reclassement au sein du même département et du même corps) ;
- 13 - Aménagement du poste de travail pendant le congé pour maternité ou en cas d'invalidité ;
- 14 - Reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- 15 - Reconnaissance de l'état d'invalidité temporaire et ouverture du droit au versement de l'allocation temporaire d'invalidité et, le cas échéant, de la majoration pour tierce personne ;
- 16 - Bénéfice des prestations de l'assurance maladie et de l'assurance invalidité ;
- 17 - Mise en position d'accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle ;
- 18 - Etablissement et signature des cartes d'identité professionnelle ;
- 19 - Radiation des cadres pour admission à la retraite ;
- 20 - Octroi ou refus de l'honorariat ;
- 21 - Autorisation de cumul d'activités.

Art. 3. — I. - Pour les personnels administratifs figurant aux *e* et *f* de l'article 1er affectés dans leurs services, à l'exception des personnels en fonctions à la préfecture de Paris, les décisions dans les domaines énumérés ci-après sont également déléguées au préfet de la région d'Ile-de-France, à l'exception des points 2 à 5, aux préfets de département, aux représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie :

- 1 - Recrutement par voie contractuelle de travailleurs handicapés de catégorie C (après autorisation ministérielle) ;
- 2 - Recrutements sans concours dans le corps des adjoints administratifs. Le nombre et la répartition géographique des postes à pourvoir sont fixés par arrêté du ministre de l'intérieur ;
- 3 - Recrutement par la voie du PACTE (après autorisation ministérielle) ;
- 4 - Nomination des adjoints administratifs recrutés sans concours ;
- 5 - Nomination des lauréats de concours d'adjoint administratif ;
- 6 - Prolongation des contrats des travailleurs handicapés de catégorie C ;
- 7 - Prolongation de stage pour les adjoints administratifs ;
- 8 - Prolongation des contrats des personnels recrutés par la voie du PACTE ;
- 9 - Titularisation des adjoints administratifs recrutés sans concours ;
- 10 - Titularisation des lauréats de concours d'adjoint administratif ;
- 11 - Titularisation des personnels recrutés par la voie du PACTE (sauf refus) ;
- 12 - Titularisation des travailleurs handicapés de catégorie C (sauf refus) ;
- 13 - Titularisation des lauréats de concours de secrétaire administratif ;
- 14 - Mutations à l'intérieur de la circonscription ;
- 15 - Acceptation des démissions pour les adjoints administratifs.

II. - Pour ces mêmes personnels, sont délégués aux préfets de région, à l'exception de la région d'Ile-de-France, au préfet de Corse, aux représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie :

- les actes relatifs aux recrutements par concours dans le corps des secrétaires administratifs ;
- les actes relatifs aux recrutements par concours dans le corps des adjoints administratifs. Lorsque plusieurs départements sont concernés, il est ouvert un concours pour chacun de ces départements.

Des arrêtés du ministère de l'intérieur d'autorisation d'ouverture des concours fixent le nombre des postes à pourvoir et la répartition géographique de ces postes.

Art. 4. — Pour les personnels administratifs de catégorie A mentionnés aux *a* à *d* de l'article 1er, en fonctions dans les services de la police nationale et dans les services relevant des secrétariats généraux pour l'administration de la police, sont déléguées aux préfets sous l'autorité desquels sont placés les secrétariats généraux pour l'administration de la police et, dans les départements d'outre-mer, les services administratifs et techniques de la police les décisions dans les domaines répertoriés à l'article 2, à l'exception de ceux mentionnés aux points 3 et 6.

Art. 5. — Pour les personnels administratifs mentionnés à l'article 1er en fonctions dans les services de la préfecture de Paris, sont déléguées au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, les décisions suivantes :

- 1 - Affectations au sein des services ;
- 2 - Avancement d'échelon ;
- 3 - Arrêtés individuels après nomination consécutive à une inscription sur liste d'aptitude nationale ou sur tableau d'avancement national ;
- 4 - Reclassements (hors conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer) ;
- 5 - Sanctions disciplinaires du premier groupe prévues à l'article 66 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ou celles prévues aux 1° et 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- 6 - Décisions relatives aux disponibilités :
  - disponibilité d'office et renouvellement à l'expiration des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée et réintégration dans le même département ;
  - disponibilités de droit et renouvellement :
    - disponibilité pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire ;
    - disponibilité pour élever un enfant de moins de huit ans ou donner des soins à un enfant à charge, au conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ;
    - disponibilité pour donner des soins au conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie graves ;
    - disponibilité accordée au fonctionnaire titulaire de l'agrément mentionné aux articles L. 225-2 et L. 225-15 du code de l'action sociale et des familles sociales lorsqu'il se rend dans les départements d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie ou à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou de plusieurs enfants ;
    - disponibilité pendant la durée de son mandat au fonctionnaire qui exerce un mandat d'élu local ;
    - décisions de réintégration dans les mêmes services, sauf en cas de changement de département ou de collectivité d'outre-mer.
- 7 - Décisions relatives à la durée du travail :
  - octroi et renouvellement d'autorisation de travail à temps partiel ;
  - octroi d'autorisation de travail à temps partiel pour raison thérapeutique ;
  - mise en cessation progressive d'activité.
- 8 - Décisions relatives aux congés (sauf dans les cas où l'avis de la CAP est requis) :
  - congés annuels ;
  - congé de maternité ;
  - congé de paternité ;
  - congé d'adoption ;
  - congé de maladie ;
  - congé de longue maladie ;
  - congé de longue durée ;

- congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs ;
- congé pour période d'instruction militaire ;
- congés spéciaux pour infirmités de guerre ;
- congés prévus aux articles 18, 19, 20 et 24 (2°) du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- mise en position de congé parental ;
- congé de présence parentale ;
- congé de formation professionnelle (sauf refus) ;
- congé pour bilan de compétences (sauf refus) ;
- congé pour validation des acquis de l'expérience (sauf refus) ;
- congé de formation syndicale (sauf refus) ;
- congés pour siéger, comme représentant d'une association déclarée en application de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ou inscrite au registre des associations en application de la loi du 19 avril 1908 applicable au contrat d'association dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ou d'une mutuelle au sens du code de la mutualité, dans une instance, consultative ou non, instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'Etat à l'échelon national, régional ou départemental, ou d'une collectivité territoriale ;
- congés d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
- décisions de réintégration dans les mêmes services.

#### 9 - Décisions relatives aux autorisations d'absence :

- autorisation spéciale d'absence pour l'exercice du droit syndical ;
  - autorisation spéciale d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.
- 10 - Décisions relatives au reclassement du fonctionnaire par suite d'altération de son état physique après examen du comité médical (reclassement au sein du même département et du même corps) ;
  - 11 - Aménagement du poste de travail pendant le congé pour maternité ou en cas d'invalidité ;
  - 12 - Reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
  - 13 - Bénéfice des prestations de l'assurance maladie et de l'assurance invalidité ;
  - 14 - Mise en position d'accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle ;
  - 15 - Etablissement et signature des cartes d'identité professionnelles ;
  - 16 - Radiation des cadres pour admission à la retraite ;
  - 17 - Acceptation des démissions pour les adjoints administratifs ;
  - 18 - Octroi ou refus de l'honorariat ;
  - 19 - Autorisation de cumul d'activités.

Art. 6. — Pour les personnels administratifs en fonction au sein des greffes des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, sont déléguées :



I - Au vice-président du Conseil d'Etat les décisions suivantes :

- 1 - Affectations au sein des services ;
- 2 - Sanctions disciplinaires du premier groupe et celles prévues aux 1° et 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- 3 - Congés de formation professionnelle (sauf refus) ;
- 4 - Congés pour bilan de compétences (sauf refus) ;
- 5 - Congés pour validation des acquis de l'expérience (sauf refus) ;
- 6 - Congés de formation syndicale (sauf refus) ;
- 7 - Congés bonifiés ;
- 8 - Congés administratifs prévus aux articles 4 des décrets n° 96-1026 et n° 96-1027 du 26 novembre 1996 susvisés ;
- 9 - Mise en cessation progressive d'activité ;
- 10 - Octroi ou refus de l'honorariat.

II. - Aux présidents des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs les décisions répertoriées aux points 7 à 17 de l'article 2, à l'exception des actes délégués au vice-président du Conseil d'Etat en application du I du présent article.

Les décisions répertoriées à l'article 2, qui ne sont pas mentionnées aux I et II du présent article, relèvent de la compétence du préfet du département siège de la juridiction administrative ou des représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie, sauf pour les personnels en fonction au sein des greffes du tribunal administratif et de la cour administrative d'appel de Paris.

Art. 7. — Pour les personnels administratifs en fonctions dans les services relevant du ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, sont délégués à ce ministre :

- 1 - Affectations au sein des services ;
- 2 - Sanctions disciplinaires du premier groupe prévues à l'article 66 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ou celles prévues aux 1° et 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- 3 - Décisions relatives aux disponibilités :
  - disponibilités de droit et renouvellement :
    - disponibilité pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire ;
    - disponibilité pour élever un enfant de moins de huit ans ou donner des soins à un enfant à charge, au conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ;
    - disponibilité pour donner des soins au conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie graves ;
    - disponibilité accordée au fonctionnaire titulaire de l'agrément mentionné aux articles L. 225-2 et L. 225-15 du code de l'action sociale et des familles sociales lorsqu'il se rend dans les départements d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie ou à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou de plusieurs enfants ;

- disponibilité pendant la durée de son mandat au fonctionnaire qui exerce un mandat d'élu local ;
- décisions de réintégration dans les mêmes services, sauf en cas de changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

#### 4 - Décisions relatives à la durée du travail :

- octroi et renouvellement d'autorisation de travail à temps partiel (sauf temps partiel thérapeutique) ;
- mise en cessation progressive d'activité.

#### 5 - Décisions relatives aux congés (sauf dans les cas où l'avis de la CAP est requis) :

- congés annuels ;
- congé de maternité ;
- congé de paternité ;
- congé d'adoption ;
- congé de maladie ;
- congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs ;
- congé pour période d'instruction militaire ;
- congés spéciaux pour infirmités de guerre ;
- congés prévus aux articles 18, 19, 20 et 24 (2°) du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- mise en position de congé parental ;
- congé de présence parentale ;
- congé de formation professionnelle (sauf refus) ;
- congé pour bilan de compétences (sauf refus) ;
- congé pour validation des acquis de l'expérience (sauf refus) ;
- congé de formation syndicale (sauf refus) ;
- congés pour siéger, comme représentant d'une association déclarée en application de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ou inscrite au registre des associations en application de la loi du 19 avril 1908 applicable au contrat d'association dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ou d'une mutuelle au sens du code de la mutualité, dans une instance, consultative ou non, instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'Etat à l'échelon national, régional ou départemental, ou d'une collectivité territoriale ;
- congés d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
- décisions de réintégration dans les mêmes services.

#### 6 - Décisions relatives aux autorisations spéciales d'absence :

- autorisation spéciale d'absence pour l'exercice du droit syndical ;
- autorisation spéciale d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.

#### 7 - Aménagement du poste de travail pendant le congé pour maternité ou en cas d'invalidité ;

- 8 - Mise en position d'accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle ;
- 9 - Etablissement et signature des cartes d'identité professionnelles ;

- 10 - Radiation des cadres pour admission à la retraite ;
- 11 - Octroi ou refus de l'honorariat ;
- 12 - Autorisation de cumul d'activités.

Art. 8.— L'arrêté du 6 mars 2007 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs de catégorie A du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (emplois de directeur des services de préfecture, de chef des services administratifs de préfecture, corps des directeurs de préfecture, des attachés d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer) et l'arrêté du 6 mars 2007 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs de catégories B et C du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer, des adjoints administratifs du ministère de l'intérieur et du ministère de l'outre-mer) sont abrogés.

Art. 9.— Le secrétaire général du Conseil d'Etat, la secrétaire générale du ministère de l'intérieur, le secrétaire général du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, les préfets et les présidents des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 janvier 2008.

*La ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*  
Michèle ALLIOT-MARIE.

*Le ministre de l'immigration,  
de l'intégration, de l'identité nationale  
et du codéveloppement,*  
Brice HORTEFEUX.

*La garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Rachida DATI.

**ARRETE n° 4-2007 PPF du 6 décembre 2007 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la paierie de la Polynésie française.**

Le trésorier-payeur général de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu l'inspection générale du 16 août 1966 sur l'organisation du service des comptables publics (paragraphe V) ;

Vu la lettre de la direction générale de la comptabilité publique nommant M. Pierre Menou, receveur des finances, chef de poste de la paierie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3-2007 PPF du 1er août 2007 ;

Sur proposition du directeur départemental du Trésor public, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 3-2007 PPF du 1er août 2007 susvisé est partiellement modifié par ce qui suit :

"Art. 2.— Délégations spéciales :

Le 3e alinéa est annulé et remplacé par ce qui suit :

"M. Irwin Lagarde, contrôleur du Trésor public, reçoit, pour ce qui concerne le fonctionnement courant du secteur chargé du recouvrement de l'impôt, les mêmes pouvoirs que M. Bares, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de la part de celui-ci, sans que cette condition soit opposable aux tiers."

Le 5e alinéa est annulé et remplacé par ce qui suit :

"Mme Maryvonne Alexandre, contrôleur du Trésor public, reçoit mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du service chargé de la tenue de la comptabilité générale du poste, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de Mme Grassler et de moi-même, sans que cette condition soit opposable aux tiers."

Le 6e alinéa est annulé et remplacé par ce qui suit :

"Mmes Véronique Mariteragi et Aurélie Audebert, respectivement contrôleur principal et contrôleur du Trésor public, reçoivent mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du service chargé du paiement des dépenses assignées à ma caisse, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de Mme Grassler et de moi-même, sans que cette condition soit opposable aux tiers."

Le point 1, 2e alinéa est annulé et remplacé par ce qui suit :

"MM. Irwin Lagarde et Fabrice Helias, contrôleurs du Trésor public, reçoivent les mêmes pouvoirs, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de la part de Mme Grassler et de M. Bares, sans que cette condition soit opposable aux tiers."

Le point 2, 2e alinéa est annulé et remplacé par ce qui suit :

"MM. Irwin Lagarde et Fabrice Helias, contrôleurs du Trésor public, reçoivent les mêmes pouvoirs, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de la part de Mme Grassler et de M. Bares, sans que cette condition soit opposable aux tiers."

Le point 3, 2e alinéa est annulé et remplacé par ce qui suit :

"MM. Irwin Lagarde et Fabrice Helias, contrôleurs du Trésor public, reçoivent les mêmes pouvoirs, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de la part de Mme Grassler et de M. Bares, sans que cette condition soit opposable aux tiers."

Art. 2.— Le directeur départemental, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 décembre 2007.  
Jean A. PETIT.



**ARRETE n° 1-2008 TGPF du 1er janvier 2008 portant modification de mandataires et délégation de signatures.**

Le trésorier-payeur général de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu l'inspection générale du 16 août 1966 sur l'organisation du service des comptables publics (paragraphe V) ;

Vu le décret du 23 septembre 2005 nommant M. Jean A. Petit trésorier-payeur général de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3-2007 TGPF du 1er août 2007 ;

Sur proposition du directeur départemental du Trésor public, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 3-2007 TGPF du 1er août 2007 susvisé est modifié en son point 6 par ce qui suit :

“Art. 2. — Délégations spéciales :

6 - En ce qui concerne le service ressources humaines, budget et logistique (RHBL)

Procuration spéciale est donnée à Mme Sophie Letellier, inspecteur du Trésor public, chef du service RHBL, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service ;
- les bons de commande et les fiches d'intervention ;
- les certificats et attestations ;
- en sa qualité de responsable d'inventaire, les tableaux de synthèse de contrôle et les déclarations de conformité ;
- en sa qualité de responsable de rattachement des charges et des produits à l'exercice à la trésorerie générale de la Polynésie française, les déclarations de conformité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Letellier, Mme Marina Marriott et M. Philippe Wittmann, contrôleurs du Trésor public, reçoivent les mêmes pouvoirs que Mme Letellier à l'exception des deux derniers points, respectivement pour les secteurs ressources humaines et budget et logistique, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.”

Art. 2. — Le directeur départemental, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er janvier 2008.  
Jean A. PETIT.

**ARRETE MINISTERIEL du 21 décembre 2007 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de concours nationaux pour le recrutement de gardiens de la paix du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Par arrêté de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 21 décembre 2007, indépendamment des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et aux travailleurs handicapés, est autorisée, au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, au titre de l'année 2008, l'ouverture d'un recrutement de gardiens de la paix du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française par deux concours distincts, le premier externe, le second ouvert aux adjoints de sécurité :

- recrutés avant le 1er janvier 2005, comptant au moins trois années de service en cette qualité et ayant cessé leur activité depuis moins d'un an à la date de clôture des inscriptions ;
- en activité et comptant au moins deux années de service en cette qualité à la date de la première épreuve d'admissibilité ;
- ayant suivi le parcours de cadets de la République, option police nationale, à l'issue de leur formation professionnelle initiale.

Le nombre de postes offerts aux concours mentionnés ci-dessus sera fixé par un arrêté ministériel ultérieur.

Les postes non pourvus par les bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés pourront être reportés sur les postes mis aux concours.

Les postes offerts au second concours spécifique aux adjoints de sécurité, non pourvus à ce titre, pourront être attribués aux candidats du premier concours.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 1er février 2008, terme de rigueur.

Les épreuves d'admissibilité auront lieu le 12 mars 2008 exclusivement en Polynésie française.

Les épreuves d'admission auront lieu en Polynésie française à partir du 26 mai 2008.

Les candidats déclarés définitivement admis seront affectés en Polynésie française à l'issue de leur scolarité.

*Nota.* - Les candidats doivent s'inscrire et déposer leur dossier de candidature auprès de Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française (service administratif et technique de la police nationale).

## Avis relatif à la publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 2006

*Délibéré par la commission en sa séance du 29 novembre 2007*

NOR : CCCX0711082V

La commission a présenté dans son neuvième rapport d'activité les conclusions de ses analyses sur le financement des partis politiques. Elle a ainsi rappelé et précisé son rôle en la matière. Le présent avis s'inscrit dans la continuité de ces réflexions.

### I. – Les obligations comptables des partis politiques

#### A. – La définition du parti politique

Ni la Constitution ni la loi n'ont défini de façon précise la notion de parti politique. L'article 4 de la Constitution dispose qu'ils « concourent à l'expression du suffrage » et qu'ils « se forment et exercent leur activité librement ». La loi n° 88-227 du 11 mars 1988 se limite à reconnaître que : « [les partis politiques] jouissent de la personnalité morale (1) ».

L'absence de définition pose problème dès lors qu'il s'agit de fixer des principes et des règles de financement des partis politiques, et en particulier lorsqu'il s'agit de déterminer le champ d'application d'une loi sur le financement.

C'est pourquoi le Conseil Constitutionnel et le Conseil d'Etat sont venus, par leurs jurisprudences respectives et concordantes, apporter des critères de définition de la notion de parti politique au sens de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique.

Est considérée comme parti politique la personne morale de droit privé qui s'est assigné un but politique :

- si elle a bénéficié de l'aide publique (art. 8 et 9 de la loi du 11 mars 1988) ; ou
- si elle a régulièrement désigné un mandataire financier (art. 11 à 11-7), et
- si elle a déposé des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes auprès de la CNCCFP (art. 11-7).

Ainsi toute personne morale de droit privé qui s'est assigné un but politique doit, si elle a perçu l'aide publique ou si elle a désigné pour recueillir des fonds un mandataire qui peut être soit une personne physique dont le nom est déclaré à la préfecture, soit une association de financement agréée par la CNCCFP, déposer des comptes certifiés.

#### B. – Les obligations comptables du parti politique et ses conséquences

En fait, l'obligation de dépôt de comptes certifiés constitue l'aboutissement d'obligations comptables plus larges.

Selon l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique, les partis ou groupements bénéficiaires de tout ou partie des dispositions des articles 8 à 11-4 doivent :

- tenir une comptabilité retraçant tant les comptes du parti ou groupement politique que ceux des organismes, sociétés ou entreprises dans lesquels le parti ou groupement politique détient la moitié du capital social ou la moitié des sièges de l'organe d'administration, ou exerce un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion ; cette comptabilité doit respecter les prescriptions de l'avis n° 95-02 du Conseil national de la comptabilité relatif à la comptabilité des partis et groupements politiques ;

- arrêter leurs comptes chaque année au 31 décembre ;
- les faire certifier par deux commissaires aux comptes indépendants qui appliquent leur norme professionnelle 7-103 sur la certification des comptes des formations politiques ;
- les déposer au plus tard le 30 juin de l'année suivante à la CNCCFP qui assure leur « publication sommaire » au *Journal officiel*.

Au-delà de la publication, la commission s'assure du respect par les partis politiques de leurs obligations comptables et détermine, pour l'année suivante, ceux qui sont susceptibles de bénéficier des dispositions de la loi du 11 mars 1988, à savoir :

- l'aide publique directe ;
- la dispense du contrôle de la Cour des comptes et du droit régissant les associations subventionnées ;
- le droit de financer une campagne électorale ainsi qu'un autre parti politique.

Perdent ces avantages, mais conservent la possibilité de recevoir des dons par l'intermédiaire de leur mandataire (2), les partis politiques qui n'auraient pas déposé leurs comptes, qui auraient déposé des comptes non certifiés, ou qui auraient fait l'objet d'un refus de certification par les commissaires aux comptes, ou qui auraient commis des irrégularités non relevées par les commissaires aux comptes mais d'une importance telle que la commission considère qu'elles constituent des manquements aux obligations comptables.

Il convient toutefois de noter que l'essentiel du contrôle est exercé par les commissaires aux comptes et que la commission s'assure *a posteriori* de la validité de la certification apposée par ceux-ci et en examine la portée.

Le Conseil d'Etat a confirmé qu'il n'appartient pas à la commission de prolonger le délai légal de dépôt des comptes ou de dispenser les partis concernés de la certification de leurs comptes, en fonction de leur taille ou de leur capacité financière (CE n° 301198 du 6 juillet 2007, Mouvement clérical de France).

### II. – Des données générales sur les comptes des partis en 2006

#### A. – Le nombre de formations politiques concernées

276 formations au total étaient juridiquement tenues de déposer des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes au plus tard le 30 juin 2007 pour l'exercice 2006, parmi lesquelles 52 ont bénéficié de l'aide budgétaire publique en 2006 (3), 18 ne l'ont pas perçue au titre de cette année mais sont susceptibles d'en bénéficier dans le futur si elles déposent des comptes conformes et 206 non bénéficiaires de l'aide budgétaire publique directe mais ayant disposé pour l'année 2006 d'au moins un mandataire chargé de recueillir les fonds.

Deux formations politiques (Ensemble pour l'avenir et Mon étiquette c'est Nice) sont sorties du champ de la loi au cours du premier semestre 2006 et avaient satisfait à leurs obligations au titre de l'exercice 2006 dans le cadre du dépôt des comptes 2005 (ces derniers ayant en revanche été

déposés au-delà du délai légal pour ce qui les concernent) publiés au *Journal officiel* du 25 janvier 2007 ; ces comptes ne sont donc pas repris dans la présente publication qui porte sur 274 comptes.

#### B. – La synthèse de la conformité des dépôts

Les 271 partis concernés par l'obligation de dépôt et pour lesquels la commission disposait de coordonnées ont été invités, par circulaire, à produire leurs comptes au plus tard le 2 juillet 2007 (le 30 juin 2007 étant un samedi). Sont publiés (4) les 218 comptes (soit 80 % au regard du nombre de partis tenus de déposer des comptes) qui ont été adressés à la CNCCFP.

★ **Dépôts conformes** (209, soit 96 % des comptes déposés et 76 % des partis tenus de déposer), dont :

- 201 comptes certifiés **sans réserves** (cf. **chapitre I<sup>er</sup>-A**).

Au demeurant, certains de ces comptes ont fait l'objet d'observations de la part des commissaires aux comptes ou de la part de la commission après interrogation de la formation politique et de ses commissaires aux comptes.

Par ailleurs, lorsque la commission observe que les commissaires aux comptes n'ont pas respecté les formalités de présentation et d'établissement du rapport de certification, elle peut leur demander de reprendre leur rapport pour le corriger et rappeler l'exigence d'une stricte application de leur norme professionnelle.

Les interrogations ont porté principalement :

- sur le comportement de certains mandataires qui parfois exécutent des dépenses pour le compte de la formation politique, ce qui n'est pas leur rôle ;
- sur la clarification du périmètre de certification ;
- sur les financements entre formations politiques.

- 8 comptes certifiés **avec réserves** (cf. **chapitre I<sup>er</sup>-B**) :

- *Alternative démocratie socialisme* ;
- *Association pour la réforme* ;
- *Cap sur l'avenir 13* ;
- *Citoyenneté action participation pour le 21<sup>e</sup> siècle (CAP 21)* ;
- *Les amis de Richard Mallié* ;
- *Mouvement pour la Réunion Autrement* ;
- *Parti socialiste* ;
- *Rassemblement UMP (Rassemblement pour la Calédonie dans la République)*.

L'émission de réserves par les commissaires aux comptes est un élément important de la transparence financière voulue par le législateur.

Il appartient au parti de prendre les mesures nécessaires pour que les réserves puissent être levées. En cas de réserves réitérées sur des points similaires, à l'issue d'une procédure contradictoire, la commission peut être conduite à constater, malgré l'absence de refus de certification des commissaires aux comptes, que le parti n'a pas respecté ses obligations comptables et le sanctionner, s'il s'avère qu'il n'a pas cherché à remédier aux causes ou problèmes à l'origine des réserves.

Compte tenu de la nature des réserves formulées – qui sont reprises dans la présente publication – la commission n'a été amenée à une telle conclusion pour aucun des partis concernés.

★ **Dépôts non conformes** (9, soit 4 % des comptes déposés) :

- 7 comptes **déposés hors délai** (cf. **chapitre II-A**) :
  - *Alliance pour la souveraineté de la France* (5) ;
  - *Association nationale des amis de Nicolas Sarkozy* ;
  - *Groupement France-Réunion* ;
  - *La France en action (ex-La France d'en bas)* ;
  - *Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France (ex-Entente souverainiste)* (6) ;

- *Savoie pour tous* ;
- *Union pour l'albigeois*.

Ces comptes, certifiés par deux commissaires aux comptes, ont été déposés postérieurement au 2 juillet 2007.

- 1 compte **non certifié par deux commissaires aux comptes** (cf. **chapitre II-B**) :

- *La France pour tous*.

- 1 compte **certifié par deux commissaires aux comptes mais présentant des informations incohérentes** et pour lequel l'absence de précisions satisfaisantes a conduit la commission à considérer que le parti avait manqué à ses obligations comptables (cf. **chapitre II.C**) :

- *Le Parti blanc*.

Si la commission a connaissance d'irrégularités non relevées par les commissaires aux comptes ou bien si les informations dont elle dispose lui paraissent incohérentes, elle entame une procédure contradictoire avec le parti (et transmet parallèlement ce courrier aux commissaires aux comptes). S'il s'avère que ces carences ne peuvent être justifiées à l'issue de cette procédure contradictoire, la commission peut alors constater que le parti a manqué à ses obligations. Cela a été le cas pour cette formation politique. L'absence de réponses précises à ses interrogations à la date de sa séance du 22 octobre 2007 a conduit la commission à considérer que les comptes déposés ne permettaient pas de constater que le parti concerné avait satisfait à ses obligations légales.

★ **Comptes non déposés** (56, soit 20 % des formations tenues de déposer) :

(La liste de ces formations est reprise au **chapitre II.D**)

La commission rappelle qu'un parti politique qui a désigné un mandataire demeure soumis aux dispositions de la loi sur la transparence financière et que s'il ne veut pas déposer de comptes il lui appartient de mettre fin aux fonctions du mandataire et d'en informer la commission : demande de retrait d'agrément et dissolution de l'association de financement ou déclaration de cessation de fonctions du mandataire financier personne physique.

Les comptes publiés sont accompagnés des précisions apportées par chacun des partis politiques intéressés, des réserves des commissaires aux comptes ainsi que de leurs observations non constitutives de réserves. A chaque fois qu'elle l'a estimé nécessaire, la commission a également formulé des observations tendant à préciser une information ou une correction, voire à attirer l'attention sur une anomalie constatée.

C. – **Les données chiffrées brutes concernant les 216 formations ayant déposé des comptes certifiés exploitables** (y compris ceux déposés hors délai)

- 78 formations ont eu un exercice déficitaire ;
- 134 formations ont eu un exercice excédentaire ;
- 4 formations présentent un exercice nul.

Le déficit cumulé des partis déficitaires s'élève à 7 838 647 € tandis que le solde cumulé des partis excédentaires s'élève à 7 096 776 €, soit un solde global déficitaire de 741 871 €. Pour l'exercice 2005, le solde global était déficitaire pour 3 479 723 €.

Les montants totaux de recettes et de dépenses sont en légère hausse par rapport à l'exercice précédent, puisque les recettes augmentent de 3 % et les dépenses de 1,6 %. En valeur ces montants demeurent parmi les plus bas constatés sur les cinq dernières années.

La légère hausse peut s'expliquer, alors que le nombre de formations prises en considération est sensiblement identique (216 pour 214 en 2005), par la sortie de formations qui en réalité n'avaient plus guère d'activités financières et l'entrée de nouvelles structures politiques mises en place pour soutenir l'action de personnalités politiques par ailleurs membres d'autres partis politiques.

Les comptes de l'exercice 2007 devraient en revanche confirmer l'importance déterminante des élections législatives pour les partis politiques, la majeure partie des dépenses de campagne s'effectuant dans les derniers mois avant l'élection et donc au cours du premier semestre 2007 :

	2006	2005	2004	2003	2002
Dépenses totales.....	203 495 817 €	200 199 778 €	234 811 491 €	188 595 866 €	298 326 669 €
Recettes totales.....	202 753 947 €	196 720 055 €	222 255 486 €	194 744 995 €	271 269 159 €
Moyenne des dépenses.....	942 110 €	935 513 €	1 156 706 €	987 413 €	1 570 140 €
Médiane des dépenses.....	19 179 €	14 486,5 €	20 558 €	17 211 €	21 764 €

Les moyens financiers sont concentrés dans quelques formations. En effet, en 2006, 90 % des dépenses étaient réalisées par 8 partis politiques, 7 si l'on retranche l'*Association Parti socialiste - Parti radical de gauche et apparentés* qui ne fait que percevoir et redistribuer l'aide publique à ses composantes. Si la moyenne des dépenses est de 942 110 €, seulement 12 formations (hors l'*Association Parti socialiste - Parti radical de gauche et apparentés* précitée) atteignent ce niveau de dépenses alors que 50 % des partis (soit 108 formations politiques) ont dépensé moins de 19 179 € et 85 % (soit 183 formations politiques) moins de 150 000 €.

La commission rappelle que le plan comptable et les modèles de compte de résultat d'ensemble et de bilan prévus par l'avis n° 95-02 du Conseil national de la comptabilité utilisés par les partis politiques ont pour objectif de permettre de rendre compte de l'activité politique du parti en général et en particulier de retracer les interventions dans le financement des campagnes électorales. Or, seules 6 for-

mations font état du versement d'aides financières aux mandataires des candidats et 11 de prise en charge directe de dépenses électorales. De même, seules 3 formations ont indiqué les montants de prestations refacturées à des candidats. A contrario, 55 formations, soit près du quart, ont présenté des comptes pour lesquels le poste « autres charges externes » représente plus de 95 % du montant total des charges de l'exercice.

De ce point de vue, il apparaît à la commission qu'un effort doit être fait par les partis politiques pour que l'objectif minimal de transparence voulu par le législateur soit atteint par la publication des comptes sommaires.

La commission s'est intéressée à la structure des recettes des 10 formations politiques dont les dépenses sont les plus élevées (l'*Association Parti socialiste - Parti radical de gauche et apparentés* a été exclue et le montant de l'aide publique qu'elle reverse au *Parti socialiste* et au *Parti radical de gauche* comptabilisé en tant que tel pour ces deux formations) :

FORMATION	COTISATIONS des adhérents	CONTRIBUTIONS des élus	DONS de personnes physiques	FINANCEMENT public : 2006	AUTRES recettes	TOTAL des recettes
Union pour un Mouvement populaire.....	7 642 294 €	1 872 286 €	8 351 951 €	32 173 698 €	3 046 610 €	53 086 839 €
Parti socialiste.....	11 106 549 €	12 085 858 €	389 535 €	18 732 600 €	6 277 602 €	48 592 144 €
Parti communiste français.....	3 231 060 €	17 213 101 €	4 521 404 €	3 784 125 €	3 528 258 €	32 277 948 €
Front national.....	728 760 €	2 744 €	786 918 €	4 577 940 €	1 826 320 €	7 922 682 €
Union pour la démocratie française.....	505 507 €	131 857 €	249 105 €	4 646 501 €	864 560 €	6 397 530 €
Les Verts.....	928 398 €	1 441 405 €	78 995 €	2 192 797 €	572 042 €	5 213 637 €
Lutte ouvrière.....	990 331 €	13 338 €	1 392 817 €	494 996 €	1 046 454 €	3 937 936 €
Mouvement pour la France.....	554 496 €	-	450 177 €	603 695 €	1 868 788 €	3 477 156 €
Ligue communiste révolutionnaire.....	740 283 €	-	147 346 €	525 523 €	744 070 €	2 157 222 €
Parti radical de gauche.....	162 377 €	100 901 €	136 074 €	1 295 850 €	153 014 €	1 848 216 €
Ensemble.....	26 590 055 €	32 861 490 €	16 504 322 €	69 027 725 €	19 927 718 €	164 911 310 €

(Il convient de rappeler que les données présentées pour l'exercice 2005 intégraient pour certaines formations politiques le remboursement des dépenses engagées pour le référendum du 29 mai 2005.)

Au-delà de l'aide publique budgétaire, l'Etat finance indirectement la vie politique en accordant aux donateurs et cotisants un avantage fiscal de 66 % pour les versements qu'ils effectuent au mandataire d'un parti (y compris les cotisations d'élus sous certaines conditions). Si la commission ne dispose pas de chiffres précis quant au montant exact de cette dépense fiscale, elle en estime l'importance entre la moitié et les deux tiers de l'aide publique directe.

La colonne « autres recettes » correspond à la totalisation des autres postes du compte de résultat, soit : dévolution de l'excédent des comptes de campagne, contributions reçues d'autres formations politiques, produits des manifestations et colloques, produits d'exploitation, autres produits, produits financiers, produits exceptionnels et reprises sur provisions et amortissements. Par définition, cet agrégat est sujet à des variations importantes.

Sous réserve de l'observation précédente, une présentation sous forme de pourcentage fait mieux ressortir les différences de structure en termes de mode de financement de ces différentes formations :

FORMATION	COTISATIONS des adhérents	CONTRIBUTIONS des élus	DONS de personnes physiques	FINANCEMENT public : 2006	AUTRES recettes
Union pour un mouvement populaire.....	14,4 %	3,5 %	15,7 %	60,6 %	5,7 %
Parti socialiste.....	22,9 %	24,9 %	0,8 %	38,6 %	12,9 %
Parti communiste français.....	10,0 %	53,3 %	14,0 %	11,7 %	10,9 %
Front national.....	9,2 %	0,0 %	9,9 %	57,8 %	23,1 %
Union pour la démocratie française.....	7,9 %	2,1 %	3,9 %	72,6 %	13,5 %
Les Verts.....	17,8 %	27,6 %	1,5 %	42,1 %	11,0 %
Lutte ouvrière.....	25,1 %	0,3 %	35,4 %	12,6 %	26,6 %
Mouvement pour la France.....	15,9 %	0,0 %	12,9 %	17,4 %	53,7 %
Ligue communiste révolutionnaire.....	34,3 %	0,0 %	6,8 %	24,4 %	34,5 %

FORMATION	COTISATIONS des adhérents	CONTRIBUTIONS des élus	DONS de personnes physiques	FINANCEMENT public : 2006	AUTRES recettes
Parti radical de gauche.....	8,8 %	5,5 %	7,4 %	70,1 %	8,3 %
Ensemble .....	16,1 %	19,9 %	10,0 %	41,9 %	12,1 %

Ces éléments, élaborés à partir des données des comptes d'ensemble, mériteraient d'être affinés en tenant compte des différences de pratiques des formations politiques en matière de perception des cotisations et cotisations d'élu et des liens politiques et financiers entre les différentes formations politiques, un grand nombre de parlementaires disposant par ailleurs de leur propre formation.

### III. – Les problèmes rencontrés

#### A. – La définition et la précision du périmètre des comptes d'ensemble

En l'état des textes, la commission demande lors du dépôt des comptes les informations nécessaires à l'exercice de sa mission de contrôle du financement des campagnes électorales, et donc que les structures politiques locales des partis politiques soient identifiées dans le périmètre de certification et que ce périmètre soit explicitement repris dans le détail, au sein du rapport de certification des commissaires aux comptes.

Cette question est particulièrement importante pour l'exercice par la commission de sa mission de contrôle des comptes de campagne. En effet, seules les structures locales ayant leurs comptes agrégés aux comptes du parti peuvent selon la commission financer une campagne électorale.

La commission a par ailleurs rappelé aux partis politiques que la comptabilité des mandataires devait obligatoirement être reprise pour l'élaboration des comptes d'ensemble.

Ainsi qu'il a été précisé précédemment, dans le cadre de l'instruction des comptes, des régularisations sont effectuées, notamment en procédant au retrait formel de l'agrément d'associations de financement dont la dissolution est portée à la connaissance de la commission ou sur demande du parti politique lorsqu'il s'avère que des associations de financement ont, de fait, cessé toute activité financière. La situation d'un certain nombre de mandataires financiers personnes physiques a également été clarifiée.

#### B. – Le rôle des commissaires aux comptes

Dans ses relations avec la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, la commission a souligné l'importance d'une stricte application de la norme de certification des comptes des partis politiques. De ce point de vue, une amélioration très sensible est à souligner, en particulier en ce qui concerne la précision du périmètre de certification dont l'importance a été rappelée précédemment. Les comptes sont annexés au rapport, aussi, afin de lever toute ambiguïté sur certains documents déposés, la commission avait recommandé dans sa circulaire que les commissions aux comptes paraphent les documents qu'ils doivent annexer à leur rapport en application de la norme. La commission constate que cette recommandation a d'ores et déjà été suivie pour plus de la moitié des rapports déposés et souhaite, en accord avec la compagnie nationale des commissaires aux comptes, qu'elle devienne la pratique habituelle.

Par ailleurs, un certain nombre de comptes ne sont pas présentés conformément à l'avis n° 95-02 du Conseil national de la comptabilité. Or cette obligation est rappelée par la norme 7-103 relative à la certification des comptes des formations politiques. Le respect par l'ensemble des formations politiques d'un référentiel comptable identique est indispensable pour la transparence financière de la vie politique. Au demeurant, la commission pourrait proposer de faire évoluer ce référentiel.

En ce qui concerne les observations et réserves émises par les commissaires aux comptes, si la poursuite des tra-

vaux engagés avec la Compagnie nationale des commissaires aux comptes devrait conduire à une plus grande homogénéité, certaines formulations demeurent imprécises voire ambiguës.

Ainsi qu'il a été précisé précédemment, la commission n'a pas été amenée cette année à considérer que certaines réserves auraient dû conduire à un refus de certification. En revanche, dans un cas, malgré une certification sans réserves, elle a été conduite à considérer que le parti n'avait pas respecté ses obligations, les comptes déposés n'étant pas cohérents et les réponses nécessaires ne lui ayant pas été apportées dans le délai dont elle dispose dans un premier temps pour communiquer au Gouvernement la liste des partis n'ayant pas satisfait à leurs obligations comptables, ni même dans le délai de préparation de la publication.

La commission rappelle en outre que le législateur n'a pas souhaité délier du secret professionnel à son égard les commissaires aux comptes et qu'en conséquences elle ne peut apprécier le respect de ses obligations légales par une formation politique qu'à l'examen des documents déposés qui doivent être cohérents.

#### C. – Les relations entre la commission et les partis politiques

Parallèlement à la poursuite du travail d'information des partis politiques et de leurs mandataires et des travaux menés avec le groupe de travail de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, la commission a mis en œuvre pour les comptes 2006, dans le souci de faire respecter la transparence souhaitée par le législateur, une procédure contradictoire stricte à l'égard des partis politiques qui avaient insuffisamment renseigné le formulaire destiné à la publication, et à l'égard des commissaires aux comptes dont les rapports n'étaient pas présentés conformément à leur norme professionnelle.

Dans le cadre de la procédure contradictoire, un rappel des sanctions prévues par les lois et règlements a été fait, notamment en matière de perception des dons et de délivrance des reçus-dons, dont le contrôle est renforcé. La commission complète sa circulaire d'une annexe personnalisée précisant les mandataires en activité du parti et le cas échéant l'utilisation qu'ils ont faite des formules numérotées de reçus-dons. En apportant ces informations, la commission facilite le contrôle interne des partis sur leurs structures de financement et celui des commissaires aux comptes. En effet, la circulaire doit être transmise par le parti à ses commissaires aux comptes : à défaut ces derniers doivent la réclamer.

Toutefois, sur le système des reçus-dons, la commission ne peut que renouveler les observations dont elle a fait part dans son 9<sup>e</sup> rapport d'activité sur les limites de son contrôle. Elle tient tout particulièrement à signaler les difficultés rencontrées pour s'assurer que les donateurs sont bien des personnes physiques dûment identifiées en cas de la mise en place d'un système de perception en ligne.

Par ailleurs, la commission se propose d'expérimenter dès l'exercice 2007 une dématérialisation partielle de l'édition des reçus-dons à cadre juridique constant. Trois formations politiques, dont les modes d'organisation diffèrent, devraient participer à cette démarche expérimentale de modernisation et de simplification dont l'objectif est d'alléger sensiblement les tâches matérielles de chacun tout en améliorant la transparence financière de la vie politique voulue par le législateur.

#### IV. – Les perspectives

##### A. – *La définition du périmètre des comptes d'ensemble*

La commission ayant joint au formulaire de dépôt des comptes la liste des mandataires en activité, ainsi qu'il a été indiqué précédemment, certaines formations politiques ont clarifié la situation de leurs structures de financement dont l'activité n'était que théorique ou très sporadique.

Le parti est d'ailleurs tenu de communiquer ces informations aux commissaires aux comptes, ce qui constitue un outil de contrôle supplémentaire pour leur certification.

En revanche, la commission a estimé qu'il n'était pas utile que les partis politiques précisent la liste des structures habilitées à financer une campagne électorale, dès lors :

- que les mandataires, ayant pour fonction exclusive de percevoir des fonds, ne peuvent intervenir directement dans le financement des campagnes électorales mais doivent reverser les fonds au parti dont ils sont mandataires ;
- que les structures centrales ou locales des partis politiques, que ceux-ci ont intégrées dans le périmètre des comptes d'ensemble soumis au contrôle des commissaires aux comptes, sont de plein droit habilitées à intervenir dans le financement des campagnes électorales ;
- que les sociétés ou associations dans lesquelles le parti détient un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion ne peuvent financer une campagne électorale même si les comptes de cette entité sont consolidés avec ceux du parti.

La commission rappelle que les mandataires des candidats à une élection, ou bien l'expert-comptable en charge du visa du compte de campagne, peuvent interroger la commission sur la régularité de contributions obtenues d'une formation politique ou d'une de ses structures locales.

##### B. – *La concertation avec la Compagnie nationale des commissaires aux comptes*

La commission poursuit ses travaux avec le groupe de travail spécifique constitué par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes. Il s'agit tant de préciser les exigences relatives au contrôle que d'en obtenir une application uniforme, en définissant notamment le rôle de chacune des instances en présence et en améliorant l'information mutuelle et sa diffusion.

Les premiers résultats de cette concertation ont été évoqués précédemment.

Ainsi qu'elle l'avait annoncé, la commission a fait évoluer le formulaire qu'elle adresse aux formations politiques afin qu'une grande partie de celui-ci puisse plus aisément être intégrée dans les annexes du rapport de certification.

Par ailleurs, la mise à disposition de certains documents sous forme électronique a été engagée (ainsi, la circulaire de la commission sur le dépôt des comptes est consultable par les commissaires aux comptes sur leur intranet) et a été admise la possibilité pour les commissaires aux comptes d'une certification électronique, reconnue par la commission et promue par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, comme présentant les garanties nécessaires de sécurité informatique et juridique.

##### C. – *L'évolution du référentiel comptable*

Afin de prendre en compte les possibilités ouvertes par l'avis du Conseil d'État permettant aux partis de facturer à leurs candidats certaines prestations (CE 30 juin 2000, n° 218461), la commission a demandé l'identification au sein du poste « produits d'exploitation » des « facturations de services aux candidats pour les campagnes électorales ». Ainsi qu'il a été précisé précédemment, cette rubrique n'a été renseignée que par trois formations politiques.

Cela correspondant à une interrogation de fond quant au système général de financement de la vie politique et plus particulièrement à la fonction des partis politiques au sein de ce système, il est très important que cette source de financement soit correctement imputée dans les comptes et identifiée au niveau du compte de résultat d'ensemble publié.

La commission souhaite que les comptes 2007 soient précisément renseignés sur ce poste et attirera l'attention sur ce point dans sa circulaire annuelle sur le dépôt des comptes. Toutefois, ces renseignements ne suffisent pas en eux-mêmes à avoir une connaissance exacte du montant qu'apportent les partis aux campagnes électorales dans la mesure où le montant des concours en nature n'a pas à figurer dans la comptabilité des partis.

Par ailleurs, dans le cadre des travaux avec les commissaires aux comptes, d'autres évolutions sont envisagées, toujours dans l'objectif d'obtenir une plus grande précision dans la transparence du financement de la vie politique.

##### D. – *La formulation par la commission de ses réflexions sur le financement des partis politiques*

Dans son 9<sup>e</sup> rapport d'activité, auquel il convient de se référer, la commission a fait le point sur l'étendue du contrôle que la législation lui permet d'exercer et sur la cohérence générale du système de contrôle du financement des partis politiques, à la fois du point de vue théorique et du point de vue pratique.

Voici ses principales conclusions résumées :

1. Les textes législatifs et réglementaires qui organisent la transparence des financements politiques mériteraient d'être modifiés ou complétés sur certains points, sans mettre en cause leur architecture générale.

Il serait souhaitable de :

a) prévoir des formalités d'agrément et de retrait d'agrément du mandataire financier personne physique, analogues à celles en vigueur pour une association de financement.

b) limiter l'exigence du visa de deux commissaires aux comptes aux partis dont les comptes sont de montants élevés ou la structure complexe. Le visa d'un seul commissaire aux comptes pourrait être considéré comme apportant des garanties suffisantes et allègerait la charge financière qui pèse de ce fait sur les partis de faible surface financière ou de structure simple (par exemple une entité politique unique dotée d'un mandataire).

c) préciser que les comptes des structures locales doivent être intégrés dans les comptes d'ensemble de la formation politique ou faire l'objet de dépôts distincts.

d) clarifier le statut des cotisations par rapport aux dons et aux cotisations d'élus. En tout état de cause, sans porter atteinte à la liberté des partis dans la fixation des cotisations, l'avantage fiscal attaché aux sommes versées entre les mains du mandataire devrait être limité, par exemple en instaurant un plafond unique de déduction, quelle que soit la nature du versement (don ou cotisation).

2. N'ayant pas d'accès direct aux comptes des partis ni aux pièces justificatives qui les accompagnent, la commission ne peut être considérée comme le « juge des comptes » des partis politiques. C'est aux commissaires aux comptes que la loi a confié la charge d'examiner et de viser ces comptes selon les règles et les méthodes professionnelles en vigueur.

Toutefois, de par son rôle de contrôle sur les mandataires et celui de dépositaire unique de l'ensemble des comptes des formations politiques, elle dispose de fait sur une part importante des recettes des partis d'une capacité de contrôle que n'ont pas matériellement les commissaires aux comptes. C'est donc nécessairement d'une action coordonnée entre la commission et les commissaires aux comptes que peut résulter une amélioration de la transparence financière des comptes des partis politiques.

La commission doit s'assurer que les vérifications les plus importantes ont bien été effectuées, notamment celles



concernant le périmètre des comptes d'ensemble et l'absence de financement par des personnes morales. Elle doit aussi soumettre à sa propre appréciation critique les conséquences qui sont tirées par les commissaires aux comptes de leur examen. Elle peut considérer qu'une observation ou une réserve, bien que n'ayant pas entraîné un refus de visa, n'en altère pas moins la régularité du compte : il lui appartient alors d'en tirer les conséquences prévues par la loi.

3. Si la réglementation mise en place à partir de 1988 a fait progresser de façon très appréciable la transparence du financement des partis politiques, le législateur a entendu concilier l'objectif de transparence avec les principes constitutionnels qui garantissent aux partis le droit de se former et

d'agir librement. En conséquence aucun encadrement n'a été prévu pour leurs dépenses.

#### TABLEAU RÉCAPITULATIF

Le tableau récapitulatif ci-après donne les informations suivantes :

- dénomination du parti ;
- département du siège du parti ;
- origine de l'obligation de dépôt (perception de l'aide budgétaire publique ou recueil de dons par l'intermédiaire d'une association de financement agréée ou d'un mandataire financier, personne physique) ;
- observations sur la régularité du dépôt.

### TE'AVEI'A

Cette formation politique n'a pas bénéficié de l'aide budgétaire publique au titre de l'année 2006, mais a disposé d'un mandataire (personne physique).

Elle a déposé des comptes d'ensemble certifiés par deux commissaires aux comptes.

Le périmètre de ses comptes d'ensemble comprend :

- les comptes du parti ;
- les comptes du mandataire financier.

Cette formation politique n'a pas déclaré détenir dans d'autres organismes, sociétés ou entreprises la moitié du capital social ou des sièges de l'organe d'administration, ou exercer de pouvoir prépondérant de décision ou de gestion au sens de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

#### I. - BILAN D'ENSEMBLE

(en euros)

ACTIF		PASSIF	
I. - Actif immobilisé		I. - Fonds propres de l'ensemble	
Immobilisations incorporelles.....		Réserves :	
Ecart d'acquisition.....		- réserves consolidées ou assimilées.....	
Immobilisations corporelles :		- autres réserves.....	5 769
- terrains et constructions.....		Excédent ou perte de l'exercice.....	4 578
- autres immobilisations corporelles.....	693		
Immobilisations financières :		II. - Provisions pour risques et charges	
- participations et créances rattachées.....		Provisions pour risques.....	
- prêts.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- autres immobilisations financières.....		Provisions pour autres charges.....	
II. - Actif circulant		III. - Dettes	
Stock et en-cours.....		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Créances :		Emprunts et dettes financières divers.....	
- adhérents et comptes rattachés.....	453	Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	
- autres créances.....		Dettes fiscales et sociales.....	
Valeurs mobilières de placement.....		Autres dettes.....	19
Disponibilités.....	9 220	IV. - Comptes de régularisation	
III. - Comptes de régularisation		Produits constatés d'avance.....	
Charges constatées d'avance.....			
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
Total de l'actif.....	10 366	Total du passif.....	10 366

## II. – COMPTE DE RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(en euros)

CHARGES		PRODUITS	
Propagande et communication .....	16 283	Cotisations des adhérents.....	2 072
dont :		Contributions des élus.....	
- congrès, manifestations, univer-		Financement public : 2006.....	
sités :.....	16 283	- dont première fraction.....	
- presse, publication, télévision,		- dont deuxième fraction.....	
espaces publicitaires.....		Dons de personnes physiques.....	
Aides financières aux candidats :		Dévolution de l'excédent des comptes de campagne...	
- versées aux mandataires (personnes physiques ou		Contributions reçues d'autres formations politiques.....	
morales).....		Produits de manifestations et colloques .....	21 821
- prise en charge directe de dépenses électorales....		Produits d'exploitation .....	
Autres aides financières.....		dont :	
- à d'autres formations politiques (à détailler en		- facturation des services rendus aux	
annexe).....		candidats pour les campagnes élec-	
- à d'autres organismes.....		torales.....	
Achats consommés.....		Autres produits.....	
Autres charges externes.....	2 478	Produits financiers.....	
dont :		Produits exceptionnels.....	
- loyers.....		Reprises sur provisions et amortissements.....	
- frais de voyage et de déplacement		dont :	
Impôts et taxes.....	322	- reprise sur provisions pour	
Charges de personnel :		campagnes électorales.....	
- salaires.....			
- charges sociales.....			
Autres charges d'exploitation.....			
Charges financières.....	87		
Charges exceptionnelles.....			
Dotations aux amortissements et provisions.....	145		
dont :			
- dotations aux amortissements des			
charges à répartir.....			
- dotations aux provisions pour			
campagnes électorales.....			
Total des charges.....	19 315	Total des produits.....	23 893
Résultat d'ensemble (excédent).....	4 578	Résultat d'ensemble (perte) .....	
Total.....	23 893	Total .....	23 893



## TE HONO E TAU I TE HONOAUI

Cette formation politique a bénéficié de l'aide budgétaire publique au titre de l'année 2006 (9 368 euros), et a disposé d'un mandataire (personne morale).

Elle a déposé des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes.

Cette formation politique n'a pas déclaré détenir dans d'autres organismes, sociétés ou entreprises la moitié du capital social ou des sièges de l'organe d'administration, ou exercer de pouvoir prépondérant de décision ou de gestion au sens de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

### Précisions apportées par la formation politique

« Les comptes d'ensemble de l'exercice ne regroupent que les comptes du siège de la formation politique gérés au sein de l'association de financement (...). »

### Observations de la commission

La commission constate une confusion entre le rôle du parti politique et celui de l'association de financement ne permettant pas de parler de véritables comptes d'ensemble.

### I. – BILAN D'ENSEMBLE

(en euros)

ACTIF		PASSIF	
I. – Actif immobilisé		I. – Fonds propres de l'ensemble	
Immobilisations incorporelles.....		Réserves :	
Ecart d'acquisition.....		- réserves consolidées ou assimilées.....	
Immobilisations corporelles :		- autres réserves.....	- 6 640
- terrains et constructions.....		Excédent ou perte de l'exercice.....	10 203
- autres immobilisations corporelles.....			
Immobilisations financières :		II. – Provisions pour risques et charges	
- participations et créances rattachées.....		Provisions pour risques.....	
- prêts.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- autres immobilisations financières.....		Provisions pour autres charges.....	
II. – Actif circulant		III. – Dettes	
Stock et en-cours.....		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Créances :		Emprunts et dettes financières divers.....	
- adhérents et comptes rattachés.....		Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	922
- autres créances.....		Dettes fiscales et sociales.....	
Valeurs mobilières de placement.....		Autres dettes.....	84
Disponibilités.....	4 569	IV. – Comptes de régularisation	
III. – Comptes de régularisation		Produits constatés d'avance.....	
Charges constatées d'avance.....			
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
Total de l'actif.....	4 569	Total du passif.....	4 569

## II. - COMPTE DE RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(en euros)

CHARGES		PRODUITS	
Propagande et communication .....		Cotisations des adhérents.....	126
dont :		Contributions des élus.....	1 676
- congrès, manifestations, univer-		Financement public : 2006.....	9 368
sités.....		- dont première fraction.....	9 368
- presse, publication, télévision,		- dont deuxième fraction.....	
espaces publicitaires.....		Dons de personnes physiques.....	
Aides financières aux candidats :		Dévolution de l'excédent des comptes de campagne...	
- versées aux mandataires (personnes physiques ou		Contributions reçues d'autres formations politiques.....	
morales).....		Produits de manifestations et colloques .....	
- prise en charge directe de dépenses électorales....		Produits d'exploitation .....	
Autres aides financières .....		dont :	
- à d'autres formations politiques (à détailler en		- facturation des services rendus aux	
annexe).....		candidats pour les campagnes élec-	
- à d'autres organismes.....		torales.....	
Achats consommés.....		Autres produits.....	
Autres charges externes.....	967	Produits financiers.....	
dont :		Produits exceptionnels.....	
- loyers.....		Reprises sur provisions et amortissements.....	
- frais de voyage et de déplacement		dont :	
Impôts et taxes.....		- reprise sur provisions pour	
Charges de personnel :		campagnes électorales.....	
- salaires.....			
- charges sociales.....			
Autres charges d'exploitation.....			
Charges financières.....			
Charges exceptionnelles.....			
Dotations aux amortissements et provisions.....			
dont :			
- dotations aux amortissements des			
charges à répartir.....			
- dotations aux provisions pour			
campagnes électorales.....			
Total des charges .....	967	Total des produits.....	11 170
Résultat d'ensemble (excédent).....	10 203	Résultat d'ensemble (perte) .....	
Total.....	11 170	Total.....	11 170

## TAHOERAA HUIRAATIRA

Cette formation politique a bénéficié de l'aide budgétaire publique au titre de l'année 2006 (211 407 euros), et a disposé d'un mandataire (personne morale).

Elle a déposé des comptes d'ensemble certifiés par deux commissaires aux comptes.

Le périmètre de ses comptes d'ensemble comprend :

- les comptes du parti ;
- les comptes de l'association de financement ;
- les comptes des fédérations suivantes : fédération des socio-professionnels ; fédération Jeun'orange.

Cette formation politique n'a pas déclaré détenir dans d'autres organismes, sociétés ou entreprises la moitié du capital social ou des sièges de l'organe d'administration, ou exercer de pouvoir prépondérant de décision ou de gestion au sens de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

## I. – BILAN D'ENSEMBLE

(en euros)

ACTIF		PASSIF	
I. – Actif immobilisé		I. – Fonds propres de l'ensemble	
Immobilisations incorporelles.....	41 900	Réserves :	
Ecart d'acquisition .....		- réserves consolidées ou assimilées .....	
Immobilisations corporelles :		- autres réserves .....	129 844
- terrains et constructions .....		Excédent ou perte de l'exercice .....	- 93 747
- autres immobilisations corporelles.....	292 683		
Immobilisations financières :		II. – Provisions pour risques et charges	
- participations et créances rattachées .....		Provisions pour risques.....	
- prêts.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- autres immobilisations financières.....		Provisions pour autres charges.....	
II. – Actif circulant		III. – Dettes	
Stock et en-cours.....		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	122 371
Créances :		Emprunts et dettes financières divers.....	
- adhérents et comptes rattachés .....		Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	158 343
- autres créances .....	767	Dettes fiscales et sociales.....	6 060
Valeurs mobilières de placement.....		Autres dettes .....	12 479
Disponibilités .....			
III. – Comptes de régularisation		IV. – Comptes de régularisation	
Charges constatées d'avance.....		Produits constatés d'avance.....	
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
Total de l'actif.....	335 350	Total du passif.....	335 350

## II. - COMPTE DE RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(en euros)

CHARGES		PRODUITS	
Propagande et communication .....	6 482	Cotisations des adhérents.....	17 066
dont :		Contributions des élus.....	52 710
- congrès, manifestations, univer-		Financement public : 2006.....	211 407
sités :.....	5 581	- dont première fraction.....	78 665
- presse, publication, télévision,		- dont deuxième fraction.....	137 742
espaces publicitaires.....	901	Dons de personnes physiques.....	
Aides financières aux candidats :		Dévolution de l'excédent des comptes de campagne...	
- versées aux mandataires (personnes physiques ou		Contributions reçues d'autres formations politiques.....	
morales).....		Produits de manifestations et colloques .....	
- prise en charge directe de dépenses électorales...		Produits d'exploitation .....	
Autres aides financières .....		dont :	
- à d'autres formations politiques (à détailler en		- facturation des services rendus aux	
annexe).....		candidats pour les campagnes élec-	
- à d'autres organismes.....		torales.....	
Achats consommés.....		Autres produits.....	
Autres charges externes.....	137 660	Produits financiers.....	
dont :		Produits exceptionnels.....	41 804
- loyers.....	43 295	Reprises sur provisions et amortissements.....	
- frais de voyage et de déplacement	783	dont :	
Impôts et taxes.....	583	- reprise sur provisions pour	
Charges de personnel :		campagnes électorales.....	
- salaires.....	121 965		
- charges sociales.....	18 809		
Autres charges d'exploitation.....			
Charges financières.....	7 701		
Charges exceptionnelles.....	16 760		
Dotations aux amortissements et provisions.....	106 774		
dont :			
- dotations aux amortissements des			
charges à répartir.....			
- dotations aux provisions pour			
campagnes électorales.....			
Total des charges.....	416 734	Total des produits.....	322 987
Résultat d'ensemble (excédent).....		Résultat d'ensemble (perte) .....	93 747
Total .....	416 734	Total .....	416 734

## RAUTAHİ-RASSEMBLEMENT POUR LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Cette formation politique n'a pas bénéficié de l'aide budgétaire publique au titre de l'année 2006, mais a disposé d'un mandataire personne physique.

Elle a déposé des comptes d'ensemble certifiés par deux commissaires aux comptes.

Le périmètre de ses comptes d'ensemble comprend :

- les comptes du parti ;
- les comptes du mandataire financier.

Cette formation politique n'a pas déclaré détenir dans d'autres organismes, sociétés ou entreprises la moitié du capital social ou des sièges de l'organe d'administration, ou exercer de pouvoir prépondérant de décision ou de gestion au sens de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

### I. – BILAN D'ENSEMBLE

(en euros)

ACTIF		PASSIF	
I. – <i>Actif immobilisé</i>		I. – <i>Fonds propres de l'ensemble</i>	
Immobilisations incorporelles.....		Réserves :	
Ecart d'acquisition.....		- réserves consolidées ou assimilées.....	
Immobilisations corporelles :		- autres réserves.....	351
- terrains et constructions.....		Excédent ou perte de l'exercice.....	4 212
- autres immobilisations corporelles.....	3 114		
Immobilisations financières :		II. – <i>Provisions pour risques et charges</i>	
- participations et créances rattachées.....		Provisions pour risques.....	
- prêts.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- autres immobilisations financières.....		Provisions pour autres charges.....	
II. – <i>Actif circulant</i>		III. – <i>Dettes</i>	
Stock et en-cours.....	1 874	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Créances :		Emprunts et dettes financières divers.....	
- adhérents et comptes rattachés.....		Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	21 443
- autres créances.....	461	Dettes fiscales et sociales.....	1 696
Valeurs mobilières de placement.....		Autres dettes.....	
Disponibilités.....	22 253	IV. – <i>Comptes de régularisation</i>	
III. – <i>Comptes de régularisation</i>		Produits constatés d'avance.....	
Charges constatées d'avance.....			
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
Total de l'actif.....	27 702	Total du passif.....	27 702

## II. - COMPTE DE RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(en euros)

CHARGES		PRODUITS	
Propagande et communication .....	23 853	Cotisations des adhérents.....	7 333
dont :		Contributions des élus.....	
- congrès, manifestations, univer-		Financement public : 2006 .....	
sités :.....	19 670	- dont première fraction.....	
- presse, publication, télévision,		- dont deuxième fraction .....	
espaces publicitaires.....	4 183	Dons de personnes physiques.....	40 366
Aides financières aux candidats :		Dévolution de l'excédent des comptes de campagne...	
- versées aux mandataires (personnes physiques ou		Contributions reçues d'autres formations politiques.....	
morales).....		Produits de manifestations et colloques .....	19 820
- prise en charge directe de dépenses électorales....		Produits d'exploitation .....	8 835
Autres aides financières .....		dont :	
- à d'autres formations politiques (à détailler en		- facturation des services rendus aux	
annexe).....		candidats pour les campagnes élec-	
- à d'autres organismes .....		torales.....	
Achats consommés.....	4 076	Autres produits.....	
Autres charges externes.....	16 327	Produits financiers.....	
dont :		Produits exceptionnels .....	
- loyers.....		Reprises sur provisions et amortissements.....	
- frais de voyage et de déplacement		dont :	
Impôts et taxes.....		- reprise sur provisions pour	
Charges de personnel :		campagnes électorales.....	
- salaires.....	19 091		
- charges sociales.....	7 178		
Autres charges d'exploitation.....			
Charges financières.....	143		
Charges exceptionnelles.....	352		
Dotations aux amortissements et provisions.....	1 122		
dont :			
- dotations aux amortissements des			
charges à répartir.....			
- dotations aux provisions pour			
campagnes électorales.....			
Total des charges.....	72 142	Total des produits .....	76 354
Résultat d'ensemble (excédent).....	4 212	Résultat d'ensemble (perte) .....	
Total .....	76 354	Total .....	76 354

## NO OE E TE NUNA'A

Cette formation politique n'a pas bénéficié de l'aide budgétaire publique au titre de l'année 2006, mais a disposé d'un mandataire (personne physique).

Elle a déposé des comptes d'ensemble certifiés par deux commissaires aux comptes.

Le périmètre de ses comptes d'ensemble comprend :

- les comptes du parti ;
- les comptes du mandataire financier.

Cette formation politique n'a pas déclaré détenir dans d'autres organismes, sociétés ou entreprises la moitié du capital social ou des sièges de l'organe d'administration, ou exercer de pouvoir prépondérant de décision ou de gestion au sens de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

### I. – BILAN D'ENSEMBLE

(en euros)

ACTIF		PASSIF	
I. – <i>Actif immobilisé</i>		I. – <i>Fonds propres de l'ensemble</i>	
Immobilisations incorporelles.....		Réserves :	
Ecart d'acquisition.....		- réserves consolidées ou assimilées.....	
Immobilisations corporelles :		- autres réserves.....	2 343
- terrains et constructions.....		Excédent ou perte de l'exercice.....	4 069
- autres immobilisations corporelles.....			
Immobilisations financières :		II. – <i>Provisions pour risques et charges</i>	
- participations et créances rattachées.....		Provisions pour risques.....	
- prêts.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- autres immobilisations financières.....		Provisions pour autres charges.....	
II. – <i>Actif circulant</i>		III. – <i>Dettes</i>	
Stock et en-cours.....		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Créances :		Emprunts et dettes financières divers.....	
- adhérents et comptes rattachés.....	5 040	Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	1 609
- autres créances.....		Dettes fiscales et sociales.....	
Valeurs mobilières de placement.....		Autres dettes.....	
Disponibilités.....	2 981	IV. – <i>Comptes de régularisation</i>	
III. – <i>Comptes de régularisation</i>		Produits constatés d'avance.....	
Charges constatées d'avance.....			
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
Total de l'actif.....	8 021	Total du passif.....	8 021

## II. - COMPTE DE RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(en euros)

CHARGES		PRODUITS	
Propagande et communication .....		Cotisations des adhérents .....	12 057
dont :		Contributions des élus .....	
- congrès, manifestations, univer-		Financement public : 2006 .....	
sités : .....		- dont première fraction .....	
- presse, publication, télévision,		- dont deuxième fraction .....	
espaces publicitaires .....		Dons de personnes physiques .....	838
Aides financières aux candidats :		Dévolution de l'excédent des comptes de campagne .....	
- versées aux mandataires (personnes physiques ou		Contributions reçues d'autres formations politiques .....	
morales) .....		Produits de manifestations et colloques .....	101 648
- prise en charge directe de dépenses électorales .....		Produits d'exploitation .....	
Autres aides financières .....		dont :	
- à d'autres formations politiques (à détailler en		- facturation des services rendus aux	
annexe) .....		candidats pour les campagnes élec-	
- à d'autres organismes .....		torales .....	
Achats consommés .....		Autres produits .....	
Autres charges externes .....	110 474	Produits financiers .....	
dont :		Produits exceptionnels .....	
- loyers .....	8 329	Reprises sur provisions et amortissements .....	
- frais de voyage et de déplacement .....	634	dont :	
Impôts et taxes .....		- reprise sur provisions pour	
Charges de personnel :		campagnes électorales .....	
- salaires .....			
- charges sociales .....			
Autres charges d'exploitation .....			
Charges financières .....			
Charges exceptionnelles .....			
Dotations aux amortissements et provisions .....			
dont :			
- dotations aux amortissements des			
charges à répartir .....			
- dotations aux provisions pour			
campagnes électorales .....			
Total des charges .....	110 474	Total des produits .....	114 543
Résultat d'ensemble (excédent) .....	4 069	Résultat d'ensemble (perte) .....	
Total .....	114 543	Total .....	114 543



## FETIA API

Cette formation politique a bénéficié de l'aide budgétaire publique au titre de l'année 2006 (26 886 euros), et a disposé d'un mandataire (personne physique).

Elle a déposé des comptes d'ensemble certifiés par deux commissaires aux comptes.

Le périmètre de ses comptes d'ensemble comprend :

- les comptes du parti ;
- les comptes du mandataire financier.

Cette formation politique n'a pas déclaré détenir dans d'autres organismes, sociétés ou entreprises la moitié du capital social ou des sièges de l'organe d'administration, ou exercer de pouvoir prépondérant de décision ou de gestion au sens de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

## I. - BILAN D'ENSEMBLE

(en euros)

ACTIF		PASSIF	
I. - <i>Actif immobilisé</i>		I. - <i>Fonds propres de l'ensemble</i>	
Immobilisations incorporelles.....		Réserves :	
Ecart d'acquisition.....		- réserves consolidées ou assimilées.....	
Immobilisations corporelles :		- autres réserves.....	104 938
- terrains et constructions.....		Excédent ou perte de l'exercice.....	52 450
- autres immobilisations corporelles.....	4 741		
Immobilisations financières :		II. - <i>Provisions pour risques et charges</i>	
- participations et créances rattachées.....		Provisions pour risques.....	
- prêts.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- autres immobilisations financières.....	3 232	Provisions pour autres charges.....	
II. - <i>Actif circulant</i>		III. - <i>Dettes</i>	
Stock et en-cours.....		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Créances :		Emprunts et dettes financières divers.....	
- adhérents et comptes rattachés.....	10 806	Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	
- autres créances.....	1 776	Dettes fiscales et sociales.....	
Valeurs mobilières de placement.....		Autres dettes.....	47
Disponibilités.....	136 880	IV. - <i>Comptes de régularisation</i>	
III. - <i>Comptes de régularisation</i>		Produits constatés d'avance.....	
Charges constatées d'avance.....			
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
Total de l'actif.....	157 435	Total du passif.....	157 435

## II. - COMPTE DE RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(en euros)

CHARGES		PRODUITS	
Propagande et communication.....	14 952	Cotisations des adhérents.....	8 770
dont :		Contributions des élus.....	
- congrès, manifestations, univer-		Financement public : 2006.....	26 886
sités :.....		- dont première fraction.....	26 886
- presse, publication, télévision,		- dont deuxième fraction.....	
espaces publicitaires.....		Dons de personnes physiques.....	30 082
Aides financières aux candidats :		Dévolution de l'excédent des comptes de campagne...	
- versées aux mandataires (personnes physiques ou		Contributions reçues d'autres formations politiques.....	
morales).....		Produits de manifestations et colloques.....	30 523
- prise en charge directe de dépenses électorales...		Produits d'exploitation.....	
Autres aides financières.....		dont :	
- à d'autres formations politiques (à détailler en		- facturation des services rendus aux	
annexe).....		candidats pour les campagnes élec-	
- à d'autres organismes.....		torales.....	
Achats consommés.....		Autres produits.....	167
Autres charges externes.....	28 119	Produits financiers.....	1 810
dont :		Produits exceptionnels.....	
- loyers.....	12 738	Reprises sur provisions et amortissements.....	
- frais de voyage et de déplacement	3 109	dont :	
Impôts et taxes.....		- reprise sur provisions pour	
Charges de personnel :		campagnes électorales.....	
- salaires.....			
- charges sociales.....			
Autres charges d'exploitation.....			
Charges financières.....			
Charges exceptionnelles.....			
Dotations aux amortissements et provisions.....	2 717		
dont :			
- dotations aux amortissements des			
charges à répartir.....			
- dotations aux provisions pour			
campagnes électorales.....			
Total des charges.....	45 788	Total des produits.....	98 238
Résultat d'ensemble (excédent).....	52 450	Résultat d'ensemble (perte).....	
Total.....	98 238	Total.....	98 238

**TABLEAU SYNOPTIQUE DE SYNTHESE  
FORMATIONS POLITIQUES TENUES DE DEPOSER DES  
COMPTES CERTIFIES AUPRES DE LA CNCCFP  
AVANT LE 30 JUIN 2007 AU TITRE DE L'EXERCICE 2006  
ET AVIS DE LA COMMISSION SUR LA CONFORMITE  
LEGALE DU DEPOT  
(Nombre : 259)**

**Avertissement**

La commission a souhaité ne plus faire figurer d'informations nominatives sur les responsables de partis politiques afin d'éviter de publier une information obsolète ou erronée dans certains cas ou, à l'inverse, de paraître mettre en cause des personnes qui assumaient des responsabilités au moment de dépôt des comptes ou postérieurement, mais pas au cours de l'exercice déposé. Par ailleurs, afin d'améliorer la lisibilité des comptes publiés, les erreurs matérielles de présentation ou les déséquilibres apparents dus à l'utilisation de sommes arrondies ont été rectifiés.

DENOMINATION de la formation politique	ORIGINE DE L'OBLIGATION de dépôt		LOCALISATION du siège	OBSERVATIONS CNCFP (4)
	Perception de l'aide budgétaire publique en 2006	Mandataire(s) (3)		
AIA-API.....	(2)		Mahina (98709)	AD
E TIA TATOU.....		X	Vairao (98725)	AD
FETIA API.....	X	X	Tahiti (98701)	DC
NO OE E TE NUNA'A.....		X	Papeete (98713)	DC
PORINETIA ORA.....		X	Pirae (98716)	AD
RAUTAHU - RASSEMBLEMENT POUR LA POLYNESIE FRANÇAISE.....		X	Faa'a (98704)	DC
TAHOERAA HUIRAATIRA.....	X	X	Papeete (98713)	DC
TE HONO E TAU I TE HONOAUI.....	X	X	Papeete (98713)	DC
TE'AVEI'A.....		X	Mahina (98709)	DC

(1) Ordre alphabétique de la liste des formations politiques soumises à l'obligation de dépôt de comptes.

(2) Parti éligible à l'aide publique au titre des résultats des élections législatives 2002 mais ayant manqué à ses obligations légales et ne l'ayant pas perçu en 2006 ou sur lequel la commission ne dispose pas ou plus d'informations et qui n'a pas demandé le versement de l'aide publique.

(3) Parti ayant disposé en 2006 d'au moins une association de financement agréée (AF) ou d'au moins un mandataire financier désigné à la préfecture (MF).

(4) DC : dépôt conforme (comptes publiés au chapitre 1er, partie A) ; DCR : dépôt conforme avec réserves des commissaires aux comptes (comptes publiés au chapitre 1er, partie B) ; HD : dépôt hors délai, c'est-à-dire après le 2 juillet 2007 (comptes publiés au chapitre II, partie A) ; DNC : dépôt non conforme du fait du non-visa des commissaires aux comptes (comptes publiés au chapitre II, partie B) ou de manquements aux obligations légales constatés par la commission (comptes publiés au chapitre II, partie C) ; AD : absence de dépôt à la date de la séance de la commission (liste rappelée au chapitre II, partie D).

**AVENANT n° 67 du 14 décembre 2007 à la convention de financement n° 22-04 du 9 janvier 2004 relative à l'opération de réhabilitation de l'annexe de la mairie de Tautira.**

Entre :

L'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Taiarapu-Est, représentée par son maire M. Sylve Perry,

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1er.**— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 22-04 du 9 janvier 2004 relative à l'opération "Réhabilitation de l'annexe de la mairie de Tautira" en ce qui concerne le délai d'exécution de cette opération.

**Art. 2.**— L'article 6 de la convention de financement, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

*Au lieu de :* "Exécuter cette opération dans un délai maximum de 18 mois à partir de la date de démarrage de l'opération";

*Lire :* "Exécuter cette opération au plus tard le 31 décembre 2007".

**Art. 3.**— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

**EXEQUATUR accordés à des consuls.**

L'exequatur est accordé à Mme Leou (Marie-Josée), épouse Pommier, en qualité de consule honoraire du Royaume de Danemark à Papeete, avec juridiction sur le territoire d'outre-mer suivant :

La Polynésie française.

**ACTES DES AUTORITES  
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

**SERVICE DE L'URBANISME**

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS  
DE TRAVAUX IMMOBILIERS  
DES ILES DU VENT  
POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 2007**

**COMMUNE DE TAIARAPU-EST**

*5 novembre 2007*

N° 07-151-3 METAU.TRP, M. Teitua Van Bastolaer, parcelle cadastrée n° 45, section BH (lot 1 surplus de la terre Atemaino) à Afaahiti, modification d'implantation d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 07-345-1, Mlle Céline Li, parcelle cadastrée n° 104, section BE (terre Atihiva, parcelle A du lot 30 (lot D), à Afaahiti au PK 4,100, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

8 novembre 2007

N° 07-351-1 MET.AU.TRP, M. Angélo Yan, parcelles cadastrées n° 115 et n° 116, section AR (lotissement de la terre Tevihonu, lots C et D du lot 1 de la parcelle A) à Afaahiti au quartier Tevihonu, construction d'une maison d'habitation.

14 novembre 2007

N° 07-355-1 MET.AU.TRP, M. Yoan Drouet et Mlle Stella Balossi, (lot 1d du morcellement du lot 3c des terres Atiupu - Atiuiurirau, Atitunia, Aheri, Tepumaraura, Atumahio, Teruaao, Tetiapa et vallées Rarouri) à Afaahiti au PK 4,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

16 novembre 2007

N° 07-348-1 MET.AU.TRP, Mlle Noura Teotahi, parcelle n° 3, section CK (terre Vaieva, parcelle B du lot 2) à Pua au PK 10,100, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

21 novembre 2007

N° 07-357-1 MET.AU.TRP, Mme Marie-Louise Petit, parcelle cadastrée n° 137, section BD (terre Tepumaraua, parcelle B1 du lot B, parcelle) à Afaahiti au PK 65, côté montagne, construction d'une clôture.

23 novembre 2007

N° 07-312-1 MET.AU.TRP, Mme Elvina Teinaore, parcelle cadastrée n° 17, section AD (terre Temahame, surplus) à Afaahiti au PK 59,300, côté montagne, construction d'un centre commercial et d'un snack.

26 novembre 2007

N° 06-1490-2 MET.AU.TRP, M. et Mme Milton et Frida Taerea et Tetupaia, parcelle cadastrée n° 275, section AE (lot 2 de la terre Temahame) à Afaahiti, Taravao Centre, modification d'implantation ;

N° 07-344-1, M. Daniel Emile Castanet, (lot 37Ea de la terre Atihiva), à Afaahiti au PK 2,500, côté gauche, construction d'une clôture.

28 novembre 2007

N° 07-361-1 MET.AU.TRP, M. Benjamin Haumani, parcelle cadastrée n° 124, section AM (lotissement Afaahiti, parcelle 1 du lot 4 de la parcelle A du lot 8) à Afaahiti au PK 60, construction d'une maison d'habitation.

29 novembre 2007

N° 06-1090-2 MET.AU.TRP, Mlle Sandra Maillot, (lot B de la terre Tefautomo) à Faaone au PK 51, côté montagne, modification de façades et de distribution intérieure ;

N° 07-342-1, Mme Teroo Afo, parcelle cadastrée n° 93, section AE (terre Teiriiri, partie, côté mer) à Faaone au PK 50,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH).

#### COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

8 novembre 2007

N° 07-346-1 MET.AU.TRP, Mlle Haimata Bopp du Pont, parcelle cadastrée n° 82, section AC (propriété Edith Vivish, lot 9, lot A) à Toahotu au PK 2,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation jumelée ;

N° 07-349-1, Mlle Sylvie Jordan, (parcelle de terre détachée de la parcelle B dépendant du lot 3 partie des terres Tuatini, Tataromoa parties) à Toahotu au PK 4,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 07-350-1, M. Eimetearii Peckett et Mlle Teraihu Moeino, (parcelle de terre détachée de la parcelle A du partage du lot n° 4 de l'ancienne propriété "Stephen Ipeva Vivish" désignée "parcelle 1") à Toahotu au PK 2,800, construction d'une maison d'habitation.

16 novembre 2007

N° 06-1340-2 MET.AU.TRP, M. Jean-Pierre Le Douaron, (lot 7 du lotissement "Les hauts de Puunui" à Toahotu au PK 6,800, côté montagne, extension d'une maison d'habitation et modification de distributions intérieures.

26 novembre 2007

N° 07-352-1 MET.AU.TRP, M. Ernest Mariassouze, (lot 1 dépendant du plan de partage du lot 4F du lotissement Vaipahu) à Toahotu au PK 2,700, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 07-358-1, M. et Mme Henry et Fernande Deane, (lot A5 dépendant d'une parcelle de terre détachée de la parcelle A du partage du lot 4 de l'ancienne propriété "Stephen Ipeva Vivish" désignée parcelle I) à Toahotu au PK 2,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH).

29 novembre 2007

N° 07-366-1 MET.AU.TRP, Mlle Winta Herenui Tihihiva, (lot 187 du lotissement Mitirapa Plateau (4e tranche) dénommé "Résidence Mitirapa" dépendant des terres Mitirapa, Rotorua, Manuoro, Puahiana à Toahotu au PK 3,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

30 novembre 2007

N° 07-347-1 MET.AU.TRP, Mme Maite Lucas épouse Nohotemorea, parcelle cadastrée n° 60, section BI (terre Ninauea 1, lot 8) à Vairao au PK 11,500, côté montagne, construction d'un local de "Mitihue".

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE DECEMBRE 2007

##### COMMUNE DE ARUE

13 décembre 2007

N° 07-565-1 MET.AU, commune de Arue, parcelle cadastrée n° 324, section L, propriété Malardé parcelle B, rénovation du poste de police municipale.

##### COMMUNE DE FAA'A

3 décembre 2007

N° 07-1318-1 MET.AU, M. Kai Pin Bill Wong Foo, parcelles cadastrées n°s 128 et 148, section M, lots 1-2, lot n° 1, lots A et B du domaine Pamatai à Auae, extension d'une maison d'habitation.

N° 07-1446-1, Mlle Hina Rachel Bennett, parcelle cadastrée n° 751, section R, terre Teonehua 2, terrassement, enrochement.

6 décembre 2007

N° 07-0868-3 MET.AU, commune de Faa'a, parcelle cadastrée n° 6, section L, terre Tetahua-Patutuhe, construction d'une maison d'habitation associative "Rautea".

*12 décembre 2007*

N° 07-861-3 MET.AU, commune de Faa'a, parcelles cadastrées n° 137, section A et n° 546, section C, terre Pouohu 1, construction d'une salle multisports "Poheroa".

*13 décembre 2007*

N° 07-1264-1 MET.AU, SCI Toerau, parcelle cadastrée n° 274, section T, domaine Pāmatai, lot n°s 23 et 24, construction d'une maison d'habitation et terrassement ;

N° 07-1606-1, M. et Mme Steven et Vaipoea Archer, parcelle cadastrée n° 13, section N, terres Tepapauri, Vaioe, extension d'une maison d'habitation ;

N° 07-1652-1, Mme Teura Lucienne Anau, parcelle cadastrée n° 523, section M, domaine de Pamatai 15, lot O, construction d'une maison d'habitation ;

N° 07-865-2, Mme Rassamee Yue, parcelle cadastrée n° 80, section R1, lot n° 32 du lotissement Rose Moana, modification de l'extension d'une maison d'habitation.

*14 décembre 2007*

N° 07-1483-1 MET.AU, M. Timi Yao, parcelle cadastrée n° 1522, section T, lot n° 60 du lotissement Arevareva, construction d'une maison d'habitation ;

N° 07-1609-1, M. Jean-Louis Aubry et Mlle Irmine Lei, parcelle cadastrée n° 761, section R, lot n° 7, partie de la terre Maho, construction d'une maison d'habitation ;

N° 07-1612-1, M. Steve Aicardo et Mlle Christelle Danioux, parcelle cadastrée n° 952, section P, lot P de la terre Faatavete à Saint-Hilaire, construction d'une maison d'habitation.

## COMMUNE DE HITIA'A O TE RA

*3 décembre 2007*

N° 07-1688-1 MET.AU, Mme Marcelle Chavez, parcelle cadastrée n° 11, section AD, terre Tehaparau, partie mer à Tiarei, construction d'une maison d'habitation et d'une clôture.

*13 décembre 2007*

N° 07-1243-2 MET.AU, M. Dominique Tehei, parcelle B de la terre Temuti, à Hitia'a, construction d'une maison d'habitation.

*14 décembre 2007*

N° 07-1119-1 MET.AU, M. Tera Tenaouri, parcelle de la terre Teraimauu, à Hitia'a au PK 37, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

## COMMUNE DE MAHINA

*13 décembre 2007*

N° 07-1643-1 MET.AU, Mme Geneviève Tiroa née Teuira, parcelles cadastrées n°s 164 et 339, section X, terre Paramoa, lot A, construction d'un mur de clôture.

## COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

*3 décembre 2007*

N° 07-0729-1 MET.AU, M. Emile Tavaearii, parcelle cadastrée n° 9, section HW, lots n°s 3 et 4 de la parcelle B, partie de la terre Manua, à Haapiti au PK 27,500, côté montagne, construction d'un mur d'enceinte.

*12 décembre 2007*

N° 07-733-1 MET.AU, Mme Léonne Chin, parcelle cadastrée n° 50, section CE, lot n° 3 de la terre Ahurau à Teavaro, aménagement d'une maison d'habitation en garderie d'enfants (garderie Ahurau) (régularisation).

*13 décembre 2007*

N° 05-1506-2 MET.AU, M. Gérard Charlot et Mlle Sandra Yansaud, parcelle cadastrée n° 166, section CN, parcelle c du lot n° 1 de la terre Ofairuro-Pavete à Teavaro-Temae, modification d'une maison d'habitation ;

N° 07-1636-1, M. et Mme Robert et Isabelle Davy, parcelle cadastrée n° 97, section AH, parcelle de terre détachée du lot n° 3 d'une partie de la parcelle B dépendant de la parcelle B dépendant de la parcelle F du domaine Pahani et de la terre Vaioperu à Afareaitu, extension d'une maison d'habitation.

*14 décembre 2007*

N° 07-1359-1 MET.AU, M. et Mme Pierre et Rouana Peyruseigt, parcelle cadastrée n° 49, section HP, terre Toerauroa, lot n° 1 partie, à Haapiti, construction d'une maison d'habitation ;

N° 07-248-2, Mlle Heimata Mélodie Tang, parcelle cadastrée n° 46, section HA, lot n° 2 partie de la terre Maraehiva à Haapiti au PK 16,900, côté mer, modification d'une maison d'habitation, suppression de la terrasse.

## COMMUNE DE PAEA

*3 décembre 2007*

N° 07-1306-1 MET.AU, M. Eugène Iorss, parcelle cadastrée n° 193, section AS, lot A, parcelle A de la terre Tearafata, au PK 27,100, près de la garderie Chouna, construction d'une maison d'habitation.

*14 décembre 2007*

N° 07-1548-1 MET.AU, M. Toreia Ellacott, parcelle cadastrée n° 33, section BB, lot n° 3, lots A et C de la terre Mautara au PK 18,700, côté montagne, construction d'un bungalow ;

N° 07-1562-1, M. René Moana Bonnet, parcelle cadastrée n° 96, section AX, parcelle C du domaine Mahutatua au PK 21,900, côté montagne, vallée Orofero, construction d'une maison d'habitation.

## COMMUNE DE PAPARA

*3 décembre 2007*

N° 06-1810-2 MET.AU, M. Max Pure Nena dit Maco, parcelle cadastrée n° 120, section AY, lot B7 du lotissement Toreia, modification d'un bâtiment de deux (02) maisons d'habitation jumelées.

*7 décembre 2007*

N° 07-1417-2 MET.AU, M. Alfred Vetea Lehartel, parcelle cadastrée n° 94, section BH, parcelle de l'ancien domaine de Atimaono, construction d'une maison d'habitation.

*13 décembre 2007*

N° 07-775-1 MET.AU, Mme Ani Clark veuve Boosie, parcelle cadastrée n° 21, section BC, lots n°s 38 et 39 du lotissement Pitata, construction d'une maison d'habitation ;

N° 07-902-2, Mme Madgie Tino épouse Urima, parcelle cadastrée n° 93, section AV, terre Atitua 2, lot n° 1, modification de l'aménagement d'un local existant en snack restaurant dans le centre commercial Toa Rau.

*14 décembre 2007*

N° 07-1454-1 MET.AU, M. Henri Lehartel, parcelle cadastrée n° 44, section AP, lot B de la terre Teruato au PK 35,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

## COMMUNE DE PAPEETE

13 décembre 2007

N° 07-051-1 MET.AU.PPTE, AD Finitions, près du siège de la Banque de Polynésie, rue du Général-de-Gaulle, aménagement d'un restaurant Le Barramundi ;

N° 07-121-1, Mlle Rita Cridland, parcelle cadastrée n° 4, section BN, lot B du partage des lots 58/63/68 du lotissement Faariipiti à Faariipiti, extension et rénovation d'une maison d'habitation existante.

## COMMUNE DE PIRAE

3 décembre 2007

N° 07-1384-1 MET.AU, M. Steeven Gall, parcelle cadastrée n° 269, section L, parcelle de la propriété Walker, route du Belvédère, construction d'un mur de soutènement.

13 décembre 2007

N° 07-1266-2 MET.AU, Société agricole de Hamuta, parcelle cadastrée n° 234, section L, domaine Walker partie, terrassement.

## COMMUNE DE PUNAAUIA

5 décembre 2007

N° 07-1091-2 MET.AU, Mme Rose Sao Yao épouse Léon, parcelle cadastrée n° 105, section AD, terre Atitapu-Atiio partie, construction d'un mur de clôture.

6 décembre 2007

N° 07-796-1 MET.AU, Mme Véro Robson, parcelle cadastrée n° 45, section BD, lot n° 144 du lotissement Taapuna, construction d'une maison d'habitation.

12 décembre 2007

N° 07-1593-1 MET.AU, Mlle Miranda Chung, parcelle cadastrée n° 268, section AR, lot n° 9 du lotissement Miri, construction d'une maison d'habitation.

13 décembre 2007

N° 07-1124-1 MET.AU, M. et Mme André et Christine Bartolo, parcelle cadastrée n° 454, section CI, lot n° 54 du lotissement Vaioapu 2, construction d'une maison d'habitation.

14 décembre 2007

N° 07-1430-1 MET.AU, M. Eric Marret, parcelles cadastrées n°s 258 et 259, section AL, parcelles des lots n°s 3 et 4 de la propriété Taputuarai, réaménagement et extension d'une maison d'habitation ;

N° 07-1480-1, M. Cédric Wong Hien, parcelle cadastrée n° 316, section AK, terre Papehuc, parcelle F, construction de deux (02) maisons d'habitation ;

N° 07-1543-1, Mme Kally Yau, parcelle cadastrée n° 128, section CE, basse vallée de Matatia, lot B10 L, parcelle A, extension d'une maison d'habitation.

## COMMUNE DE HAO

14 décembre 2007

N° 07-1388-1 MET.AU.TG, direction de l'équipement, parcelle cadastrée n° 53, section AK, concession maritime, construction d'un hangar portuaire et des sanitaires.

## COMMUNE DE MANIHI

3 décembre 2007

N° 07-0562-1 MET.AU.TG, M. Hitinui Tardivel, parcelle cadastrée n° 77, section B, terre Munoa 4 à Ahe, construction d'une maison d'habitation.

## COMMUNE DE PUKA PUKA

13 décembre 2007

N° 07-227-1 MET.AU.TG, Mlle Maryan Mahia Walker Maruake, parcelle cadastrée n° 185, section A, terre Tutumarohirohi, construction d'une maison d'habitation.

## COMMUNE DE RANGIROA

3 décembre 2007

N° 07-1254-1 MET.AU.TG, Mme Laurine Temarama Mauri épouse Ami, parcelle cadastrée n° 860, section A2, terre Tairuauraura à Avatoru, construction d'une maison d'habitation.

13 décembre 2007

N° 07-1192-2 MET.AU.TG, Mme Litisia Maeva Rootuahine, parcelle cadastrée n° 35, section AB, terre Tearatotoro à Tikehau, construction d'une maison d'habitation ;

N° 07-1425-1, Mlle Tekeu Joséphine Voirin, parcelle cadastrée n° 786, section A, terre Tereva à Avatoru, construction d'une maison d'habitation.

## COMMUNE DE TAKAROA

3 décembre 2007

N° 07-1014-2 MET.AU.TG, M. Ganahoa Maro, parcelle cadastrée n° 414, section H, terre Kamihiria 1, construction d'une maison d'habitation ;

N° 07-1015-2, Mlle Magali Maro, parcelle cadastrée n° 414, section H, terre Kamihiria 1, construction d'une maison d'habitation.

## PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

## CERTIFICAT DE CONFORMITE PARTIELLE N° 75 MET

Réf. : Arrêté n° 106 MAA.AU.UOC du 1er juin 2007 ;  
Arrêté n° 390 MET du 8 janvier 2008.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux d'extension du lotissement "Résidence Jay" sis à Arue, réalisés par M. Henri Jay, ayant été accomplies pour les travaux réalisés sur les lots n° 20 à n° 23 à l'exclusion des travaux de recueil et d'évacuation des eaux pluviales sur les lots n° 21 à n° 23 et les travaux de voirie et d'assainissement le long de la voie d'accès aux lots n° 22 et n° 23, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 9 janvier 2008.  
Le chef du service de l'urbanisme,  
Christian MARIOTTI.

# INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

## COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 17 au 30 janvier 2008 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro .....	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	80,16
AUD Australie .....	1 dollar australien	72,18
CAD Canada .....	1 dollar canadien	79,05
CHF Suisse .....	1 franc suisse	73,58
DKK Danemark .....	1 couronne danoise	16,03
GBP Grande-Bretagne .....	1 livre sterling	157,74
HKD Hong Kong .....	1 dollar	10,28
JPY Japon .....	1 yen	0,75
NOK Norvège .....	1 couronne norvégienne	15,23
NZD Nouvelle-Zélande .....	1 dollar néo-zélandais	63,33
SEK Suède .....	1 couronne suédoise	12,70
SGD Singapour .....	1 dollar singapour	56,12
FJD Fidji .....	1 dollar fidjien	52,29
THB Thaïlande .....	1 bath	2,70
CNY Chine .....	1 yuan	11,07
KRW Corée .....	1 won coréen	0,09
IDR Indonésie .....	1 roupie indonésienne	0,01

## DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITE

### Barème des contractuels ANFA applicable à compter du 1er janvier 2008

Indice des prix de juillet 2006 = 105,5 (base 100 en août 2003)

(Arrêté n° 1080 CM du 2 octobre 2006 équivalent à 126,7 (base 100 en décembre 1998)

SMIG = 140 000 F CFP (Arrêté n° 1800 CM du 21 décembre 2007)

(Arrêté n° 180 CM du 12 février 1987) - (Arrêté n° 2107 PR du 28 décembre 2005)

Salaires mensuels												
		Echelon 1	Echelon 2	Echelon 3	Echelon 4	Echelon 5	Echelon 6	Echelon 7	Echelon 8	Echelon 9	Echelon 10	Echelon 11
Catégorie 1	salaire de base	369 770	408 063	438 581	467 627	489 873	510 109	523 647	534 709	540 448	541 790	539 258
	prime à l'emploi	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
	salaire mensuel	375 770	414 063	444 581	473 627	495 873	516 109	529 647	540 709	546 448	547 790	545 258
Catégorie 2	salaire de base	267 893	295 076	324 967	348 838	371 174	395 448	414 472	432 315	448 294	465 199	477 866
	prime à l'emploi	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
	salaire mensuel	273 893	301 076	330 967	354 838	377 174	401 448	420 472	438 315	454 294	471 199	483 866
Catégorie 3	salaire de base	228 274	241 755	259 153	271 506	283 372	298 655	309 625	319 887	329 405	342 204	351 133
	prime à l'emploi	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
	salaire mensuel	234 274	247 755	265 153	277 506	289 372	304 655	315 625	325 887	335 405	348 204	357 133
Catégorie 4	salaire de base	199 975	209 861	219 441	233 573	242 901	251 897	260 721	269 569	282 345	290 798	298 875
	prime à l'emploi	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
	salaire mensuel	209 975	215 861	225 441	239 573	248 901	257 897	266 721	275 569	288 345	296 798	304 875

Catégorie 5 (article 2 de l'avenant 3)				Salaires	
				horaires	mensuels
G.1	Manceuvre avant 3 mois			828,4	140 000
	Manceuvre après 3 mois			828,4	140 000
	Manceuvre de force			828,4	140 000
G.2	Manceuvre spécialisé			828,4	140 000
G.3	Aide ouvrier			828,4	140 000
G.4	Ouvrier spécialisé			1008,19	170 384
G.5	Ouvrier qualifié			1152,42	194 760
G.6	Chef d'équipe			1218,74	205 967
	Chef de chantier			1386,18	234 265

Déplacements (article 1er de l'avenant 2)				
	1 repas	2 repas	Nuit	par 24 h
Catégorie 1	3 118	6 236	6 236	12 472
Catégorie 2	2 256	4 512	4 512	9 024
Catégorie 3	1 920	3 840	3 840	7 680
Catégorie 4	960	1 920	3 840	5 760
Catégorie 5	960	1 920	3840	5 760

Indemnités (article 1er de l'avenant 2)		Article 18	960	Article 19	16 646	27 733	41 615	Article 24	640	Article 25	640
---	--	------------	-----	------------	--------	--------	--------	------------	-----	------------	-----

**Barème des contractuels ANFA  
applicable à compter du 1er janvier 2008**

Indice des prix de juillet 2006 = 105,5 (base 100 en août 2003)  
Arrêté n° 1080 CM du 2 octobre 2006 équivalent à 126,7 (base 100 en décembre 1998)  
(Arrêté n° 178 CM du 18 février 1994 - Avenant n° 7 du 7 décembre 1993)

	Echelon 1	Echelon 2	Echelon 3	Echelon 4	Echelon 5	Echelon 6	Echelon 7	Echelon 8	Echelon 9	Echelon 10	Echelon 11
<i>Remboursement loyer</i>											
Cat. 1	110 977	106 192	101 938	97 152	92 898	88 188	83 858	79 149	74 895	70 109	65 855
Cat. 2	110 977	108 471	105 584	103 077	100 570	97 684	95 177	92 746	90 239	87 353	84 846
<i>Majoration diplôme</i>											
Code 2 Cat. 1	110 977	110 977	110 977	110 977	110 977	110 977	110 977	110 977	110 977	110 977	110 977
Cat. 2	110 977	108 471	105 584	103 077	100 570	97 684	95 177	92 746	90 239	87 353	84 846
Code 3 Cat. 1	166 466	166 466	166 466	166 466	166 466	166 466	166 466	166 466	166 466	166 466	166 466
Code 4 Cat. 1	221 955	221 955	221 955	221 955	221 955	221 955	221 955	221 955	221 955	221 955	221 955
CAP Cat. 4	18 496	18 370	18 230	18 028	17 901	17 762	17 623	17 496	17 293	17 167	17 028
<i>Isolement</i>											
(0,30) Cat. 1	16 647	15 929	15 291	14 573	13 935	13 228	12 579	11 872	11 234	10 516	9 878
Cat. 2	16 647	16 271	15 838	15 462	15 086	14 653	14 277	13 912	13 536	13 103	12 727
Cat. 3	16 647	16 407	16 100	15 860	15 621	15 313	15 086	14 846	14 596	14 299	14 071
(0,50) Cat. 1	27 744	26 548	25 484	24 288	23 225	22 047	20 965	19 787	18 724	17 527	16 464
Cat. 2	27 744	27 118	26 396	25 769	25 143	24 421	23 794	23 187	22 560	21 838	21 211
Cat. 3	27 744	27 346	26 833	26 434	26 035	25 522	25 143	24 744	24 326	23 832	23 452
(0,75) Cat. 1	41 616	39 822	38 227	36 432	34 837	33 071	31 447	29 681	28 086	26 291	24 696
Cat. 2	41 616	40 676	39 594	38 654	37 714	36 631	35 691	34 780	33 840	32 757	31 817
Cat. 3	41 616	41 018	40 249	39 651	39 053	38 284	37 714	37 116	36 489	35 748	35 179



## DIRECTION DE LA SANTE

**LISTE DES DIPLOMES DES MEMBRES DES PROFESSIONS PARAMEDICALES ENREGISTRES  
PAR LA DIRECTION DE LA SANTE EN 2007**

Date enregistrement diplôme	Nom et Prénom	Résidence professionnelle	Date d'obtention et Provenance diplôme
<b>AIDE SOIGNANT</b>			
05/01/2007	BENEZECH Jean	TAHITI	01/02/05 de Périgueux
09/01/2007	TOUCHARD Amélie	TAHITI	22/12/06 de Bergerac
22/01/2007	TETAIEKURA épse BAILOT Tepori	TAHITI	28/02/03 de Nice
23/01/2007	GUIEU Marc	TAHITI	17/02/06 de Gap (Hte Alpes)
31/01/2007	DELEM épse HERBIL Emyre	TAHITI	13/10/06 de Bobigny
09/02/2007	COMPAS Pierre-Olivier	TAHITI	07/10/05 de Beauvais
13/02/2007	LE DUFF Gwenaëlle	TAHITI	11/02/05 de St Brieuc
21/02/2007	RETTENMOSER épse RAICHON Véronique	ISLV	06/10/00 de Strasbourg
27/02/2007	WASSMER Gilles	TAHITI	20/11/91 de Toulon
06/03/2007	JOUHANNET épse ALCOVER PANSARD J.	TAHITI	29/01/87 de Grenoble
14/03/2007	COLLOT épse BROUARD Nathalie	TAHITI	07/02/02 de Poitiers
25/03/2007	JEAN Nicolas	TAHITI	21/10/05 de St Lô
28/03/2007	TRAVAGLINI épse GUSTIN Pala	TAHITI	17/12/93 de Rennes
28/03/2007	SALVATICO Myriam	TAHITI	15/01/93 de Nice
03/04/2007	RUELLAND Annie	TAHITI	12/12/89 de St Brieuc
05/04/2007	RUPEA Wendy	ISLV	07/10/05 de Nice
22/05/2007	MALBET Julie	TAHITI	20/12/06 de Bordeaux
06/06/2007	GROLLEAU épse GIRARDEAU Marie-Pierre	TAHITI	22/01/04 de Orléans
06/06/2007	GRIMAL épse CARRIE Elisabeth	TAHITI	07/03/97 de Lyon
30/07/2007	GIRARD épse PERPIGNA Bernadette	TAHITI	24/02/97 de Perpignan
06/08/2007	DELORME épse BOTHUON Elodie	TAHITI	10/02/99 de Toulon
08/08/2007	CHAMAS épse COTS Alexandra	TAHITI	14/02/03 de Avignon
09/08/2007	HURST Laetitia	TAHITI	25/01/99 de Nevers
17/09/2007	LUCCHINI Danielle	TAHITI	15/12/80 d'Auch
19/09/2007	ORI épse FALCHETTO Tevairémuna	TAHITI	30/08/07 de Papeete
19/09/2007	RIVIERE épse PILLET Christelle	TAHITI	17/10/05 de St Denis
20/09/2007	PERRY épse CHANG Faustine	TAHITI	30/08/07 de Papeete
24/09/2007	KOKAUANI épse THOMAS Tania	TAHITI	26/02/04 de Lyon
24/09/2007	AH SAM Leia	TAHITI	03/02/2005 de Papeete
26/09/2007	N'DIAYE épse ZELAZO Marianne	TAHITI	07/02/05 de Toulon
26/09/2007	BANCEL Rachel	TAHITI	31/01/94 de Montpellier
26/09/2007	HEINY Mélanie	TAHITI	05/05/06 de Papeete
01/10/2007	ALZENHOFFER épse ADAM Joëlle	TAHITI	02/05/79 de Metz
01/10/2007	TCHANG épse HOPUETAI Lisette	TAHITI	15/09/05 de Papeete
04/10/2007	LANGITOTO Vainui	TAHITI	19/07/07 de Papeete
09/10/2007	NERENHAUSEN Lysianne	TAHITI	22/10/84 de Nancy
22/10/2007	SORRENTINO épse THOMAS Corinne	TAHITI	07/02/96 de Toulon
23/10/2007	DUFOUR Sophie	TAHITI	06/02/03 de Périgueux
23/10/2007	BRANDAO Cécilia	TAHITI	14/02/06 de Bordeaux
25/10/2007	FLANDIN Emilie	TAHITI	02/02/04 de Avignon
29/10/1997	COURTAUD épse FAURE Pauline	TAHITI	16/01/03 de Bourges
30/11/2007	CAMUZET Clément	TAHITI	01/10/07 de Papeete
05/11/2007	HERANVAL Alain	TAHITI	15/10/83 de Melun
07/11/2007	MANDON épse MAZE Amélie	TAHITI	31/08/06 de Quimper
06/12/2007	WITTENBERG Jonathan	TAHITI	22/11/07 de Papeete
10/12/2007	TISSOT Pierre	TAHITI	03/02/06 de Créteil
<b>AUDIOPROTHESISTE</b>			
28/11/2007	GAUTHIER Clémence	TAHITI	24/10/07 de Rennes
<b>DIETETICIEN (NE)</b>			
26/02/2007	VANSELME Julie	TAHITI	12/10/06 de Toulouse
13/04/2007	LOTAI André	TAHITI	19/10/72 de Nancy
17/04/2007	SOUFET Nelly	TAHITI	09/10/92 de Bordeaux
20/11/2007	BROUILLARD épse BOUDEAU Ingrid	TAHITI	24/01/94 de Lyon
20/11/2007	TEURURAI Teuri	TAHITI	25/10/04 de Montpellier

ERGOTHERAPEUTE			
17/07/2007	ROBERT Morgane	TAHITI	15/06/03 de Rennes
16/08/2007	GARDEBLED épouse HEURTIER Audrey	TAHITI	15/06/2005 de Paris
27/08/2007	OUDOT Mathieu	TAHITI	29/06/06 de Bordeaux
INFIRMIERS/IERES			
04/01/2007	ISNARDON épouse GALEY Sandrine	TAHITI	27/11/02 de Toulouse
04/01/2007	FELLONNEAU épouse RESZITNYK Corinne	TAHITI	12/12/91 de Bordeaux
05/01/2007	PERCIER Anne Blondine	TAHITI	28/11/02 de Rennes
08/01/2007	CANOVA Georges	TAHITI	11/07/84 de Clermont Ferrand
09/01/2007	COULON Isabelle	TAHITI	02/07/84 de Dijon
09/01/2007	RADIER Marine	TAHITI	02/12/02 de Paris
09/01/2007	DUMORTIER épouse MERLIN Sonia	TAHITI	15/11/99 de Lille
11/01/2007	FERNANDEZ Jérôme	TAHITI	13/12/02 de Marseille
11/01/2007	LANZA Annabella	TAHITI	17/12/97 de Marseille
11/01/2007	DUBOCLARD Etienne	TAHITI	18/12/03 de Lyon
12/01/2007	AGUERRA Laëtitia	TAHITI	29/05/02 de Paris
12/01/2007	ENGLERT Michel	TAHITI	27/02/04 de Lyon
15/01/2007	DIONISI Anne Lise	TAHITI	31/05/06 de Lille
15/01/2007	LEPOUTRE épouse VANDE BROUCHE Priscilla	TAHITI	15/11/99 de Lille
18/01/2007	JOVALLAND Stéphanie	TAHITI	28/11/02 de Rennes
19/01/2007	FABRET Laurence	TAHITI	17/12/98 de Marseille
22/01/2007	BIANCHI épouse JOUBERT Marie Christine	TAHITI	15/06/1992 de Marseille
23/01/2007	PESENTI Catherine	TAHITI	15/06/92 de Marseille
24/01/2007	BOUTHIER Linda	TAHITI	24/11/2006 de Nancy
24/01/2007	LE PETIT Freddy	TAHITI	15/05/06 de Rennes
25/01/2007	DUBOIS Delphine	TAHITI	31/05/05 de Lille
26/01/2007	GARCIA Julien	TAHITI	19/11/04 de Châlons
26/01/2007	FONTENEL épouse SAIDANI Magali	TAHITI	27/11/97 de Nantes
26/01/2007	SAIDANI Mourad	TAHITI	26/11/02 de Lille
30/11/2007	SCOLAN Hervé	TAHITI	15/06/90 de Bordeaux
30/01/2007	PESCHEUR épouse ITTE Annick	TAHITI	15/09/70 de Paris
30/01/2007	GADBY Elodie	TAHITI	15/05/06 de Rennes
30/01/2007	CHANE Claire	TAHITI	15/05/06 de Rennes
30/01/2007	SIMON Nathalie	TAHITI	12/06/89 de Lille
30/01/2007	MERSON épouse LIZEE Stéphanie	TAHITI	07/05/04 de Nantes
30/01/2007	PONS Sibylle	TAHITI	13/12/02 de Marseille
31/01/2007	DANIEL Benoît	TAHITI	20/12/99 de Paris
31/01/2007	PERRA Elisabeth	TAHITI	06/12/02 de Bordeaux
01/02/2007	BOURGEOIS Virginie	TAHITI	09/12/02 de Besançon
07/02/2007	CAMENEN épouse BUYS Sonia	TAHITI	12/12/03 de Marseille
12/02/2007	MORIN Laura	TAHITI	24/11/05 de Amiens
12/02/2007	MISSIRE Annabelle	TAHITI	18/12/01 de Lyon
13/02/2007	SIOU Kelly	TAHITI	15/11/02 de Papeete
13/02/2007	BOILE Mahé	TAHITI	22/11/02 de Clermont Ferrand
13/02/2007	MARTY Christine	TAHITI	03/12/97 de Toulouse
16/02/2007	BERTHELEMY Marie Odile	TAHITI	15/01/76 de Paris
16/02/2007	EICHOLZ Camille	TAHITI	25/11/05 de Montpellier
19/02/2007	TARTU épouse PERICAT	TAHITI	15/05/03 de Rennes
19/02/2007	WATTEBLEDE DE DUCLA Blandine	TAHITI	19/12/96 de Paris
19/02/2007	JANSOU Muriel	TAHITI	06/12/02 de Bordeaux
20/02/2007	ORSUCCI Sandrine	TAHITI	15/11/92 de Paris
21/02/2007	HAFFREINGUE Sylvie	TAHITI	04/12/03 de Bordeaux
21/02/2007	COSTENOBLE Hélène	ISLV	15/11/04 de Bordeaux
21/02/2007	BOUGE Jacqueline	ISLV	15/06/84 de Dijon
21/02/2007	PONCET François	ISLV	17/05/02 de Nancy
22/02/2007	ARIES Marlène	TAHITI	15/11/99 de Toulouse
22/02/2007	COWAN Wendy	TAHITI	15/11/05 de Papeete
22/02/2007	SŒUR Chantal	TAHITI	15/11/05 de Papeete
23/02/2007	LEDYS Céline	TAHITI	26/04/05 de Paris
23/02/2007	THOS Hélène	TAHITI	22/11/04 de Paris
02/03/2007	MARGUERIE Catherine	TAHITI	15/01/78 de Caen
07/03/2007	CLUZEL Arielle	TAHITI	29/11/04 de Marseille
08/03/2007	CLERY Béatrice	TAHITI	02/01/76 de Toulouse
09/03/2007	BONAL Céline	ISLV	03/12/99 de Toulouse
14/03/2007	AVRIL Agnes	TAHITI	16/11/98 de Lille
23/03/2007	LADRET Jean-Jacques	TAHITI	15/03/07 de Papeete
23/03/2007	MOAN Stéphanie	TAHITI	20/12/99 de Paris

INFIRMIERS/IERES (suite)			
26/03/2007	GOURBIER épouse ARLOT Anne-Marie	TAHITI	15/09/71 de Paris
26/03/2007	DUMAS Ludiwine	TAHITI	13/12/00 de Marseille
26/03/2007	FALGUIERES Régine	ISLV	19/12/95 de Paris
27/03/2007	SAINT LOUBERT Laëtitia	TAHITI	29/11/05 de Toulouse
28/03/2007	LIGHEZOLO Laurent	TAHITI	12/12/01 de Marseille
28/03/2007	GUILLOT épouse DUBAR	TAHITI	15/01/78 de Lyon
03/04/2007	BURTON épouse MICHALLAT Daniella	TAHITI	15/09/73 de Lyon
05/04/2007	COURSEAU Maud	TAHITI	17/12/02 de Amiens
05/04/2007	ABEL Patricia	MARQUISES	20/03/98 de Marseille
10/04/2007	MAHIEU Delphine	TAHITI	15/12/02 de Marseille
11/04/2007	MASQUELIER épouse POQUET Véronique	TAHITI	15/01/76 de Lille
12/04/2007	MARIEL Frédérique	MOOREA	04/12/98 de Dijon
12/04/2007	SANTA Julian	TAHITI	17/5/04 de Bordeaux
13/04/2007	GAIFFE Francis	TAHITI	04/06/87 de Paris
13/04/2007	BORDE épouse DUPOMMIER Catherine	TAHITI	29/05/00 de Paris
17/04/2007	FOUASSIER épouse FOUQUERE Elisabeth	TAHITI	15/01/76 d'Orléans
23/04/2007	FRIESS Marie	TAHITI	18/05/04 de Strasbourg
26/04/2007	LEMMI Hélène	TAHITI	01/01/80 de Marseille
30/04/2007	MARIGNY Armelle	ISLV	11/02/03 de Paris
02/05/2007	LEBAILLY Michaël	AUSTRALES	31/03/04 de Toulouse
09/05/2007	BOURDAU'HUI Yannick	TAHITI	14/12/01 de Strasbourg
10/05/2007	SERRES épouse VESSERON Nathalie	TAHITI	14/12/00 de Lyon
10/05/2007	HUET épouse PUPPO Typhaine	TAHITI	23/11/05 de Paris
14/05/2007	COLMAR Sylvie	TAHITI	15/01/77 de Paris
18/05/2007	BEZARD Patrick	TAHITI	17/12/87 de Paris
25/05/2007	HUGUES Valérie	TAHITI	03/12/99 de Toulouse
29/05/2007	JAAFAR Maxime	TAHITI	02/06/03 de Nantes
29/05/2007	RAIMOND Elise	TAHITI	28/11/96 de Caen
31/05/2007	ORTUNO épouse KURTOVIC Nicole	TAHITI	24/06/94 de Lyon
31/05/2007	CARDIN Maya	TAHITI	29/11/04 de Marseille
31/05/2007	BONATTO Cédric	TAHITI	28/11/05 de Toulouse
04/06/2007	BOISSIERES Julien	TAHITI	29/11/05 de Toulouse
04/06/2007	PIERRE épouse BRILLANT Nathalie	TAHITI	23/06/89 de Rennes
04/06/2007	GRANDCLAUDON épouse GAYOUS Sophie	TAHITI	04/06/98 de Paris
05/06/2007	ROGER Romain	TAHITI	22/11/04 de Paris
06/06/2007	CARDON épouse ZAGHDA Claudine	TAHITI	06/06/85 de Lille
06/06/2007	COLONNA DE LEGA Florence	TAHITI	15/01/76 de Lyon
08/06/2007	RIBEIRO épouse DUBOIS Ana-Paula	ISLV	19/11/04 de Lyon
11/06/2007	BREARD Carole	MARQUISES	04/06/... de Paris
11/06/2007	LOVISA Odile	TAHITI	30/06/97 de Lyon
12/06/2007	BAUMANN Carole	TAHITI	03/12/98 de Bordeaux
15/06/2007	BRUN Julien	TAHITI	23/11/05 de Lyon
19/06/2007	YVON Claire	TAHITI	21/04/05 de Poitiers
19/06/2007	DURAND Clothilde	MARQUISES	28/07/94 de Clermont Ferrand
21/06/2007	MICHELINI Damien	TAHITI	27/11/06 de Marseille
21/06/2007	JOSSE épouse SKALSKI Chantal	TAHITI	14/01/77 de Paris
22/06/2007	DARRE épouse MASOTTA Patricia	TAHITI	26/04/05 de Paris
22/06/2007	MASOTTA Micaël	TAHITI	25/04/06 de Paris
25/06/2007	MASCI épouse LIMARE Isabelle	TAHITI et MOOREA	15/06/84 de Nancy
28/06/2007	LESAGE épouse BROGLIE Marie-Line	TAHITI	04/12/96 de Strasbourg
02/07/2007	PINEAU épouse PILLARD Jacqueline	TAHITI	26/05/94 de Marseille
03/07/2007	DAVID Brigitte	TAHITI	07/06/82 de Paris
04/07/2007	AGNAN Chantal	TAHITI	15/09/07 de Poitiers
09/07/2007	DENIS Delphine	TAHITI	27/06/91 de Bordeaux
11/07/2007	SIUDI Jean-Luc	TAHITI	17/12/97 de Marseille
18/07/2007	LEYMARIE épouse SMAGGHUE Françoise	MOOREA	07/03/72 de Papeete
23/07/2007	CARREEL épouse TEATA Anne	HUAHINE	30/06/85 de Belgique
24/07/2007	LEMARCE Claudie	TAHITI	15/01/80 de Dijon
25/09/2007	LECLERC Anaëlle	TAHITI	03/12/03 de Chalons
31/07/2007	GAMBIER Patricia	MARQUISES	15/01/73 de Paris
02/08/2007	DOMENACH épouse ORCELLET Pascale	TAHITI	15/01/78 de Lyon
07/08/2007	ADAM épouse TREGUIER Vaiana	TAHITI	10/11/05 de Papeete
09/08/2007	QUELVEN épouse KLEBAUR Isabelle	TAHITI	15/06/88 de Nantes
09/08/2007	JEDNEJERAK Paricia	MOOREA	15/06/84 de Amiens
13/08/2007	DOMENGE épouse MACADRE Valérie	TAHITI	15/06/89 de Marseille
13/08/2007	SAGORIN épouse ROUGE Marie-Laure	TAHITI	30/11/95 de Rennes

INFIRMIERS/IERES (suite)			
13/08/2007	GODEBY épouse HAIZE Sonia	TAHITI	13/12/95 de Orléans
16/08/2007	BOISBLUCHE Céline	TAHITI	21/05/07 de Rennes
16/08/2007	LE BOURDON Maïwenn	TAHITI	21/05/07 de Rennes
23/08/2007	FRESNAYE épouse JARRY Pascale	TAHITI	16/06/88 de Caen
27/08/2007	RAMASSAMY épouse GONZAGUE Marie	TAHITI	15/06/85 de Basse Terre
29/08/2007	MARHIC Claude	TAHITI	17/12/98 de Marseille
30/08/2007	FATUMA Isabella	TAHITI	15/10/05 de Papeete
30/08/2007	LEWANDOWSKI Andrey	TAHITI	02/12/03 de Paris
30/08/2007	NAJID Khadya	TAHITI	27/11/06 de Marseille
03/09/2007	FOURNIER Marc	TAHITI	15/06/82 de Rennes
04/09/2007	MUCHA Delphine	TAHITI	15/04/05 de Nancy
04/09/2007	LACROIX épouse PASTERIS Mylène	AUSTRALES	30/06/94 de Lyon
05/09/2007	NICAR Mathieu	TAHITI	13/04/06 de Rouen
05/09/2007	CORRE Fanni	TAHITI	25/11/04 de Rennes
06/09/2007	THOMAS Christel	TAHITI	12/01/96 de Montpellier
07/09/2007	RIOU Céline	TAHITI	21/05/07 de Bretagne
07/09/2007	FOURNIER Maël	TAHITI	28/11/05 de Rennes
10/09/2007	PHILIPPE épouse DUPONT Annaïg	TAHITI	15/05/06 de Rennes
11/09/2007	VERDAN Régis	TAHITI	18/12/01 de Lyon
13/09/2007	THOMAS Céline	TAHITI	10/12/02 de Poitiers
14/09/2007	GARROS épouse MARTIN Pascale	TAHITI	21/11/94 de Montpellier
17/09/2007	LE HENAFF Gaëlle	TAHITI	27/11/06 de Rennes
17/09/2007	BESSIERE Charlotte	TAHITI	21/05/07 de Rennes
17/09/2007	DEBONO Audrey	TAHITI	12/12/01 de Marseille
17/09/2007	NUNEZ Manuel	TAHITI	12/12/03 de Marseille
18/09/2007	DA GRACA Guillaume	TAHITI	17/05/04 de Bordeaux
18/09/2007	SIBERT Aude	TAHITI	18/04/07 de Bordeaux
18/09/2007	MEUNIER Louis	TAHITI	24/11/04 de Bordeaux
19/09/2007	REGLAT épouse LARRE	TAHITI	06/07/94 de Bordeaux
24/09/2007	ALCIDE Vérélyne	TAHITI	10/04/00 de Cayenne
25/09/2007	SERRE Nathalie	TAHITI	14/01/97 de Montpellier
25/09/2007	LE MEUR Christophe	TAHITI	30/06/07 de Belgique
26/09/2007	RERAT Pascale	MOOREA	15/11/87 de Paris
26/09/2007	SILBERBERG épouse BERNIER Ingrid	TAHITI	19/12/96 de Paris
28/09/2007	AMBROISE Caroline	MARQUISES	24/11/04 de Bordeaux
04/10/2007	FEDOSSOF épouse DALMAS Daphné	TAHITI	12/06/01 de Rennes
10/10/2007	MOBERT Isabelle	TAHITI	19/06/90 de Clermont Ferrand
10/10/2007	VIALARS Merei	TAHITI	12/12/03 de Marseille
12/10/2007	MASCRE Florence	TAHITI	12/06/89 de Lille
15/10/2007	DECHAVANNE Catherine	ISLV	28/6/88 de Lyon
18/10/2007	HORCKMANS Janique	TAHITI	17/12/97 de Lyon
22/10/2007	ANTOINE épouse POMAREDE Myriam	TAHITI	17/12/96 de Marseille
22/10/2007	COMBES Céline	MARQUISES	01/12/99 de Bordeaux
23/10/2007	GOLL épouse BRACH Anne-Claire	TAHITI	18/11/04 de Stasbourg
25/10/2007	CARBONNEAU Rémy	ISLV	13/12/02 de Marseille
25/10/2007	ROBERT Céline	TAHITI	12/12/00 de Paris
25/10/2007	GUIHO Françoise	TAHITI	20/12/99 de Paris
25/10/2007	SYLVESTRE Karen	TAHITI	29/05/00 de Paris
29/10/2007	SERREAU Myriam	TUAMOTU GAMBIE	15/11/97 de Paris
05/11/2007	LEGRAND Claire	TAHITI	08/04/07 de Bordeaux
05/11/2007	DUPUTS Pascale	TAHITI	18/04/07 de Bordeaux
06/11/2007	BEAL Anaïs	TAHITI	20/11/06 de Lyon
06/11/2007	QUINQUENET Christelle	TAHITI	02/12/02 de Paris
14/11/2007	BREUX Florence	TAHITI	05/12/98 de Paris
15/11/2007	VASSE épouse TESTARD Christine	TAHITI	14/01/98 de Amiens
16/11/2007	JOUNEAU Florence	TAHITI	14/11/07 de Papeete
16/11/2007	MOIZE Adeline	TAHITI	14/11/07 de Papeete
19/11/2007	HOKAHUMANO épouse CAMUZET Marguerite	TAHITI	14/11/07 de Papeete
19/11/2007	AH CHONG épouse ROQUES Sylviane	TAHITI	14/11/07 de Papeete
19/11/2007	SERVY Isabelle	TAHITI	14/11/07 de Papeete
19/11/2007	ANDRY épouse TAURU Valérie	TAHITI	14/11/07 de Papeete
19/11/2007	VANDAMME Maire	TAHITI	14/11/07 de Papeete
19/11/2007	MARTINEZ Emilie	TAHITI	14/11/07 de Papeete
19/11/2007	TEPEHU épouse TEARIKI Joëlle	TAHITI	14/11/07 de Papeete
21/11/2007	MERIGOUT Christophe	TAHITI	14/11/07 de Papeete
21/11/2007	CHAUWIN épouse PROUDHOM Virginie	TAHITI	18/11/1996 de Lille

<b>INFIRMIERS/IERES (suite)</b>			
21/11/2007	NESTA épouse CLEMENT Marie-Agnes	TAHITI	14/11/07 de Papeete
21/11/2007	GUINE Ludovic	TAHITI	15/12/01 de Paris
27/11/2007	DESJOUIS épouse THOUIN Catherine	MARQUISES	15/01/78 de Paris
27/11/2007	THOUIN Franck	MARQUISES	15/06/89 de Paris
28/11/2007	DUFOURG Miren	TAHITI	23/11/05 de Bordeaux
29/11/2007	JOUBE Olivier	TAHITI	14/11/06 de Papeete
30/11/2007	UTIA Marguerite	TAHITI	14/11/07 de Papeete
03/12/2007	ODDON Tony	TAHITI	14/11/07 de Papeete
03/12/2007	PAILLARD Carine	TAHITI	11/12/97 de Dijon
04/12/2007	WILHELM Michelle	TAHITI	15/01/76 de Nancy
06/12/2007	MANUIREVA Marianne	TAHITI	14/11/07 de Papeete
06/02/2007	GERARDIN épouse KINTS Nathalie	AUSTRALLES	23/11/07 de Nancy
11/12/2007	GALLIMARD épouse ALEXANDRE Aïma	MOOREA	14/11/2007 de Papeete
12/12/2007	GUBELMANN Corinne	ISLV	15/07/82 de Strasbourg
12/12/2007	VAN CAM Moeani	TAHITI	14/11/07 de Papeete
13/12/2007	SAUVAGE Yoann	TAHITI	28/11/07 de Limoges
03/12/2007	SENE Gaëtan	TAHITI	26/04/05 de Paris
18/12/2007	FABRESSE Marion	TAHITI	30/12/04 de Paris
19/12/2007	CARRIERE épouse SIMON Marie-Line	TAHITI	15/01/77 de Montpellier
20/12/2007	TOURNEBIZE Laure	TAHITI	03/02/04 de Clermont Ferrand
20/12/2007	NAVARON Elodie	MOOREA	18/12/03 de Lyon
21/12/2007	DEPIS Colette	TG	15/06/78 de Bordeaux
<b>INFIRMIER DE SECTEUR PSYCHIATRIQUE</b>			
28/11/2007	GOURBIN Elisabeth	TG	31/03/03 de Nancy
<b>INFIRMIER ANESTHESISTE</b>			
30/01/2007	SCOLAN Hervé	TAHITI	30/09/98 de Bordeaux
20/02/2007	ORSUCCI Sandrine	TAHITI	15/09/98 de Paris
09/05/2007	RECHES épouse OUACHEKRADI Delphine	TAHITI	24/09/04 de Strasbourg
14/09/2007	PROUDHOM Alain	TAHITI	29/09/00 de Marseille
04/10/2007	FEDOSSOF épouse DAUMAS Daphné	TAHITI	15/10/07 de Marseille
17/10/2007	CARLOTTI Eric	TAHITI	24/09/07 de Nantes
17/10/2007	VINCENT épouse FALQUET Fabienne	TAHITI	15/12/05 de Lyon
03/12/2007	LEPORT épouse GUERGOUA Isabella	ISLV	27/09/00 de Rennes
20/12/2007	RIGO Guy	MARQUISES	15/09/99 de Toulouse
<b>INFIRMIER AIDE ANESTHESISTE</b>			
12/12/2007	GUBELMANN Corinne	ISLV	20/10/88 de Strasbourg
<b>INFIRMIER de SALLE d'OPERATION</b>			
10/09/2007	MUNOZ Nadine	TAHITI	15/06/91 de Paris
04/12/2007	WILHELM Michelle	TAHITI	15/06/92 de Nancy
<b>INFIRMIER CADRE DE SANTE</b>			
08/01/2007	CANOVA Georges	TAHITI	12/10/95 à Clermont Ferrand
23/01/2007	PESENTI Catherine	TAHITI	30/6/00 de Marseille
16/02/2007	BERTHELEMY Marie Odile	TAHITI	15/06/84 de Nantes
28/03/2007	GUILLOT épouse DUBAR Annick	TAHITI	29/06/94 de Lyon
07/05/2007	HONTANG Christophe	TAHITI	28/06/06 de Paris
14/05/2007	COLMAR épouse OLLIVIER HENRY Sylvie	TAHITI	28/06/90 de Paris
18/05/2007	BEZARD Patrick	TAHITI	25/06/97 de Paris
11/06/2007	LOVISA Odile	TAHITI	30/06/97 de Lyon
04/07/2007	AGNAN Chantal	TAHITI	15/09/72 de Poitiers
03/09/2007	FOURNIER Marc	TAHITI	15/06/82 de Rennes
19/09/2007	REGLAT épouse LARRE Martine	TAHITI	06/07/94 de Bordeaux
19/12/2007	CARRIERE épouse SIMON Marie-Line	TA15/	15/06/91 de Montpellier
<b>MANIPULATEUR d'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE</b>			
09/01/2007	BOILEAU Gladys	TAHITI	05/09/5 de Nancy
01/02/2007	GUITTON Jacques	TAHITI	15/06/73 de Paris
21/02/2007	PINEAU Caroline	TAHITI	24/06/93 de Poitiers
28/02/2007	LE GALL épouse GHIO Nadine	TAHITI	15/05/80 d'Orléans
28/02/2007	GAROCHE Nicolas	TAHITI	15/06/97 de Rennes
27/03/2007	CUVILLIER Catherine	TAHITI	15/06/91 de Paris
27/03/2007	RIVOALLAN Sophie	TAHITI	15/06/96 de Rennes
28/03/2007	CORDIER Emmanuelle	TAHITI	15/06/05 de Marseille
28/03/2007	GARCIA Frédéric	TAHITI	15/09/05 de Marseille
29/03/2007	FONDA Nicolas	TAHITI	15/06/00 de Montpellier
29/03/2007	LECELLIER Séverine	TAHITI	01/06/96 de Dijon
29/03/2007	FEJOZ Ronan	TAHITI	15/06/99 de Rennes

<b>MANIPULATEUR d'ELECTORADIOLOGIE MEDICALE (suite)</b>			
29/03/2007	RENAVOT Lénaïg	TAHITI	15/06/98 de Rennes
29/03/2007	BANIEL Emmanuel	TAHITI	15/06/98 de Rennes
29/03/2007	BROUILLAUD Gilles	ISLV	23/06/97 de Dijon
30/03/2007	GILLAIN Catherine	TAHITI	20/06/86 de Paris
02/04/2007	GRAND Martine	TAHITI	29/06/94 de Dijon
10/04/2007	DOUCET Rémy	TAHITI	22/06/81 de Orléans
16/04/2007	FEREC Christelle	TAHITI	15/05/00 de Marseille
24/04/2007	ACHKAR Marie	TAHITI	15/06/05 de Rennes
24/04/2007	LE CORRE David	TAHITI	15/06/05 de Rennes
13/09/2007	GAYOUS Jérôme	TAHITI	26/06/07 de Paris
17/09/2007	GUYOT Patrice	TAHITI	15/06/84 de Rennes
19/09/2007	CHANG Stephen	TAHITI	04/09/07 de Toulouse
08/10/2007	ASSOR Hafid	TAHITI	29/06/01 de Paris
04/12/2007	WEILL épse DONIER Florence	TAHITI	15/06/89 de Lyon
<b>MASSEUR KINESITHERAPEUTE</b>			
11/01/2007	BERNARD Amélie	TAHITI	24/06/02 de Lyon
16/01/2007	COLLET Yoann	TAHITI	27/06/02 de Paris
09/02/2007	BANULS Aurélie	ISLV	15/06/03 de Lyon
09/02/2007	PILLOT Elodie	TAHITI	15/06/03 de Lyon
12/02/2007	CLAYET Jean Christophe	TAHITI	21/05/89 de Montpellier
02/03/2007	MORALES Sophie	TAHITI	15/09/03 de Bordeaux
23/03/2007	MATHIOT Anne	TAHITI	15/06/94 de Montpellier
26/03/2007	BOIVIN Anne-Hélène	TAHITI	29/06/99 de Paris
26/03/2007	TRAVERT épse AHMED Emmanuelle	TAHITI	15/06/97 de Nantes
29/03/2007	CELDREN Thomas	TAHITI	15/06/02 de Paris
18/04/2007	AVY Thierry	TAHITI	30/06/84 de Belgique
24/04/2007	LACIRE Laurence	TAHITI	15/06/03 de Paris
18/05/2007	VAN TWENBEKE Marie-Pierre	ISLV	24/06/93 de Belgique
24/05/2007	BELIN Virginie	TAHITI	09/06/06 de Montpellier
24/06/2007	SACCHIERO Sébastien	TAHITI	15/06/05 de Montpellier
25/05/2007	RWAMITARI Thibaut	TAHITI	15/06/96 de Nancy
30/05/2007	RIDEAU Stéphanie	TAHITI	08/09/06 de Nantes
15/06/2007	POCHET Jean	TG	15/06/05 de Lyon
25/06/2007	OSTERGAARD épse PROVO Eva	TAHITI	26/06/04 de Belgique
04/09/2007	EVARD Paul	TAHITI	28/06/07 de Paris
12/09/2007	ASCHENBRENNER Béatrice	MARQUISES	30/06/06 de Belgique
17/09/2007	LEMEY Loïc	TAHITI	21/06/06 de Bordeaux
17/09/2007	MICHEL Laurie	TAHITI	15/06/07 de Bordeaux
03/10/2007	LABASTIE Xavier	TAHITI	28/06/07 de Paris
22/10/2007	COIRRE Antoine	TAHITI	15/06/04 de Toulouse
22/10/2007	DROUGLAZET Elisabeth	TAHITI	16/06/94 d'Alsace
29/10/2007	MORERE Jean-François	TAHITI	15/06/03 de Rennes
29/10/2007	MARLAND Elise	TAHITI	15/06/04 de Rennes
30/11/2007	LAPLUME Olivier	TAHITI	15/06/07 de Nantes
05/11/2007	DURU Claire	TAHITI	15/06/06 de Bordeaux
12/11/2007	NICOLAS Jean-Marc	TAHITI	15/06/07 de Marseille
29/11/2007	VOISIN François	TAHITI	15/06/02 de Rennes
10/12/2007	VARIER Solène	TAHITI	15/06/06 de Paris
11/12/2007	DELCORN Fabien	TAHITI	15/06/93 de Toulouse
11/12/2007	DELETRAZ Charles-Henri	TAHITI	15/06/06 de Paris
18/12/2007	BONIOU Gérard	ISLV	18/12/67 de Paris
<b>OPTICIEN LUNETIER</b>			
16/03/2007	BOURGOGNE Daniel	TAHITI	30/06/82 de Paris
14/05/2007	BARON Frédéric	MOOREA	13/07/95 de Paris
15/05/2007	HORDESSEAU Mathieu	TAHITI	07/07/04 de Paris
11/07/2007	LAUGA Claire	TAHITI	03/07/00 de Paris
11/07/2007	GRAND PERRET Camille	TAHITI	03/07/02 de Lyon
27/07/2007	BOUVIER Christelle	TAHITI	11/07/00 de Lyon
27/07/2007	MUHLNBACH Arnaud	TAHITI	03/07/01 de Besançon
26/09/2007	VIGNE Jacques	TAHITI	01/07/74 de Paris
09/11/2007	MAILLES Charlotte	TAHITI	01/07/05 de Toulouse
<b>ORTHOPHONISTE</b>			
26/01/2007	PATRON Emilie	ISLV	28/06/04 de Nice
06/03/2007	BRABLE Aurore	ISLV	27/06/05 de Belgique
07/05/2007	LORIN Christine	ISLV Bora Bora	26/11/82 de Paris

<b>ORTHOPHONISTE (suite)</b>			
03/07/2007	BCEUF Julia	MOOREA	26/06/06 de Belgique
06/09/2007	ROMEDER Marine	TAHITI	07/09/01 de Belgique
<b>PEDICURE PODOLOGUE</b>			
15/02/2007	LAGRIFOUL épouse FRANCKEN Joëlle	TG	15/07/75 de Paris
17/09/2007	ROUCHER Teikinui	TAHITI	22/06/07 de Nantes
<b>PREPARATEUR EN PHARMACIE</b>			
31/01/2007	ROTH Yoann	TAHITI	05/07/04 de Nice
06/02/2007	HENRY épouse COUTURE Sabrina	TAHITI	11/07/06 de Paris
01/08/2007	BOCOUM épouse LOPEZ Vaihere	TAHITI	02/12/04 de Papeete
20/12/2007	CORSAT Véronique	TAHITI	27/09/83 de Grenoble
20/12/2007	ROBIN Renée	TAHITI	18/06/74 de Reims
<b>PSYCHOMOTRICIEN</b>			
11/01/2007	LE GOUTTEBELLE Nathalie	TAHITI	10/09/96 de Paris
24/08/2007	DEPRET Claire	TAHITI	15/06/04 de Lille
30/08/2007	VARGAS Anabella	TAHITI	15/06/01 de Paris
12/09/2007	DUFIEUX Caroline	TAHITI	15/06/04 de Paris
12/09/2007	PINKHAM Leslie	TAHITI	15/07/04 de Paris
<b>PUERICULTRICE</b>			
11/01/2007	LEPOUTRE VANDEBROUCHE Priscilla	TAHITI	18/12/00 de Angers
25/01/2007	DUBOIS Delphine	TAHITI	12/01/07 de Lille
30/01/2007	PESCHEUR épouse ITTE Annick	TAHITI	15/10/76 de Paris
10/04/2007	MAHIEU Delphine	TAHITI	15/12/03 de Marseille
02/05/2007	MARAMA épouse MARITERAGI Temarama	TAHITI	11/12/06 de Marseille
11/06/2007	LOVISA Odile	TAHITI	19/12/94 de Lyon
13/08/2007	DOMENGE épouse MACADRE Valérie	TAHITI	02/11/90 de Marseille
13/08/2007	GODEBY épouse HAIZE Sonia	TAHITI	13/12/95 de Orléans
19/12/2007	CARRIERE épouse SIMON Marie-Line	TAHITI	15/10/79 de Montpellier
<b>AUXILIAIRE DE PUERICULTRICE</b>			
16/01/2007	RIEG Virginie	TAHITI	13/12/06 de Strasbourg
02/02/2007	DERNAUCOURT Nathalie	TAHITI	19/09/89 de Lille
29/05/2007	MOKOUE épouse MONNIER Jeanne	TAHITI	20/02/04 de Marseille
25/07/2007	PIUSSANT épouse ROSA Célia	TAHITI	22/09/94 de Lyon
<b>TECHNICIEN DE LABORATOIRE</b>			
08/01/2007	CHEVALLEREAU Helyette	TAHITI	07/07/86 de Montpellier
15/02/2007	PETILLON Sarah	TAHITI	06/07/04 de Papeete
29/03/2007	LECELLIER Séverine	TAHITI	01/06/96 de Dijon
24/04/2007	TEREI Teamaitua	TAHITI	06/07/06 de Bordeaux
26/04/2007	SAYARI épouse PACCIARELLI Neila	TAHITI	13/07/01 de Nice
09/05/2007	AUCLERT Valérie	TAHITI	07/07/87 de Paris
14/05/2007	BOUZENARD Géraldine	TAHITI	15/09/93 de Montpellier
14/05/2007	ESTIENNE Thierry	TAHITI	28/06/90 de Lyon
16/05/2007	MAURICE épouse MERMET Carole	TAHITI	15/06/95 de La Garde
22/05/2007	LAMOUREUX Elodie	TAHITI	25/06/03 de Paris
23/05/2007	FOULON Arnaud	TAHITI	13/07/99 d'Aix Marseille
23/05/2007	BAUDRY Frédéric	TAHITI	07/07/00 d'Aix Marseille
23/05/2007	LEBARON Christophe	TAHITI	27/06/02 de Paris
24/05/2007	MALECOT épouse TAEA Alys	TAHITI	15/06/81 de Nantes
24/05/2007	BAMBRIDGE épouse PITO Teanini	TAHITI	15/06/83 de Toulouse
29/05/2007	VIAL Sandrine	TAHITI	13/07/00 de Nice
29/05/2007	DUCLAUX Gaël	TAHITI	13/07/00 de Nice
05/06/2007	DHYSER Laurence	TAHITI	24/06/87 d'Aix en Provence
15/06/2007	LAINE Laetitia	TAHITI	04/07/06 de Bordeaux
15/06/2007	LAINE Axel	TAHITI	10/06/92 de Nice
25/06/2007	FOURNIER épouse CHIN Caroline	TAHITI	15/06/79 de Nantes
04/07/2007	TCHIN Jenny	TAHITI	15/06/91 de Montpellier
04/07/2007	TSING Calina	TAHITI	05/07/91 de Lyon
06/07/2007	PILAUD Jean-Michel	TAHITI	24/06/87 de Grenoble
17/07/2007	HELENE Ida	TAHITI	15/06/91 de Nantes
02/10/2007	LEUSSIÉ Catherine	TAHITI	26/06/91 de Lyon
03/10/2007	DABROWSKI Sandy	TAHITI	10/06/99 de Lille
23/10/2007	FLANDRE Eolia	ISLV	20/06/07 de Amiens
13/12/2007	BATAILLARD Manuarii	TAHITI	22/06/07 de Orléans Tours



# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### L'ENFANT ROI

#### Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 3 janvier 2008, il a été constitué une société à responsabilité limitée :

*Dénomination sociale* : L'ENFANT ROI.

*Capital* : 1 000 000 F CFP.

*Siège* : Faa'a, immeuble Fanomai.

*Objet* : La commercialisation de biens de consommation et l'importation de biens divers.

*Durée* : Quatre-vingt-dix-neuf ans.

*Gérantes* : Mlles Rava MAIARII et Mihimana SACHET, en qualité de gérantes associées.

*Immatriculation* : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,  
Les gérantes.

Etude de Me Philippe CLEMENCET,  
notaire à Papeete, île de Tahiti

### SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE NAARII

#### Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à Papeete, le neuf janvier deux mille huit, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Dénomination* : NAARII.

*Forme* : Société civile immobilière.

*Capital social* : 190 000 F CFP divisé en 190 parts de mille francs CFP chacune, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

*Siège social* : Mahina, domaine Arlette-Reasin, BP 50120, Pirae.

*Objet social* :

- l'acquisition, la propriété et l'administration de tous biens meubles et immeubles et objets mobiliers ;
- la mise en valeur, la location et l'exploitation de tous biens meubles et immeubles ainsi que l'édification de toutes constructions ;
- l'aliénation de tout ou partie desdits biens meubles ou immeubles par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou de cession de droit au bail ;
- les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société ;

- tous placements de capitaux sous toutes formes que ce soit, y compris l'acquisition ou la souscription de toutes actions, obligations et parts sociales ;
- et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

*Durée* : 99 ans.

*Gérance* : La société a pour gérant M. Wai Lim dit William WONG, boulanger, demeurant à Pirae (98713), domaine Pater, lot A 2, BP 50120 Pirae.

*Cession de parts sociales* : Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire représentant au moins les 2/3 des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

*Immatriculation* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,  
Le notaire.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE FIUMARELLA  
au capital social de 120 000 F CFP  
Siège social : zone industrielle de la Punaruu

#### Avis de nomination des gérants

Il résulte des termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire en date du 9 janvier 2008 que :

- le siège social fixé zone industrielle de la Punaruu, à Punaauia, est désormais fixé à Punaauia, BP 13820 ;
- les gérants de la société sont désormais Mme Marie Françoise FIUMARELLA, demeurant au siège social de la société, et M. Pietro FIUMARELLA, demeurant au siège social de la société.

Pour avis,  
Les associés héritiers de plein droit  
et les gérants.

SOCIETE POLYNESIENNE  
DES EAUX ET DE L'ASSAINISSEMENT (SPEA)  
Société anonyme au capital social de 770 000 000 F CFP  
Siège social : Papeete, vallée de Titiro  
RCS Papeete : n° 4412 B

Par décision de l'assemblée générale du 11 juin 2007, suite à la démission de 3 administrateurs et cooptation par de nouveaux administrateurs :



*Ancienne mention**Administrateurs :*

- SA LYONNAISE DES EAUX, représentée par M. Luc FAUCHEUR ;
- SA EDT, représentée par MM. Joël ALLAIN, Yves-Thibault de SILGUY, Christian LEKIEFFRE et Roland CATIMEL.

*Nouvelle mention**Administrateurs :*

SA LYONNAISE DES EAUX, représentée par M. Jean de TAURIERS, MM. Luc FAUCHEUR, Didier RETALI, Joël ALLAIN et Roland CATIMEL.

*Pour avis,*  
Le conseil d'administration.

**SARL LOUEZ-MOI**

**RC : n° TPI 07267 B - N° TAHITI : n° 837161**

*Cession de parts et changement de gérance*

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 7 décembre 2007 et acte de cession de parts du 10 décembre 2007, MM. Aldo MAUEAU et Alain FAYN ont cédé chacun 33 parts sociales à M. Charles LI qui détient maintenant ces 66 parts acquises.

Par ailleurs, il a été également décidé que M. Alain FAYN démissionne de ses fonctions de gérant de la société et de nommer M. Charles LI, comme nouveau gérant.

**Me Betty HAYOUN, avocat à la cour**  
**Immeuble Te Matai, Papeete**  
**Téléphone : 41 91 11 - Fax : 41 91 00**

*Vente de fonds de commerce*

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 8 janvier 2008, enregistré le 8 janvier 2008, volume 163, bordereau 5940/18,

PARNASSA, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, immatriculée au RC sous le n° 07 102 B, siège social : BP 4306 Papeete, représentée par son gérant M. Alain DRAY,

A cédé à :

M. David ANAS, né le 7 septembre 1966 à Lisieux, nationalité française, BP 50438 Pirae, demeurant à Taravao,

Un fonds de commerce de vente et location de films vidéos et autres connu sous le nom de PRIVILEGE MEDIAVISION, qui était exploité à Afaahiti (Taravao) au rez-de-chaussée d'un immeuble dénommé Centre commercial MANATEA, moyennant le prix de quatre millions de francs CFP (4 000 000 F CFP).

L'entrée en jouissance a été fixée à la date du 1er janvier 2008.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours suivant la dernière en date des publications au cabinet de Me Betty HAYOUN, immeuble Te Matai, boulevard Pomare à Papeete, demeurant BP 21379 Papeete, téléphone : 41 91 11, fax : 41 91 00, où domicile a été élu à cet effet.

*Pour insertion.*

**SOCIETE TAHITIENNE**  
**D'ETANCHEITE ET DE COUVERTURE**  
**par abréviation "SOTEC"**

**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 5 000 000 F CFP**  
**Siège social : Faa'a, PK 4, côté mer**  
**RCS Papeete : 601-B - N° TAHITI : 43 166**

Suivant délibérations en date du 12 décembre 2007, l'assemblée générale a décidé de nommer en qualité de deuxième gérant M. Nuutere EWART, demeurant à Faa'a, PK 4,500, côté mer, pour une durée indéterminée et ce à compter de ce jour.

*Ancienne mention*

- *Gérance :* M. Ronald EWART.

*Nouvelle mention*

- *Gérance :* MM. Ronald EWART et Nuutere EWART.

La gérance.

**VAITAITAI**

**Société civile au capital de 200 000 F CFP**  
**Siège social : Faanui, Bora Bora**  
**RCS Papeete n° 07 90 C**

*Changement de gérant*

Il résulte d'un acte sous seing privé en date du 20 novembre 2007 que MM. John APEANG, né le 28 juillet 1962, et Louis LALANNE, né le 5 juillet 1953, ont cédé la totalité de leurs parts sociales à M. Christophe BALSAN, né le 13 octobre 1967.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 20 novembre 2007, M. Christophe BALSAN a été nommé en qualité de nouveau gérant.

En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

*Ancienne mention :* Gérant : M. John APEANG, demeurant à Mahina, lot n° 23, résidence Mahinarama.

*Nouvelle mention :* Gérant : M. Christophe BALSAN, demeurant à Punaauia, Temaruata.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,*  
Me Gilles GUEDIKIAN.

**ANNONCES DIVERSES**

**COOPERATIVE SCOLAIRE**  
**DE L'ECOLE PRIMAIRE DE HAAPU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(29 novembre 2007)

Président	: DEGAGE Errol
Vice-présidente	: TEHEIURA Marlène
Secrétaire	: VANFFAUT Vaitiare
Secrétaire adjoint	: DEGAGE Heirama
Trésorier	: LEFORT Bernard
Trésorier adjoint	: DEGAGE Heiva

**ASSOCIATION OEVA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(12 décembre 2007)

Président d'honneur : YIENG KOW Tereotua  
 Présidente : YIENG KOW Lili  
 Secrétaire : RATIA Josiane  
 Trésorier : YIENG KOW Michel

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE L'ECOLE MATERNELLE ARIITAMA DE PAPARA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(12 novembre 2007)

Présidente : TIHOTITAHU Tetuaura  
 Vice-président : GOURRAT Patrick  
 Secrétaire : ROOMATAAROA Eléonore  
 Secrétaire adjointe : BELLIARD Corinne  
 Trésorière : TEPA Reyanna

**ASSOCIATION TAMARII AMUI PETANQUE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(5 janvier 2008)

Président d'honneur : TEIVA Joël  
 Président : TAATA Gabriel  
 Vice-président : NATUA Roger  
 Secrétaire : CADOUSTEAU Victor  
 Secrétaire adjointe : TEHAU Ida  
 Trésorier : TEIVA Atahi  
 Trésorier adjoint : TAHAI Thomas

**PARTI TRAVAILLISTE POLYNESIEN****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(26 décembre 2007)

Président : TEMARII Mahinui  
 Vice-présidents : TERIINOHORAI Atonia  
 TEFAFANO Pai  
 Secrétaire : POTHIER Homère  
 Secrétares adjoints : PANSI Marcellino  
 TAMEYTONA Bryan  
 Trésorier : AMARU Iotua  
 Trésorier adjoint : PAHIO Prosper  
 Responsables des relations  
 publiques : MATTERAI Bruno  
 TEINAURI Christian  
 Assesseurs : CHAULET René  
 TEOROI Patrick  
 ADAMS Armand

**FEDERATION TAHITIENNE DE BADMINTON****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(5 décembre 2007)

Président : LERAMBERT Thierry  
 Vice-président : ALHEZRA Mike  
 Secrétaire : BEDRUNE Sébastien  
 Secrétaire adjointe : TAAROA Heiana  
 Trésorier : MOUX Thierry  
 Trésorier adjoint : VARNEY Hiro

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE L'ECOLE PUBLIQUE DE HAKATAO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(13 novembre 2007)

Présidente : DEANE Denise  
 Secrétaire : MARUAE Christine  
 Trésorier : DEANE Gustave

**UNION NATIONALE  
DES SYNDICATS AUTONOMES - POLICE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(26 et 27 novembre 2007)

Secrétaire régional : TEINA Wallace  
 Secrétares régionaux adjoints : MOLLEN Albert  
 RAOHA Cyril  
 WILLIAMU Georges  
 TATARATA Marc  
 TUAHIVA Hans  
 Secrétares administratifs : AH SCHA Vainono  
 BUCHIN Hiromana  
 Secrétares administratifs  
 adjoints : PIQUET Edouard  
 BROULT Antonina  
 PALMER Whitmer  
 Trésorier : AMARU Willy  
 Trésorière adjointe : LUCAS Roselyne

**FEDERATION TAHITIENNE DE BASKET-BALL (FTBB)****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(1er décembre 2007)

Présidente : TEHEI Nancy  
 Vice-président délégué : VILLANT Pierre  
 Vice-présidents : PEREZ Vairupe  
 TEHIHIPO Tafirai  
 Secrétaire : VAIHO Yan  
 Secrétaire adjointe : TERIIEROOITERAI Marguerite  
 Trésorière : NENA Elsie  
 Trésorier adjoint : TAPUTU Faana

**ASSOCIATION PUNA NUI API****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(5 décembre 2007)

Présidente : MANEA Florence  
 Vice-président : BONJOUR Etienne  
 Secrétaire : FACON Maeva  
 Secrétaire adjointe : SOMMERS Juanita  
 Trésorière : CHANSON Catherine  
 Trésorière adjointe : WOHLER Josette  
 Assesseurs : TEHAHE Moea  
 RAI Renée  
 MAAU-RAOULX Jemina

**ASSOCIATION SPORTIVE  
TAEKWONDO CLUB DE TEVA I UTA, MATAIEA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(15 décembre 2007)**

Présidents d'honneur	:	DOOM Victor TERAI Michèle
Président	:	GUERIN Philippe
Vice-président	:	GAUDENZI Frank
Secrétaire	:	TUIHO Pascal
Secrétaire adjointe	:	PAHEROO Maui
Trésorière	:	TUIHO Christine
Trésorier adjoint	:	PRIEUR Loïc
Commissaires aux comptes	:	TIHONI Tevahitua MAHAA Tamatona
Assesseeurs	:	PIHAATAE Gilles APINI Vanina PAUTU Moana VAHAPATA Amanda TETOPATA Roland MAUATI Marie-Madeleine TERIITAHU Elisabeth TEHIHIRA Marcel PAHEROO Alban

**ASSOCIATION TAMARII MATAIEA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(11 décembre 2007)**

Présidente	:	HUITOOFU Poia
Vice-président	:	ARIIOEHAU Alfred
Secrétaire	:	PEPIN Nina
Secrétaire adjoint	:	TEIHO François
Trésorière	:	TETUIRA Ella
Trésorière adjointe	:	PERRAULT Repeta
Assesseeur	:	MAI Céline

**ASSOCIATION HERITIERS DE TETAUIRA A TETAUIRA,  
EPOUX DE HANA A HANERE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(16 octobre 2007)**

Présidente d'honneur	:	MAI Dora
Président	:	JORDAN Lucien
Vice-présidente	:	TERAIARUE Tehea
Secrétaire	:	TERAIARUE Charlotte
Secrétaire adjointe	:	TAERO-TETAUIRA Poutoru
Trésorier	:	LONGINE Moana
Trésorière adjointe	:	CHEUNG Tuteehu
Assesseeurs	:	BONNO Marc ATENI Maxo MOUA Orley

**ASSOCIATION ATEA NUI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(28 août 2007)**

Président	:	FAAIO Raanui
Vice-présidente	:	TEOTAHU Marjorie
Secrétaire	:	TAIHIA Charlina
Secrétaire adjointe	:	TIAORE Maeva
Trésorière	:	TETOPATA Djérina
Trésorier adjoint	:	MOUREU Albert

**UNION NATIONALE  
DES ANCIENS COMBATTANTS D'INDOCHINE  
DES TOE ET D'AFN (UNACITA) -  
SECTION DE POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(1er décembre 2007)**

Président	:	DIGNAC William
Vice-présidents	:	BELLI Armand TRONDLE Charles
Secrétaire	:	VINCENTI Raphaël
Trésorier	:	BELLI Armand
Porte-drapeau	:	GRESSET Jean

**ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE  
DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DE PAMATAI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(16 octobre 2007)**

Président	:	HAUMANI Tunui
Secrétaire	:	HEITAA Fidéla
Trésorier	:	MAURIN Bernard

**ASSOCIATION SPORTIVE MEIA RIO PI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(26 octobre 2007)**

Président	:	MULLER Miroslav
Vice-présidents	:	AH YUN Alwin TANE Eric TEFAAORA Félix
Secrétaire	:	SPITZ Pascal
Secrétaire adjointe	:	FATEATA Anna
Trésorier	:	FATEATA Lionel
Membres	:	TERIIPAIA Jerry NEUFFER Eric TAPAO Gilles LACHAUX Christian

**ASSOCIATION  
DES ECLAIREURS ET ECLAIREUSES UNIONISTES  
DE L'EGLISE PROTESTANTE MAOHI  
EN POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(24 septembre 2007)**

Président	:	MARAMA Roger
Vice-présidents	:	MAKE Emilio GOODING Régis TUPUHOE Marcelino
Secrétaire	:	TUPUHOE Naïla
Secrétaire adjointe	:	TCHONG Chantal
Trésorière	:	TEROROTUA Hinatea
Trésorier adjoint	:	PAIE Angelo

**AMUIRAA PERETEPa NO TAUTIRA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(2 décembre 2007)

Président	: TIAAHU Maurice
Vice-présidents	: PAEPAETAATA Georges MERVIN Alfred
Secrétaire	: ROCHETTE Matau
Secrétaire adjoint	: DEANE Justin
Trésorière	: ROCHETTE Stella
Trésorière adjointe	: PAEPAETAATA Teramai

**ASSOCIATION HANANA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 octobre 2007)

Président d'honneur	: AMARU Léon
Président	: AMARU Christian
Vice-président	: AMARU David
Secrétaire	: WONG-HEN Nina
Secrétaire adjointe	: EBB Marianne
Trésorière	: BOU KAN SA Diana
Trésorière adjointe	: MAMA Nicole
Commissaires aux comptes	: AMARU Firmin AMARU Jean-Luc
Assesseurs	: AMARU Marc AMARU Daniel

**DISTRICT DE VA'A DE TAHAA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(19 avril 2007)

Président	: TETUANUI Anatole
Vice-présidents	: MAMA Frédéric NEUFFER Bruno
Secrétaire	: TETUANUI Régina
Secrétaire adjoint	: MAIARII Christian
Trésorier	: BAMBRIDGE John
Trésorière adjointe	: BAMBRIDGE Dolorès

**ASSOCIATION TE VAI PUNA**

(Récépissé n° 15 DRCL du 7 janvier 2008)

## Extraits de statuts

Il est formé le 22 décembre 2007 une association, conformément à la loi du 1er juillet 1901, dénommée TE VAI PUNA.

Elle a pour but :

- la promotion et la pratique des sports ;
- l'éducation physique en général ;
- l'organisation de loisirs et de déplacements dans le but de resserrer les liens amicaux ;
- de consolider la bonne entente entre tous les membres de l'association.

Son siège social est fixé à l'Office des postes et télécommunications à Atuona.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TEHAAMOANA Domingo
Vice-présidente	: KAMIA Angéla
Secrétaire	: BONNO Charles
Trésorière	: LOVIAT Sylviane

**ASSOCIATION DES SECOURISTES DE TAKAROA**

(Récépissé n° 1 TG du 10 janvier 2008)

## Extraits de statuts

Il est fondé le 1er décembre 2007, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION DES SECOURISTES DE TAKAROA.

Elle a pour but de pouvoir porter secours à toute personne en danger dans tous les événements (sportifs, sorties de loisirs, fêtes...).

Son siège social est fixé à Takarua, Tuamotu. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du bureau.

Sa durée est illimitée ; elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: MAPUHI Tony
Vice-président	: TUMARAE Pierre
Secrétaire	: TEHINA Heimataura
Secrétaire adjointe	: TUMARAE Heia
Trésorière	: TEHINA Aline
Trésorier adjoint	: CHARLES Willy

**ASSOCIATION FAMILIALE MAHAHA ET CONSORTS**

(Récépissé n° 1823 DRCL du 17 décembre 2007)

## Extraits de statuts

L'ASSOCIATION FAMILIALE MAHAHA ET CONSORTS, créée le 19 novembre 2007, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but :

- de regrouper et resserrer les liens familiaux entre ses membres ;
- de recueillir tous les documents dans les services administratifs (tribunal, état civil, cadastre, etc.) ;
- d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant leur patrimoine ;
- de défendre et protéger les biens familiaux.

Son siège social est fixé à Afaahiti, PK 30,500. Celui-ci pourra être transféré en tout lieu sur décision du bureau.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente d'honneur	: VAN BASTOLAER Josette
Présidente	: HARO Stellina
Vice-président	: VAN BASTOLAER Alphonse
Secrétaire	: ANDREUCCI Velma
Secrétaire adjoint	: VESELSKY Anthony
Trésorier	: VAN BASTOLAER James
Trésorière adjointe	: FAARUIA Virginie
Commissaire aux comptes	: TAMU Georgette

**ASSOCIATION FAMILIALE  
DES DESCENDANTS DE PIERRE TETUANUI A TEPA  
ET DE DAME TERIIUIRA A TAUHIRO**  
(Récépissé n° 1859 DRCL du 26 décembre 2007)

Extraits de statuts

Il est fondé le 11 novembre 2007, entre les membres familiaux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE DES DESCENDANTS DE PIERRE TETUANUI A TEPA ET DE DAME TERIIUIRA A TAUHIRO.

Elle a pour but :

- de poursuivre les affaires de terre, en mémoire de nos parents, nos ancêtres et des personnes chères à nos pensées dont la famille Hapairai Haami, époux de Tetunohoata a Evini ;
- un partage raisonnable ;
- de faire valoir les droits et les biens aux ayants droit de Pierre Tetuanui a Tepa et de Dame Teriuiira a Tauhiro ;
- de faire connaître, regrouper et resserrer les liens familiaux en tenant des rencontres en un lieu défini ou quelconque ;
- de recueillir toutes les informations et les témoignages dans les établissements publics, administratifs, juridiques et religieux (DAF, état civil, JO, archives, etc.) ;
- de faire respecter les statuts et le règlement intérieur pour le bon fonctionnement de l'association ;
- d'étendre son action dans d'autres domaines comme l'agriculture, l'élevage, la gestion, etc.

Son siège social est fixé au PK 47,800, côté mer, Mataiea, chez M. Jean Tepa. Il peut être transféré ailleurs sur décision du conseil.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: IHORAI Pierre
Vice-présidente	: TUTEA Victoire
Secrétaire	: TEHEIPUARI Anna
Secrétaire adjointe	: PAIEA Frédina
Trésorière	: TEPA Elise
Trésorière adjointe	: TEPA Ornella
Commissaire aux comptes	: TEPA Iva
Assesseur	: UURU Violette

**ASSOCIATION TE RIMA RAU NO FENUA AITO**  
(Récépissé n° 1844 DRCL du 24 décembre 2007)

Extraits de statuts

Il est constitué le 15 décembre 2007 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TE RIMA RAU NO FENUA AITO.

Elle a pour but l'organisation, la représentation, la promotion, le développement et la sauvegarde du secteur artisanal et traditionnel de la pêche, l'aquaculture, l'agriculture, l'horticulture, la flore et l'environnement :

- en insérant les jeunes dans les milieux culturel et social ;
- en organisant des expositions-ventes des produits de l'artisanat ou autres ;
- en défendant les intérêts des femmes auprès des différents organismes territoriaux, communaux ou autres ;
- en sauvegardant notre environnement ;
- en aidant à la poursuite des progrès.

Son siège social est fixé à Teva I Uta, Mataiea, PK 47,300, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TAURAATUA Isabelle
Vice-présidente	: TAURAATUA Marie-Thérèse
Secrétaire	: FAATOMO Chantale
Secrétaire adjointe	: IE Maite
Trésorière	: TEIVA Evelynne
Trésorière adjointe	: KAVERA Gabrielle
Assesseurs	: TEEHU Rofina TAURAATUA Adolphe TAURAATUA Axel

**ASSOCIATION TURA HAU NUI**  
(Récépissé n° 1854 DRCL du 26 décembre 2007)

Extraits de statuts

Il est fondé le 11 décembre 2007, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 et soumise aux dispositions de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990, modifiée par les lois n°s 93-122 du 29 janvier 1993 et 95-65 du 19 janvier 1995 dénommée TURA HAU NUI.

Elle a pour but exclusif d'être le mandataire de Mlle Ioana Teupoohuitua, de la liste Te Aho Api, pour le financement de sa campagne pour les élections municipales prévues les 9 et 16 mars 2008, commune de Paea, Tahiti.

Son siège social est fixé à Paea, BP 330322, PK 25,200, côté montagne, n° tél : 43 55 17. Il pourra être transféré par simple décision du bureau ratifiée par l'assemblée générale. La copie de cette décision sera adressée aux services du haut-commissariat.

L'association est constituée pour une durée n'exédant pas trois mois suivant le dépôt à la direction de la réglementation et du contrôle de la légalité du haut-commissariat de la République française en Polynésie française, par le candidat, de son compte de campagne. Ce dépôt intervient au plus tard deux mois après le tour de scrutin où l'élection est acquise. Dans le cas où le candidat ne dépose pas sa candidature, l'association est dissoute de plein droit à l'expiration du délai de dépôt des candidatures.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: WHITE Angèle
Secrétaire	: MAI Merlyna
Trésorière	: TAUIHARA Vaitiare
Assesseur	: STINNER Jean-Claude

**ASSOCIATION SPORTIVE AVERA***(Récépissé n° 364 SAISLV du 26 décembre 2007)*

## Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE AVERA, fondée le 18 décembre 2007, a pour objet :

- l'insertion des jeunes dans la vie associative et plus particulièrement au volley-ball ;
- de participer aux différentes compétitions fédérales ;
- d'organiser des journées sportives ;
- ainsi que l'organisation d'activités autres que le volley-ball ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Avera, PK 9, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente d'honneur	: TAEA Jeannette
Présidente	: HIROVANAA Béatrice
Vice-présidente	: TERIIPAIA Tania
Secrétaire	: SIMON Claude
Secrétaire adjointe	: TEFAATAU Corinne
Trésorière	: PERO Mareva
Trésorière adjointe	: BOWRON Hinano

**ASSOCIATION SPORTIVE VAIRAI VA'A***(Récépissé n° 1819 DRCL du 17 décembre 2007)*

## Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE VAIRAI VA'A, fondée le 24 novembre 2007, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique du va'a, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 6,800, côté mer.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: ELLIS Longo
Vice-présidente	: ELLIS Béatrice
Secrétaire	: SMITH Mareta
Trésorière	: THUNOT Tevaitau
Trésorier adjoint	: ELLIS Rautini

**ASSOCIATION DE JEUNESSE ET DE DEVELOPPEMENT DE UA HUKA***(Récépissé n° 3015 DRCL du 14 janvier 2008)*

## Extraits de statuts

Il est institué le 5 décembre 2007 une association regroupant les jeunes gens de la commune de Ua Huka sortis du cursus scolaire et jusqu'à leur autonomie professionnelle ou/et financière dénommée ASSOCIATION DE JEUNESSE ET DE DEVELOPPEMENT DE UA HUKA.

Elle a pour objet :

- de faciliter la recherche d'emploi des jeunes en fin de cursus scolaire ;
- d'aider à la création d'entreprise et d'emploi sur l'île de Ua Huka ;
- d'offrir un lieu d'écoute et d'échange aux jeunes ;
- de créer et de promouvoir toutes manifestations pouvant occuper, intéresser et responsabiliser les membres.

Son siège social est fixé au domicile du président à Hane.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	: TEIKITEEPUPUNI Léontine
Secrétaire	: TUAIVA Ingrid
Trésorier	: OHOTUA Frédéric

**ASSOCIATION AGRICOLE ET ARTISANALE MAUIA***(Récépissé n° 3003 DRCL du 7 janvier 2008)*

## Extraits de statuts

Il est constitué le 3 décembre 2007 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION AGRICOLE ET ARTISANALE MAUIA.

Elle a pour objet :

- de promouvoir l'artisanat au niveau des jeunes et des adultes afin qu'ils puissent vivre de leur travail ;
- de donner des responsabilités aux jeunes afin qu'ils restent dans l'île de Ua Pou ;
- de donner du travail aux jeunes de l'île à la fin de leur scolarité ;
- d'initier et d'encourager les jeunes et les adultes à faire de l'artisanat ;
- d'écouler les produits de leur travail par l'exportation de ceux-ci vers l'extérieur ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- de venir en aide aux membres.

Son siège social est fixé à Hakahau, Ua Pou, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: BRUNEAU Calixte
Secrétaire	: TATA Charles
Trésorière	: KAUTAI Marie-Antoinette
Assesseur	: TATA Kévin

**ASSOCIATION FAMILIALE****JEANNE ET HENRI TERIIEROOITERAI***(Récépissé n° 1872 DRCL du 24 décembre 2007)*

## Extraits de statuts

Conformément à la loi du 1er juillet 1901 modifiée par le décret du 16 août 1901, il est créé une association de

membres de famille dénommée ASSOCIATION FAMILIALE JEANNE ET HENRI TERIIEROOITERAI le 1er février 2007.

Elle a pour objet :

- de regrouper tous les membres de la famille ;
- de resserrer les liens familiaux pouvant exister entre tous les membres ;
- de faire toute démarche et entreprendre toute action concernant leur patrimoine culturel et foncier ;
- de rechercher, promouvoir et protéger son identité familiale et juridique ;
- de sortir de l'indivision ;
- d'entreprendre toutes les démarches nécessaires en vue de procéder au partage des terres familiales.

Son siège social est fixé au domicile du président.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TERIIEROOITERAI Vaimuna
Vice-président	: TERIIEROOITERAI Gilbert
Secrétaire	: TERIIEROOITERAI Myrna
Trésorière	: TERIIEROOITERAI Mirianne

#### ASSOCIATION VEROIA

(Récépissé n° 1899 DRCL du 3 janvier 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION VEROIA, fondée le 14 décembre 2007, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but :

- de participer aux différents concours et compétitions musicaux ;
- d'organiser, de programmer et de participer aux manifestations musicales, artistiques et culturelles ;
- de promouvoir la musique polynésienne ;
- de produire des chansons de tous genres.

Son siège social est fixé à Pirae, Aute II, lot n° 57.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DOUCET Anthony
Secrétaire	: JUVENTIN Reva
Trésorier	: CORNETTE DE SAINT-CYR Xavier

#### ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS DE TETUARII MARAETAATA

(Récépissé n° 1825 DRCL du 17 décembre 2007)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS DE TETUARII MARAETAATA, fondée le 24 novembre 2007, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet :

- d'élaborer à la constitution de la généalogie et du patrimoine ancestral de ses adhérents, de rechercher et de recueillir tous documents ou témoignages de toute personne physique ou morale dans les différents services administratifs (état civil, tribunal, cadastre, notaire, domaine, etc.), de défendre et de revendiquer les biens et successions liés aux intérêts de chacun de ses adhérents par tous moyens légaux et de droit, afin d'établir et de faire reconnaître leur filiation et leur qualité d'ayant droit devant tous les services compétents de l'administration et le tribunal foncier ainsi que leur famille ;
- de s'affilier à la Fondation des propriétaires fonciers (FPF) afin de les accompagner, de consolider, de retrouver les liens et le degré de parenté qui les unissent dans le but de revendiquer et de partager les biens et les successions provenant de leurs ancêtres communs ;
- d'organiser des fêtes ou des concours de pétanque et toutes autres activités à caractère récréatif, sportif, cinématographique et culturel afin d'aider ses adhérents, groupés ou non en association familiale, à contribuer à l'autofinancement de leurs frais de revendication, de partage et aussi aux besoins de l'association.

Son siège social est fixé à Papeari, PK 52,300, côté mer, BP 7649 Taravao.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TETUARII Mihi
Présidente	: FAAAVE Magdalena
Vice-président	: FAAAVE Etienne
Secrétaire	: TETUARII Natupuai
Secrétaire adjointe	: TETUARII Noéline
Trésorier	: TETUARII Michel
Trésorier adjoint	: TETUARII Noël
Assesseurs	: TETUARII Brigitte TETUARII Edgar

## LOTO NATIONAL

### LOTO NATIONAL N° 3

Premier tirage du mercredi 9 janvier 2008 :

**3 5 11 12 16 29**

Numéro complémentaire : **43**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	23 878 639
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	7	1 411 348
5 bons numéros.....	771	44 665
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	798	2 648
4 bons numéros.....	32 455	1 324
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	20 909	356
3 bons numéros.....	457 384	178

Deuxième tirage du mercredi 9 janvier 2008 :

**9 26 33 39 42 44**

Numéro complémentaire : **11**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	203 428 758
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	5	1 961 372
5 bons numéros.....	264	128 484
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	856	5 440
4 bons numéros.....	14 943	2 720
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	24 673	572
3 bons numéros.....	271 846	286

**Joker + : 2 343 547**

### LOTO NATIONAL N° 4

Premier tirage du samedi 12 janvier 2008 :

**5 9 19 21 24 36**

Numéro complémentaire : **47**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	26	490 131
5 bons numéros.....	666	66 300
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 430	3 460
4 bons numéros.....	30 727	1 730
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	31 210	858
3 bons numéros.....	493 514	429

Deuxième tirage du samedi 12 janvier 2008 :

**17 26 34 35 37 39**

Numéro complémentaire : **22**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	5	2 487 661
5 bons numéros.....	411	106 610
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	957	4 916
4 bons numéros.....	21 782	2 458
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	25 316	596
3 bons numéros.....	343 112	298

**Joker + : 7 624 506**



# KENO

Lundi 7 janvier 2008

1er tirage

Jackpot : 7 87 37 27 — Joker + : 2 472 801

4	7	8	13	15	18	19	20	23	24
31	33	39	45	49	50	53	57	64	69

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Jackpot : 6 48 39 71 — Joker + : 7 150 887

6	7	17	18	20	23	25	28	30	34
35	39	45	48	50	53	59	63	66	67

Multiplicateur : x 2

Mardi 8 janvier 2008

1er tirage

Jackpot : 0 62 72 84 — Joker + : 2 347 408

2	8	11	24	26	29	31	33	35	40
47	48	51	54	55	59	61	62	65	67

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 4 72 11 89 — Joker + : 4 625 283

3	13	21	22	25	30	32	36	37	38
39	42	47	48	49	52	55	59	67	69

Multiplicateur : x 2

Mercredi 9 janvier 2008

1er tirage

Jackpot : 4 19 60 88 — Joker + : 5 133 044

1	3	8	12	14	15	19	29	31	33
37	39	44	49	52	59	60	63	67	70

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 4 91 18 40 — Joker + : 2 343 547

8	9	13	15	16	22	23	27	32	33
34	37	40	46	48	50	51	56	66	67

Multiplicateur : x 4

Jeudi 10 janvier 2008

1er tirage

Jackpot : 6 69 59 15 — Joker + : 6 756 700

4	7	8	10	12	21	25	27	28	29
30	43	44	45	51	55	57	58	67	70

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 8 54 43 58 — Joker + : 5 669 786

3	10	12	14	16	19	20	22	29	34
42	47	48	51	52	54	55	62	67	69

Multiplicateur : x 1

Vendredi 11 janvier 2008

1er tirage

Jackpot : 0 98 18 52 — Joker + : 4 850 420

10	14	17	18	22	24	27	30	32	34
36	40	42	48	49	50	53	54	56	59

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 6 30 72 53 — Joker + : 5 020 017

2	5	11	13	17	27	29	31	36	37
39	45	52	55	57	58	59	62	67	69

Multiplicateur : x 2

Samedi 12 janvier 2008

1er tirage

Jackpot : 6 38 07 82 — Joker + : 2 498 374

6	12	14	15	23	24	29	36	37	41
43	45	46	49	50	51	52	53	55	56

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Jackpot : 2 64 44 79 — Joker + : 7 624 506

2	7	8	10	20	25	29	30	32	37
38	40	41	43	44	53	55	64	68	69

Multiplicateur : x 3

Dimanche 13 janvier 2008

1er tirage

Jackpot : 3 75 54 81 — Joker + : 9 535 906

3	8	12	14	16	17	23	24	38	46
49	50	53	56	58	60	63	64	65	68

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 5 70 25 09 — Joker + : 8 493 072

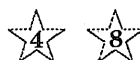
6	9	14	19	20	26	29	30	33	34
35	36	38	41	42	50	51	63	64	67

Multiplicateur : x 1

# EURO MILLIONS

Vendredi 11 janvier 2008 - N° 2

8 24 36 49 50



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	1	4	95 456 467
5		1	7	15 479 427
4 +	☆ ☆	25	110	703 603
4 +	☆	332	1 561	33 042
4		475	2 316	15 584
3 +	☆ ☆	1 089	5 142	10 023
3 +	☆	15 242	70 098	3 747
2 +	☆ ☆	16 862	76 299	2 971
3		21 969	104 300	2 315
1 +	☆ ☆	90 841	408 732	1 264
2 +	☆	228 912	1 027 726	1 193

Joker + : 5 020 017